

Étienne Cabet

et les Origines du

Communisme Icarien



T H È S E

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

PAR

JULES PRUDHOMMEAUX

Ancien élève de la Faculté des Lettres de Lyon
Agrégré des Lettres



N I M E S

IMPRIMERIE COOPÉRATIVE « LA LABORIEUSE »
Rue J.-B.-A. Godin, 7

—
1907

Etienne CABET

ET LES ORIGINES DU

COMMUNISME ICARIEN

Étienne Cabet

et les Origines du

Communisme Icarien

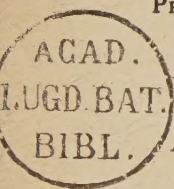
T H È S E

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

PAR

JULES PRUDHOMMEAUX

Ancien élève de la Faculté des Lettres de Lyon
Agrégré des Lettres



N I M E S

IMPRIMERIE COOPÉRATIVE « LA LABORIEUSE »
Rue J.-B.-A. Godin, 7

—
1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

On voudra bien ne chercher dans la présente étude qu'une modeste contribution à l'histoire du communisme en France pendant la première moitié du siècle dernier et plus particulièrement de 1830 à 1848. Lorsque le fils de Philippe-Egalité prit place sur le trône, beaucoup de démocrates, nés à la fin du dix-huitième siècle et tout pénétrés de sa philosophie, crurent de bonne foi que la Révolution venait de reparaitre après une éclipse de près de quarante années et qu'elle allait achever enfin son œuvre, interrompue par la réaction thermidorienne. Vite déçus dans leurs espérances, ils se formèrent en parti d'opposition, et l'on vit les plus exaltés d'entre eux, s'inspirant des doctrines de Babeuf remises en circulation par Buonarroti, préparer l'avènement d'une vaste communauté nationale destinée dans leur pensée à réaliser le magnifique idéal d'égalité parfaite et de bonheur universel que les grands ancêtres de 1793 avaient seulement entrevu.

Parmi ceux qui partagèrent ces illusions, Etienne Cabet mérite d'être cité au premier rang. Il a transformé en un programme d'action suffisamment précis et concret des idées qui menaçaient de rester chez ses coreligionnaires politiques à l'état d'aspirations confuses ; il a su adapter ce programme à quelques-uns des besoins de son temps ; il a réussi enfin à gagner à sa cause un nombre imposant de disciples, puisqu'au dire de certains Icariens, l'école comptait en France et en Europe, à la fin de 1847, environ deux cent mille adhérents.

Je ne me suis pas proposé, dans ce travail, d'écrire l'histoire, singulièrement obscure encore, de ce parti très disséminé, aux frontières toujours mouvantes, obligé d'ailleurs à beaucoup de circonspection par les tracasseries du pouvoir. J'ai voulu seulement déterminer les conditions qui lui ont permis de naître, en remplaçant son fondateur au milieu de son temps et en reconstituant, à l'aide des renseignements qu'il nous a fournis lui-même, les étapes suivies par sa pensée jusqu'au moment où elle s'est fixée, en même temps qu'épanouie, dans les pages du *Voyage en Icarie*. M'en tenant strictement à mon sujet, j'ai laissé de côté l'histoire des diverses écoles néo-babouvistes, de leurs journaux, de leurs querelles et de leurs procès, car elles ont pris naissance pendant le séjour de Cabet à Londres, c'est-à-dire pendant les années où les mouvements d'opinion qui se sont produits en France n'ont eu sur lui qu'une répercussion insignifiante.

Du système icarien lui-même, je n'ai dit que ce qui était nécessaire à l'intelligence de ses origines. Après avoir montré dans Cabet l'ami des survivants de la Révolution, l'historien, l'admirateur et le disciple des grands démocrates de l'âge précédent, le lecteur fervent de J.-J. Rousseau et de Thomas Morus, il me restait à chercher dans son œuvre la preuve *a posteriori* du parti qu'il a tiré de ses lectures. J'ai cru devoir faire porter le principal effort de cette preuve sur une comparaison du communisme de Cabet avec celui de Buonarroti. Constater dans le premier les thèses fondamentales du second, établir que le *Voyage en Icarie* est inspiré directement de la *Conspiration pour l'Egalité*, c'est, il me semble, retrouver du même coup toute l'ascendance de la doctrine icarienne, puisque c'est rattacher Cabet à la famille de penseurs dont Babeuf est issu, à Robespierre, à Morelly, à Rousseau et à l'innombrable lignée des réformateurs utopistes qui reconnaissent Platon pour ancêtre. Ai-je besoin d'ajouter qu'en exposant le

communisme de Cabet, je me suis gardé autant que possible de le discuter ? On ne discute que ce qui vit ; mais si l'utopie icarienne est entrée déjà dans le musée de l'histoire des idées, elle n'en est que plus fondée à exiger de ceux qui l'étudient l'impartialité. C'est un devoir auquel, pour ma part, j'espère n'avoir pas manqué.

Il me reste à parler des documents dont je me suis servi.

S'il faut en croire le mieux informé des Icariens, M. J.-P. Beluze, il ne subsiste presque rien de la correspondance de Cabet pour la partie de sa vie qui va de 1830 à 1847. La crainte des visites domiciliaires, puis, après le départ du fondateur d'Icarie pour les Etats-Unis, la prudence de sa femme, peu suspecte de bienveillance pour les idées de son mari, expliquent cette disparition ou tout au moins cette dispersion des archives de l'école icarienne. Il ne semble pas d'ailleurs qu'il faille en tenir la perte pour irréparable. Absorbé par son existence militante de journaliste, d'avocat, d'homme politique et de chef d'école, Cabet, nous le voyons par les quelques lettres de lui que nous possédons, n'a jamais eu le loisir de se répandre en longues confidences épistolaires. Pour le connaître, il suffit au surplus d'interroger les multiples brochures où, d'année en année et même de mois en mois, il a pris soin d'informer le public de ses pensées et de ses actes, avec une sincérité qui ne laisserait rien à désirer si un parti-pris d'apologie personnelle ne venait trop souvent en arrêter l'élan. Ce sont ces brochures, dont on trouvera plus loin la liste, qui ont servi de base à notre travail. Nous en avons complété ou contrôlé les données toutes les fois que nous l'avons cru utile, en recourant au témoignage des contemporains.

En ce qui concerne les lectures qui ont précédé immédiatement la rédaction du *Voyage en Icarie*, nous avons pu consulter les notes que Cabet a prises pendant son

séjour en Angleterre, au cours de ses laborieuses séances dans les bibliothèques publiques de Londres et en particulier au British Museum. Ces notes, écrites entièrement de sa main, couvrent environ un millier de feuillets in-8° jaunis par le temps. Elles sont rédigées de façon hâtive et parfois même se réduisent à de brèves et informes notations. Nous en devons l'obligeante communication à M. J.-P. Beluze. La biographie de Cabet, publiée par ce dernier en collaboration avec H. Carle est malheureusement restée inachevée. Celle qui a été donnée en 1846 par les actionnaires du *Populaire*, quoique très sommaire, est précieuse parce qu'elle a reçu l'estampille du maître. Les papiers de Buonarroti et de Ch. Teste, conservés à la Bibliothèque nationale, nous ont aussi fourni quelques indications utiles. L'étude directe des sources nous a permis de négliger certains travaux estimables, mais de seconde main, comme ceux de M. F. Bonnaud, *Etienne Cabet et son œuvre*, et de H. Lux, *Etienne Cabet und der ikarische Communismus*. On verra enfin que nous avons consulté avec profit les savants ouvrages de MM. Lichtenberger, pour les précurseurs de Cabet antérieurs à la Révolution française, Espinas et Aulard, pour la période révolutionnaire et le babouvisme, G. Weill, Fournière, Tchernoff, H. Michel, pour l'histoire des doctrines sociales et des partis politiques sous la Restauration et la Monarchie de juillet.

J. P.

BIBLIOGRAPHIE

I. — SUR LA BIOGRAPHIE DE CABET

1. CABET. — *Le « National » traduit devant le tribunal de l'opinion publique et M. Cabet accusé par le « National »*, Paris, Prévot, 5 mai 1841, in-8, 112 p.
2. — *Ma ligne droite ou le Vrai chemin du Salut pour le peuple. Lettre à Jules, jeune ouvrier*, Paris, Prévot, sept. 1841, in-8, 64 p.; 2^e édit., juin 1847.
3. DÉZAMY (Th.). — *Calomnies et Politique de M. Cabet. Réfutation par des faits et par sa biographie*, Paris, Prévot, 1842, in-18, 48 p. (Renseignements utiles donnés par un ancien collaborateur de Cabet, témoin attentif de sa vie).
4. CABET. — *Toute la vérité au Peuple ou Réfutation d'un pamphlet calomniateur*, publiée par une Commission au nom de l'Assemblée générale des actionnaires du *Popul.* (140 actionnaires présents), Paris, Prévot, 26 juil. 1842, in-8, 114 p., (réponse à *Calomnies et politique de M. Cabet*).
5. *Biographie de M. Cabet, ancien Procureur général, ancien Député, Directeur du « Populaire », et Réponse aux ennemis du Communisme*, publiées par des actionnaires du *Populaire*, Paris, Bureau du *Populaire*, mars 1846, in-16, 112 p.
6. *Nouvelle Biographie générale*, Paris, Firmin-Didot, 1855, (t. VIII, art. *Cabet*, par Alf. Isambert, p. 22-25). (Tendancieux ; des erreurs nombreuses, comme dans les notices de tous les autres dictionnaires biographiques).
7. CARLE (Henry) et BELUZE (J.-P.). — *Biographie de Etienne Cabet, fondateur de l'Ecole Icarienne*, (4 livraisons seulement, de la naissance de Cabet à la session législative de 1831), Paris, chez Beluze, 3, rue Baillet, 1861-1862, in-16, 192 p.

8. BONNAUD (Félix). — *Etienne Cabet et son œuvre*, Paris, Société libre des Gens de lettres, 1900, in-12, 198 p. (Aucune indication des sources. Reproduction pure et simple de la Biographie de Carle et Beluze et de quelques brochures de Cabet).

(A cette sélection, il est indispensable de joindre les autres œuvres de Cabet et les publications icariennes).

II. — PUBLICATIONS ICARIENNES

(Sous cette rubrique, nous avons groupé, en suivant l'ordre chronologique, tous les écrits de Cabet qui sont parvenus entre nos mains ; nous y avons joint les œuvres de ses disciples, individuelles ou collectives, lorsqu'elles ont été publiées avec l'approbation du maître et éditées sous sa direction par l'administration du *Populaire*. Pour éviter toute solution de continuité entre cette bibliographie et celle qui ouvre notre *Histoire de la Communauté icarienne*, nous l'avons continuée jusqu'au moment où commence cette dernière, c'est-à-dire jusqu'au mois de mai 1847).

1. *Note* (reproduction par le sieur Bissey d'une lettre du 12 sept. 1813, à lui adressée par Cabet), Dijon, Frantin, 1820, in-4, 1 p.
2. CABET. — *Péril de la situation présente. Compte à mes commettants*, Paris, impr. A. Mie, 14 oct. 1831, in-8, 64 p.
3. — *Discours prononcé le 1^{er} mars 1831 à l'occasion du rétablissement du jury en Corse*, Bastia, impr. J. Fabiani, 1831, in-8, 18 p.
4. — *Histoire de la Révolution de 1830 et situation présente (sept. 1832) expliquées et éclairées par les Révolutions de 1789, 1792, 1799 et 1804 et par la Restauration*, Paris, A. Mie, 11 oct. 1832, in-8.
— 2^{me} édition, mai 1833, Paris, Deville-Cavellin, 2 vol. in-12.
— 3^{me} édit., nov. 1833, Paris, Deville-Cavellin et Pagnerre.
5. — *Faits préliminaires au Procès devant la Cour d'assises contre M. Cabet, député de la Côte-d'Or*, Paris, Rouanet, 1833, 1 vol. in-8 en 6 parties :
1^{re} Partie : *Correspondance avec Louis-Philippe, Dupont de l'Eure, Barthe, etc., sur la marche du Gouvernement depuis le 1^{er} août 1830*, 52 p.

2^{me} Partie : *Persécution à l'occasion des 5 et 6 juin*, 28 p.

3^{me} Partie : *Réquisitoire. Condamnation par défaut. Autorisation de la Chambre*, 34 p.

4^{me} Partie : *Conférence du 6 juin 1832 entre S. M. Louis-Philippe et MM. Laffitte, Odilon Barrot, Arago. Programme de l'Hôtel-de-Ville. Discours de M. Viennet sur la Clé d'or*, 24 p.

5^{me} Partie : *Débats du Procès et Jugement*, 40 p.

6^{me} Partie : *M. Cabet défendu et justifié par S. M. Louis-Philippe, par MM. Broglie, Thiers, Soult et autres ministres, par MM. Persil, Madier de Montjau, Viennet et autres députés, etc.*, 24 p.

6. CABET. — *Opinion de M. Cabet, député de la Côte d'Or, sur l'abrogation de la loi concernant le 21 janvier 1793, jour de l'exécution de Louis XVI*, Paris, Rouanet, 1833, in-8, 15 p.
7. — *Nécessité de populariser les journaux républicains. Moyen*. Paris, imp. L. E. Herhan, 1833, in-8, 3 p.
8. *Procès du « Propagateur du Pas-de-Calais »* (1^{re} publication du *Populaire*), Paris, Bur. du *Populaire*, 1833, in-8, 40 p.
9. *Lettre de M. Cormenin* (2^{me} publication du *Populaire*), Paris, Bur. du *Populaire*, 1833, in-8.
10. *Arrestations illégales des crieurs publics. Poursuites du « Populaire » et de ses crieurs contre M. Gisquet, ses commissaires de police et M. de Saint-Didier, juge d'instruction. Procès du crieur Delente et mémorable arrêt de la Cour Royale contre l'appel du procureur général Persil*, (3^{me} publication du *Populaire*), Paris, impr. L. E. Herhan, 16 oct. 1833, in-8, 24 p.
11. *La République du Populaire*, (4^{me} publication du *Populaire*), Paris, Bur. du *Populaire*, 1833, in-8, 20 p.
12. *Réponse d'un républicain aux calomnies des pamphlétaires de la Police*, (5^{me} publication du *Populaire*), Paris, L. E. Herhan, 1833, in-8.
13. *Dialogue entre un garde national républicain et un garde national juste-milieu*, (6^{me} publication du *Populaire*), Paris, L. E. Herhan, 1833, in-8.
14. *Moyens d'améliorer l'état déplorable des ouvriers*, (7^{me} publication du *Populaire*), Paris, L. E. Herhan, 1833, in-8.
15. *Procès du républicain Vergers, commandant de la*

- garde nationale à cheval de Dax, accusé d'offense envers la personne du roi*, (8^{me} publication du *Populaire*), Paris, L. E. Herhan, 1833, in-8.
16. *Quatre-vingt-sixième procès de la « Tribune ». Énorme condamnation à 24.000 francs d'amende pour un petit discours adressé à Louis-Philippe*, (9^{me} publication du *Populaire*), Paris, L. E. Herhan, 1833, in-8.
 17. *Association libre pour l'éducation du peuple. Discours de M. Cabet*, Paris, impr. Demonville, 1833, in-4, 2 p.
 18. *Discours du citoyen Raspail, prononcé dans l'assemblée générale de l'Association républicaine pour la liberté de la Presse*, (10^{me} publication du *Populaire*), Paris, L. E. Herhan, 1833, in-8.
 19. DEMOLIERE (H.). — *La Justice du Peuple* (Poésie), (11^{me} publication du *Populaire*), Paris, L. E. Herhan, 1833, in-8.
 20. *Le Populaire*, journal des intérêts politiques, matériels et moraux du Peuple. Par une société patriotique. Etienne Cabet, directeur. 4 p. in-fol. 9 fr. par an. Hebdomadaire. Du 3 juillet 1833 au 8 octobre 1835.
 21. *Procès du journal républicain « le Patriote de la Côte-d'Or » et de l'Association dijonnaise contre les impôts antipopulaires sur les boissons et le sel*, (12^{me} publication du *Populaire*), Paris, Bur. du *Populaire*, 30 nov. 1833, in-8.
 22. *Louis-Philippe, à lui seul, fait plus de propagande républicaine que tous les républicains ensemble*, (13^{me} publication du *Populaire*), Paris, L. E. Herhan, 1833, in-8, 4 p.
 23. *Illégalités, outrages, tyrannies et despotisme du ministre de la guerre de Louis-Philippe contre les officiers d'artillerie et l'armée française*, (14^{me} publication du *Populaire*), Paris, L. E. Herhan, 24 janv. 1834, in-8.
 24. PAGNERRE et CABET. — *Soutenons la presse populaire*, Paris, L. E. Herhan, 1834, in-8, 4 p.
 25. CABET. — *Sympathie du peuple pour les Polonais débarqués au Havre et à Marseille ; pétitions en leur faveur et discussion de ces pétitions à la Chambre des Députés*. (Public. du *Populaire*) ; Paris, fév. 1834, in-8, 8 p.
 26. *Poursuites du Gouvernement contre M. Cabet*, (Pub. du *Populaire*), Paris, Bur. du *Populaire*, 1834, in-8.

27. CABET. — *Histoire populaire de la Session de 1834. Adresse des Députés et discours prononcés pendant la discussion*. Paris, Bur. du *Populaire*, 1834, in-8, 32 p.
28. — *La Justice d'Avril. Lettre à M. Guizot, (1^{er} février 1835)*, Paris, Pagnerre, 1835, in-8, 16 p.
29. — *Lettre à Louis-Philippe*, par M. Cabet, ex-député, ex-procureur général, maintenant réfugié politique en Angleterre, London, Edw. Bull, 1835, in-8, 8 p.
30. — *Histoire populaire de la Révolution française de 1789 à 1830, précédée d'une introduction contenant le précis de l'Histoire des Français depuis leur origine jusqu'aux États-Généraux*, Paris, Pagnerre, 1839-1840, 4 vol. in-8.
 — 2^{me} édition (illustrée continuée jusqu'en 1845), Paris, Bur. du *Populaire*, 1845, 6 vol. in-8.
 — 3^{me} édition (sans gravures), 1851, 5 vol. in-8.
31. — Notes autographes inédites d'après ses lectures (préparation du *Voyage en Icarie*). Environ 1.000 pages in-8. Londres, 1835-1838.
32. — *L'Émigration de M. Guizot à Gand est-elle gloire ou infamie ?* Paris, Prévot, Rouanet, 1840, in-8, 16 p.
33. CABET et DÉZAMY (Th.). — *Patriotes français, lisez et rougissez de honte, ou opinions des journaux français et étrangers sur la Question d'Orient, le Traité du 15 juillet et la Guerre, discours de la Couronne, pièces diplomatiques, etc.*, Paris, Prévot, Rouanet, 1840, in-8, 96 p.
34. CABET. — *Lettres sur la crise actuelle*, Paris, Rouanet, 1840, 1 vol. in-8.
 1^{re} lettre : *Aurons-nous la guerre ? Lutte entre l'aristocratie européenne et la démocratie, etc.*, 16 p.
 2^{me} lettre : *Point de Bastilles ! Les fortifications projetées sont des Bastilles, etc.*, 32 p.
 3^{me} lettre : *M. Thiers mérite-t-il d'être mis en accusation ?* 32 p.
 4^{me} lettre : *Jamais plus de péril pour tous !* 15 p.
 5^{me} lettre : *Tous les peuples sont menacés*, 16 p.
 6^{me} lettre : *Que faut-il faire pour se défendre ?* 32 p.
35. — *Voyage en Icarie*. Quelques exemplaires ont été distribués par l'auteur en 1839 sous ce titre : *Voyage et Aventures de lord William Carisdall en Icarie*, ouvrage traduit de l'anglais de Francis

Adams par Th. Dufruit, maître de langues, Paris, Hipp. Souverain, 2 vol. in-8.

En janvier 1840, le roman de Cabet, que le rédacteur de la *Nouvelle Biographie Générale* (Firmin-Didot, éd.) prend à tort pour un livre réellement traduit de l'anglais, paraît avec le titre actuel, le nom de l'auteur et les épigraphes disposés en forme de losange enfermé dans un rectangle. — 5^e édit. de 1840 à 1848.

Les citations du présent travail sont faites d'après la 4^{me} édition, Paris, Bur. du *Populaire*, 18, rue J. J. Rousseau, 1846, 1 vol. in-16, 600 p.

Reise nach Ikarien, von E. Cabet, aus dem Französischen, von Dr. Wendel-Hippler, Paris, im Bür. des *Popular*, 1847, in-16, xxvi-541 p.

Le *Voyage en Icarie* a été traduit aussi en anglais et en espagnol.

36. CABET. — *Lecture pour tous. Voyage en Icarie. Le Nouveau Monde*, Bordeaux, B. Breuil, 1838, in-8, 12 p.
37. — *Voyage en Eldorado*, in-8, 3 p.
38. CABET et LAHAUTIERE. — *Biographie populaire de l'Armée*, Paris, Prévot, 1840, 6 liv. en 1 vol. in-8, 48 p.
39. CABET. — *Vous seriez responsables envers la patrie !* Paris, imp. Bourgogne et Martinet, nov. 1840, in-8, 4 p.
40. — *Le « National » nous perd par son aveuglement sur les Bastilles. Réfutation de ses arguments*, Paris, Prévot, Rouanet, févr. 1841, in-8, 48 p.
41. — *L'Embastillement est la ruine de Paris et de la France*. — Paris, Prévot, Rouanet, 1841, in-8, 48 p. numérotées de 49 à 96 et faisant suite à *Le « National » nous perd...*
42. *Le Populaire*, journal de réorganisation sociale et politique dirigé par M. Cabet, ancien député. Paraît tous les mois. Paris, 22, rue St-Benoît-St-Germain, in-fol., 4 fr. par an. Du 14 mars 1841 au 4 oct. 1851. [Mensuel du 14 mars 1841 au 4 avr. 1847 ; hebdomadaire du 5 avr. 1847 au 17 déc. 1848 ; mensuel du 18 déc. 1848 au 7 sept. 1849 ; hebdomadaire du 8 sept. 1850 au 4 oct. 1851.]
43. — *Comment je suis communiste*, Paris, impr. Bourgogne et Martinet, in-8, 16 p. ; 2^e éd., Paris, C. Bajat, in-8, 8 p. ; 3^e éd., Paris, impr. E. B. Delanchoy, in-8, 8 p.
44. — *Credo communiste*, Paris, Prévôt, in-8, 16 p.
45. — *Comment je suis communiste et mon Credo com-*

muniste, Paris, Bur. du *Populaire*, mars 1841. — 4^{me} édit., fév. 1845, in-8, 16 p.; 5^e édit. (hymne icarien), oct. 1847, in-16, 31 p.

Wie ich communist bin und mein communis-tisches Glaubensbekenntniss, traduction allemande de l'ouvrage précédent par le Dr Wendel-Hippler, Paris, 1847, in-16, 31 p.

46. CABET. — *Dialogue sur les Bastilles entre M. Thiers et un courtisan*, Paris, Prévot, mars 1841, in-8, 16 p.

47. — *Le « National » traduit devant le tribunal de l'opinion publique et M. Cabet accusé par le « National »*, (cf. supra : I. *Sur la Biographie de Cabet*, p. ix, 1).

48. — *Douze lettres d'un communiste à un réformiste sur la communauté*, Paris, Bur. du *Populaire*, du 26 mai 1841 au 18 fév. 1842, in-8, 146 p.; — 3^{me} édit., nov. 1845, in-8, 166 p.

1^{re} lettre : *Idées générales sur les communistes et la communauté*, 26 mai 1841, 8 p.

2^{me} lettre : *Calomnies contre les communistes. Réponse au réquisitoire du procureur général. Définition de la communauté. Association. Fraternité*, 5 juin 1841, p. 9 à 16.

3^{me} lettre : *Communauté. Association. Fraternité. Egalité. Unité*, 9 juin 1841, p. 17 à 24.

4^{me} lettre : *La communauté est une association... unitaire. Unité dans l'association, dans l'éducation, dans la propriété, dans l'industrie agricole et manufacturière*, 16 juin 1841, p. 25 à 32.

5^{me} lettre : *Folie du duel. Détestable organisation du travail. Remède. Unité dans l'industrie*, 27 juin 1841, p. 33 à 40.

6^{me} lettre : *Vices de l'organisation actuelle pour les maîtres. Nouvelle organisation du travail*, 8 juil. 1841, p. 41 à 48.

7^{me} lettre : *La femme, ses qualités, titres, droits. Son malheureux sort dans la présente société. Cause du mal. Remède. Son heureux sort dans la communauté*, 25 juil. 1841, p. 49 à 60.

8^{me} lettre : *Organisation politique dans la communauté*, 19 août 1841, p. 61 à 80.

9^{me} lettre : *Sur l'éducation*, 15 oct. 1841, p. 81 à 88.

10^{me} lettre : *Attaque et défense des communistes au sujet de l'attentat Quénisset. Réponse aux objections contre l'Egalité et la Communauté. Principes de communauté qui se trouvent déjà dans la société actuelle*, 8 déc. 1841, p. 89 à 134.

11^{me} lettre : *Suite des objections et des réponses. Principes de communauté qui se trouvent déjà dans la société actuelle. Transformation de la société actuelle en communauté. Régime transitoire*, 12 fév. 1842, p. 135 à 150.

12^{me} lettre : *Revue des divers systèmes sociaux*, 18 fév. 1842, p. 151 à 166.

Die neue Sittenverbesserung durch die ikarische Gemeinschaft, in zwölf Briefen, traduction en allemand de l'ouvrage précédent, par C. G. Allhusen, Leipzig, Twietmeyer, 1850.

49. MAILLARD (L.V.). — *Les villageois, leurs misères actuelles ; des divers remèdes proposés ; leur futur bonheur dans la communauté*, Paris, Bur. du Populaire, 1841, in-16, 62 p.
50. CABET. — *Bibliothèque sociale, rédigée par une société d'écrivains sous la direction de M. Cabet, ex-député, ex-procureur général, etc.*, publiée par souscription et par livraisons (*Prospectus*), Paris, 6 juin 1841, in-8, 4 p.
51. — *Procès de M. Cabet contre le « National » au sujet des Bastilles et duel proposé*, Paris, Prévot, Rouanet et Chamerot, juin 1841, in-8, 52 p.
 1^{re} livr., 12 p.
 2^{me} livr., 16 p.
 3^{me} livr., 24 p.
52. *Protestation des ouvriers de Paris contre le duel, les bastilles, le monopole de la presse et la peine de mort. A M. Cabet, directeur du « Populaire »*, Paris, 1^{er} juil. 1841, in 8, 4 p.
53. CABET. — *Nouvelle réponse de M. Cabet aux nouvelles attaques du « National »*, Paris, imp. C. Bajat, 22 juil. 1841, in-8, 18 p.
54. — *Ma ligne droite ou le Vrai chemin du Salut pour le peuple*, (cf. supra : I. Sur la Biographie de Cabet, p. ix, 2).
55. — *Réfutation de « l'Humanitaire » demandant l'abolition du mariage et de la famille*, Paris, Prévot, Rouanet, sept. 1841, in-8, 12 p.
56. — *Réfutation ou examen de tous les écrits ou journaux contre ou sur la communauté. Réfutation des trois ouvrages de l'abbé Constant*, Paris, Prévot, Rouanet, Pilout et C^{ie}, sept. 1841, in-8, 34 p.
57. — *Pourvoi en Cassation devant la Postérité contre l'arrêt de la Cour des Pairs sur l'attentat Qué-nisset*, Paris, Prévot, Rouanet, Pilout et C^{ie}, déc. 1841, in-8, 68 p.

58. CABET. — *Réfutation des doctrines de l'« Atelier »* (Ruche). Paris, Prévot, Rouanet, Pilout et C^{ie}, mars 1842, in-8, 32 p.
59. — *Petits dialogues populaires sur la Communauté*. Premier dialogue : *Ne tourmentez pas pour convertir*, 24 juin 1842. Paris, impr. A. Breton, 1842, in-8, 4 p.
 2^{me} édit., Paris, Imp. E. B. Delanchy, 1844.
 3^{me} édit., » » » 1845.
60. — *Propagande communiste ou questions à discuter et à soutenir ou à écarter*, Paris, Prévot, Rouanet, Pilout et C^{ie}, avr. 1842, in-8, 10 p.
61. — *Le guide du citoyen aux prises avec la Police et la Justice dans les arrestations, les visites domiciliaires, la détention provisoire, le secret, etc...*, Paris, Prévot, Rouanet, Pilout et C^{ie}, avr. 1842, in-8, 32 p.
 3^{me} édit., Bur. du Populaire, sept. 1846, in-18, 76 p.
62. — *Toute la Vérité au Peuple ou Réfutation d'un pamphlet calomniateur*, (cf. supra : I. Sur la Biographie de Cabet, p. ix, 4).
63. — *Le Démocrate devenu communiste malgré lui ou Réfutation de la brochure de M. Thoré intitulée : « Du Communisme en France »*, Paris, Bur. du Populaire, sept. 1842, in-8, 16 p.; 2^e édit., 1847, in-16, 31 p.
64. — *Réfutation de la Revue des Deux-Mondes* (1^{er} juillet 1842), Paris, impr. A. Breton, in-8, 4 p.
65. — *Réfutation du Dictionnaire politique et de la Revue des Deux-Mondes sur le Communisme*, Paris, Bur. du Populaire, sept. 1842, in-8, 10 p.
66. — *Utile et franche explication avec les communistes lyonnais sur des questions pratiques*, Paris, Bur. du Populaire, 4 oct. 1842, in-8, 30 p.
67. — *Almanach Icarien, astronomique, scientifique, pratique, industriel, statistique*, dirigé par M. Cabet, ex-député, etc., Paris, Bur. du Populaire.
 Année 1843, in-16, 192 p.
 » 1844, » »
 » 1845, » »
 » 1846, » »
 » 1847, » »
 » 1848, » 216 p.
 Supplément à l'*Almanach Icarien* de 1848, janv. 1848, in-16, 192 p.
 Année 1852, in-16, 196 p.

68. CABET. — *Bombardement de Barcelone ou Voilà les Bastilles ! Histoire de l'insurrection et du bombardement ; documents historiques ; opinion des journaux espagnols, anglais et français ; appréciation des faits*, Paris, Bur. du *Populaire*, janv. 1843, in-8, 124 p.
69. — *Inconséquences de M. de Lamennais ou Réfutation de Amschaspands et Darvans, du Passé et de l'Avenir du Peuple, et de cinq articles de l'Almanach Populaire*, Paris, Bur. du *Populaire*, 14 mars 1843, in-8, 32 p.
70. — *Petite communauté de dévoués et petite colonie fraternelle*, Paris, impr. E. B. Delanchy, 1843, in-8, 8 p.
71. — *Etat de la question sociale en Angleterre, en Ecosse, en Irlande et en France*, Paris, Bur. du *Populaire*, juin 1843, in-16, 95 p.
72. — *Procès du Communisme à Toulouse avec les portraits des douze accusés et la vue de l'audience*, dessinés par Léon Soulié, (protestation de l'accusé Gouhenant, — protestation de l'avocat Cabet, — lettre de Cabet... à M. le Procureur Général près la Cour royale de Toulouse), Toulouse et Paris, Bur. du *Populaire*, sept. 1843, in-8, 100 p.
73. — *Conclusions prises par M^e Gasc devant la Cour d'assises de Toulouse, dans l'intérêt de l'avocat Cabet et de l'accusé Gouhenant, sur la question de savoir si un avocat de la Cour royale n'a pas le droit d'aller plaider dans toutes les Cours d'assises* (supplément au Mémoire adressé aux barreaux de France sur l'art. 295). *Protestation de l'avocat Cabet... contre le refus de l'admettre comme défenseur devant la Cour d'assises de Toulouse* (24 août 1843), Toulouse, impr. J. B. Paya, 1843, in-8, 16 p.
74. — *Lettres de M. Cabet à M. le Procureur général près la Cour royale de Toulouse* (28 août-8 sept. 1843), Toulouse, imp. J. B. Paya, in-8, 16 p.
75. — *Le gant jeté au communisme par un riche jésuite, académicien à Lyon, ramassé par M. Cabet*, Paris, Bur. du *Populaire*, 1^{re} édit., fév. 1844, in-8, 22 p.; 2^{me} édit., mai 1847, in-16, 28 p.
76. — *La Femme, ses qualités, ses titres, ses droits ; son malheureux sort dans la présente société ; causes du mal ; remède ; son bonheur dans la communauté*, (réimpression de la 7^{me} des Douze lettres sur la Communauté) ; 4^e édit., Paris, Bur.

du *Populaire*, févr. 1844, in-16, 30 p.; 5^e édit., févr. 1846; 6^e édit., août 1847; 9^e édit. augm. de : *Chant de départ icarien*. — *Ne criez plus : A bas les communistes !* — *Les Icariens*, oct. 1848, in-16, 31 p.

Das Weib, ihr unglückliches Schicksal in der gegenwertigen Gesellschaft, ihr Glück in der deutsch-ikarischen Gemeinschaft, trad. allemande de l'ouvr. précédent, par H. Ewerbeck, Kiel, 1850.

77. CABET. — *Adresse de la Commission parisienne pour le « Populaire » aux communistes Lyonnais*, (extrait du *Populaire*), Paris, 1844, in-8.
78. — *L'ouvrier ; ses misères actuelles ; leur cause et leur remède ; son futur bonheur dans la communauté ; moyens de l'établir*, Paris, Bur. du *Populaire*, 1^{re} édit., juin 1844, in-16, 47 p.; 2^e édit., juin 1844; 3^e édit., mars 1846; 4^e édit., 1848.
79. — *Les Masques arrachés*, publiés au nom et aux frais d'une grande réunion d'actionnaires du *Populaire*, Paris, Bur. du *Populaire*, 14 déc. 1844, in-8, 144 p.
80. HUBERT (Aloysius). — *L'Esclavage du riche*, par un prolétaire, Paris, Bur. du *Populaire*, fév. 1845, in-8, 24 p.
81. CABET. — *Le Cataclysme social ou Conjurons la tempête*, Paris, Bur. du *Populaire*, 2 mai 1845, in-8, 22 p.
82. — *Eau sur Feu ou Réponse à Timon*, Paris, Bur. du *Populaire*, mai 1845, in-16, 80 p.
83. — *Salut par l'Union ou Ruine par la Division ; la paix ou la guerre entre le « Populaire » et la « Réforme »*, Paris, Bur. du *Populaire*, 14 nov. 1845, in-8, 56 p.
84. PONCET. — *Réponse communiste-icarienne à la « Tribune Lyonnaise »*, Lyon, impr. Bajat, 1845, in-12.
85. A M. Cabet, ex-député. *Quelques lignes en réponse à son pamphlet en ce qui concerne une partie des anciens fondateurs de la « Fraternité » de 1845*, Paris, 1846, in-8.
86. *Biographie de M. Cabet, ancien Procureur Général, ancien Député... et Réponse aux ennemis du Communisme*, publiées par des actionnaires du *Populaire*, (cf. supra : I. *Sur la Biographie de Cabet*, p. IX, 5).
87. CABET. — *Le vrai Christianisme suivant Jésus-Christ*, Paris, Bur. du *Populaire*, août 1846, in-18, XII-636 p.; 2^e édit., 1847; 3^e édit., 1850.

88. CABET. — *Le voile soulevé sur le procès communiste à Tours et Blois*, Paris, Bur. du Populaire, mai 1847, in-8, 24 p.
89. — *Réponse de M. Cabet à la déclaration de guerre de l'Ecole Phalanstérienne*, Paris, Bur. du Populaire, oct. 1847, in-16, (inachevé : 4 feuilles seulement ont paru, p. 1 à 96).

III. — LA DOCTRINE ICARIENNE.

HISTORIENS & CRITIQUES

1. GUÉNÉE et TANDOU. — *Un voyage en Icarie*, (à propos en un acte mêlé de couplets, représenté pour la première fois à Paris sur le théâtre des *Délassements Comiques* le 26 août 1848), Paris, 1848, in-4, 16 p.
2. LACOMBE (Francis). — *Etudes sur les Socialistes*, Paris, Lagny frères, 1850, in-12, 522 p. (Ch. VI, p. 432 sq.)
3. STEIN (Lorenz von). — *Geschichte der sozialen Bewegung in Frankreich*, Leipzig, 1851, 3 vol., in-8.
4. MOHL (R. von). — *Die Geschichte und Litteratur der Staatswissenschaften in Monographien dargestellt*, Erlangen, F. Enke, 1855, 3 vol. in-4.
5. SUDRE (A.). — *Histoire du Communisme* (5^{me} édit.). Paris, Guillaumin, 1856, in-12, 488 p.
6. REYBAUD (L.). — *Etudes sur les Réformateurs ou Socialistes modernes* (7^{me} édit., t. II). Paris, Guillaumin, 1864, 2 vol. in-12, 472 et 456 p.
7. MALON (Benoît). — *Histoire du Socialisme depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, Paris, Derveaux, 1884, 5 vol. in-4. (T. II, ch. II, p. 147 à 191 et t. V, ch. XXX, p. 71 à 119).
8. SHAW (Albert). — *Icaria, a chapter in the history of communism*, New-York and London, G. P. Putnam's Sons, 1884, in-12, 219 p. (Indications très-sommaires sur la biographie de Cabet avant son arrivée aux Etats-Unis).
9. ADVIELLE (V). — *Histoire de Gracchus Babeuf et du babouvisme d'après de nombreux documents inédits*, Paris, chez l'auteur, 1884, 2 vol. in-8.
10. CONRAD (J.), ELSTER (L.), etc. — *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*. (Art. Cabet, par LEXIS, t. II, p. 801 sq. 1891 ; art. Sozialismus und Kommunismus, t. V, 1893).

11. WOOLSEY (Theodore D.). — *Communism and Socialism in their History and Theory*, New-York, Ch. Scribner's Sons, 1894.
 12. LICHTENBERGER (A.). — *Le Socialisme au XVIII^e Siècle*. Etude sur les idées socialistes avant la Révolution. Paris, F. Alcan, 1895, in-8, 470 p.
 13. LUX (Dr H.). — *Etienne Cabet und der ikarische Communismus mit einer historischen Einleitung*, Stuttgart, Dietz, 1894, in-8, 294 p. (Généralités sur le mouvement social de 1848. La plus grande partie de l'ouvrage résume, d'après A. Shaw, l'histoire de la communauté icarienne aux Etats-Unis).
 14. ESPINAS (Alfred). — *La Philosophie sociale du XVIII^e Siècle et la Révolution. Babeuf et le Babouvisme*, Paris, F. Alcan, 1898, in-8, 412 p.
 15. MICHEL (Henry). — *L'Idée de l'État*. Essai critique sur l'histoire des théories sociales et politiques en France depuis la Révolution. (3^{me} édit.). Paris, Hachette, 1898, in-8, 660 p.
 16. WEILL (G.). — *Histoire du Parti républicain en France de 1814 à 1870*, Paris, F. Alcan, 1900, in-8, 582 p.
 17. FOURNIÈRE (E.). — *Les Théories socialistes au XIX^e Siècle. De Babeuf à Proudhon*, Paris, F. Alcan, 1904, in-8, 416 p.
 18. ISAMBERT (G.). — *Les idées socialistes en France de 1815 à 1848*, Paris, F. Alcan, 1905, in-8, 426 p.
 19. TCHERNOFF (I.). — *Le parti républicain sous la monarchie de Juillet*, Paris, A. Pedone, 1905, in-8, 496 p.
 20. FOURNIÈRE (E.). — *Le Règne de Louis-Philippe*, t. VIII de l'*Histoire Socialiste* publiée sous la direction de M. J. Jaurès, Paris, J. Rouff, 1906, in-4°, 584 p.
 21. MILLERAND et GEORGES RENARD. — *La République de 1848*, t. IX de l'ouvrage précédent, Paris, J. Rouff, 1907, in-4°.
-

Etienne CABET

ET LES ORIGINES DU

COMMUNISME ICARIEN

CHAPITRE PREMIER

L'Empire et la Restauration.

- I. L'enfance et la jeunesse de Cabet jusqu'à la Restauration. —
II. Cabet à Paris. Ses débuts dans la politique. — III. Rôle de Cabet dans la Charbonnerie française. Il fait partie de la Vente suprême. — IV. Déclin de la Charbonnerie. Les dernières années de la Restauration.

I

Etienne Cabet est né à Dijon le 1^{er} janvier 1788 de vieille souche bourguignonne. Son père, « ouvrier patriote » (1), possédait une modeste entreprise de tonnellerie qu'il exploitait avec l'aide de deux ou trois compagnons. L'enfant grandit au milieu des copeaux et des barricades, promis, comme ses frères, — il était le cadet d'une famille de quatre garçons —, à la profession paternelle. Les temps étaient durs et l'on besognait ferme autour du petit Etienne, mais le bruit du marteau frappant les douves n'empêchait pas l'écho des grandes journées révolutionnaires d'arriver par intervalle jusqu'à l'humble atelier dijonnais qui se remplissait alors de vivats et de chansons. Le 10 août et le 9 thermidor, Valmy et Jemmapes, Saint-Just et Robespierre, ces dates retentissantes, ces noms fameux, balbutiés par l'enfant au sortir du berceau, donnèrent l'éveil à son imagination et furent pour lui la première révélation de la gloire. D'ailleurs

(1) Ce sont les termes mêmes de la *Biographie de M. Cabet...* publiée par les actionnaires du *Populaire*. Les sentiments républicains du père de Cabet, attestés d'ailleurs par l'éducation libérale qu'il a assurée à son fils, nous ont été confirmés de vive voix par M. J. P. Beluze, gendre, disciple d'élection et confident de l'auteur du *Voyage en Icarie*. Sur l'enfance de Cabet, cf. *Le National* traduit devant le tribunal de l'opinion publique, p. 33.

en le voyant d'apparence frêle, d'esprit réfléchi, et déjà affecté d'une sorte de myopie qui lui rendait difficile le maniement des outils, son père s'était mis en tête de faire de lui un de ces savants à qui tous les espoirs devenaient permis depuis que la Révolution avait transféré au mérite les droits jadis attachés à la naissance et à la fortune.

Les circonstances favorisaient les desseins du tonnelier ambitieux pour son fils. La ville qui avait eu l'honneur de révéler J.-J. Rousseau à lui-même et à la France était restée, à travers tous les bouleversements politiques, la digne capitale de cette Bourgogne intelligente et cultivée dont le génie, fait de qualités moyennes, sait si bien, comme l'a observé Michelet, s'élever jusqu'à l'idéal sans perdre de vue le réel. Une école centrale, transformée en lycée quelques années plus tard, y recevait les jeunes gens désireux d'aborder les fortes études. Les leçons de Jacotot, son directeur, qui tentait dès cette époque l'application de la pédagogie originale à laquelle son nom est resté attaché, firent sur le jeune Cabet une impression profonde. La clairvoyance du maître n'eut pas de peine à discerner dans ce fils d'ouvrier si ardent à s'instruire une intelligence d'élite, et sa bonté lui suggéra bien vite de le prendre en amitié (1). Nous verrons Cabet conquérir ainsi, à tous les moments de sa carrière, la sympathie de ceux qui l'ont connu assez intimement pour découvrir en lui, sous les emportements de l'homme de parti, « la sentimentalité aimable et liante » du bourguignon qui « donne à tout le monde les noms de frère et de cousin » (2). Cette affirmation peut surprendre lorsqu'on se souvient que la vie du fondateur d'Icarie n'a été qu'un long combat. Mais les emportements de sa plume ou de sa parole ne doivent pas donner le change sur sa véritable nature. Polémiste acharné plutôt que brutal, plus préoccupé de triompher de l'adversaire que de le blesser, il ne lui a manqué, pour être le plus bienveillant des hommes

(1) Henry Carle et J. P. Beluze, *Biographie d'Etienne Cabet*, p. 10. — Nous avons lu avec grand profit cet ouvrage dû au zèle pieux des deux Icariens les mieux informés sur l'existence du maître. Mais sa rédaction, retardée jusqu'en 1861, s'est heurtée à l'indifférence générale, et les auteurs l'ont arrêtée à la 4^{me} livraison, qui laisse Cabet à son entrée au Parlement (juil. 1831).

(2) Michelet, *Histoire de France*, t. II, p. 92.

et le plus courtois des écrivains, que de réussir dans son apostolat (1). Il n'en a pas moins trouvé sur sa route accidentée des amis sûrs, des protecteurs dévoués, des disciples fidèles, et lorsqu'il est mort, après des épreuves qui eussent lassé la résignation d'un saint, ce sont de vraies larmes qui ont coulé sur son cercueil (2).

Cabet suivit deux années durant le cours de latinité à l'Ecole centrale de sa ville natale. Ces deux ans d'initiation à la vie studieuse parurent courtes à l'écolier. Pour tempérer l'aridité du rudiment, le bon Jacotot fit lire à son jeune ami un livre qui d'emblée l'enchantait : le *Télémaque*. Avec joie il découvrit dans les simples et vertueux habitants de la Bétique des hommes selon son cœur : « Comme ils ne faisaient aucun commerce au dehors, ils n'avaient besoin d'aucune monnaie... Ils vivent tous ensemble sans partager les terres Ils sont tous libres et égaux »... Ce jour-là, Cabet reçut de Fénelon une première leçon de communisme. Elle fit sur l'enfant une impression d'autant plus vive que le brusque passage de l'atelier à l'école, en développant hâtivement ses facultés, avait éveillé en lui une sensibilité quelque peu exaltée. L'intervention peut-être indiscreète d'un « respectable curé » faillit même le jeter dans une crise de mysticisme religieux. Cabet a raconté dans le *Voyage en Icarie* (3) cet épisode de son adolescence :

» J'avais déjà treize ans lorsqu'un respectable curé, qui m'avait pris en affection et qui désirait faire de moi un prêtre, m'endocрина à tel point qu'il me persuada que Dieu avait toujours l'œil ouvert, qu'il voyait tout, qu'on ne pouvait

(1) Tous les témoignages s'accordent à reconnaître l'aménité de Cabet et l'agrément de son accueil. C'est par là qu'il sut conquérir à son retour de l'exil la sympathie de Martin Nadaud, alors simple ouvrier maçon et tout à fait inconnu. « Apprenant son retour, en 1839, Luquet, Durand et moi, nous allâmes le voir rue Saint-Benoît, pour lui témoigner notre satisfaction de le revoir parmi nous. Il nous accueillit d'une manière si courtoise, bien que nous fussions vêtus en blouse, qu'à partir de cette époque jusqu'en 1848, je m'attachai fortement à ce digne défenseur du peuple. Je manquai rarement d'assister aux réunions qui se tenaient chaque dimanche dans son salon de la rue Jean-Jacques Rousseau ». (*Mémoires de Léonard, ancien garçon maçon, Bourgneuf, 1895, p. 282*).

(2) Cf. notre *Histoire de la Communauté Icarienne*, p. 215.

(3) Ch. xxxviii de la première partie, p. 281. Nous savons par J. P. Beluze que cette page du roman est en réalité un fragment d'autobiographie.

rien faire sans son appui, qu'on obtenait son aide en l'invoquant sincèrement et que toutes les privations qu'on s'imposait pour lui plaire lui étaient agréables. Je le croyais dans toute la pureté de mon âme ; j'étais le plus innocent et le plus fervent parmi les pieux et les croyants : voici maintenant les conséquences ! Ecoutez bien, William !

» Il me semblait, en tout temps et partout, voir l'œil de Dieu, un *œil immense*, ouvert et fixé sur moi (*éclats de rire*) ; je voyais avec terreur cet œil au haut du ciel ; et je n'aurais pas fait, même dans les ténèbres, la moindre action qu'il pût condamner... Quand j'allais au collège, persuadé que je ne pourrais pas faire une bonne *composition* sans son aide, je lui adressais ma prière avec confiance et faisais d'abord le *signe de croix*, de manière qu'on ne s'en aperçût pas, en mettant un intervalle considérable entre les quatre poses de la main (*nouvel éclat de rire*), mais je l'aurais fait ostensiblement si je l'avais cru nécessaire... En revenant de la promenade affamé, si j'avais l'idée que je lui serais agréable en me privant d'un mets qui me faisait grand plaisir, je m'en privais avec bonheur... (*nouveaux rires*) ; et si je me surprénais arrêtant complaisamment mes regards sur une jeune fille, je faisais vite le signe de croix pour invoquer l'assistance divine contre l'esprit tentateur (*ce dernier trait les fit rire beaucoup plus encore*).

» — Et comment êtes-vous sorti de là ? me demanda Valmor. — Une seule conversation avec un bon vieillard, père d'un de mes camarades d'école, me fit faire des réflexions qui me guérissent de ma folie (car j'étais ou j'allais devenir fou) : je priai d'abord Dieu de toute la ferveur de mon âme, je le conjurai à genoux, je le suppliai à mains jointes de me faire connaître la vérité par un signe quelconque, par un clin d'œil, par exemple, lui promettant que je lui consacrerai tous les jours et tous les instants de ma vie et que je me précipiterais sans hésiter dans les flammes s'il l'ordonnait...

» Je lui disais même, je m'en souviens : « O mon Dieu, Dieu tout puissant, Dieu infiniment bon, montre-toi une fois encore à toute la terre, comme on dit que tu t'es montré à Moïse ! Montre-toi, parle du haut des cieux, ordonne ! » Et tous les hommes, tous sans exception, j'en suis sûr, se prosterneront comme moi et t'obéiront comme moi ; et le genre humain, qui court à des supplices éternels, sera sauvé !... Dieu tout puissant, Dieu bon, Dieu juste, Dieu clément, Dieu notre père, parle, montre-toi, sauve tes enfants !!! »

» — Et puis ? dit Valmor. — Mais mon *grand œil* ne fit pas le moindre clignotement : et je cessai de croire, sans que ma conscience conservât la plus légère inquiétude. »

On voit par ce récit que la maladie fut des plus bénignes et que la médication voltairienne du « bon vieillard » trouva

chez l'adolescent un terrain admirablement préparé. La suite de cette étude nous montrera qu'il n'y eut pas de rechute. Assurément, nous n'oublions pas que l'auteur du *Voyage en Icarie* est aussi celui du *Vrai Christianisme*, mais sa religion, fille du siècle qui a entendu les enseignements du Vicaire savoyard, ne vise qu'à faire de Jésus Christ le plus illustre et le premier en date des adeptes du communisme icarien. L'abîme qui sépare Cabet d'un Pascal, par exemple, est infini : ils ont lu l'un et l'autre le même Evangile, mais les interprétations qu'ils ont tirées du texte sacré se refusent à tout essai de rapprochement.

A quinze ans, Etienne Cabet, dont la maturité d'esprit dépassait de beaucoup l'âge et le développement physique, se vit brusquement élevé à la dignité de professeur. Le gouvernement venait d'appeler Jacotot à la direction du lycée de Dijon, tout nouvellement créé, et celui-ci, appliquant un des principes essentiels de sa méthode, n'avait pas hésité à confier une classe de soixante élèves, parmi lesquels le futur maréchal Vaillant, à celui qui, la veille, n'était encore qu'un écolier. On peut fort bien apprendre aux autres en même temps qu'on s'instruit pour son compte, pensait Jacotot, et la jeunesse est une force lorsqu'il s'agit de conduire des jeunes gens (1). Laissons à la nature le soin d'établir le contact nécessaire entre les disciples et le maître : *primus inter pares*, telle doit être la définition de ce dernier. On est revenu aujourd'hui de cette confiance un peu aventureuse dans le système des moniteurs. Il faut reconnaître pourtant que Jacotot n'eut pas en l'espèce à se repentir de son choix. Cabet apprit avec passion les mathématiques, l'astronomie et le dessin qu'il était chargé d'enseigner. Sa gravité précoce et sa fermeté tempérée de douceur s'imposèrent sans peine à la troupe turbulente dont il avait la garde en qualité de répétiteur. Il n'eût tenu qu'à lui de poursuivre dans l'Université une carrière heureusement commencée. Mais le régime des lycées était alors si bien calqué sur celui des casernes et des

(1) Jacotot était un précurseur. Quelques années plus tard, en 1814, l'enseignement mutuel, imité de celui de Lancaster, s'établira en France et trouvera dans Royer-Collard et Decazes des défenseurs énergiques qui le maintiendront jusqu'en 1820 contre les attaques de la toute puissante Congrégation.

prisons qu'il a fallu un siècle d'efforts tenaces pour effacer ce que la ressemblance avait de trop injurieux pour la malheureuse adolescence. Cabet, qui arrivait à l'âge où la liberté devient un besoin, ne put s'habituer au joug, malgré les efforts de son protecteur pour lui en alléger le poids. Sans renoncer à des fonctions qui lui assuraient le pain quotidien, il songea à se tourner vers la médecine. Mais les études médicales étaient trop longues et trop dispendieuses pour le fils d'un ouvrier, préoccupé avant tout de ne rien devoir aux siens. Cabet résolut de faire son droit. Une inclination naturelle, dont il prit conscience dès ses premiers pas dans cette nouvelle direction, le portait vers les sciences juridiques. Le doyen de la Faculté de Droit de Dijon, « le célèbre et vénérable Proudhon » (1), reconnaissant en lui la vocation qui fait les grands jurisconsultes, lui prodigua ses encouragements et ses leçons ; il l'admit même à loger chez lui et « l'honora d'une amitié presque paternelle » (2). Licencié le 29 janvier 1810, Cabet reçut le bonnet de docteur à 24 ans, le 1^{er} mai 1812. Ses débuts au barreau, qui eurent lieu la même année, répondirent aux espérances que ses amis fondaient sur lui. Il s'y révéla avocat zélé pour sa profession, très versé dans la jurisprudence, habile à manier la procédure et déjà maître d'une parole facile, agréable à entendre, souvent pathétique, malgré des défauts graves qui sont aussi ceux de son style, l'emphase, le désordre, la verbosité incorrecte et relâchée (3).

Mais la carrière que le débutant venait d'aborder avec toute l'ardeur de ses vingt-quatre ans ne comportait pas que

(1) *Biographie de M. Cabet... par les actionnaires du Populaire*. Bien qu'elle ait paru sous la signature collective des vingt principaux icariens, cette *Biographie* émane de Cabet lui-même, ou du moins a été revue et corrigée par lui. S'il ne l'a pas signée, c'est qu'il aurait eu mauvaise grâce à s'attribuer la paternité des éloges dont elle est remplie, mais on y reconnaît à chaque page ses idées, son style et la bonne opinion qu'il avait de lui-même.

(2) Henry Carle et J. P. Beluze, *Biographie d'Etienne Cabet*, p. 27. — Cf. *Le National* traduit devant le tribunal de l'opinion publique, p. 34.

(3) L'orateur, chez Cabet, finit par l'emporter de beaucoup sur l'écrivain. Pierre Leroux qui l'entendit, en mai 1852, dans une fête donnée en l'honneur du 83^e anniversaire de la naissance de Robert Owen, dit à ce sujet : « Cabet parla et parla bien. Ceux qui trouvent que Cabet écrivait fort mal ne sauraient croire comme il parlait bien. Le sujet d'ailleurs était magnifique... » (*La grève de Samarez*, t. I, p. 380).

des avantages. Sorti du peuple, Cabet avait puisé dans les propos de l'atelier paternel des convictions nettement démocratiques qu'il n'était pas disposé à renier. L'influence de ses maîtres Jacotot et Proudhon avait accentué en lui ces tendances, singulièrement dangereuses sous un régime qui proscrivait du langage politique jusqu'au nom de républicain. « La république, pour les classes élevées, c'était le jacobinisme, c'était la guillotine, c'était 1793 » (1). Si les esprits les plus clairvoyants se hasardaient à prédire tout bas la chute prochaine de Napoléon, personne n'osait seulement rêver que l'effondrement de l'Empire pût être suivi d'un retour au gouvernement du peuple par lui-même. Jacotot avait servi en qualité de capitaine d'artillerie dans les armées révolutionnaires et participé en 1792 à la campagne de Belgique. Obligé par sa situation officielle à beaucoup de discrétion et d'ailleurs sincèrement rallié à l'Empire, il n'avait jamais caché à Cabet son hostilité à l'égard de l'ancien régime. Quant à Proudhon, jadis député suppléant du Doubs à l'Assemblée Législative, c'était aussi un libéral, peu suspect de tendresse pour une restauration monarchique. A leur exemple, Cabet avait accepté l'Empire, bien que la gloire de l'épopée napoléonienne laissât indifférente son âme de juriste, trop pénétrée de la beauté du droit pour subir le prestige de la force (2). Sans doute le désaccord latent entre ses convictions intimes et le régime issu du 18 brumaire eût fini à la longue par éclater, mais en se précipitant de la façon que l'on sait, les événements permirent au jeune avocat, défendu par sa jeunesse même et par son obscurité, d'arriver sans encombre jusqu'à l'entrée en scène du nouveau gouvernement.

(1) G. Weill, *Histoire du parti républicain en France de 1814 à 1870*, p. 1.

(2) « Le despotisme et la tyrannie de l'Empire avaient fatigué, désaffectionné, dégoûté, irrité la partie la plus éclairée de la population et refoulé le patriotisme jusqu'au fond de nos cœurs... Comme presque tous mes concitoyens, je vis les événements (l'invasion de 1814) avec une sorte de stupeur ou d'indifférence dont j'accuse le despotisme impérial d'avoir été la cause ». (*Le National traduit devant le tribunal de l'opinion publique*, p. 34).

II

Avec la Restauration commence à proprement parler la carrière politique d'Etienne Cabet. Dès le premier jour, il est debout contre le roi imposé au pays par l'étranger. Il partage la révolte de toute la France libérale qui n'admet pas que l'on veuille rayer à l'aide de quelques formules surannées vingt-cinq ans d'histoire nationale ; il s'indigne de voir Louis XVIII dater ses ordonnances de la dix-huitième année de son règne et « se titrer roi *par la grâce de Dieu* sans mentionner la *volonté* de la nation » (1). En face de la réaction toute puissante, il ne saurait être question de dresser l'idéal révolutionnaire : l'heure d'une résurrection de ce genre n'a pas sonné encore. Mais à défaut du drapeau rouge impossible, le drapeau tricolore est assez large pour abriter sous ses plis toutes les forces de l'opposition. Seulement il faut à celle-ci un chef. Et voici que dans l'esprit de Cabet une transformation s'opère, qui le rapproche d'un grand nombre de ses contemporains hantés au même moment par la même préoccupation. C'est vers l'exilé de l'île d'Elbe qu'il se tourne, c'est de lui qu'il attend la fin de l'humiliation nationale. Il prend une part active à la fondation de la « courageuse et périlleuse » Fédération bourguignonne, qui s'est donné pour but de grouper et d'organiser tous les adversaires de la royauté de droit divin (2). Lorsque Napoléon débarque à Fréjus, il applaudit à sa marche victorieuse à travers les montagnes du Dauphiné, à son entrée triomphale dans Lyon, puis dans Paris, à la fuite éperdue des Bourbons en Belgique. Cependant il n'ose croire que ce retour providentiel de Napoléon puisse avoir des lendemains assurés et, par un calcul où la prudence se mêle peut-être à un vague ressentiment contre l'absolutisme impé-

(1) Ch. Seignobos, *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, p. 102.

(2) *Toute la vérité au Peuple ou Réfutation d'un pamphlet calomnieux*, p. 70.

rial, il refuse, nous apprennent ses biographes, d'accepter du gouvernement des Cent-Jours un poste de procureur (1).

Le rétablissement des Bourbons donna le signal d'un débordement de vengeance et de haines qui n'épargna aucun des fondateurs de la Fédération bourguignonne. Pour la première fois, Cabet connut la tristesse orgueilleuse de l'homme qui souffre pour ses idées. Les avocats royalistes de Dijon, rendus insolents par la victoire, s'étaient hâtés de renouveler le conseil de leur ordre et, bien que numériquement en minorité, d'en refuser l'entrée à leurs adversaires. Ils inscrivirent Cabet au nombre de ces « Français égarés » dont l'*égarement*, antérieur au 20 mars, méritait un châtiment. On ne pouvait guère espérer le repentir et encore moins la conversion du coupable, emporté par sa fougue juvénile et par son dévouement à ses maîtres. Pourtant, en raison de sa jeunesse même, il fut décidé que la peine pour lui serait légère :

« Considérant, disait l'arrêt du 22 novembre 1815, que M. Cabet a arboré le signe de la révolte contre l'autorité légitime, dans un temps où le souverain donnait encore des lois à la France ; qu'il a fait partie de ces comités désorganiseurs de l'ordre social ; qu'il a usé de son influence sur l'esprit de plusieurs de ses jeunes confrères pour leur inculquer ses principes subversifs de la morale publique ;

« Considérant que, loin de chercher à diminuer ses torts par un repentir qui, à la vérité, aurait été tardif, M. Cabet s'est présenté au Conseil en soutenant des principes contraires à ceux qui sont généralement reconnus par les gens de bien ; que l'assurance avec laquelle il a présenté ses moyens de défense, incompatibles avec l'honneur, rend sa conduite encore plus répréhensible et donne peu d'espérance d'un retour à des idées plus saines ;

» M. Cabet demeure interdit pour trois mois de sa profession d'avocat ». (2)

Cette condamnation émut beaucoup moins Cabet que la persécution qui atteignit à ses côtés des hommes dont il vénérail le caractère. Le cœur serré, il vit partir pour la

(1) Telle est la version de H. Carle et J. P. Beluze, p. 31, ainsi que celle de la *Biographie des actionnaires du Populaire*, p. 3. Dans sa brochure *Procès de M. Cabet contre le National au sujet des Bastilles et duel proposé*, p. 3, Cabet dit avoir refusé un siège d'avocat général.

(2) *Le National traduit devant le tribunal de l'opinion publique*, p. 35 et 36.

Belgique Jacotot, dont la chute de l'Empire avait brisé la situation et qui trouva à grand'peine une place de lecteur de langue française à l'Université de Louvain. Mais l'heure n'était pas aux vains attendrissements. Il fallait agir. En Bourgogne, comme dans tous le pays, tribunaux ordinaires et tribunaux d'exception, conseils de guerre et cours prévôtales siégeaient en permanence. Jamais le rôle de l'avocat n'était apparu plus utile et plus noble que dans cette période de crise où toutes les formes de la puissance gouvernementale et de l'action légale semblaient mises au service du fanatisme politique et religieux (1). Malgré l'interdiction qui l'avait frappé, Cabet prit à plusieurs reprises la défense des « patriotes ». Il parut à la barre « en habit bourgeois » dans le procès de l'huissier Marie, puis dans celui du notaire républicain Pioget, et il eut la satisfaction, bien douce pour l'amour-propre d'un débutant, « de voir le jury, composé de » nobles, prier la Cour de tout faire pour gagner le défenseur à la cause royaliste » (2).

Une affaire plus retentissante que les précédentes acheva de mettre son nom en pleine lumière. Au nombre des officiers supérieurs qui avaient favorisé le retour de l'île d'Elbe, figurait le général Vaux, nommé par Napoléon au commandement militaire de la Côte-d'Or. On était au milieu de 1816. Pour hâter la punition des traîtres « et rétablir partout l'ordre par la terreur », le ministère venait de décréter des poursuites contre les sept principaux fonctionnaires des Cent-Jours dans chaque département et de réserver à la Bourgogne, en état de rébellion depuis le 13 mars, le privilège d'assister aux sept premières condamnations. La magistrature dijonnaise, désireuse d'affirmer son dévouement à la

(1) Plus d'une fois, Cabet a décrit avec une sincérité émouvante l'état d'âme du défenseur qui se sent maître de sa cause et savoure d'avance sa victoire. Voici comment il analyse ses impressions quand on vint lui offrir la défense de Pioget, accusé d'un crime qu'il n'avait pas commis : «... Je n'hésitai pas un moment, j'acceptai avec transport la mission *sainte à mes yeux* d'éclairer l'opinion, de guider la justice, de protéger la faiblesse, de désarmer l'iniquité puissante ; je bravai le péril avec un délicieux sentiment de plaisir, je m'enivrai d'avance du bonheur de lutter seul et de triompher. Ah ! qu'elle est belle, la profession d'avocat, qu'elle est noble, qu'elle est grande quand on en comprend bien tous les devoirs !... » (*Toute la Vérité au Peuple...*, p. 71).

(2) *Biographie de M. Cabet, par les actionnaires du Populaire*, p. 2.

cause monarchique, traduit devant le jury non pas sept, mais treize accusés, parmi lesquels le général Vaux. « Tous » ses *complices* avaient choisi des avocats royalistes pour se rendre les jurés favorables. Le général seul, désirant conserver au procès son véritable caractère, voulut avoir un défenseur patriote. Cabet eut le périlleux honneur de ce choix ». La cause qu'il allait plaider paraissait perdue d'avance. Le sort de Ney et de La Bédoyère fusillés à Paris, de Mouton-Duvernét exécuté à Lyon l'année précédente, menaçait le malheureux officier et jetait sur les débats une grandeur tragique.

« Tout reposait sur la tête du général : acquitté, son acquittement entraînait nécessairement celui de tous ses co-accusés ; condamné, sa condamnation entraînait certainement celle de plusieurs autres... Je parus donc, encore seul avocat patriote au milieu d'une nuée d'avocats royalistes... Et tandis que ceux-ci avouaient tous les faits en les déclarant sacrilèges et se bornaient à demander grâce pour leurs clients..., je défendis seul les principes sans rompre d'une semelle. Je soutins que le 13 mars à Dijon, après la fuite de toutes les autorités royales, après l'entrée triomphante du maréchal Ney, était absolument la même chose que le 20 mars à Paris, reconnu légitime après la retraite de Louis XVIII et l'entrée de Napoléon. J'arrachai des larmes à l'auditoire, aux jurés, aux magistrats, aux gendarmes eux-mêmes. Enfin, j'eus le bonheur de contribuer à l'acquittement de tous... Ce fut un beau jour pour mon pays, un beau jour pour moi. Dès ce moment, mes camarades me disaient : « Tu seras le député de la Côte-d'Or ». (1)

Le jeune avocat venait de conquérir de haute lutte une double réputation de courage et d'éloquence. Il eut bientôt après l'occasion de la confirmer dans le procès criminel intenté à ce même notaire Piogety qu'il avait une première fois arraché à la proscription. Un drame ténébreux, l'assassinat d'une vieille fille, consommé dans la commune qu'habitait Piogety, était survenu fort à propos pour amener contre lui ses ennemis politiques qui ne pouvaient lui pardonner ni son rôle pendant les Cent-Jours, ni sa parenté avec le général Vaux.

(1) *Le National* traduit devant le tribunal de l'opinion publique, p. 39 et 40. — Cf. Félix Bonnaud, *Etienne Cabet et son œuvre*, p. 10.

« Deux autres patriotes étaient aussi incriminés dans l'affaire. Mais la machination royaliste fut déjouée. Préoccupé au plus haut degré de la situation de ses clients menacés de monter sur l'échafaud, Cabet prépare leur justification avec une ardeur enthousiaste. Un travail prolongé dans la nuit, pendant deux mois, l'agitation d'esprit, l'exaltation morale portèrent une grave atteinte à sa santé. La veille de l'ouverture des débats, il se leva presque aveugle, ce qui l'obligea à réclamer pour l'audience le concours de deux de ses collègues, MM. Lerouge et Bichot. C'était quelques jours après le meurtre du duc de Berry, dans le moment d'une réaction terrible. Il essaya, mais en vain, d'obtenir la remise des débats à la session suivante. La Cour refusa tout ajournement. Les débats durèrent quatorze jours. Il fallut entendre et discuter les dépositions de trois cents témoins. Cabet assista aux audiences jusqu'à la fin. Les trois accusés furent, à l'unanimité, déclarés innocents et portés sur les bras du peuple. Le dénonciateur, le vrai coupable, fut condamné à mort ». (1)

Il eût mieux valu pour Cabet triompher avec moins d'éclat. Chacun de ses efforts pour sauver des innocents attirait sur sa personne les haines exaspérées de ceux qui se trouvaient par sa faute frustrés de leur vengeance. D'autre part, sa santé avait grandement souffert de tant de fatigues et d'émotions accumulées. A l'instant même où une cécité presque complète l'obligeait à une retraite momentanée, un ordre arrivé de Paris lui interdisait pour un an l'accès des tribunaux de sa ville natale. C'était du même coup lui enlever l'espoir jadis caressé d'entrer un jour dans l'enseignement du droit et d'y trouver, après les agitations du barreau, la douceur des *templa serena* de la science. Il ne restait plus au jeune avocat, accablé sous le poids de ses succès oratoires, qu'à s'exiler d'une ville où l'avenir s'annonçait pour lui gros de tristesses et de dangers.

Paris lui offrit un refuge (2). Il y chercha d'abord les soins que réclamait le mauvais état de ses yeux. Cinq

(1) Félix Bonnaud, *Etienne Cabet et son œuvre*, p. 11. — Le récit de M. Bonnaud que nous donnons ici reproduit en l'abrégeant celui de H. Carle et J. P. Beluze, p. 46 sqq, de leur *Biographie*.

(2) Il y était venu une première fois, à la fin de 1816, « pour travailler dans le cabinet d'un avocat à la Cour de Cassation, M. Guichard, afin de connaître les règles particulières à cette Cour ». Ce fut à son retour à Dijon, en 1817, qu'il prit la parole dans la seconde affaire Piogey. — Cf. *Le National traduit devant le tribunal de l'opinion publique*, p. 40.

années de traitement furent nécessaires pour lui rendre une vue à peu près normale. Puis, comme il était arrivé dans la capitale plus riche de courage que d'argent, il se mit en quête d'une occupation capable de le faire vivre. L'accueil bienveillant d'un éminent confrère, M. Nicod, avocat à la Cour de Cassation, le tira bientôt d'inquiétude. Nicod le prit comme secrétaire et lui confia les dossiers des affaires les plus épineuses, lorsqu'il eut reconnu dans l'élève des professeurs dijonnais une solide capacité juridique. Cette collaboration de quelques années avec un des premiers avocats de l'époque fut pour Cabet une bonne fortune. La pratique de la jurisprudence le rendit maître de tous les secrets de sa profession. Traité en confrère et en ami par son patron, qui finit par le loger chez lui et l'admettre à sa table, il put approcher, dans des conditions flatteuses pour son amour-propre, des illustrations du droit et de la politique dont la gloire avait jadis hanté ses rêves d'avocat provincial : Odilon Barrot, Crémieux, Barthe, Marie, Isambert, Dalloz. Mais ce fut surtout vers Manuel qu'il se sentit attiré par une sympathie invincible. Dans le libéralisme fougueux du député de la Vendée, dans sa parole enflammée qui résonnait aux oreilles effarées des royalistes de la Chambre introuvable comme un écho de la grande voix de Danton, Cabet salua avec transport la politique et l'éloquence qu'il aimait. Dès ce jour, les grimoires que lui lisaient les clercs de maître Nicod, pour épargner ses pauvres yeux, le trouvèrent souvent inattentif. Des ambitions, des aspirations nouvelles s'éveillaient en lui. Il comprit qu'il était à l'un des carrefours de sa vie.

III

Désormais sûr du lendemain, Cabet avait hâte d'échapper à l'isolement et à l'inaction. Quelques entrevues avec des maîtres que leur notoriété rendait difficilement accessibles ne pouvaient suffire à contenter le besoin d'expansion et de sociabilité qui travaillait ce jeune homme de trente ans, débarqué de la veille dans la capitale. Il lui tardait de s'attacher des amis à qui il pût confier ses espérances, de se

découvrir des compagnons de lutte assez près de lui par l'âge et par la situation pour qu'il se sentit en droit de les traiter en frères d'armes. Le champ de ses investigations se trouvait forcément des plus limités. On était en 1820. Cinq années de réaction royaliste, succédant à quinze ans de despotisme impérial, avaient réduit l'opposition à une minorité d'esprits inquiets et timides. Réfugiés à l'étranger, principalement en Belgique, ou réduits à se claquemurer dans une retraite aussi dure que l'exil, les survivants de la Convention n'exerçaient sur l'opinion aucune influence appréciable. Le groupe des idéologues, Destutt de Tracy, Cabanis, Ginguéné, Daunou, gardait en face de la Congrégation toute puissante et de l'école théocratique l'inflexible dignité d'attitude qui avait imposé le respect à Napoléon lui-même. Mais s'il continuait à soutenir noblement les droits de la pensée libre, sa doctrine politique — un républicanisme assez imprécis hérité de Condorcet — demeurait sans action sur les esprits (1). Une seule école de réformateurs s'imposait à l'attention, celle des Saint-Simoniens. Seulement, à l'exemple du penseur paradoxal dont elle se réclamait, elle affectait de planer au-dessus de tous les partis, en substituant à l'étude des problèmes purement politiques celle des grandes transformations économiques et sociales dont elle prétendait posséder les lois. Fourier préparait obscurément la publication de son *Traité de l'Association domestique et agricole*. Robert Owen n'était connu en France que par quelques articles de Julien dans la *Revue Encyclopédique*, antérieurs de quatre ans aux lettres publiées par Joseph Rey, de Grenoble, dans le *Producteur*. Aucun de ces novateurs n'était en situation d'attirer à lui Cabet, fils d'un ouvrier sans-culotte, jacobin d'éducation, avocat de carrière et bien décidé à chercher dans l'action politique la revanche de ses déboires passés en même temps que l'accomplissement de ses rêves d'avenir. Le salon de Lafayette lui offrit le milieu qu'il cherchait.

Les fautes de la Restauration avaient changé peu à peu en une opposition de tous les instants le loyalisme monarchique du héros de l'indépendance américaine. A l'ombre de

(1) Cf. la dernière partie de l'ouvrage de M. F. Picavet : *Les Idéologues*.

son grand nom s'étaient groupés la plupart de ceux qui, ayant assisté aux premières journées de la Révolution, en avaient gardé pour les principes de 1789 un culte que les excès de la Terreur n'avaient pu abolir. François de Corcelle, Ch. Teste, Dupont de l'Eure, Voyer d'Argenson étaient les plus connus de ces témoins de l'époque héroïque. Au Parlement, dans la presse ou par le livre, ils combattaient le régime imposé par la Sainte-Alliance, sans oser espérer un retour à la république, sans le réclamer du moins ouvertement. L'assassinat du duc de Berry avait fourni aux *ultras* de la droite l'occasion d'un redoublement de violence à l'égard des libéraux, et la Chambre élue en novembre 1820, sous l'empire de la loi électorale arrachée par les amis du comte d'Artois à la faiblesse du Parlement et du monarque, s'était hâtée d'anéantir en quelques mois les conquêtes libérales des trois dernières années.

Dans le désarroi causé par la persécution, ce fut donc à Lafayette que Cabet vint demander, avec l'enseignement des luttes du passé, le plan de campagne qui devait préparer les futures revanches de l'esprit révolutionnaire. Il trouva chez lui Dupont de l'Eure dont il avait appris à admirer la courageuse conduite pendant les Cent-Jours ; il sut gagner son amitié, et nous verrons par la suite que cette amitié fut profitable au jeune avocat. Il s'y lia aussi avec d'Argenson. L'histoire de leurs relations mérite de nous arrêter quelques instants, car elle n'a pas été sans influence sur la formation du communisme icarien, objet propre de ce travail.

On sait que le babouvisme, survivant à la fin tragique de Babeuf et de Darthé, s'était perpétué pendant tout le Directoire et tout l'Empire, mais comme ces rivières qui disparaissent sous le sol et y cheminent jusqu'au moment où la structure des terrains leur permet d'émerger à nouveau. « Le Tribun, dit M. Advielle, avait laissé partout de si » nombreux disciples convaincus, zélés, dévoués, que pen- » dant longtemps ils continuèrent à propager sa doctrine » dans la presse et les réunions publiques » (1). — « C'est » grâce aux Babouvistes, écrit de son côté M. A. Ranc, que » pendant le premier Empire et la Restauration la tradition

(1) V. Advielle, *Histoire de Gracchus Babeuf*, t. I, p. 360.

» révolutionnaire n'a pas été un seul moment interrompue » et que, dès les premiers jours de 1830, le parti républicain » s'est trouvé reconstitué ». (1). Parmi ceux qui reçurent au plus profond d'eux-mêmes la foi révolutionnaire et la trans-mirent, le moment venu, aux générations nouvelles, Ch. Teste et Voyer d'Argenson méritent d'être cités en première ligne.

Une étroite amitié liait ces deux hommes, si différents par la situation et la naissance, mais dévoués au même idéal politique. Frère de ce député du Gard qui, après une brillante carrière de magistrat et de ministre, devait s'effondrer en 1847 sous une accusation de concussion malheureusement justifiée, Charles-Antoine Teste était un personnage d'une gravité et d'une rigidité vraiment romaines. Modeste et désintéressé au point de ne pas signer les brochures qu'il faisait paraître et d'éditer à ses frais celles de ses amis politiques (2), n'ayant d'ambition que pour ses idées, il vivait pauvrement de quelques leçons, consacrant le meilleur de son temps et de ses ressources à organiser la résistance contre un régime abhorré. Dans cet apostolat, son ami d'Argenson l'aidait de ses conseils autant que de sa bourse (3). De toutes les personnalités de cette époque, il n'en est pas de plus attachante que celle de ce grand seigneur démocrate, en qui deux générations très différentes, celle d'avant et celle d'après 1789, pouvaient reconnaître le meilleur de leur esprit. Du XVIII^e siècle, Voyer d'Argenson avait conservé l'élégance, la finesse, une sorte de détachement supérieur qu'on aurait pu prendre pour de la tiédeur et qui n'était au fond que de la discrétion. En réalité, ce parfait gentilhomme qui ne se piquait de rien, à l'image de ses ancêtres du XVII^e siècle, avait lu les philosophes et servi vaillamment la Révolution. Riche, héritier d'un grand nom, petit-fils du célèbre ministre de Louis XV, époux en secondes

(1) A. Ranc, *Les grands procès politiques. Gracchus Babeuf et la Conspiration des Egaux*, par Ph. Buonarroti, préface, p. XII.

(2) Bouton, *Profilis révolutionnaires*, p. 25.

(3) Ch. Teste a habité plusieurs années rue du Rocher, 40. L'hôtel de son ami d'Argenson était situé au n° 38 de la même rue (Cf. Manuscrits de Ch. Teste, *Bibl. Nat., Nouv. acq. fr.* 20.805, f° 209). Les papiers de Ch. Teste contiennent plusieurs lettres de Cabet au sujet des cours de l'*Association libre pour l'Education du Peuple* dont ce dernier était en 1833 le secrétaire général et qui comptait Teste au nombre de ses professeurs.

noces de la princesse de Broglie, née Sophie de Rosen, « il pouvait aspirer à tout : il ne voulut rien être qu'homme de bien » (1). Il avait fait le coup de feu sur la Meuse avec les volontaires de 1792, combattu sous les ordres de Lafayette en qualité d'aide de camp, cultivé ses terres du Poitou sous le Directoire, tenu tête à Napoléon qui croyait avoir acheté sa docilité en le nommant préfet d'Anvers, créé après sa disgrâce des fonderies importantes dans les Vosges et séjourné en Angleterre pour y apprendre son nouveau métier de maître de forges. Elu membre du Parlement des Cent-Jours par l'arrondissement de Belfort, puis député de la Vienne, il avait flétri publiquement sous les clameurs de la droite les massacres des protestants de Nîmes et les crimes de Trestaillon. Le général Foy, Mauguin, Laffitte, Manuel, Trélat, Audry de Puyraveau, dix autres encore s'honoraient d'avoir pour ami cet homme qui ne brillait ni comme orateur, ni comme écrivain, mais dont l'action personnelle était énorme, parce que toute sa vie plaidait la cause de ses idées.

On devine les sentiments qui agitaient Cabet, fils d'ouvrier et avocat obscur, lorsque, mêlé aux notabilités politiques qui entouraient d'Argenson, il entendait ce privilégié de la fortune déplorer la misère du peuple et réclamer de la société le rétablissement de l'équilibre éternellement rompu au bénéfice des riches. L'ardent démocrate qui plaidait ainsi la cause des malheureux était bien celui qui devait s'écrier, au grand scandale de la Chambre, dans la séance du 6 janvier 1834 : « Toute ma foi politique, morale, et je pourrais pres- » que dire religieuse, peut s'exprimer par ce seul mot, » Egalité : but prochain, égalité des droits politiques ; but » final, égalité des conditions sociales ; et je suis convaincu » que personne ne met en doute ces sentiments de loyauté, » de devoir et de droiture qui m'attachent à mes croyan- » ces » (2). A peu près à la même époque il déclarait en s'adressant à ses juges, dans le procès qui l'amenait en Cour d'assises avec Ch. Teste et l'imprimeur Auguste Mie (3) :

(1) H. Dourille, *Notice sur Voyer d'Argenson*, Paris, 1842, p. 4.

(2) *Histoire populaire de la Session de 1834. Adresse des députés et discours prononcés pendant la discussion*, Paris, 1834, p. 16.

(3) Ce fut la publication d'une brochure intitulée *Boutade d'un riche à sentiments populaires* qui donna naissance à ce procès dans lequel les trois accusés comparurent le 21 décembre 1833 sous la prévention

« Attendre de la classe qui possède aujourd'hui exclusive-
 » ment le *droit* et qui l'exploite si utilement pour ses intérêts
 » privés, qu'elle le partage avec celle aux dépens de qui elle
 » l'exerce, c'est, messieurs les jurés, se bercer de chimères...
 » Je crois qu'il n'y a d'institutions et de lois que celles qui
 » sont votées par tous et dès lors dans l'intérêt de tous. Je
 » prévois avec confiance et satisfaction toutes les consé-
 » quences de ce principe, c'est-à-dire une révision sociale
 » profonde, vaste, réparatrice, ayant pour base et pour but
 » l'égalité ». Ne dirait-on pas un écho à peine affaibli du
Tribun du Peuple ou de la *Défense* de Gracchus Babeuf ?
 Pourtant, s'il faut en croire son fils, « le communisme fut un
 » degré que ne franchit jamais l'intelligence de d'Argenson ».
 « ... La confusion des biens, écrivait encore ce fils en 1845,
 » trois ans après la mort de son père, lui répugnait par
 » instinct, presque à l'égal de celle des sexes que prêchait
 » alors une secte contemporaine » (1). Le fils a-t-il bien
 compris la pensée du père ? Ne l'a-t-il pas comme voilée à
 dessein pour réhabiliter une mémoire qui lui était chère
 auprès de ceux qui accusaient l'ami de Charles Teste d'avoir
 « trahi la cause de l'ordre et du bon sens » ? On peut le
 supposer avec d'autant plus de raison que la « famille de
 Voyer d'Argenson jugea convenable de soustraire ses funé-
 railles », survenues le 4 août 1842, « à l'expression des
 regrets publics ». C'est le journal de Cabet lui-même (2) qui
 souligne ce désaccord entre le mort et ses héritiers. Et il
 ajoute en quelques lignes brèves, car le numéro est déjà
 sous presse au moment où elle sont rédigées : « Nous nous
 » sentons incapables d'exprimer convenablement la douleur
 » que nous cause cette perte subite. M. d'Argenson, aristo-
 » crate et noble par sa naissance, populaire par le cœur, est
 » une des preuves les plus éclatantes que la bourgeoisie et

« d'avoir excité le mépris et la haine contre une classe de personnes
 et d'avoir provoqué à la guerre civile » (*Procès des citoyens Voyer
 d'Argenson, Charles Teste et A. Mie*, déc. 1833, p. 5). Dans ce procès,
 Charles Teste, plaidant sa propre cause, ne craignit pas de réclamer
 comme préface à la future égalité des biens un impôt progressif s'éle-
 vant pour les plus riches jusqu'au quart de leurs revenus. (Cf. le
 manuscrit de la défense de Ch. Teste, *Bibl. Nat.*, *op. cit.*, f° 266 à
 272).

(1) M. Voyer d'Argenson fils, *Notice sur la vie de Voyer d'Argenson*,
 p. 97.

(2) *Le Populaire*, 7 août 1842.

» l'aristocratie renferment des âmes généreuses et pures qui
 » sympathisent avec le peuple ». Quant à la *Fraternité*, journal des néo-babouvistes de l'époque, son témoignage est plus formel encore : « La France et le parti communiste (1), lit-on » dans le numéro 16 de l'année 1842, viennent de faire une » perte immense. Voyer d'Argenson est mort le 1^{er} de ce » mois. Des précautions avaient été prises par certains » membres de sa famille que l'opinion publique désignera » facilement, pour empêcher le peuple d'assister à son » convoi... »

En conclura-t-on simplement que d'Argenson avait marché avec son siècle et que convaincu ou, si l'on veut, suspect de communisme en 1842, il pouvait fort bien en 1820 n'être qu'un démocrate de l'école de Condorcet ? L'explication ne saurait prévaloir contre les faits. Si la vie de Voyer d'Argenson a été des plus agitées, sa pensée n'a pas cessé de présenter d'un bout à l'autre de sa carrière une parfaite unité. Lorsque Cabet, au lendemain de son arrivée à Paris, a pu l'approcher et l'interroger, c'était un homme dans toute la force de l'âge, mûri par la réflexion et l'expérience, en pleine possession d'une doctrine politique dont la formation remontait au siècle précédent (2). Il n'est pas douteux, bien que nous en soyons réduits aux suppositions sur ce point, que ses enseignements ont dû laisser une empreinte profonde sur l'esprit de Cabet qui, lui, se cherchait encore. En l'écoutant et en écoutant Charles Teste, Cabet a entrevu pour la première fois la portée révolutionnaire de ce concept de l'égalité dont il devait plus tard faire une des clefs de voûte du communisme icarien. L'influence de d'Argenson eut sur lui une action plus immédiate encore. Sur son

(1) C'est nous qui soulignons.

(2) En juillet 1834, Voyer D'Argenson reçut un manuscrit qui était ainsi intitulé : LA VRAIE RÉPUBLIQUE telle qu'on l'aura partout tôt ou tard, soit réellement, soit par approximation, ou L'UTOPIE DE THOMAS MORUS, d'après la traduction de Gueudeville, corrigée et mise en français moderne par Adolphe Setet, avec dédicace, préface et notes du nouvel éditeur ». S'adressant à d'Argenson, Ad. Setet lui disait : « Vous les surpassez (vos aïeux) par votre dévouement à la cause populaire. C'est à ce titre que je vous dédie la nouvelle édition d'un ouvrage dont la reproduction ne peut qu'être très utile à la sainte cause de l'humanité ». Cette préface et un abrégé de la vie de Thomas Morus de la main de Setet figurent dans les papiers de Ch. Teste. (Bibl. Nat., op. cit., f° 106).

conseil, Cabet se mit en relations avec l'ardente jeunesse qui, prenant la tête de l'opposition, s'était juré dès sa sortie des écoles de travailler à renverser le gouvernement des émigrés. Ce fut enfin sous le patronage de Voyer d'Argenson qu'il fit ses débuts dans la Charbonnerie.

« Le 1^{er} mai 1821, trois jeunes gens, MM. Bazard, Flottard » et Buchez, se trouvaient assis devant une table ronde, rue » Copeau. Ce fut des méditations de ces trois hommes » inconnus et dans ce quartier, un des plus pauvres de la » capitale, que naquit cette charbonnerie qui, quelques » mois après, embrasait la France » (1). Mais les grands mouvements politiques ne naissent pas par une sorte de génération spontanée. On connaît aujourd'hui le travail silencieux et tenace entrepris par les sociétés secrètes au lendemain du retour des Bourbons pour miner le terrain sous les pas de la monarchie (2). L'exemple de ces procédés d'opposition était venu de l'étranger. Depuis longtemps la franc-maçonnerie d'Outre-Rhin ou *Tugendbund*, agissait en faveur de l'unification allemande. En Italie, la puissante organisation des *carbonari* avait multiplié ses adhérents et développé son action révolutionnaire dans les Abruzzes, le royaume de Naples et les Etats du Pape. En France même, grâce à certaines sociétés libérales à tendances cosmopolites, comme l'*Union* fondée par Joseph Rey en 1818 (3) et affiliée moralement à la société secrète allemande des *Indépendants*, ou comme les *Adelphes* et les *Philadelphes*, rattachés par des relations occultes aux carbonari italiens, une organisation régulière englobait peu à peu des éléments empruntés à tous les partis, en vue de luttes dont le but restait aussi imprécis que la tactique. Au même moment, quelques jeunes hommes d'élite se cherchaient dans les rangs de l'opposition un poste de combat. Armand Marrast,

(1) Louis Blanc, *Histoire de Dix ans*, introd., p. xxiii.

(2) Cf. surtout F. de Corcelle, *Documents pour servir à l'histoire des conspirations, des partis et des sectes*, Paris, 1831. — Trélat, *Paris révolutionnaire, 1833 et 1834*, t. II. — Jean Witt, *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de ma vie*. — Guillon, *Les complots militaires sous la Restauration*, 1895.

(3) Jean Witt, *op. cit.* et G. Weill, *Histoire du parti républicain en France de 1814 à 1870*, p. 11.

philosophe brillant, aiguisait sa dialectique de futur journaliste, en opposant aux thèses de V. Cousin les doctrines de son-maître Laromiguière. Godefroy Cavaignac et son inséparable ami Guinard, fils de révolutionnaires notoires et républicains par destination, rêvaient, comme un autre fils de régicide, Hippolyte Carnot, « d'un gouvernement juste, vertueux, fier devant l'étranger, affranchi de toute coterie politique ou religieuse » (1). D'autres jeunes gens, comme Bazard, Joubert, Flottard, Buchez, simple commis d'octroi, Raspail, professeur de collège sans emploi, Pierre Leroux, ouvrier typographe, représentaient à côté de ces fils de l'aristocratie républicaine la petite bourgeoisie ou même le prolétariat intellectuel. « Tous avaient grandi au bruit des » armes, au milieu des batailles livrées par la France contre » l'Europe. Ces souvenirs contribuaient à développer chez » eux le goût de la lutte, le désir de renverser par la force » un gouvernement que la coalition avait imposé à la » France » (2). Leurs aînés, Lafayette, d'Argenson. Dupont de l'Eure, voyaient avec joie accourir ces troupes fraîches, destinées selon toute apparence à achever l'œuvre qu'ils n'auraient peut-être que le temps de préparer. Lorsque Cabet prit place, sur le conseil de ses protecteurs, dans les rangs de cette milice enthousiaste, l'accueil qu'il y reçut lui persuada qu'il n'avait plus désormais qu'à se laisser porter par les événements.

Il s'agissait, pour les alliés, de s'organiser sans éveiller l'attention d'un pouvoir soupçonneux. La franc-maçonnerie, dont les chefs étaient alors en majorité dévoués à la Restauration, leur parut offrir un moyen commode de concilier le souci de leur sécurité avec la nécessité de l'action immédiate. Pour s'affranchir de certaines prescriptions surannées et pour échapper à une surveillance importune, Bazard et ses amis fondèrent, en septembre 1818, avec l'assentiment du Grand Orient, une loge nouvelle, les *Amis de la Vérité*. Bientôt on y vit affluer, avec tous les chefs du parti républicain, nombre d'officiers bonapartistes et même des royalistes dissidents. La haine de la Restauration, dont tous ces

(1) G. Weill, *op. cit.*, p. 9 et 10.

(2) *Id.* *id.*

hommes étaient également animés, n'empêchait pas la discussion de renaître, aussi ardente qu'inutile, quand il était question du régime qui succéderait au gouvernement détesté (1). D'autre part, la présence des anciens les plus renommés pour leur expérience politique ne suffisait pas à éviter les pires imprudences. Nous savons par les témoignages de Trélat et de Louis Blanc que, sur les mille adhérents de ce club, la plupart provenaient des écoles de droit, de médecine ou de pharmacie, et aussi, grâce à l'initiative personnelle de Bazard, « des milieux voués à l'apprentissage du commerce ». Un complot manqué, celui de la nuit du 19 août 1820, acheva de livrer à la police des secrets depuis longtemps mal gardés. Il fallut dissoudre les *Amis de la Vérité*.

La charbonnerie française recueillit leur succession. Elle hérita de leur composition disparate : comme eux, elle prit pour emblème le drapeau tricolore ; comme eux, elle accepta de Lafayette, pour le lendemain de la victoire, le principe d'une consultation générale du peuple sur la meilleure forme de gouvernement (2). Ses statuts étranges, traduits par Limperani sur les règlements secrets rapportés d'Italie par Joubert et Dugied, sa double organisation à la fois civile (ventes particulières, ventes centrales, haute vente unique et souveraine) et militaire (manipules, centuries, cohortes, légions) séduisirent les jeunes gens de l'opposition, les « blancs-bees », qui déjà s'éveillaient au romantisme, et ne déplurent pas à leurs aînés, préoccupés surtout des services que pouvait rendre cette forte discipline et cette hiérarchie rigide. Dès la première heure, Cabet s'affirma carbonaro passionné. Avec les fondateurs de l'association, Bazard, Buchez, Joubert, Dugied, Flottard, Corcelle, Guinard, Sigaud, Sautelet, Cariol, il se voua corps et âme au succès d'une entreprise en qui son ambition trouvait son compte en même temps que son amour de la liberté.

Moins d'un an après la création de la charbonnerie, ce

(1) Duvergier de Hauranne, *Histoire du gouvernement parlementaire*, t. V, p. 20.

(2) « Attendu que force n'est pas droit et que les Bourbons ont été ramenés par l'étranger, les charbonniers s'associent pour rendre à la nation française le libre exercice du droit qu'elle a de choisir le gouvernement qui lui convient ».

zèle reçut sa récompense : le « Congrès charbonnique » de 1822 le nomma membre de la Vente suprême, « en même » temps que Lafayette, Manuel, Dupont de l'Eure, d'Argenson, » Georges Lafayette, Kœchlin, Corelle, de Schonen et trois » autres, tous députés, excepté de Schonen et lui » (1). Cette situation lui permettait de traiter d'égal à égal avec des hommes politiques comme Audry de Puyraveau, Beauséjour, Boinvilliers, Laffitte, Boulay de la Meurthe, Bastide, avec des généraux et des colonels comme Tarayre, Berton, Favier, Dentzel, Chatry-Lafosse, avec des magistrats et des avocats comme Merilhou, Chaix d'Est-ANGE, Mauguin, Odilon Barrot, Barthe, Isambert, Plougoulin, Delangle, Bérenger de la Drôme, Jollivet, Bernard, Dubois de la Seine-Inférieure ; avec des écrivains et des artistes comme V. Cousin, P. Leroux, H. Vernet, Ary Scheffer. Ce fut un coup de fortune inespéré qui l'enivra d'orgueil (2) et souleva contre lui bien des jalousies. Bazard en particulier, caractère naturellement sombre et tourmenté, prit ombrage de cette élévation si rapide. Pierre Leroux a noté avec justesse la secrète rivalité qui a opposé ces deux hommes, si semblables par l'origine, par les tendances et par l'ambition : « Je » rapprocherais volontiers, écrit-il, Cabet de Bazard. C'étaient » deux esprits infiniment plus politiques que philosophes. » Ils s'étaient rencontrés et mesurés dans la charbonnerie, » Bazard conduisant Lafayette et Cabet menant Manuel ou » mené par lui. Ils avaient une certaine ressemblance, même » au physique : hommes d'action, hommes pratiques, ayant » tous deux la rage du commandement et se croyant faits » pour être les papes de la société moderne. Bazard était » certainement plus fort, plus puissant comme intelligence, » et même plus homme pratique que Cabet. Mais celui-ci » qui avait étudié le droit, qui s'était fait recevoir avocat et » avait eu un cabinet d'affaires, était plus fin et je dirais » volontiers, sans y entendre mal, plus retors. Ces deux

(1) *Toute la Vérité au Peuple ou Réfutation d'un Pamphlet calomnieux*, Paris, juil. 1842, p. 81.

(2) Pour confondre ses adversaires, Cabet s'est plu, à toutes les époques de sa vie, à retracer sa biographie, et toujours il a rappelé avec une visible complaisance le grade élevé qu'il avait su conquérir dans la charbonnerie.

» hommes étaient donc naturellement émules et dans une » certaine rivalité » (1).

Après la dispersion de la charbonnerie, ils suivirent des voies divergentes, mais sans cesser de se surveiller. Tandis que Cabet continuait à chercher dans la politique l'emploi de son activité, la pensée vigoureuse de Bazard découvrait dans le saint-simonisme l'aliment substantiel dont elle avait besoin. P. Leroux laisse même entendre que si, par la suite, Cabet alla « fouiller dans la cendre de la Révolution » et finit par « emprunter à la tradition de Marat et de Robespierre » la doctrine qui lui manquait, c'est qu'il fut « ému par l'exemple de son rival » et qu'il jugea « honteux » de s'être laissé distancer par lui sur le terrain des revendications sociales.

Le rôle prépondérant de la Vente suprême eut une durée aussi éphémère que celle de la charbonnerie elle-même. Un organisme de cette nature, qui visait à être à la fois un et complexe, étendu et maniable, insaisissable et agissant, supposait chez tous ses membres un dévouement et une discipline difficilement conciliables avec la légèreté qui présidait à leur recrutement. L'adhésion d'un nombre excessif d'officiers et de bonapartistes, l'avortement des complots de Belfort, de La Rochelle et de Saumur, l'expédition d'Espagne qui réconcilia l'armée avec le régime et provoqua même l'approbation discrète de certains libéraux férus de gloire militaire comme Armand Carrel, vinrent précipiter une désagrégation dont l'institution, depuis sa naissance, portait en elle le germe. En vain la Haute Vente essaya-t-elle, en multipliant les voyages de ses commissaires dans les provinces, de maintenir l'unité toujours compromise. Les déplacements de Cabet à Joigny, à Dijon et à Lyon furent aussi inutiles que ceux de ses collègues et n'eurent d'autre résultat que de l'exposer à de sérieux dangers (2). L'introduction d'un nouvel élément de discorde, l'élément orléaniste, acheva de tout compromettre. La direction qui, sous la présidence de l'indécis Lafayette, n'avait jamais brillé par la

(1) P. Leroux, *La Grève de Samarez*, t. I, p. 364.

(2) *Biographie... des actionnaires du Populaire*, p. 3. — Trélat, *Paris révolutionnaire*, t. II, p. 304 sqq.

fermeté, devint plus flottante encore (1). La charbonnerie alla en déclinant jusqu'au jour où ses principaux meneurs la délaissèrent pour se consacrer tout entiers à la *Société des Droits de l'Homme* dont on vit l'étoile monter à l'horizon politique au lendemain de la Révolution de juillet (2).

IV

En même temps qu'il cherchait à se pousser au premier rang des meneurs de l'opposition, Cabet ne négligeait pas ses affaires personnelles. La situation subalterne qu'il occupait chez maître Nicod lui paraissait indigne de la notoriété qu'il s'était acquise. Il ne pouvait, d'autre part, songer à se faire inscrire au barreau de Paris, car l'état de sa vue ne lui eût pas permis de lire à la barre les pièces de ses dossiers. Il se tira d'embarras en fondant, de compte à demi avec un avocat réputé, Decruzy, un cabinet de consultations pourvu d'une succursale à Londres. Ses émoluments étaient fixés à 12.000 livres. Conclue dans les derniers mois de l'année 1824, l'association prit fin en 1827 après une existence qui semble bien avoir été plus nominale que réelle (3).

En mai 1828, nous retrouvons Cabet directeur du *Recueil de jurisprudence générale* de Dalloz. Le 1^{er} juin 1829, il abandonne ces fonctions qui réclamaient une personnalité plus détachée que la sienne des agitations politiques. Désormais, il est libre. Tout en continuant à donner des consultations de droit à ses moments perdus, il écrit une analyse des constitutions et des codes de la France, restée inédite et probablement aussi inachevée. Il s'essaie même à la littérature proprement dite. L'ébauche d'un drame en quatre actes, en prose mêlée de vers, conservée par Beluze, témoigne de cette ambition, d'ailleurs assez peu justifiée, à en juger par les médiocres fragments poétiques reproduits dans la *Biographie* (4).

(1) « Il y avait un vice radical dans la charbonnerie. La fougue des fondateurs et la timidité des hommes notables se faisaient perpétuellement obstacle ». (Louis Blanc, *Histoire de Dix ans*, Introd., p. xxvi).

(2) Louis Blanc, *op. cit.*, p. 702.

(3) H. Carle et J.-P. Beluze, *Biographie...*, p. 66.

(4) H. Carle et J.-P. Beluze, *op. cit.*, p. 70.

Mais ce n'était là qu'un divertissement, une sorte de halte dans le tourbillon des occupations plus sérieuses. Reformant ses rangs et perfectionnant sa méthode, l'opposition recommençait à donner, avec un renouveau de vigueur, contre le gouvernement de Charles X. La *Tribune des Départements*, la *Jeune France*, la *Révolution*, le *Patriote*, suivis de loin par le *National*, menaient dans la presse le bon combat. A mesure que les adversaires de la monarchie multipliaient leurs coups et gagnaient du terrain, on voyait leurs desseins se préciser et le langage même de leur polémique prendre plus d'accent. Des sociétés plus restreintes comme *Aide-toi*, *le Ciel t'aidera*, débarrassées du mystère et de la confusion qui constituaient pour la charbonnerie une faiblesse et un danger, avaient repris l'œuvre de cette dernière et assuré la victoire électorale de 1827. Cabet suivit ce mouvement en spectateur sympathique, mais sans y jouer un rôle important. Il vit naître avec intérêt les premières tentatives pour remettre la Révolution française à la mode, la *Réfutation de l'Histoire de France de l'abbé de Montgaillard* (1) dans laquelle l'avocat républicain Laurent ne craignait pas de plaider ouvertement la cause de Robespierre, et les *Mémoires du conventionnel Levasseur de la Sarthe*, publiés par Achille Roche, un des journalistes d'avant-garde les plus actifs.

Dans l'introduction, Roche déplorait l'injustice de ses contemporains à l'égard de la Révolution. « On veut bien » encore profiter de ses bienfaits, disait-il, mais en la flétrissant ». Le 9 thermidor lui apparaissait comme « le triomphe d'une coalition méprisante suivie d'une réaction non moins honteuse » (2). En 1829, cette manière d'écrire l'his-

(1) Ch. Teste, heureux de favoriser cette réhabilitation de la Révolution, signa avec l'auteur Paul-Mathieu Laurent un traité par lequel il se chargeait « de faire à ses risques et périls les frais d'impression » et de publication d'un manuscrit appartenant audit Laurent, et » portant pour titre : « *Réfutation du livre de l'abbé de Montgaillard intitulé Histoire de France, etc.* » Le traité est daté du 15 mai 1827. Deux ans après, Teste écrivait, à propos de la 2^e édition de cet ouvrage, qu'il était « l'œuvre d'un historien consciencieux, aussi » sage que ferme, dégagé de toute prévention et pourtant assez hardi » pour essayer de justifier les réputations les plus violemment attaquées jusqu'à ce jour. Cette partie de son travail qui est la partie » vitale et essentielle de l'ouvrage renferme des aperçus neufs et des » pensées élevées... » (*Bibl. nat., op. cit.*, f^{no} 50 et 66).

(2) G. Weill, *Histoire du Parti républicain...*, p. 37.

toire — Achille Roche s'en aperçut à ses dépens — conduisait son homme droit en prison (1). Mais les condamnations de ce genre, quand elles surviennent en pleine lutte politique, font le succès des livres qu'elles prétendent atteindre. On peut penser que ceux de Laurent et de Roche ne passèrent pas inaperçus de Cabet et nous aurons à nous en souvenir quand nous trouverons dans l'*Histoire de la Révolution* qu'il publiera neuf ans plus tard les thèses hardies dont la nouveauté fit scandale sous la Restauration.

Il est un autre livre dont il convient de signaler ici l'apparition, bien que son influence sur la pensée de notre auteur n'ait pas été immédiate. Il en est des productions de l'esprit comme des personnes : il est rare que celles qui doivent agir le plus profondément sur nous s'imposent d'emblée et comme par un coup de foudre à notre attention. Nous sommes fondés à croire que lorsque les deux volumes in-8° de la *Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf*, par Philippe Buonarroti, parvinrent après 1828 aux mains de Cabet, il dut les feuilleter sans passion et sans hâte, sollicité non par l'intérêt qu'il prenait au sujet, mais par la célébrité de leur auteur (2). L'éloignement de l'exil, une fière et digne pauvreté, une longue suite de malheurs héroïquement supportés, des services importants et mystérieux rendus en qualité d'intermédiaire entre les sociétés secrètes d'Italie et celles de France, enveloppaient la personne de Buonarroti du prestige d'un héros de légende. Les chefs de la charbonnerie française qui avaient eu l'occasion de s'entretenir en Suisse ou en Italie avec ce maître ès conspirations faisaient de lui un portrait qui ressemblait assez à celui que nous a laissé le pieux et romanesque auteur des *Mémoires d'un prisonnier d'Etat* :

(1) Les papiers de Ch. Teste contiennent un récit manuscrit, signé Gustave Biard, de l'audience du 12 février 1830 dans laquelle le procureur du roi, qui se nommait aussi Levasseur, requérant contre Achille Roche une peine sévère, « traita ceux qui avaient voté la mort de Louis XVI et toute une génération de monstres, d'infâmes, de perfides ». (*Bibl. nat., op. cit.*, f° 220 sq.).

(2) Recueillons sur ce point les aveux de Cabet lui-même : « La vérité est que j'avais reçu et lu l'ouvrage de Buonarroti dès 1830, que ses idées de communauté ne me repoussèrent nullement, mais que je ne m'en occupai qu'un instant et que je n'entendis aucunement parler de communauté avant mon départ (pour l'exil)... etc ». (*Toute la Vérité au Peuple ou Réfutation d'un pamphlet calomnieux*, p. 93).

« Il est à Genève, dit Andryane, un vieillard qui depuis longtemps excite ma curiosité. Dès les premiers moments que je le rencontre, sa tournure, sa mise, sa démarche me frappèrent : un chapeau à larges bords couvre sa blanche chevelure ; son front est vaste et bombé ; ses yeux, surmontés de sourcils touffus, sont vifs et brillent souvent au milieu des larges verres de ses lunettes de fer : sa figure caractérisée lui donne un aspect vénérable et, quoique sa tête soit inclinée sur sa poitrine et que ses épaules soient voûtées, on voit à son col nerveux, à sa charpente osseuse, que la vigueur et la force furent un jour l'apanage de cet homme que les traverses de la vie doivent avoir usé plus que l'âge.

« Été comme hiver, il porte le même habit, le même gilet à la Robespierre, les mêmes culottes noires qui ne joignent pas tout à fait ses demi-bottes à l'écuylère, costume assez étrange par lui-même et qui suffirait seul pour le faire remarquer si quelque chose de fier et d'original ne vous forçait à jeter les yeux sur ce sexagénaire qui vous croise à chaque instant dans les rues étroites de Genève, un livre de musique sous le bras, en passant près de vous d'un air grave, préoccupé et mystérieux... » (1)

Ce vieillard, qui portait avec tant d'aisance un nom déjà illustré par Michel-Ange, avait reçu à l'Université de Pise, sa ville natale, les leçons de maîtres comme Lampridi et Sardi dont l'enseignement s'inspirait de la pure doctrine des philosophes français contemporains (2). Très versé dans les hautes mathématiques, c'était en même temps un musicien assez habile pour trouver dans cet art son gagne-pain aux heures difficiles. Protégé du grand-duc Léopold, puis banni par ce prince pour avoir salué avec trop d'enthousiasme la Révolution française, il s'était réfugié en Corse et y avait fondé, en avril 1790, une feuille, *il Giornale patriottico di Corsica*. En 1792, Paris l'attire et les Jacobins trouvent en lui un admirateur prêt à s'employer pour la Révolution. Le 27 mai 1793, un décret de la Convention nationale le déclare citoyen français. Quelques mois plus tard, il reprend le chemin de la Corse, avec le titre enviable de « Commissaire national délégué par le pouvoir exécutif ». Il parvient

(1) Alexandre Andryane, *Souvenirs de Genève, complément des Mémoires d'un prisonnier d'Etat*, t. I, p. 137 et 138.

(2) Trélat, *Notice biographique sur Buonarroti* (sic), Epinal, juin 1838, p. 2. — Cf. Hauréau, *Journal du Peuple*, 1^{er} oct. 1837. (Papiers de Buonarroti, t. II, f° 432).

à se concilier toutes les sympathies dans sa difficile mission et peut bientôt annoncer, au terme d'une heureuse campagne diplomatique, que l'île Saint-Pierre, voisine de la Sardaigne, demande son annexion à la France (1). Arrive le 9 thermidor, Buonarroti partage la défaite de ceux dont il a loyalement servi la cause. Dans la prison du Plessis où on l'a enfermé, il se lie avec Germain, Babeuf, et les futurs accusés de la Haute Cour de Vendôme. Après le jugement du 7 prairial an V, les portes du Fort national de Cherbourg, puis celles de la prison d'Oléron, se referment sur lui. Elles se rouvrent pourtant bientôt et Buonarroti est libre de tenir une école à Saint-Pierre, la capitale de l'île, dont le séjour lui est imposé. Une protection occulte et toute puissante le couvre : c'est celle du Premier Consul dont il aurait été, dit-on, en Corse le camarade de lit et de chambrée. Désormais, à Saint-Pierre, puis à l'île d'Elbe, puis à Sospello, puis à Genève, où il arrive en juin 1806, il sera traité, — c'est le mot de Lucien Bonaparte, servilement reproduit par ses préfets — « avec tous les égards que l'on doit au malheur ». Mais il n'en restera pas moins « en surveillance spéciale », et la sollicitude de la police le suivra dans ses diverses résidences, à Grenoble, en Angleterre, en Suisse, et enfin en Belgique (2). C'est à Bruxelles qu'il publie, lorsque la dissolution de la charbonnerie dont il a été un des grands maîtres lui en laisse le loisir, les deux volumes de souvenirs sur la conspiration de l'an V dont l'apparition, un peu prématurée peut-être en 1828, marque une date considérable dans l'histoire politique du XIX^e siècle.

Cabet, nous le répétons, a lu d'un œil distrait l'ouvrage

(1) Trélat, *op. cit.* p. 5. L'ambassade de Buonarroti faillit cependant avoir un triste épilogue. Placé sous le contrôle ombrageux des représentants du Peuple envoyés à l'armée d'Italie, Saliceti, Ricord et Robespierre jeune, Buonarroti fut dénoncé aux Jacobins par Constantini, député extraordinaire du Conseil général de la Corse. Le Comité de Sûreté générale le fit destituer brusquement le 14 ventôse an III. Arrêté à « Oneille régénérée », puis conduit de Nice à Paris, entre deux gendarmes, il parvint à se disculper et retrouva bientôt la liberté. Par un étrange retour des événements, un an plus tard, le conventionnel Ricord était impliqué avec lui dans la Conspiration des Egaux.

(2) On trouvera les pièces justificatives de cette biographie sommaire de Buonarroti dans les papiers laissés par lui et conservés à la Bibliothèque Nationale, (*Nouvelle acquisition française*, 20803.— Cf. en particulier les f^{rs} 49, 75, 91, 98, 182, 187, 224, 225, 232.)

de Buonarroti. On peut appliquer à tous les Evangiles, aux Evangiles sociaux comme aux autres, le mot fameux de Pascal : c'est déjà les avoir trouvés que de les chercher avec angoisse. Cabet ne cherche pas encore. Pour lui, comme pour la plupart des hommes de sa génération, le problème politique enveloppe et par conséquent cache tous les autres. Sans doute, on pressent qu'il existe une question sociale ; les prédications saint-simoniennes ne restent pas sans écho ; les transformations économiques qui vont amener le règne de la bourgeoisie industrielle se révèlent déjà pour les esprits perspicaces. Mais Cabet, nous le verrons par la suite, n'est pas de ceux qui devancent les événements. Pour lui comme pour tous les républicains qui font la guerre au ministère Polignac, de concert avec les bonapartistes et les autres partis d'opposition, il est une question préjudicielle qu'il faut résoudre à tout prix : c'est le renversement de la dynastie régnante (1). Lorsqu'il essaye de regarder au-delà et de pressentir ce que sera le régime qui succèdera à celui dont on médite la ruine, sa vision se trouble. Aussi s'en tient-il au mot d'ordre de Lafayette, généralement accepté par cette charbonnerie qu'il a passionnément servie parce qu'elle contentait toutes ses aspirations : *le peuple y pourra*. Il assiste en témoin ému et intéressé aux efforts de ceux qui cherchent à prévoir ou, plus exactement, à *pré-former* l'avenir, en tirant d'un trop long discrédit l'idéal des hommes de 93, honni et calomnié par la contre-révolution triomphante. Voyer d'Argenson et Charles Teste, Laurent et Achille Roche sont, nous l'avons vu, les artisans de cette revanche du robespierrisme sur la réaction thermidorienne. Mais c'est Buonarroti qui relie les deux époques. En même temps qu'il raconte l'histoire d'un passé récent, son livre prétend tracer le programme d'un avenir prochain. Avec lui, c'est la doctrine des *Égaux* et c'est la constitution du 24 juin 1793, c'est Mably, Morelly et Rousseau qui vont renaître.

Désormais l'élan est donné. Après un moment d'incertitude qui permettra à la monarchie de Juillet de s'imposer au pays, le retour de la France moderne vers ses origines

(1) Cf. Tchernoff, *Le parti républicain sous la monarchie de Juillet*, p. 46.

révolutionnaires s'accomplira avec une force irrésistible. La société des *Droits de l'Homme* représentera, au lendemain des journées de juillet, cette résurrection de l'ardeur démocratique qui animait les Montagnards. Quant à Cabet, il ne se dérobera pas indéfiniment à l'appel de sa génération. Il se souviendra, le moment venu, qu'il est sorti du peuple et que son père chantait la Carmagnole en apprenant la mort des Girondins. Mais les germes déposés dans son esprit par les enseignements de son ami d'Argenson et par la lecture du livre de Buonarroti demanderont pour éclore une incubation plus longue. La survivance en lui du travailleur fils de ses œuvres, soucieux de tirer parti de ses longues études, tenté par la perspective de conquérir dans la magistrature ou dans l'administration ce que les bonnes gens appellent une « belle place », retardera pendant quelques années cette évolution nécessaire, et même lorsqu'elle se sera achevée sous la pression des événements extérieurs autant que par l'effet de la réflexion personnelle, il subsistera chez Cabet quelque chose de l'avocat pour qui tous les conflits sociaux doivent aboutir à des lois bien faites, quelque chose aussi du bon élève d'autrefois désireux de parvenir, quelque chose enfin de ce que Karl Marx appellera plus tard l'esprit *petit bourgeois*. Ainsi peuvent s'expliquer, croyons-nous, non seulement l'insistance avec laquelle Cabet revient dans tous ses écrits sur les sacrifices que lui a coûtés sa fidélité à ses idées, mais encore la timidité de sa morale, son horreur des violences de l'action directe telle qu'un Blanqui l'a pratiquée sous ses yeux et sa répulsion pour les doctrines déréglées des ultra-babouvistes. En somme, il semble bien qu'un révolutionnaire et un homme d'ordre ont grandi côte à côte chez Cabet, l'emportant chacun à leur heure jusqu'au jour où ces deux frères ennemis se sont comme fondus et réconciliés dans le communiste icarien.

CHAPITRE II

Les premières années de la Monarchie de Juillet

I. La Révolution de 1830. Cabet et Louis-Philippe. *Amicus rex, sed magis amica patria*. — II. Cabet procureur général en Corse. Sa révocation. Il est élu député de la Côte-d'Or. — III. L'activité parlementaire de Cabet. Ses démêlés avec le pouvoir. — IV. Cabet et le parti républicain. Son rôle dans l'opposition. Réveil de l'esprit révolutionnaire. L'idéal de la Convention. Cabet entre Buonarroti et Lafayette. — V. Cabet et les grandes associations républicaines : La Société *Aide-toi, le Ciel l'aidera* ; l'Association pour l'Instruction libre du Peuple ; l'Association pour la liberté de la Presse ; les Amis du Peuple. La Société des Droits de l'Homme, ses doctrines et son action. Cabet réserve son adhésion. Sa conception sociale en 1833. — VI. La fondation du *Populaire*. Le programme du journal de Cabet. Le procès d'avril 1834 détermine une scission dans le parti républicain. Réformistes et révolutionnaires.

I

De tous les vaillants que le soleil de Juillet éclaira de sa joyeuse flamme, aucun ne montra plus d'ardeur qu'Etienne Cabet. Les ordonnances avaient paru le 26. « Dès le 27, » écrit-il, je crus la révolution décidée, et m'élançai comme » les autres pour y coopérer, sans espérer pourtant un dé- » nouement aussi rapide » (1). Il est vrai qu'on l'aurait cherché vainement parmi « la grande populace et la sainte canaille » qui se rua le 29 à l'assaut des Tuileries : « Le mauvais état de sa vue ne lui permit pas de prendre un fusil

(1) Cabet, *Correspondance avec Sa Majesté Louis-Philippe*, p. 1.

» dont il n'aurait pas pu apercevoir le point de mire » (1). Mais à côté des simples soldats qui firent le coup de feu, noirs de poudre et baignés de sueur, la postérité ne doit pas oublier ceux qui allumèrent les courages ou qui les empêchèrent de s'égarer. Cabet joua son rôle dans l'état-major qui dirigea l'action révolutionnaire. Le 29 juillet, il fut élu, avec Lemercier, Cousin, Renouard et Decruzy son ancien associé, membre de la première municipalité insurrectionnelle, dans le XI^e arrondissement, quartier du Luxembourg.

A l'exemple de Cavaignac, de Bastide, de Guinard, de Joubert et de toute l'ardente jeunesse descendue la veille du Panthéon sous les plis du drapeau tricolore, Cabet inclinait vers la République et, comme pis-aller, vers une monarchie constitutionnelle, tempérée par des institutions nettement démocratiques. Dans l'incertitude et la confusion universelles, accrues par les intrigues de Thiers et de Lafitte, on attendait un mot d'ordre de Lafayette. Le vieux général, adroitement circonvenu par Rémusat et Odilon Barrot qui ajoutèrent à son irrésolution ordinaire, ne sut pas donner le coup de barre à gauche qui eût peut-être changé les destinées du pays. La marche sur l'Hôtel-de-Ville, conseillée au duc d'Orléans par un inconnu qui fut à cette heure décisive l'instrument du destin, survint fort à propos pour tirer Lafayette d'embarras. Quand l'entrevue prit fin, le duc d'Orléans était roi et Lafayette royaliste. Cette conversion du chef de l'opposition a été souvent racontée, mais ce que l'on sait moins, c'est que pareille aventure arriva le lendemain à Cabet lui-même. Recueillons-en le récit de sa plume :

« Le 1^{er} août, je me rendis chez Lointier. Très peu de personnes s'y trouvant alors, je sortis pour un moment et rencontrai Mauguin (2) qui, allant au Palais-Royal, m'offrit d'y venir avec lui. J'acceptai avec d'autant plus d'empressement que les explications personnelles que j'allais avoir devaient me guider ultérieurement. Quoique je n'eusse

(1) H. Carle et J. P. Beluze, *Biographie*, p. 78.

(2) Dans le passage que nous reproduisons, Cabet ne donne que l'initiale du nom de son compagnon. On le rétablit aisément. Cf. la brochure de Cabet intitulée *Conférence du 6 juin 1832 entre S. M. Louis-Philippe et MM. Lafitte, Odilon Barrot, Arago*, p. 13, note 4.

jamais vu le Duc d'Orléans, je lui exposai avec une entière franchise mes principes et la situation des esprits en lui faisant connaître d'où je venais, où j'allais retourner, et quelle était l'importance de ce qu'il allait me dire. Il nous expliqua ses opinions, ses intentions et son système politique qu'il résumait lui-même laconiquement par ces deux mots : Monarchie républicaine, en ajoutant : *Je suis républicain*.

» J'allai de suite dans la réunion que je trouvai alors nombreuse. J'exposai mes idées pour préférer la Monarchie républicaine à la République pure et fis connaître ce que le Prince venait de me déclarer. La discussion fut vive. Néanmoins, on se sépara paisiblement après avoir résolu seulement qu'on rédigerait une espèce de programme contenant les garanties désirées, lequel fut porté le même jour et lu à l'Hôtel-de-Ville » (1).

Ce serait faire injure à Cabet que de contester la sincérité de son ralliement à la monarchie de Juillet. Mais ce serait aussi témoigner de quelque naïveté que de l'attribuer uniquement à l'amour désintéressé de la chose publique. « *Amicus Plato, sed magis amica Patria* », écrivait-il fièrement au roi le 20 septembre, à la veille de son départ pour la Corse. Il aurait dû ajouter seulement que ce dévouement sans bornes à la patrie s'accompagnait d'un désir, après tout fort légitime, d'être distingué par elle (2). L'accueil cordial du prince avait ouvert à son imagination de séduisantes perspectives. Cabet venait de dépasser la quarantaine. Depuis son élection à la Vente suprême de la charbonnerie, neuf années s'étaient écoulées qui avaient médiocrement servi ses intérêts privés sans ajouter beaucoup à sa notoriété politique. L'heure n'était-elle pas venue de regagner d'un seul coup tout le terrain perdu pendant

(1) *Correspondance avec Louis-Philippe*, p. 2.

(2) Les ennemis de Cabet n'ont pas manqué d'insister malignement sur cette page de sa vie. On devine le parti que son adversaire Dézamy a pu tirer de l'aventure. Le *National* ne s'est pas montré plus indulgent. Dans son numéro du 10 avril 1841, il accuse Cabet « de n'avoir pas toujours été le républicain farouche que l'on voit aujourd'hui ; d'avoir pleuré de tendresse, après les trois jours, en parlant du lieutenant-général du royaume ; de n'avoir eu, dans la réunion Lointier du 1^{er} août 1830, que des paroles d'indignation contre ceux qui voyaient venir le nouveau roi avec quelque défiance ; d'avoir convoité et obtenu la place de procureur général peu de jours après... ; enfin d'avoir subi d'énormes variations politiques en devenant républicain et communiste ». — Cf. *Procès de M. Cabet contre le National au sujet des Bastilles et duel proposé*, 2^{me} liv. p. 1.

cette longue période d'effacement ? L'adhésion de Lafayette au nouveau régime, la résignation de Cavaignac et de ses amis au fait accompli ne dictaient-elles pas à tous les patriotes leur devoir ? Justement, Dupont de l'Eure, incorruptible ami du peuple lui aussi, venait d'accepter le ministère de la justice dans le nouveau gouvernement. Cabet, se refusant à boudier la fortune qui s'offrait à lui, « s'attacha » à son fidèle protecteur « sans titre, comme ami dévoué et comme secrétaire intime » (1). Puis, comme il jugeait avantageux de conserver vis-à-vis du prince le rôle de conseiller bienveillant auquel celui-ci avait paru le convier, dans l'ardeur peut-être imprudente des premières effusions, il écrivit dès le 3 août, à « M. le Duc d'Orléans, lieutenant-général du royaume », une lettre par laquelle il l'avertissait en toute franchise des « erreurs funestes » qu'on cherchait à lui faire commettre :

« Vous ne pouvez vous le dissimuler, Prince, lui disait-il, les terribles excès de la royauté, votre nom qui rappelle les derniers oppresseurs du pays, et même votre longue inaction qui, dit-on, n'a cessé que trop tardivement, vous ont fait de nombreux adversaires.

» Cependant, si vous reconnaissez formellement la *souveraineté nationale*, si vous n'arrivez au trône qu'en vertu d'une *constitution délibérée* par les *représentants spéciaux* de la Nation, *approuvée par elle* et jurée par vous, tous les citoyens, même les républicains les plus ardents, se rallieront sincèrement et unanimement autour de vous ; et, véritablement élu par la Nation la plus héroïque, la plus franche et la plus aimante, vous serez bientôt le plus respecté, le plus chéri, le plus puissant et le plus heureux de tous les monarques.

Cabet rappelait ensuite, avec une insistance qui lui fait honneur, mais que son correspondant dut trouver déplaisante, quelques précédents fâcheux :

«... Je me rassure quand je considère que votre sagacité, vos discours et toute votre conduite passée inspiraient une grande confiance au prudent et patriote Manuel, quand je considère qu'aucune force humaine ne pourrait enchaîner aujourd'hui la liberté française. Mais ceux qui ne vous connaissent aucunement et qui se rappellent comment Bona-

(1) *Correspondance avec Louis-Philippe*, p. 3.

parte a abusé de la confiance nationale, comment le comte d'Artois a abusé de sa qualité de lieutenant-général du royaume, comment Louis XVIII, édulant sa promesse d'accepter la constitution de 1814, y a substitué une Charte octroyée, comment cette Charte a été cent fois violée par son auteur et par Charles X, et comment les rois de Naples, d'Espagne, de Portugal, etc., ont violé leurs serments, tous ces citoyens, que tant de déceptions ont rendus soupçonneux et défiant, s'inquiètent, s'alarment, s'indignent et s'irritent. Plus le dernier combat est récent, plus la victoire leur a coûté cher, plus la crainte d'en voir les fruits perdus entre les mains d'intrigants et d'ambitieux excite leur irritation contre vous et contre ceux dont ils accusent la lâche complaisance ou la perfide cupidité, et, quoi qu'on puisse vous en dire, cette irritation peut, j'en suis convaincu, amener d'affreuses convulsions.

» Puissiez-vous, Prince, repousser maintenant le pouvoir qu'on semble vouloir vous forcer à prendre ! Puissiez-vous n'accepter la couronne qu'après qu'une grande Assemblée nationale, spécialement élue, vous l'aurait offerte avec une nouvelle constitution ! Ce refus, vous gagnant tous les esprits, tous les cœurs, vous investissant provisoirement de toute la confiance et de toute l'autorité nécessaires, vous assurerait l'unanimité nationale et préserverait notre belle patrie des nouveaux malheurs qui la menacent.

» J'ai l'honneur d'être...

CABET (1).

Quatre jours après, une deuxième lettre au duc d'Orléans reprenait, sous une forme plus énergique encore, les principaux thèmes développés dans la première. C'était le programme de l'Hôtel-de-Ville qui formait la substance de cette nouvelle lettre, écrite en une heure de fièvre, dans la nuit du 6 au 7 août 1830. Pendant les quelques semaines qui suivirent, Cabet « eut plusieurs fois l'occasion de voir le roi et toujours » celui-ci lui fit, même publiquement, un accueil qui paraissait plein de bienveillance » (2). Néanmoins, Louis-Philippe, désormais sûr de l'avenir, comprit que l'heure était venue où le Roi devait payer les dettes du duc d'Orléans. Il avait pu croire un instant que Cabet était un de ces tartufes de l'intransigeance dont les gouvernements finissent toujours par se concilier les services à la condition d'y mettre le prix. Revenu de son erreur, il n'en fut que plus décidé à faire un

(1) *Correspondance avec Louis-Philippe*, p. 4.

(2) *Id.* *id.* p. 7.

sort au secrétaire désintéressé de Dupont de l'Eure. Cabet avait une réputation de jurisconsulte : il le fit nommer procureur général. Ensuite, et ce fut là sa vengeance, il envoya l'intrépide donneur de conseils en Corse, province lointaine et de tout repos.

On devine que la satisfaction de Cabet, à la nouvelle de cette nomination, ne fut pas exempte de quelque amertume. Si le poste de procureur général lui ouvrait l'accès des plus hautes charges de la magistrature politique, le séjour de la Corse ressemblait assez à un exil. Que faire ? Maugréer eût été peu digne et refuser, dangereux. Il voulut du moins, avant de quitter Paris, dire leur fait à ses ennemis. Dans cette intention, il écrivit un *Mémoire au Roi*, précédé d'une lettre dans laquelle il s'exprimait avec une rudesse inspirée par le dépit :

«... Pour être utile, le dévouement doit être actif : assez et trop d'autres seront *adulateurs*, je veux n'être que *véridique*.

» Quoique mon premier avis n'ait pas été suivi, quoiqu'il soit peut-être présomptueux et téméraire d'oser vous exprimer de nouveau mon opinion, je n'hésite pas à le faire aujourd'hui. Ma première hardiesse ne vous a point déplu, puisque depuis j'ai senti vos royales mains presser presque affectueusement mes mains plébéiennes. Ma hardiesse nouvelle ne vous déplaira point encore, parce que vous serez convaincu, j'espère, qu'elle sort d'une âme pure, sincère et dévouée. Les meilleurs Princes ne sont point infaillibles et ne peuvent d'ailleurs ni tout voir, ni tout entendre : forcés d'employer des conseillers et des agents, ils sont nécessairement exposés à être trompés par ceux qui les entourent. Il n'est donc pas étonnant, Sire, que l'on vous ait engagé dans une fausse route.

» Votre gouvernement a fait des *fautes* nombreuses, graves, qui, produisant la défiance, un mécontentement réel et même une violente irritation, pourraient entraîner *vous et nous dans un abîme*... S'il eût fallu fléchir le genou pour prêter mon serment, *j'aurais renoncé à l'honneur de vous servir* ; mais ma conviction sur les dangers qui menacent la France et l'Europe est tellement entraînante que je me jette-rais à vos pieds pour conjurer le Père de la Patrie de la sauver et de sauver la Liberté.

» Je suis, etc...»

CABET ». (I)

Le « mémoire » dont nous venons de résumer la préface était en réalité un réquisitoire. 1° Le peuple de Paris, y lisait-on en substance, a fait en juillet une véritable révolution et il entend en recueillir le bénéfice. Le Ministère et la Chambre ne l'ont pas compris. Ils s'obstinent à vouloir remettre debout un édifice tombé en ruines. Ils s'en tiennent à ce cri de « Vive la Charte ! » qui a sonné le ralliement des héros pendant les trois journées immortelles, sans comprendre que c'était un cri de guerre, « le seul qu'il fût possible de faire entendre alors » (1). — 2° Les députés élus en juin et juillet 1830, donc investis de la veille, avaient sans doute qualité pour nommer le Roi et élaborer une loi électorale conforme à la volonté populaire, mais, cela fait, ils devaient se retirer pour laisser la place à une assemblée constituante qui fût la représentation fidèle d'une nation désormais émancipée. — 3° Au lieu de se borner à révoquer les pairs nommés par Charles X, on aurait dû « chasser toute la pairie composée d'émigrés, de jésuites et de contre-révolutionnaires », puis reconstituer à l'instant, en reprenant au besoin quelques-uns des anciens éléments, une nouvelle pairie non héréditaire, glorieuse, brillante, nationale, honorée, qui aurait donné un véritable appui au trône comme au pays » (2). — 4° « Les tribunaux de la Restauration étaient peut-être la plaie la plus » profonde du pays : leur composition seule aurait suffi pour » justifier une révolution... Différer davantage la réforme » d'une magistrature indigne serait un outrage à la souveraineté nationale en même temps qu'un triomphe indécent » pour la faction terrassée. — 5° En exigeant pour l'éligibilité » l'âge de quarante ans et un cens de 1.000 francs, la Restauration a introduit une innovation destructive du droit d'élection et de la représentation nationale ». Il faut revenir aux » constitutions de 1791, 1793, 1795 et 1814, à l'acte additionnel et au projet de constitution de la Chambre des Cent-Jours qui n'exigeaient aucun cens pour l'éligibilité » (3). — 6° Si grandes que fussent les difficultés dans le désarroi des premiers moments, c'était surtout à bien choisir le ministère que devait

(1) *Correspondance avec Louis-Philippe*, p. 11.

(2) *Id.* *id.* p. 14.

(3) Nous verrons par la suite que Cabet lui-même était loin de posséder le cens exigible.

s'employer le Prince. Or, « ses espérances ont été bien malheureusement trompées ». Plusieurs des collaborateurs dont il s'était entouré « étaient sous le poids d'une profonde impopularité... Peu d'entre eux (un seul peut-être) (1) adoptent la révolution et veulent constamment en appliquer les conséquences » (2). — 7° En même temps qu'impitoyable pour la faction vaincue, le ministère avait le devoir de se montrer humain et généreux envers le peuple, admirable de modération après la victoire. « Si quelques hommes avaient voulu dépasser la limite des réclamations légitimes, la jeunesse, qui s'était jetée au milieu des ouvriers pour combattre avec eux, s'y serait jetée de nouveau pour les éclairer et les porter encore à la modération. Et si quelques anarchistes (3) avaient voulu déshonorer la plus glorieuse révolution, le gouvernement, appuyé par une chambre populaire, par la garde nationale et par l'opinion publique, aurait pu se montrer sévère »...

Tant de fautes accumulées ont créé dans le pays un malaise d'une gravité alarmante.

Il s'agit à tout prix de réveiller un gouvernement assez fou pour « s'endormir sur un volcan ». L'œuvre n'est pas heureusement « au-dessus du courage et du dévouement du monarque ». Appeler au pouvoir un ministère vraiment réformateur et populaire, dissoudre les chambres, modifier le statut électoral, « convoquer une grande représentation nationale jeune et énergique ; se placer hardiment, sans hésitation, sans tergiversation et sans arrière-pensée à la tête de la Révolution », tel est le remède attendu par le pays, tel est pour Louis-Philippe le devoir urgent et nécessaire : « Une détermination immédiate peut tout sauver ; la temporisation peut tout perdre » (4).

(1) L'auteur du mémoire ne peut oublier qu'il est le secrétaire, le confident et le protégé d'un des membres de ce ministère qu'il malmené si fort.

(2) *Correspondance avec Louis-Philippe*, p. 18.

(3) Le mot est à retenir. Il s'applique manifestement aux précurseurs du néo-babouvisme qui commence à poindre au lendemain de la Révolution de Juillet. Cabet, on le voit, les traite en adversaire résolu.

(4) *Correspondance avec Louis-Philippe*, p. 21 sq.

II

Vit-on jamais pessimisme aussi sombre s'exhaler de l'âme d'un fonctionnaire nouvellement nommé ? En réalité, entre Cabet et la royauté, la lune de miel n'avait pas duré huit semaines. Lorsque le nouveau procureur de la Corse quitta Paris le 15 octobre pour rejoindre son poste, le ministre Barthe, ancien carbonaro converti à la réaction, put annoncer au roi qu'il comptait dans la capitale un adversaire de moins.

Cabet n'arriva à Bastia que le 25 octobre. Une avarie survenue au bateau à vapeur qui, de Toulon, devait le transporter en Corse, le força à prendre place, avec le général Tiburce Sebastiani, sur un voilier frété au dernier moment. Ce voyage, d'une longueur anormale, en aggravant par un surcroît de fatigues la sensation de la distance, accrut encore le désenchantement du magistrat malgré lui. Mais il avait la conscience du devoir à accomplir et le désir de faire œuvre utile. Il savait en outre que lorsqu'un dépositaire du pouvoir prend contact avec les populations qui lui sont confiées, il est tenu de leur apporter un front serein et des pensées souriantes. Aussi son discours d'installation n'eut-il rien de commun avec ses avertissements au roi. Il couvrit d'éloges les nations qui « savent préférer la justice des tribunaux à la vengeance personnelle », l'« admirable Révolution de juillet », aurore pour la France « d'une ère nouvelle » et le Prince-citoyen, « attaché de cœur et de conviction aux principes d'un gouvernement libre », « recommandé par ses vertus privées, son courage et son humanité, à l'estime universelle », désigné enfin pour « procurer à la France l'incalculable bienfait d'une monarchie appuyée sur des institutions républicaines ». En terminant, il exposa son programme de réformes judiciaires, qui comprenait trois articles : la réorganisation des justices de paix, le rétablissement du jury et la répression des complots (1).

La situation troublée de l'île rendait singulièrement diffi-

(1) *Discours d'installation du procureur général près la Cour royale de Bastia*, 30 oct. 1830, p. 2 et 5.

cile la tâche du nouveau procureur. Pour ménager à leur domination un retour possible, les Gênois entretenaient par dessous main les haines de familles. Un clergé dissolu, des associations secrètes toujours prêtes au désordre, comme les *fischioloni* ou siffleurs et les *carbonari*, des vendettas chroniques, soixante-dix prévenus en fuite et 250 contumaces tenant le maquis, tel était, sommairement esquissé, l'état d'anarchie dans lequel se débattait ce malheureux pays (1). Le premier soin de Cabet fut de chercher à réconcilier les justiciables corses avec la justice par le rétablissement du jury, c'est-à-dire par le retour au droit commun. Mais cette mesure, comme toutes celles qu'il projetait, eût exigé une application patiemment poursuivie. Or toutes les pensées du magistrat, en dépit de ses efforts pour s'absorber dans sa fonction, s'envolaient invinciblement vers ce Paris trop lointain dont la nostalgie le suivait partout. Sa seule consolation était de se tourner vers son protecteur, Dupont de l'Eure, pour lui confier sa mélancolie. Voici ce qu'il lui écrivait le 12 novembre 1830, le jour même où le ministre, de son côté, contresignait à Paris l'ordonnance qui substituait en Corse le jury aux tribunaux d'exception :

» MON CHER MONSIEUR DUPONT,

» Les deux mots d'amitié que vous avez eu la bonté d'écrire sur votre dépêche du 2 novembre m'ont fait un grand plaisir. Accablé de travail, tourmenté de pensées tristes et inquiètes, entendant continuellement le bruit des vents et des flots qui me rappelle sans cesse qu'une barrière me sépare de ma patrie, le souvenir affectueux d'un ami que je révère est une de ces consolations qu'il est difficile d'exprimer.

» Ne croyez pas cependant que je m'ennuie. D'abord je n'en ai pas le temps. Puis il y a tant de bien à faire dans ce pays, et je suis naturellement si entraîné par le désir d'être utile à mes semblables que je puis même trouver ici quelque satisfaction.

» J'habite la plus belle maison de Bastia, sur le bord de la mer. J'ai une terrasse charmante au pied de laquelle viennent s'arrêter les flots écumeux, d'où j'aperçois l'île d'Elbe et l'Italie et sur laquelle je fais chaque jour plus d'une lieue, soit en lisant, soit en pensant à mon pays. Quoique je sois très échauffé par le travail et surtout par le climat, ma santé

(1) H. Carle et J.-P. Beluze, *Biographie...*, p. 115 sq.

n'est pas mauvaise. En un mot, dans des temps ordinaires, je passerais très volontiers quelques années ici. Mais aujourd'hui, dans l'état de la France et de l'Europe, l'éloignement de la patrie ne peut être qu'un supplice pour l'âme ardente d'un patriote qui pense toujours à son pays. »

Il y pense d'autant plus que des nuages s'amoncellent d'où pourrait bien sortir à bref délai la perte d'un régime qui, né d'une tourmente politique, devrait savoir comment s'effondrent les trônes. Dans ces conjonctures inquiétantes, c'est avec une « douleur inexprimable » que Cabet s'est séparé, le 8 octobre, de son vénéré maître.

« J'aurais voulu, lui dit-il, me consacrer auprès de vous à diminuer vos travaux, vos peines et vos ennuis. D'ailleurs, quelque sensible que soit le cœur chez moi et quelque disposition que j'aie à m'attacher, le patriotisme est mon instinct et ma vie. C'est lui qui m'attachait avec dévouement à Manuel, c'est lui qui m'attache surtout à vous qui étiez son ami de cœur et d'esprit... Votre popularité est notre bien ; j'aurais tout fait pour contribuer à l'augmenter ; c'est votre réputation surtout que je désirais servir, en vous aidant à vous montrer tel que vous êtes, le modèle des bons citoyens, en vous aidant surtout à éviter les pièges que vous tendaient constamment tant de solliciteurs qui cherchaient à vous tromper au profit de leurs intérêts personnels...

» Je ne vous dissimulerai pas que la facilité avec laquelle vous m'avez éloigné de vous (1) m'a vivement et profondément affligé. Si vous m'aviez mieux connu et mieux apprécié, vous n'auriez pas mis quinze jours d'intervalle entre nous deux. Un ami dont le dévouement va jusqu'à l'abnégation de lui-même est un avantage assez rare et même assez précieux pour qu'on le retienne quand on sait qu'on peut en jouir.

» Ce n'est pas d'intérêt personnel qu'il s'agit. Je n'ai pas d'ambition, ou plutôt je n'en ai qu'une, celle d'arriver à la Chambre ; et si je consultais mes convenances, je serais satisfait, car le poste de procureur général est superbe, et celui de la Corse me plairait peut-être le plus, par le bien qu'on peut faire au pays. Je ne doute pas que j'y serai estimé, aimé même, et je ne doute pas non plus que plusieurs départements qui m'ont déjà offert la députation ne m'honorent de leur confiance aussitôt que je serai éligible. Mais la Corse n'est qu'un point : tout le bien que je pourrai y faire n'est rien dans la situation générale du pays : mon activité, mes

(1) « J'ai su, depuis mon retour, que mon ancien ami Barthe avait clandestinement fait tous ses efforts pour m'éloigner de M. Dupont. » (Note de Cabet).

anciennes relations, l'influence qu'elles m'ont acquise dans certains pays pouvaient rendre mon dévouement plus utile ailleurs.

» Je vous parle à cœur ouvert, mon cher M. Dupont, comme à un véritable ami digne d'entendre les confidences de l'amitié. Adieu... ou plutôt bonsoir, car il est trois heures après minuit et vous n'êtes peut-être pas encore couché vous-même. Je fais des vœux pour que la santé ne vous abandonne pas, et surtout pour que vous ayez toujours le courage de ne suivre que les inspirations de votre patriotisme. Je vous embrasse aussi affectueusement que respectueusement et suis tout à vous. (1)

CABET. »

Toutes les pensées qui agitaient Cabet à cette heure de sa vie se reflètent dans la lettre dont on vient de lire des extraits : le regret d'avoir accepté un poste qui le réduit au rôle de témoin alors qu'il avait rêvé celui d'acteur, le désir de ménager en Dupont de l'Eure un appui précieux mêlé au dépit d'avoir été sacrifié par la faiblesse du ministre, et aussi ce besoin de domination morale, « cette rage du commandement » que Pierre Leroux a signalée chez lui et qui le pousse à jouer au Mentor auprès de Télémaque trop haut placés pour se soucier de ses leçons. Par dessus tout, chaque ligne révèle l'inquiétude de l'homme qui a le sentiment d'avoir mal orienté sa vie.

Un mois plus tard, n'y tenant plus, Cabet, muni d'un congé de vingt jours, arrivait à Paris quelques heures après la démission de Dupont, heureux de sortir d'un ministère affaibli par ses divisions et entraîné vers la réaction par les sourdes menées du roi. Il trouva la capitale en émoi, les républicains prêts à se former à nouveau en parti d'opposition, le peuple des journées de juillet soulevé contre les auteurs des ordonnances maudites, comme pour bien montrer aux successeurs du ministère Polignac qu'il entendait désormais châtier impitoyablement les traîtres, l'artillerie de la garde nationale et ses brillants officiers Bastide, Guinard, Cavaignac, accusés devant le jury d'avoir conspiré contre le gouvernement, la presse conservatrice effrayée de l'éveil des idées révolutionnaires et la presse démocratique préluant à ses attaques ouvertes contre la monarchie de juillet par de discrètes apologies de la Convention.

(1) *Correspondance avec Louis-Philippe*, p. 33 sq.

En présence de cette situation qui, tout en confirmant ses craintes, éveillait en lui de confuses espérances, Cabet éprouva la tentation de rompre, comme son maître Dupont de l'Eure, le lien qui l'attachait au pouvoir. Il n'en fit rien cependant. « J'aurais à l'instant donné ma démission, dit-il, » si j'avais été un personnage plus important et dont l'exemple eût été capable d'exercer quelque utile influence sur » l'opinion publique » (1). A cette raison assez surprenante, il en ajoute une autre qui semble plus plausible : la volonté « d'achever en Corse la réorganisation du jury et des justices de paix ». Peut-être aussi désirait-il ménager à loisir son retour parmi ses anciens amis, assez disposés sans doute à traiter en suspect le fonctionnaire repentant ; peut-être enfin se voyait-il obligé de différer une décision qui l'eût laissé sans ressources dans cette capitale où il était arrivé la veille en simple visiteur. Quoi qu'il en soit, il reprit le chemin de la Corse à l'expiration de son congé, mais ce fut avec l'intention d'y préparer son départ définitif.

L'avènement du ministère Casimir Périer et l'approche des élections achevèrent de l'enlever à la magistrature pour le rendre à la politique. En revenant de Paris, il avait eu le temps de jeter à Dijon quelques coups de sonde profitables à la candidature qu'il ambitionnait. Le 7 avril 1831, il envoya de Bastia aux électeurs de la Côte-d'Or une profession de foi dans laquelle, sans vaine bravade à l'égard de la monarchie, il reprenait en quelques formules concises les principaux thèmes de ce *Mémoire au roi* dont nous avons donné plus haut l'analyse.

« Je pense que la glorieuse Révolution de juillet, consacrant la souveraineté nationale, est incompatible avec le pouvoir despotique des souverains absolus de l'Europe, et que l'honneur et les affections du pays, comme ceux du gouvernement, doivent sympathiser avec les efforts généreux des peuples qui ont pris les armes pour la cause de leur liberté et qui serviront ainsi de sauvegarde à la nôtre ».

C'est par cette belliqueuse déclaration sur les événements de l'extérieur que s'ouvrait le manifeste électoral de notre candidat. Il exprimait sur ce point la pensée du parti démocrati-

(1) *Le National* traduit devant le tribunal de l'opinion publique, p. 64.

que avec une netteté bien faite pour déplaire au ministère du 13 mars, hostile, autant que la bourgeoisie et le roi lui-même, à toute politique d'intervention en Europe. Cabet, comme la plupart des hommes de son âge et de son opinion, admirait dans la Convention la rude et bienfaisante libératrice des peuples. Pour lui et pour ceux de son parti, ce n'était pas Napoléon, coupable d'avoir tué la République avec l'aide des vainqueurs du 9 thermidor, c'étaient Hoche et Marceau qui représentaient la plus haute incarnation du génie militaire.

Dans son discours d'installation à la Cour de Bastia et bien que parlant à des Corses, qu'il savait susceptibles au sujet de leur grand homme, Cabet ne s'était pas fait faute de mêler le blâme à l'éloge quand les convenances oratoires l'avaient amené à saluer « cet immortel génie qui pouvait » être le bienfaiteur et la divinité de la terre s'il fût resté » fidèle à la liberté » (1). S'agissait-il au contraire d'apprécier le rôle militaire de la Convention, son approbation allait jusqu'à l'enthousiasme (2). Non pas que, par système, il dédaignât la toge et n'eût de tendresse que pour l'épée. Il ne ressemblait guère à ce point de vue à tel ou tel de ses amis, un Armand Carrel ou un Cavaignac par exemple, qui gardaient jusque dans les travaux du journalisme et les luttes politiques, l'un l'élégance un peu hautaine du gentilhomme, l'autre l'emportement du condottière. « Civil » et même « bourgeois », Cabet, nous le savons, l'était triplement, par son origine, par son caractère et par son éducation. Un de ceux qui l'ont approché vers la fin de sa vie avoue qu'à le voir replet et d'une taille légèrement inférieure à la moyenne, toujours modestement mais correctement vêtu de noir, la mine reposée, l'air bonhomme, le visage modelé en fines touches par un embonpoint discret qui étoffait ses traits sans les alourdir, on eût dit non pas un novateur rêvant de supprimer la propriété, mais un honnête notaire de province soucieux de la bien servir (3). Il n'en avait pas moins appris, par le spectacle d'un demi-siècle de convulsions et de guerres, qu'il faudrait compter pour long-

(1) *Discours d'installation de M. Cabet aux fonctions de Procureur général près la Cour royale de Bastia*, 30 oct. 1830, p. 5.

(2) Cf. Cabet, *Histoire de la Révolution française*, t. III, p. 65, 81, 208, et passim.

(3) Cf. notre *Histoire de la Communauté icarienne*, p. 137, note 3.

temps encore avec la force, cette accoucheuse trop souvent nécessaire des progrès humains. Tout récemment enfin, les combattants des journées de juillet, dignes fils des « va-nu-pieds superbes » de l'an II, avaient réhabilité à ses yeux l'emploi de *l'ultima ratio regum*. Même leur œuvre n'était pas achevée, puisqu'il restait en Europe et dans le monde des tyrans oppresseurs de peuples, une Pologne crucifiée, une Italie meurtrie et agonisante. Ainsi s'expliquent non seulement les déclarations de Cabet candidat à la députation, mais ses actes d'homme privé. Le 17 février 1831, il annonce à Lafayette qu'il vient d'ouvrir une souscription en faveur de ces Polonais qui lui vaudront en 1834 une condamnation à deux ans de prison ; dix jours après, il écrit à Dupont de l'Eure :

« L'Italie s'agite autour de nous et sous nos yeux : nos secours lui seraient utiles comme à nous, et je ne puis rien ! Je suis comme enchaîné dans une prison ou dans un exil, brûlant d'amour pour la liberté, prêt à me dévouer pour mon pays, mais éloigné, impuissant et inutile ! » (1)

Dans le second paragraphe de sa profession de foi, Cabet définissait en ces termes l'adhésion -- à la vérité chaque jour plus défiante et plus fragile -- qui le liait au régime issu des journées de juillet :

« Je pense que la monarchie représentative et constitutionnelle, appuyée sur des institutions populaires, est la forme de gouvernement qui convient le mieux à la France, parce que cette forme réunit tous les avantages des gouvernements démocratiques sans en avoir les inconvénients, mais qu'il est indispensable que la nation entière soit convenablement représentée et qu'elle intervienne autant que possible dans l'exercice du premier et du plus précieux de ses droits, celui de choisir ses mandataires et de les choisir avec une entière liberté ».

En reconnaissant aux gouvernements démocratiques des « inconvénients » dont la monarchie représentative et constitutionnelle était exempte, Cabet pensait avoir largement satisfait au loyalisme que lui imposait sa situation de fonctionnaire. Mais il avait compté sans les exigences d'un gou-

(1) Lettre du 27 février 1831, *Correspondance avec Louis-Philippe* p. 41.

vernement de combat, bien décidé à faire expier à l'opposition le triomphe qu'elle venait de remporter au procès d'avril. Brusquement, il apprit par le *Moniteur* du 9 mai qu'il était révoqué. A cette mesure que n'accompagnait aucun essai de justification et qui n'avait été précédée d'aucun avertissement, il répondit, le 22 mai, par une lettre à son « ancien ami Barthe » qui consommait la rupture entre lui et le pouvoir. Il nous a renseigné lui-même avec une visible complaisance sur la force d'âme dont il fit preuve au lendemain de cette destitution brutale :

« Je savais que... le roi avait manifesté sa volonté pour qu'on me proposât de choisir entre *plusieurs places avantageuses à Paris* ; je savais aussi que c'était le projet de son ministre. Rien ne m'était donc plus facile que de conserver les magnifiques fonctions de procureur général en Corse et même d'obtenir un poste plus avantageux sur le continent : il me suffisait de paraître approuver la marche du gouvernement, ou seulement de ne pas la désapprouver.

» Rien ne m'était plus facile encore, même après ma révocation, que d'obtenir un beau poste à Paris et d'y jouir des faveurs royales et ministérielles, des avantages de tous genres, des plaisirs et des honneurs qui accompagnent le dévouement au pouvoir. Mais aucun bien n'égale à mes yeux la paix de la conscience : je préférerai mon indépendance absolue et ma liberté, et deux jours après je revenais en France ».

Nous avons peine à comprendre comment une disgrâce aussi foudroyante que celle du 9 mai aurait pu se transformer, pour peu que Cabet eût daigné s'humaniser, en une avalanche de prospérités officielles. Par contre, nous voyons fort bien, quoiqu'il n'en dise rien, que cette révocation survenue à la veille et à l'occasion des élections le mettait en excellente posture vis-à-vis des démocrates dijonnais.

Après Lyon, qui se préparait à répondre par l'insurrection de novembre 1831 à l'appel des démocrates groupés autour du *Précurseur* d'Anselme Petetin (1), la Côte-d'Or s'annonçait comme une des futures citadelles de l'opposition. Soutenu par la garde nationale, Cabet trouva en face de lui un concurrent redoutable dans la personne du député

(1) L. Blanc, *Histoire de Dix ans*, t. III, p. 62 ; t. IV, p. 223 sq.

sortant, le marquis de Chauvelin, « un des coryphées du parti libéral », à qui sa notoriété, sa richesse et l'appui du ministère semblaient promettre le succès (1). La pauvreté du candidat populaire était au contraire si bien établie qu'il fallut tourner à son profit la loi qui ordonnait un *cens d'éligibilité* et organiser une *souscription civique* pour lui assurer pendant la durée de son mandat une indemnité convenable. Dans la pensée des amis de Cabet, il s'agissait surtout de signaler à la future Chambre une lacune de la loi électorale. Pour la dignité des élus aussi bien que dans l'intérêt des électeurs, pensaient-ils, il importe de rétribuer désormais les représentants du pays, « afin qu'une médiocre fortune n'éloigne pas de la députation les hommes que l'opinion publique pourrait y appeler » .. et comme c'était un principe qu'on entendait établir, « on voulut que cette indemnité fût modique : on la fixa à 4.000 francs pour chaque session ». M. de Chauvelin ne manqua pas de suspecter le désintéressement de son concurrent auprès des électeurs de la ville et, devant ceux de la campagne, de faire appel à l'esprit d'économie des paysans. Du côté de Cabet, quelques timides le supplièrent de renoncer à un projet qui l'exposait sans défense à la calomnie. Mais il tint tête à l'orage avec beaucoup de clairvoyance et de fermeté :

« Je leur répondis qu'eux et moi nous aurions dû mieux réfléchir auparavant ; que nous avions voulu établir un principe dans l'intérêt public ; que ce motif existait toujours ; qu'il y aurait lâcheté de ma part à sacrifier ce principe à des considérations d'intérêt personnel ; que si la souscription pouvait empêcher mon élection, ce serait un double et grand désagrément pour moi, mais que je croyais de mon devoir d'en courir la chance » (2).

Cabet fut élu à une forte majorité le 6 juillet 1831. « Parfaitement libre alors, dit-il, je fis imprimer et publier » le surlendemain une lettre par laquelle je priais mes » souscripteurs de me permettre de ne pas accepter la sous- » cription offerte ». Ainsi s'acheva à l'honneur du député démocrate cet épisode électoral que le ministre de la jus-

(1) *Biographie du Populaire*, p. 6.

(2) *Persécution à l'occasion des 5 et 6 juin*, 2^me partie, p. 13. — Cf. *Toute la vérité au peuple*, p. 75.

tice essaya d'exploiter contre lui l'année suivante, lorsqu'il le décréta d'accusation en même temps que Garnier-Pagès et Laboissière, coupables comme lui d'avoir pris part en qualité de commissaires aux obsèques du général Lamarque.

III

L'œuvre législative de Cabet occupe une place assez modeste, il faut bien l'avouer, dans les annales parlementaires de notre pays. Il s'est glorifié à plusieurs reprises (1) des éloges que lui adressait la *Phalange* en un jour de bienveillance. « M. Cabet s'est montré à la Chambre l'organe le plus avancé de la Démocratie ». Le malheur est que les « avancés » sont aussi le plus souvent des « isolés », condamnés à voisiner avec le fameux plafond où peuvent seuls siéger sans ridicule les poètes de génie. L'élu de la deuxième circonscription de Dijon prit place à l'extrême-gauche, entre le général Lamarque et Mauguin, son voisin de l'arrondissement de Beaune. A partir du second semestre de 1831, on le voit se désintéresser quelque peu des travaux législatifs et chercher à se pousser au premier rang dans les grandes sociétés républicaines où les chefs du parti viennent renouveler au contact du peuple leur provision d'énergie. Au milieu d'octobre 1831, il accentue la vigueur de son hostilité contre le ministère Casimir Périer, en adressant à ses électeurs une philippique enflammée qu'il intitule : *Péril de la situation présente* (2). Pendant les premiers mois de 1832, il encourage le comité Lointier, dont il fait partie et qui compte plus de deux cents députés très inégalement engagés dans la voie où il s'est lancé lui-même, à aller résolument vers la démocratie. A la tribune de la Chambre, il se prend de querelle avec le ministre Barthe, qui le poursuit d'une haine d'autant plus implacable qu'elle est faite d'une ancienne amitié retournée. Le 28 mai, il appose sa signature, à côté de

(1) Cf. par ex. *Biographie du Populaire*, p. 6.

(2) *Péril de la situation présente. Compte à mes commettants*, Paris, 14 oct. 1831.

celle des députés de la gauche dynastique, sur le *Compte-rendu aux électeurs* qui réunit dans une même manifestation de défiance à l'égard du gouvernement toutes les forces de l'opposition (1). Le 5 juin enfin, il est nommé, avec Garnier-Pagès, Laboissière et Comte, commissaire du convoi du général Lamarque. Son attitude pendant cette célèbre journée a été des plus pacifiques. Il n'a pas adressé de harangue à la foule entassée sur la place de la Bastille. On ne l'a vu combattre ni derrière l'Hôtel-de-Ville, ni au cloître Saint-Merri. Le Conseil qui se réunit dans la soirée du 6 juin, sous la présidence du roi encore tout ému de sa belliqueuse et triomphante promenade sur les boulevards, n'en décide pas moins que « trois députés, Garnier-Pagès, Laboissière et Cabet, seront traduits devant un conseil de guerre » (2) et que la capitale « sera traitée militairement, comme une place assiégée par l'ennemi ».

« Pendant ce temps, les combattants de Saint-Merri, à qui l'on a faussement affirmé qu'il (Cabet) allait les rejoindre avec une troupe et des munitions, l'accusent de trahison et menacent de le fusiller, tandis que la garde nationale l'immolerait peut-être si elle le rencontrait, parce qu'elle l'accuse faussement de s'être emparé de la 6^{me} Mairie et d'avoir livré aux insurgés les armes avec lesquelles ont été tués quelques gardes nationaux » (3).

Que pouvait faire le malheureux Cabet contre tant d'ennemis conjurés pour le perdre ? La manière expéditive des conseils de guerre répugnait fort à son âme de jurisconsulte amoureux des belles procédures. Il redoutait de la part de celui qui aurait à le juger une précipitation regrettable, suivie de voies d'exécution plus fâcheuses encore dans leur rapidité. Aussi crut-il bon « de se soustraire, à son grand regret, à l'exécution du mandat d'amener lancé contre lui » (4) en se réfugiant dans une « retraite momentanée » d'où il protesta avec véhémence contre la juridiction inique qu'on prétendait lui imposer. Garnier-Pagès et Laboissière

(1) Cf. Tchernoff, *Le parti républicain sous la monarchie de juillet*, p. 177-178.

(2) *Persécution à l'occasion des 5 et 6 juin*, p. 1.

(3) *Biographie du Populaire*, p. 7.

(4) *Persécution à l'occasion des 5 et 6 juin*, 2^{me} partie, *Protestation de M. Cabet*, p. 3.

l'imitèrent sur ce point, tandis que toute la gauche, de Voyer d'Argenson à Odilon Barrot, réclamait en faveur des trois accusés le retour à la légalité et le respect des prérogatives parlementaires.

Le ministère comprit vite qu'en accusant Cabet d'un « com-plot tendant à détruire ou à changer la forme du gouvernement et à exciter les citoyens à s'armer contre l'autorité royale », il avait fait fausse route. L'ordonnance du 30 juin leva l'état de siège qui rendait les accusés justiciables du tribunal militaire. Cabet, déférant alors à la convocation des magistrats, dut subir les perquisitions de la police qui crut un instant avoir mis la main sur les preuves qu'elle cherchait quand elle découvrit les listes de la souscription électorale dont nous avons raconté l'histoire. Après des vexations sans nombre, il eut enfin la satisfaction de s'entendre dire par les six juges composant la chambre du conseil (arrêt du 7 août 1832) « qu'il n'existait contre les inculpés, aucune charge de nature à les prévenir d'être auteurs ou complices des attentats commis dans les journées des 5 et 6 juin, ni des faits qui les ont préparés ou accompagnés » (1).

A toutes les époques de sa vie, Cabet s'est plu à prendre le public pour confident de toutes ses pensées. Personne plus que lui, croyons-nous, n'a donné dans le travers qui persuade aux hommes politiques et aux gens de lettres ou de théâtre qu'ils doivent compte à l'opinion de leurs plus insignifiantes démarches. Note de MM. Garnier-Pagès, Cabet et Laboissière adressée à tous les journaux, lettre de M. Cabet à M. Barthe, « son ancien frère en carbonarisme, son ancien ami et son collègue », lettre de M. Cabet à M. Persil, procureur général de la Cour de Paris, nouvelle lettre à MM. Barthe et Persil, etc, il ne fallut pas moins de six publications successives pour apprendre au pays la façon indigne dont on avait traité un de ses représentants.

A se répandre ainsi, le ressentiment de Cabet contre la monarchie de juillet n'avait rien perdu de sa vigueur. Pendant les mois d'été de 1832, il s'employa activement à forger contre l'ennemi une nouvelle arme de guerre. Elle vit le

(1) *Persécution à l'occasion des 5 et 6 juin*, 2^{me} partie, *Protestation de M. Cabet*, p. 16.

jour le 13 octobre de la même année sous la forme « d'un gros volume in-8 contenant la matière de deux volumes ordinaires ». On lisait sur la couverture ce titre aussi incohérent que le livre lui-même : *Révolution de 1830 et situation présente expliquées et éclairées par les Révolutions de 1789, 1792, 1799, 1804 et par la Restauration*. Trop pesant pour être un pamphlet, trop violent et trop partial pour être une histoire, cet ouvrage, que la *Tribune* appelait le *Manuel des Patriotes*,⁽¹⁾ racontait en cinq cents pages écrites à la diable, sans correction et sans ordre, les méfaits accumulés en seize mois de règne par Louis-Philippe et ses ministres. Dans une lettre-préface aux électeurs de l'arrondissement de Dijon, l'auteur exposait en ces termes le plan de son livre :

« Pour bien apprécier la situation présente, ses dangers et ses besoins, je crois utile de jeter d'abord un coup d'œil sur les Révolutions de 1789, 1792, 1799 et 1804, sur les principes de liberté consacrés par nos premières assemblées nationales, sur les parjures et les trahisons de Louis XVI, sur les anciens projets de démembrement et les perfidies des coalitions étrangères, enfin sur les excès de la faction contrerévolutionnaire soit avant, soit depuis la Restauration... On verra que la contrerévolution opérée par la Restauration a été la véritable cause de la Révolution de 1830, que le retour aux principes de 1789 était son véritable but et que l'exercice réel de la souveraineté nationale devait être sa véritable conséquence. On sentira mieux alors les illégalités comises depuis cette révolution de juillet, l'usurpation du 7 août, les trahisons du gouvernement, les projets nécessairement hostiles des puissances étrangères, les calamités qu'entraînerait une invasion nouvelle ou seulement une troisième Restauration et la nécessité qui nous prescrit de tout faire pour nous en préserver » (2).

Ce *Manuel des Patriotes*, — l'expression de la *Tribune* est significative — résumant dans son fatras deux années de polémiques brûlantes, plut aux républicains par la véhémence oratoire de son style et même par le décousu de sa composition qui permettait d'en quitter et d'en reprendre la lecture selon le caprice du moment. Les feuilles de province puisèrent à larges coups de ciseaux dans ce répertoire d'ar-

(1) *Biographie du Populaire*, p. 8.

(2) *Révolution de 1830*, p. 3 et 4.

guments grossièrement équarris. La première édition s'enleva rapidement. Vingt mille exemplaires se répandirent « qui contribuèrent plus que tout autre ouvrage à éclairer l'opinion publique ». Cabet, qui n'ignorait pas l'importance d'une publicité bien faite, avait promis d'abandonner au profit des « détenus politiques patriotes » sa part des bénéfices sur la vente des trois premiers mois (1). En retour des 600 francs que lui coûta cette générosité, il eut la satisfaction d'assister à « plusieurs grands banquets » donnés en son honneur pour « lui témoigner la sympathie populaire » (2).

Mais le ministère du 11 octobre n'entendait pas laisser à son adversaire l'agrément d'une victoire sans péril. Cabet eut beau alléguer qu'il n'avait fait que répéter « ce que les journaux, les écrivains, les défenseurs, les députés disaient tous les jours avant ou pendant la session, à la tribune et partout » (3) : le procureur Persil, isolant avec art vingt-trois passages du livre incriminé, y releva la preuve manifeste des cinq délits suivants :

« 1^o Attaque contre la dignité royale, contre les droits que le Roi tient du vœu de la nation française, exprimé dans les déclarations du 7 août et de la Charte constitutionnelle par lui acceptée et jurée dans la séance du 9 août de la même année, contre son autorité constitutionnelle, l'inviolabilité de sa personne, les droits et l'autorité des Chambres ;

2^o Offenses envers la personne du Roi ;

3^o Excitation à la haine et au mépris du gouvernement du roi ;

4^o Diffamation et injures envers les cours, tribunaux, corps constitués, autorités et administrations publiques ;

5^o Outrage fait publiquement à raison de leurs fonctions ou de leurs qualités à des fonctionnaires publics » (4).

Tandis que ce réquisitoire portait la date du 19 octobre, l'assignation ordonnait à l'inculpé de comparaître le 31. La tactique du gouvernement était visible : instruits par l'expérience de tant de procès qui avaient fourni, grâce à une mise en scène combinée à loisir, un théâtre avantageux aux pré-

(1) *Correspondance avec Louis-Philippe*, p. 49.

(2) *Biographie du Populaire*, p. 8.

(3) *Faits préliminaires au procès*, 3^{me} partie, *Réquisitoire*, etc., p. 2.

(4) *Faits préliminaires au procès*, 3^{me} partie, p. 3.

venus et une tribune retentissante à leurs avocats, les magistrats allaient s'efforcer de mener l'affaire tambour battant et d'enlever par surprise, avant l'ouverture de la session parlementaire, la condamnation du député de Dijon. Mais en celui-ci un ancien procureur veillait, depuis longtemps familier avec le code d'instruction criminelle. Lorsque l'assignation parvint à son domicile, le hasard fit qu'il se trouvait en villégiature dans la Côte-d'Or, au milieu de ses chers électeurs. Il écrivit donc au président de la Cour pour obtenir la remise du procès à la fin du mois suivant. Le président se hâta de le convoquer pour le 16 novembre. Cabet ne se rendit pas à l'appel, et la Cour, sur les conclusions du procureur général, « sans prendre le temps de lire ni l'ouvrage, ni les passages incriminés », le condamna par défaut à cinq ans de prison, à dix mille francs d'amende, à la privation de ses droits civiques pendant cinq ans et à l'affichage du jugement (1).

Cet arrêt n'était terrifiant qu'en apparence et Cabet, qui ne l'ignorait pas, se hâta d'interjeter appel. A sa requête, le président de la Cour répondit par un ajournement *sine die* : la session législative venait de s'ouvrir et la mise au rôle de l'affaire exigeant désormais le consentement de la Chambre, le tribunal laissait à l'intéressé lui-même le soin de demander et d'obtenir l'autorisation nécessaire.

Cette décision habile et qui mit les rieurs du côté du juge venait de retourner la situation au détriment de Cabet. Elle lui laissait porter moralement la peine d'une condamnation grave ; « elle changeait son rôle de défenseur en celui de demandeur ;... elle blessait ses intérêts et ceux de tous les » députés ;... elle lui paraissait une monstruosité, une mesure arbitraire, un acte vexatoire, et il résolut d'épuiser » tous les moyens de la combattre » (2).

Ce fut lui qui, en fin de compte, dut demander au président de la Chambre la faveur d'être poursuivi. Le débat s'engagea le 11 mars en séance publique. Cabet désirait amener le Parlement à déclarer qu'il était « contraire à tous les principes comme à tous les usages » de vouloir qu'un citoyen fût

(1) *Faits prélim. au procès*, 3^{me} partie, p. 22.

(2) *Id.* *id.* p. 23.

obligé de provoquer lui-même les poursuites qui devaient aboutir à sa condamnation. La commission, par l'organe de son rapporteur, M. Martin, proposa l'ordre du jour pur et simple, sous prétexte qu'en demandant à ses collègues s'il pouvait et devait se substituer au procureur général dont c'était la fonction de requérir des poursuites, Cabet sollicitait un conseil et « que la dignité de la Chambre ne lui permettait pas d'en donner ». La majorité, par hostilité contre un député de l'extrême-gauche, se rangea à l'avis du rapporteur. Sur le fond, ce vote hypocrite ne résolvait rien. Heureusement le garde des sceaux, jugeant que la comédie avait assez duré, prit de lui-même, à l'issue de la séance, la mesure dont il voulait un moment auparavant laisser à Cabet la responsabilité. La Chambre, enfin régulièrement saisie, vota, le 23 mars, l'autorisation de poursuivre (1).

Lorsque Cabet prit place sur le banc de cette cour d'assises où tant de républicains illustres l'avaient précédé, il eut la joie de reconnaître, parmi les députés venus pour l'encourager dans l'épreuve, ceux qu'il aimait ou qu'il estimait le plus, Voyer d'Argenson, Dupont de l'Eure, Laffitte, de Ludre, Joly, Tardieu aîné, Cormenin, Arago, de Corcelle, Nicod, le général Thiard, Marschal, Bernard (du Var) (2). Ce fut l'avocat Marie qui se chargea de sa défense (3). Aucun choix ne pouvait être plus heureux. A peine âgé de quarante ans, le futur membre du gouvernement provisoire arrivait alors à la pleine possession de son talent, fait de force, de sobriété et de souplesse. Bien différent de ses émules, Michel (de Bourges) et Dupont (de Bussac), dont la réputation commençait à s'imposer bruyamment, Marie cherchait moins à éblouir qu'à convaincre. C'était un républicain modéré, rallié loyalement à la monarchie constitutionnelle, incapable par conséquent de s'abandonner, dans une cause comme celle qui lui était confiée, à ces imprudences de langage qui passionnent l'auditoire, mais qui desservent l'accusé. Il sut adroitement mettre en relief les convictions démocratiques

(1) *Faits prélim. au procès*, 3^{me} partie, p. 34.

(2) *Toute la Vérité au Peuple*, p. 88.

(3) *Biographie du Populaire*, p. 8. — Cf. *Le National traduit devant le tribunal de l'opinion publique*, p. 68, et *Toute la Vérité au Peuple*, p. 88.

de son client, sa sincérité, son patriotisme, et, de haute lutte, emporta l'acquiescement.

Cabet reprit le chemin de la Chambre. Après comme avant son procès, sa voix n'y trouva que peu d'écho. Le succès semble en effet n'avoir que rarement récompensé ses interventions à la tribune. Les comptes-rendus des sessions législatives publiés par la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera* rendent à ses efforts l'hommage un peu contraint que l'on accorde au courage malheureux. Le 5 janvier 1833, il prend la parole pour combattre les pétitions qui réclament la bienveillance du pouvoir en faveur de la duchesse de Berry, « déjà soustraite à la justice des tribunaux », mais c'est vainement qu'il demande « sa mise en jugement et l'exécution des lois ». Dix jours plus tard, il appuie, sans plus de succès, la protestation du sieur Perrotte et de ses compagnons, victimes, dans la nuit du 28 juillet 1832, d'un guet-apens de la police (affaire du pont d'Arcole).

» Le 15 janvier 1833, M. Cabet demanda que le cens départemental ne fût que de 20 francs. Sa proposition fut rejetée. Sans se décourager, il s'efforça d'introduire dans la loi d'organisation départementale un amendement tendant à la suppression du cens d'éligibilité (17 janvier). Cette tentative ne fut pas plus heureuse que les précédentes. Il s'éleva le 25 février contre le projet relatif à la suppression de la garde nationale dans plusieurs communes des départements des Bouches-du-Rhône et de la Corse. Les renseignements qu'il fournit sur ce dernier pays prouvèrent le patriotisme de ses habitants et l'inutilité, pour ne pas dire plus, d'une mesure qui privait les citoyens de leur principale garantie » (1).

Mais la majorité avait son siège fait et ne voulait rien entendre. La Chambre de 1831, issue du régime électoral de la Restauration à peine modifié après la révision de la Charte, comptait trop peu de démocrates pour que l'action parlementaire de Cabet pût s'y déployer à l'aise. Il lui manquait, d'ailleurs, l'autorité, l'expérience, l'art de se concilier la bienveillance ou tout au moins la neutralité de l'adversaire, le sens de l'opportunité, bref l'ensemble des qualités

(1) *Aide-toi, le Ciel t'aidera*. — *Comptes-rendus des sessions législatives* (sessions de 1832 et 1833), déc. 1833, p. 72.

qui font le *debater* et qui distinguaient son brillant collègue républicain Garnier-Pagès. Lafayette, paralysé par sa situation de Warwick du monarque régnant, Cormenin, plutôt écrivain qu'orateur, Voyer d'Argenson, de Ludre, Audry de Puyraveau, honnêtes et convaincus, mais silencieux, tels étaient, avec Cabet, les chefs de ce groupe de démocrates, impuissant à évoquer devant un Parlement en majorité hostile les hauts problèmes politiques et sociaux qui commençaient alors à agiter le pays (1).

Ce fut donc dans l'action extra-parlementaire que Cabet trouva la possibilité de servir le plus utilement son parti. Elle lui offrit en même temps l'occasion de s'enrichir intellectuellement par un contact quotidien avec des personnalités plus robustes que la sienne. Il ne saurait être question d'exposer ici, dans toute leur ampleur, l'œuvre et la doctrine de l'opposition au début du règne de Louis-Philippe (2). Nous ne saurions pourtant les passer tout à fait sous silence, puisque le présent travail a pour but d'expliquer l'évolution des idées de Cabet, et plus particulièrement de nous faire assister à la genèse dans son esprit d'un système de réforme sociale dont nous savons qu'il n'apportait, en 1831, date de son arrivée à Paris, qu'un pressentiment encore lointain.

Cabet, il faut le redire ici, n'est pas un inventeur. On aurait tort de le comparer à un Saint-Simon, à un Fourier, à un Auguste Comte, à un Karl Marx, penseurs autonomes, qui élaborent au plus profond d'eux-mêmes les éléments que leur livrent l'étude ou la vie et qui les renouvellent par une opération de chimie mentale dont leur génie fournit le réactif. Cabet, au contraire, se plonge tout entier dans le milieu qu'il reconnaît être en affinité avec sa nature et s'abandonne à ses flots mouvants ; il appartient corps et âme à son parti ; il en ressent toutes les passions ; il en épouse toutes les querelles. Peu à peu un travail d'endosmose s'opère, et il reste comme imprégné des idées qui du dehors sont arrivées jusqu'à lui. Tant qu'il se trouvera engagé dans l'action, il

(1) Cf. Weill, *Histoire du parti républicain*, p. 63, sqq.

(2) On trouvera cet exposé dans Weill, *Histoire du parti républicain en France de 1814 à 1870*, et dans Tchernoff, sans parler des ouvrages généraux de Duvergier de Hauranne, Thureau-Dangin, K. Hillebrand, etc.

sera, dans des rôles multiples, — avocat, pamphlétaire, journaliste, — le porte-parole qui traduit la pensée d'autrui, l'écho qui enflé le son en le répercutant. Puis viendra l'exil, qui lui imposera cette solitude à laquelle il n'avait pu de lui-même se résigner en Corse. Alors il voudra faire œuvre personnelle, devenir chef d'école, prononcer lui aussi son *Exegi monumentum*. Mais toute la substance du *Voyage en Icarie* — son ouvrage de prédilection, nous dirions volontiers son ouvrage unique — sera, à l'examiner de près, une substance d'emprunt. Si ces vues sont justes, nous aurons donc beaucoup fait pour expliquer la pensée de Cabet et le communisme icarien dont il est l'auteur, en relevant avec soin les influences qu'il a subies.

IV

On était au lendemain des journées de juillet. Il semblait qu'un cauchemar de près de quarante ans avait pris fin brusquement avec l'entrée du drapeau tricolore dans la salle du Trône. Non seulement une révolution venait de surgir, jetant à bas les idoles vermoulues qu'il fallait adorer la veille, mais la Révolution, la vraie, l'unique, celle de 89, allait enfin reprendre sa marche : le 29 juillet 1830 apparaissait comme la suite et la revanche du 9 thermidor an II. Il est vrai qu'au roi déchu et banni un autre roi allait succéder. Mais on acceptait Louis-Philippe comme une transition nécessaire — et éphémère, pensaient tout bas les plus hardis — entre la monarchie de droit divin et la république démocratique. On comptait sur lui pour réconcilier enfin la royauté et la démocratie, l'ancien régime et la révolution, pour donner au pays cette *monarchie républicaine* que Cabet réclamait dans ses lettres au duc d'Orléans et qui eût permis « de dire aux uns : » rassurez-vous, vous avez la royauté dans la République, et » aux autres : soyez contents, vous avez la République dans » la royauté » (1). La désillusion des démocrates fut aussi prompte que cruelle. Ils s'aperçurent alors que les sans-

(1) C'est le mot d'un ancien membre du Conseil des Cinq-Cents (cité par Tchernoff, *op. cit.*, p. 72).

culottes de jadis avaient raison, que c'était duperie de rêver un compromis entre le despotisme et la liberté, et qu'il fallait opposer à la conception bâtarde d'un Mirabeau, reprise par les hommes du parti constitutionnel, la pure et saine doctrine révolutionnaire, représentée par les grands calomniés de l'âge héroïque, les Marat, les Saint-Just et les Robespierre.

Tout, d'ailleurs, invitait les esprits d'avant-garde à faire ce retour vers 1793 et la Convention. Il avait suffi pour consommer la chute de la Restauration d'un mouvement populaire commandé par une élite d'étudiants et d'ouvriers formés dans les sociétés secrètes héritières de la charbonnerie. Une fois de plus, comme en 1792, on avait vu Paris mener la France et, dans Paris, les faubourgs populaires, Saint-Antoine, Saint-Martin et Saint-Marcel, décider en quelques heures, par une offensive vigoureuse, de l'issue des événements. Pourquoi le trône de Louis-Philippe tiendrait-il bon, quand celui de Charles X avait cédé au premier choc ? Ce qu'une *journée* avait fait, une autre *journée* pouvait le défaire. L'essentiel était d'entretenir dans les masses la flamme sacrée, en reprenant l'organisation révolutionnaire, sans rivale (l'histoire en témoignait), pour enrôler, encadrer et tenir en haleine les troupes d'une future insurrection.

En somme, avant de reprendre à pied d'œuvre le travail d'émancipation démocratique interrompu pendant près d'un demi siècle, il s'agissait de regagner tout le terrain perdu depuis l'avènement du Directoire. Quel recul en ces quarante années de réaction ! La liberté de la presse à reconquérir, la souveraineté du suffrage universel à restaurer dans son intégrité primitive par la suppression du régime censitaire, le droit d'association à rétablir, tel était, sans parler de l'abolition de la pairie, de la gratuité de l'enseignement, de la suppression du budget des cultes et de beaucoup d'autres réformes, le programme proprement politique dont l'exécution devait ramener la France moderne, la France des Droits de l'Homme et du citoyen, à ses origines révolutionnaires. Cela fait, on interrogerait à nouveau cette immortelle Révolution et l'on s'enquerrait si, pour satisfaire les aspirations chaque jour plus menaçantes des classes laborieuses vers une répartition meilleure des charges et des biens,

elle n'avait pas proposé et même partiellement appliqué. à côté de son programme politique, un programme de réformes sociales.

Sur ce terrain, on était certes loin d'être d'accord. Les uns niaient ces exigences du prolétariat naissant ou ne voyaient pas de remède efficace à ses souffrances ; d'autres prétendaient que la réforme politique contenait en elle toutes les autres et que donner au peuple le suffrage universel, ce serait lui livrer l'instrument de tous les progrès, y compris ceux de l'ordre économique ; d'autres estimaient qu'il fallait chercher simultanément la solution des deux catégories de problèmes ; quelques-uns enfin, les moins nombreux, commençaient à se désintéresser des transformations purement politiques et à proclamer, après Fourier et Saint-Simon, que le perfectionnement de l'outillage industriel, l'accaparement des denrées et la création des premières sociétés par actions étaient des événements autrement importants qu'un remaniement de la loi sur la presse.

Mais sans insister sur ces divergences, bornons-nous à constater que pour une notable fraction des vainqueurs de juillet, — et c'est celle qui a entouré, on peut même dire entraîné Cabet, — la lutte contre la monarchie a revêtu la forme d'un retour à l'esprit et à la doctrine de la Convention. C'est à la Convention que ce parti a emprunté sa politique extérieure qui tenait en deux articles : rendre à la France ses limites naturelles et délivrer les peuples opprimés. Il n'a pas cessé d'opposer ce glorieux programme à l'attitude humiliée des ministres bourgeois de Louis-Philippe, se refusant à laver la honte des traités de 1815 dans le sang des bourreaux de l'Italie et de la Pologne. A l'intérieur, il a proclamé le dogme de la souveraineté du peuple en se servant de formules puisées dans la constitution de 1793, et sans prendre garde qu'« en voulant renouer avec une époque de triste souvenance » (1), il préparait à sa victoire de terribles lendemains, il a réveillé, « dans les décombres du passé », des forces endormies dont il n'a pas pu, par la suite, diriger et limiter l'expansion. Agissant dans un milieu préparé à

(1) L'expression est de Voyer d'Argenson, fils et biographe de l'ami de Cabet.

souhait par un demi-siècle de réaction politique et de transformations économiques, ces forces ont abouti à l'explosion de communisme, dont les journées de juin ont été l'épilogue sanglant.

Des circonstances favorables ont aidé à cette rencontre entre l'idéal révolutionnaire et la génération républicaine de 1830. Un homme, un revenant de la grande époque, est apparu à point nommé pour établir entre le présent et le passé la transition nécessaire. Cet homme, dont nous avons déjà dit le nom et signalé l'influence, c'est Buonarroti. On le vit accourir de Belgique aussitôt après la chute de la Restauration qui le tenait exilé ; on salua en lui le Nestor de l'opposition et les républicains vinrent s'échauffer au contact de son enthousiasme, rayonnant comme au temps de sa jeunesse. « Ni son corps, ni son âme n'avaient ployé sous un demi-siècle des plus dures persécutions, dit de lui Trélat, son biographe, et cette âme douée de tant de vigueur, loin de s'être endurcie dans la lutte, avait conservé toute sa douceur et toute sa bonté » (1). Son vieil ami, Voyer d'Argenson, s'était empressé de le recevoir dans son hôtel :

« Il ne voulut pas qu'il eût d'autre habitation que la sienne. Il l'installa dans un pavillon séparé, mais voisin de celui qu'il occupait lui-même. Les deux républicains se voyaient tous les jours, seuls pendant deux heures, et durant ces entretiens, nul ne pouvait les déranger. Les membres mêmes de la famille devaient faire antichambre : ils parlaient de la patrie ! » (2).

Buonarroti était alors âgé de 70 ans. Simplement, avec une aisance tranquille, il avait échangé sa pauvreté contre le luxe d'une demeure seigneuriale. Pour la domesticité et les étrangers, il s'appelait M. Raymond. « Le jugement de Vendôme avait, en effet, prononcé contre lui la mort civile, et l'amnistie de 1830 ne s'appliquait qu'aux condamnés de la Restauration » (3). Il vécut ainsi jusqu'au 16 septembre 1837, protégé par ce mystère qu'une destinée ironique s'acharnait à lui imposer, bien qu'il fût la loyauté et le courage mêmes. Son ami d'Argenson eut la consolation de recueillir sur ses

(1) Trélat, *Notice biographique sur Buonarroti*, p. 13.

(2) Dourille, *Vie de Voyer d'Argenson*, p. 14.

(3) Trélat, *op. cit.*, p. 14.

lèbres ses dernières paroles, souvent citées : « Je vais aller bientôt rejoindre les hommes vertueux qui nous ont donné de si bons exemples » (1). Deux tombes voisines, dont l'une, celle de Buonarroti, « porte l'empreinte des doctrines qui leur furent communes » (2), ont rapproché pour toujours les corps des deux amis.

Entre le survivant vénéré de la conspiration babouviste et Cabet, des relations s'établirent, dont le degré d'intimité nous échappe. Mais nous savons que ce dernier fréquentait assidûment l'hôtel de la rue du Rocher et qu'il pouvait se recommander auprès de Buonarroti de son titre de député, de ses services de démocrate, de sa qualité d'ancien chef de la charbonnerie, de sa longue amitié avec le maître de la maison. Il est impossible que, dans ce cercle où l'on commentait comme un texte sacré la *Conspiration de l'Égalité*, les théories babouvistes développées par « l'homme qui les avait servies au prix de toute une vie de souffrances », n'aient pas remué profondément le futur auteur du *Voyage en Icarie*.

Nous n'avons pas de peine à imaginer le cours ordinaire des propos qui s'échangeaient dans l'entourage du patriarche. Nous sommes en 1832. Audry de Puyraveau, Kersausie, Ballon, Berryer-Fontaine, Vignerte, Bornias, Cabet forment l'auditoire. On a fait fête à Mathieu (d'Épinal), l'ardent compagnon de lutte de Buonarroti, de passage à Paris d'où il rapportera à ses amis des Vosges les nouvelles de la capitale. Napoléon Lebon vient de lire un de ces *Aphorismes* qui circuleront plus tard en manuscrit dans les prisons d'avril et qui gagneront tant de croyants à l'évangile communiste. Il s'agit, pour l'instant, du droit de propriété, question grave et obscure entre toutes. Buonarroti, écouté comme un oracle, a rappelé de sa voix chantante de Florentin que Babeuf, après les maîtres du XVIII^e siècle, lui assigne une origine purement

(1) *Vie de Voyer d'Argenson*, par son fils, p. 116.

(2) *Id.*, p. 118. — Une note nous avertit qu'il s'agit du niveau et du triangle maçonniques, sculptés sur la pierre funéraire, par les soins de Charles Teste, qui écrivait au préfet de la Seine, le 9 février 1839 : « J'avais pour lui une tendre affection. Il me traitait comme son fils ; je le vénérerais comme un second père. » (*Papiers de Buonarroti*, op. cit., f^o 294). Il n'est peut-être pas inutile de remarquer que les mêmes emblèmes existent sur la tombe qui renferme à Saint-Louis les restes de Cabet. Cf. *Histoire de la Communauté icarienne*, p. 3.

civile. (1) Cavaignac, avec sa brusquerie coutumière, a jeté dans le débat la définition qu'en a proposée Robespierre dans son *Projet de Déclaration des Droits* : « La propriété est le droit qu'a chaque citoyen de jouir et de disposer à son gré de la portion de biens qui lui est garantie par la loi. » Voyer d'Argenson approuve fort cette limitation légale : « Laisser sans définition le droit à la propriété de toutes choses, dit-il, c'est le ranger implicitement parmi les droits naturels, et c'est ce que l'on peut imaginer de plus absurde. » (2) — Principe dangereux, objecte un timide : appliquez-le dans sa rigueur, et voilà toute la structure sociale bouleversée. — C'est à quoi l'on songe cependant, reprend un autre interlocuteur, et il lit cet extrait d'un manifeste qu'il a reçu le jour même; tout humide encore au sortir de la presse :

« Nous avons bien moins en vue un changement politique qu'une *refonte sociale*. L'extension des droits politiques, la réforme électorale, le suffrage universel, peuvent être d'excellentes choses, mais comme *moyens* seulement, non comme but. Ce qui est notre but, à nous, c'est la répartition égale des charges et des bénéfices de la société, c'est l'établissement complet du règne de l'égalité ». (3)

« Oui, vienne l'Égalité ! s'écrie alors Charles Teste. Les législateurs de 93 furent les seuls qui tentèrent d'appliquer à la société tout entière ce grand principe que les philosophes s'étaient contentés d'exposer dans leurs livres et qui préparait l'égalité des droits politiques en lui donnant pour garantie l'égalité des conditions sociales. A nous, leurs descendants et leurs héritiers, de continuer leur œuvre, si

(1) Cette conception, suivant laquelle le droit de propriété résulte d'une convention toujours révocable, se recommande de l'opinion de juristes comme Grotius et Puffendorf, qui enseignent qu'à l'origine les biens de la terre appartenaient indistinctement à tous les hommes. Après eux, les philosophes du XVIII^e siècle ont admis que l'appropriation individuelle des biens pouvait disparaître avec la décision humaine qui lui avait donné naissance. Par la suite, Cabet n'a pas négligé de revendiquer en faveur de son communisme l'autorité de cette tradition. — Cf. *Voyage en Icarie*, p. 484 et 486, et Buonarroti, *Conspiration pour l'égalité*, p. 137.

(2) *Discours de Voyer d'Argenson sur la discussion de l'adresse*, Chambre des Députés, séance du 6 janvier 1834. — « La propriété émane de la loi », s'écriait quelques jours auparavant, le 22 décembre 1833, Ch. Teste, traduit devant la cour d'assises pour la brochure *Boutade d'un riche*, « et la loi qui en règle les conditions peut la modifier sans qu'on ait le droit de s'en plaindre ». (Papiers de Ch. Teste, *Bibl. Nat.*, *op. cit.*, f^o 271). C'est, on le voit, la pure doctrine babouviste qui reparait.

(3) Cité par Seignobos, *Histoire politique de l'Europe*, p. 129.

brillamment et si courageusement commencée ; à nous de dégrossir, d'ajuster, d'assembler les matériaux destinés à la construction du nouvel édifice (1)... Pour moi, ajoute-t-il, je veux consacrer ce qui me reste de forces à esquisser le plan de cette cité future où l'égalité règnera. Je rédige en ce moment un projet de constitution républicaine (2) qui reposera sur ces deux principes sans lesquels il n'est pas de démocratie possible :

1^o Tous les biens mobiliers ou immobiliers, renfermés dans le territoire national ou possédés ailleurs par les membres de la société, appartiennent au peuple qui, seul, peut en régler la répartition ; 2^o Le travail est une dette que tout citoyen valide doit à la société ; l'oisiveté doit être flétrie comme un larcin et comme une source intarissable de mauvaises mœurs (3).

» Chacune des dispositions de mon projet s'inspirera de ces vérités, éternelles comme la raison humaine qui les proclame et la volonté divine qui les a créées ».

Lorsqu'il entendait ces paroles, ou d'autres semblables, tomber de la bouche de ceux qu'il regardait comme ses maîtres, Cabet, certes, ne pouvait pas rester indifférent. Pourtant, il ne se déclarait pas convaincu. Sa hardiesse en politique avait pour contrepartie, ne l'oublions pas, une certaine timidité à aborder les réformes sociales, et cette timidité était faite, pour une part, d'ignorance. L'économie politique n'a jamais sollicité sa curiosité. Les problèmes de la vie ouvrière, envisagés du point de vue spécifique et pour ainsi dire technique, lui sont toujours restés étrangers. Si ses sympathies allaient droit au peuple et s'il savait à l'occasion traduire éloquentement les plaintes et les rancunes des déshérités, il faut en chercher la raison dans une certaine expérience personnelle qu'il devait à son origine plébéienne, et surtout dans sa sensibilité de brave homme prêt à s'apitoyer sur toutes les souffrances. Comme sa profession l'avait habitué à voir s'interposer entre lui et les choses des textes de lois, il s'était persuadé peu à peu qu'une constitution bien faite et des codes équitables devaient suffire à assurer la félicité publique.

(1) Cité par V. Bouton, *Profils révolutionnaires*, p. 26.

(2) Charles-Ant. Teste, *Projet de constitution républicaine et déclaration des principes fondamentaux de la société, précédés d'un exposé des motifs*, Paris, 1833, in-8, 68 p.

(3) Cité par L. Blanc, *Histoire de Dix ans*, p. 648.

En outre, des liens difficiles à rompre le rattachaient aux républicains modérés qui avaient patronné ses débuts dans la carrière politique. S'il aimait d'Argenson et s'il estimait Teste qui le payait honnêtement de retour, il n'en était pas moins tout dévoué à Lafayette. Dans ce dévouement, il entraînait de l'admiration pour le passé glorieux du soldat, de la reconnaissance pour les services rendus par le citoyen, de la considération pour le député influent qui, malgré ses erreurs et ses faiblesses, jetait encore un grand lustre sur son parti. « Opposants au despotisme impérial, opposants à » la Restauration, députés opposants, garde nationale, » charbonnerie (60.000 révolutionnaires), républicains de » puis 1819 à 1830, hommes de juillet, bourgeoisie, peuple, » associations patriotiques, le choisissaient pour chef et pour » drapeau » (1). Or Buonarroti et surtout Ch. Teste poursuivaient Lafayette d'une haine dont la violence impitoyable effrayait Cabet qui n'eût pas demandé mieux, à cette époque, que de s'écrier comme Sosie : « Messieurs ! Ami de tout le monde ! » La publication d'une injurieuse biographie du vieux général, « faite par Buonarroti et Teste, signée et publiée par Gigault seul », faillit même, en 1833, le brouiller avec les amis intimes de Voyer d'Argenson. Dix ans plus tard, à son adversaire Dézamy qui lui reprochait d'avoir pris parti, en cette affaire, pour l'« exécration » Lafayette contre ses vertueux accusateurs (2), il répondait par des explications qu'il convient de reproduire, malgré leur décousu, parce qu'elles établissent la nature de ses relations avec les deux principaux précurseurs du néo-babouvisme :

(1) *Toute la Vérité au Peuple*, p. 86.

(2) A ce grief, Dézamy se hâta d'ajouter le grief contraire : trop indulgent pour Lafayette en 1833, Cabet l'aurait, en 1835, « traîné sur la claie d'un bout à l'autre de son histoire », alors que quelques mois auparavant, « le numéro du 25 mai 1834 du *Populaire*, annonçant la mort de ce même Lafayette, avait paru entouré de bandes de deuil ». A celui qui a relevé si impitoyablement ses variations politiques, Cabet riposte, non sans quelque embarras, en alléguant sa bonne foi : « C'est en 1837 seulement, écrit-il, que j'ai exprimé mon jugement sur Lafayette dans mon *Histoire de la Révolution*, et si je l'ai traité sans ménagement, c'est que j'ai eu le courage de faire taire mes sentiments affectueux envers l'homme pour juger impartialement et sévèrement le personnage politique ». (Cf. Dézamy, *Calomnies et politique de M. Cabet*, p. 31 ; Cabet, *Toute la Vérité au Peuple*, p. 83).

« Je sais bien que Buonarroti et Teste étaient extrêmement hostiles à Lafayette (quoique Teste ait été, je crois, dans la charbonnerie, du parti Lafayette contre Manuel) et que leur opinion était qu'il fallait le démonétiser actuellement, mais mon opinion était que, tout en reconnaissant ses défauts et ses fautes, il fallait se rallier à lui dans l'intérêt public, parce qu'il était la plus puissante des notabilités et des influences, sauf à prendre toutes les précautions et toutes les garanties nécessaires pour l'empêcher de refaire le mal qu'il avait fait. J'eus même avec Buonarroti, à ce sujet, dans une réunion patriotique..., une vive discussion dans laquelle chacun soutint son opinion sans qu'aucun pût avoir la présomption de se croire infallible... Et que parle-t-on de la biographie de Lafayette publiée en 1833 par Ch. Teste, Gigault et Buonarroti ? Je me vois forcé de m'expliquer encore sur ces noms que l'on m'oppose.

» Je connaissais depuis longtemps Buonarroti, ses opinions, ses sentiments, son admiration pour le caractère de Robespierre qu'il avait intimement fréquenté, son attachement pour Babeuf dont il avait partagé les efforts et l'infortune, enfin son enthousiasme pour la communauté. J'avais pour lui, pour son dévouement, pour ses vertus, pour ses travaux, une vénération plus sincère que celle qu'affecte le pamphlétaire (1) en profanant son nom. Quoique nos opinions ne fussent pas identiques sur tous les points (le vieillard étant plus lié par ses souvenirs au passé, et moi me trouvant naturellement plus indépendant et plus impartial vis-à-vis des événements consommés), je fus un des premiers patriotes qui, à son retour de l'exil, reçurent de lui son *Histoire de la Conspiration de Babeuf* comme témoignage de son estime, et dans mon propre exil je me faisais un plaisir de lui envoyer, comme à d'Argenson, un des premiers exemplaires de mon *Voyage en Icarie*, convaincu que mon travail lui donnerait un moment de bonheur, quand sa mort vint m'affliger en m'enlevant une de mes espérances. L'estime qu'il me témoigna toujours, la confraternité qui nous unissait dans plusieurs associations qui exigeaient une confiance sans bornes, me donnent la conviction qu'il serait aujourd'hui bien scandalisé des outrages du pamphlétaire contre moi, de ses attaques contre Robespierre et de son dédain pour la morale et le dévouement.

» Je connais depuis longtemps aussi Ch. Teste, son attachement à Buonarroti, sa prédilection pour Babeuf, sa probité, son désintéressement, son dévouement ; je sais qu'un certain nombre d'amis formant école autour de lui, s'honorant du titre de babouvistes, ont été très contrariés du juge-

(1) Il s'agit de Dézamy, qu'il appelle aussi « vil insecte, ver de terre », etc.

ment que mon impartialité m'a dicté sur Babeuf et sa conspiration dans mon *Histoire de la Révolution* (et l'un d'eux m'a même écrit une lettre critique au nom de tous à ce sujet...) Mais Ch. Teste, avec qui je suis lié depuis longtemps par une confraternité politique, m'a donné trop de témoignages d'estime et me paraît trop estimable lui-même pour que je puisse admettre l'idée qu'il approuve et qu'il encourage de pareilles indignités » (1).

Retenons la protestation qui transparait à travers ces compliments et ces témoignages de bonne « confraternité politique ». En juillet 1842 — la page qu'on vient de lire porte cette date — comme en 1832, Cabet s'efforce de n'être pas confondu avec ceux qui « forment école » autour de Ch. Teste. Dans les années qui suivent son retour de la Corse, sa pensée voltairienne est rebelle à toute influence religieuse et sa foi politique s'accommode encore de la méthode parlementaire pour la réalisation des réformes. Aussi se défend-il d'être acquis aux idées du novateur hardi dont l'égalitarisme fondé sur l'Evangile exerce une action qui de proche en proche s'étend jusqu'à des hommes aussi dissemblables que Blanqui et Lamennais. Dix ans plus tard, la situation s'est transformée : Cabet a élaboré son système communiste et il songe à écrire le *Vrai Christianisme*. Mais il est en butte aux attaques des habouvistes intransigeants qui seraient bien aise de le convaincre de plagiat (2). Il tient donc à revendiquer son indépendance vis-à-vis de Buonarroti et de Teste, et il y tient d'autant plus qu'il existe entre sa doctrine et la leur des rapports de filiation incontestable. De là cette déclaration quelque peu embarrassée, dans laquelle il rend hommage à ceux qui furent ses maîtres en les appelant ses *confrères* ; de là l'insistance qu'il met à rappeler la sévérité de son jugement sur la conspiration de l'an V, comme pour abriter son originalité doctrinale derrière son impartialité d'historien.

(1) *Toute la Vérité au Peuple*, p. 85 et 86.

(2) Cette accusation occupe une partie de la brochure de Dézamy dont il a été précédemment question : *Calomnies et politique de M. Cabet*.

V

« Paris compte désormais cinq grandes associations politiques agissant incessamment sur la population et dont l'esprit, il faut le proclamer avec orgueil, est le même, dont le sentiment est populaire, dont le but enfin est la liberté, l'égalité, et le moyen, la République ». C'est en ces termes, volontairement simplistes, que la *Tribune*, dans son numéro du 25 janvier 1833 (1), célébrait l'active propagande des sociétés créées au lendemain de la Révolution de juillet pour discipliner l'opposition et la préparer à recueillir l'héritage — chaque jour plus prochain, croyait-on, — de la monarchie constitutionnelle. « La monarchie fera nos affaires et s'épuisera à notre place, s'écriait Cavaignac au procès d'avril 1831. Elle conspirera pour nous : nous ne conspirons pas, mais nous nous tenons prêts ». Tant que le parti démocratique put croire que le gouvernement se laisserait arracher sans trop de résistance les réformes attendues, les associations réduites à l'expectative, puisque l'action appartenait à la gauche parlementaire, ne jouèrent qu'un rôle de second plan dans la vie politique du pays. Leurs membres les plus empressés furent les bonapartistes et les légitimistes qui représentaient alors les seuls adversaires déclarés de l'orléanisme vainqueur. Lorsque la neutralité plus ou moins boudeuse des républicains eut fait place à une franche hostilité, les associations changèrent d'orientation et de tactique. N'espérant plus du présent l'application du programme républicain, les plus résolues d'entre elles se rejetèrent vers le passé pour y puiser les matériaux avec lesquels elles se proposèrent d'édifier la société de l'avenir. Elles attirèrent à elles toutes les forces des partis de gauche, depuis les dynastiques timides jusqu'aux démocrates exaltés. Se retournant ensuite vers le peuple pour recruter dans ses masses profondes les troupes de l'état-major ainsi rassemblé, elles se virent amenées à faire des réformes sociales leur pré-

(1) Cité par Weill, *Histoire du parti républicain*, p. 82.

occupation dominante. Cabet s'aperçut vite que là était le nombre, le mouvement et la vie. L'impuissance de son groupe et son effacement personnel à la Chambre des députés le décidèrent à venir chercher dans les associations républicaines la satisfaction des deux besoins qu'il portait en lui et qui se combinaient pour lui rendre insupportable tout isolement moral : le besoin d'agir sur d'autres esprits et le besoin de se sentir appuyé par eux.

La société *Aide-toi, le Ciel t'aidera* fut la première qui lui ouvrit ses portes. Elle avait gardé de ses origines relativement anciennes une sorte de discrétion d'allures qui rappelait son activité pendant les dernières années du règne de Charles X, époque peu propice aux modes d'opposition trop bruyants. Elle comptait au nombre de ses membres les représentants les plus éminents de la république conservatrice. Armand Carrel, Barthélemy Saint-Hilaire, Dupont, Garnier-Pagès. Cabet y rencontrait des partisans de la constitution américaine, mise à la mode par Lafayette sous la Restauration, des députés de la gauche dynastique groupés sous la direction d'Odilon Barrot, et même des monarchistes libéraux, attardés dans ses rangs malgré le départ de Guizot qui s'en était retiré lorsque son entrée au ministère l'avait désigné comme l'adversaire désormais intraitable des idées démocratiques (1). D'après ses statuts, la société se proposait « d'éclairer et de seconder les citoyens dans l'exercice légal de tous les droits politiques qui découlent du principe de la souveraineté nationale ». Le même esprit de soumission à l'ordre établi lui avait dicté le choix des moyens qu'elle comptait employer pour atteindre son but. Ces moyens étaient « ceux qui sont donnés par la loi » ; ils devaient être « dirigés principalement en vue de favoriser l'avènement à la Chambre des députés, aux grades de la garde nationale, aux conseils municipaux, d'hommes probes, instruits, indépendants et patriotes ». L'association possédait dans 35 départements des comités reliés par une correspondance régulière avec le comité de Paris (2). Par ses comptes-rendus des sessions législatives, elle éclairait les

(1) Weill, *Histoire du parti républicain*, p. 74.

(2) *Aide-toi, le Ciel t'aidera*. — Rapports du comité à l'assemblée générale du 4 février 1833.

électeurs et maintenait les élus dans la bonne voie ; par ses interventions opportunes, elle calmait les impatiences des uns et relevait le découragement des autres. Elle protégeait les simples particuliers contre les abus du pouvoir, leur apprenait l'usage du droit de pétition et les formait à la vie civique par des brochures rédigées en un langage clair, familier, accessible à tous (1). En un mot, elle préparait par son action méthodique et silencieuse le personnel politique appelé à diriger le pays au lendemain de la convulsion suprême qui devait faire de la souveraineté du peuple une réalité.

La société *Aide-toi* possédait dans la Côte-d'Or un de ses comités les plus fortement organisés. C'était pour Cabet, député de ce département, une raison suffisante de s'intéresser à ses travaux. Un peu dépaysé au début dans ce cénacle d'hommes compassés et graves, dont les entretiens ressemblaient si peu aux véhémentes discussions de l'hôtel d'Argenson, il s'y sentit plus à l'aise lorsque la société, subissant une évolution amenée par celle de quelques-uns de ses chefs, finit par accepter les principales revendications du parti démocratique et en particulier l'extension du droit de suffrage à tous les citoyens « sans en excepter les serviteurs à gages ». Il y trouva des actionnaires et des lecteurs pour son journal le *Populaire* et, bien qu'il n'ait jamais participé à la direction effective de l'œuvre, il vint jusqu'à son exil y chercher des leçons de patience et des exemples de modération qui l'empêchèrent peut-être de céder à certains entraînements. N'oublions pas qu'il y a eu deux hommes en Cabet : un théoricien qui, pratiquant pour construire son système ce que Fourier appelle la *méthode de l'écart absolu*, est allé, par réaction contre un état social condamné, jusqu'au communisme *intégral*, et un politique bien décidé à n'employer comme moyens d'action que la persuasion et la douceur. La vie de Cabet, à mesure qu'elle se déroule devant nous, nous livre le secret des influences qui ont contribué à opposer en lui le penseur et l'homme d'action.

Si Cabet ne semble pas avoir joué un rôle de premier plan dans la société *Aide-toi*, *le Ciel t'aidera*, il n'en est pas de

(1) Cf. par ex. *Les trois dialogues de Maître Pierre*, Paris, 1833.

même dans l'*Association libre pour l'éducation gratuite du peuple*, dont il fut, de 1832 à 1834, un des directeurs les plus en vue. Fondée par un groupe de professeurs, déjà membres de l'*Association polytechnique*, elle s'était donné pour but, comme son nom l'indique, de répandre dans les classes laborieuses le minimum de connaissances générales sans lesquelles il ne pouvait pas y avoir pour elles d'émancipation politique durable. Il ne s'agissait donc pas seulement d'enseigner à des ouvriers de Paris ou de la province les rudiments de leur profession. Il fallait leur inspirer le goût et l'intelligence des choses de la politique, en les élevant jusqu'à la compréhension des intérêts généraux du pays. C'était, en somme, un des articles du programme de l'*Aide-toi*, mais appliqué avec une netteté de conception et une puissance de moyens dont cette dernière société, partagée entre trop d'objets différents, était incapable. Des monarchistes libéraux avaient d'abord formé le premier noyau de l'*Association polytechnique*, née de l'alliance des travailleurs et des étudiants pendant les journées de juillet. Puis une scission était intervenue et les éléments les plus avancés, suivant Lechevalier et Raucourt dans leur retraite, avaient formé en 1831 l'*Association pour l'éducation gratuite du peuple*, bientôt suspecte au gouvernement qui ne reconnaissait plus en elle l'esprit de neutralité bienveillante dont la société-mère était animée à son égard. Après une éclipse de quelques mois, au lendemain des émeutes de juin 1832, l'Association reparut en modifiant légèrement son titre et en prenant l'engagement, d'une sincérité apparemment contestable, de renoncer à la politique.

Dans la séance du 9 février 1833, sur la présentation favorable des douze commissions d'arrondissement, Cabet fut élu à l'unanimité secrétaire général et président du comité central, en remplacement de Lechevalier démissionnaire (1). Ses nouvelles fonctions le mirent en rapports journaliers avec les hommes qu'il était dans sa destinée de rencontrer à tous les tournants de sa vie : Dupont de l'Eure présidait

(1) Association libre pour l'Education du peuple, *Discours d'installation de M. Cabet*, Paris, 1833. — S'il faut en croire une indication de notre auteur lui-même, « les chefs de l'Association la voyant menacée de ruine par des divisions intestines auraient pressé Cabet d'en prendre la direction pour la sauver ». (*Ma ligne droite*, p. 45).

l'Association ; le comité comprenait quelques membres de la gauche dynastique, Odilon Barrot, Nicod, Mauguin et les principales personnalités du parti républicain, Voyer d'Argenson, Lafayette, Garnier-Pagès, Audry de Puyraveau, Beauséjour, Dulong, Laboissière, Charles Teste, Recurt, Armand Carrel, sans oublier la bonne fée des républicains persécutés ou souffrants, Laure Grouvelle (1). Pendant quelques mois l'Association eut sa revue mensuelle, le *Fondateur*, éditée et en grande partie rédigée par Cabet. Elle compta, vers le milieu de 1833, deux mille adhérents répartis par arrondissements en cohortes et organisa jusqu'à quarante-deux cours suivis par deux mille cinq cents auditeurs (2). Des procès, qui laissaient présager sa dissolution prochaine, vinrent arrêter ce bel essor. L'un d'eux fut engagé par Cabet lui-même pour demander, en sa qualité de secrétaire général, la levée des scellés que le ministre de l'Intérieur avait fait apposer le 28 décembre 1833 sur le local des réunions. Depuis longtemps, on avait signalé dans les cours de l'Association un foyer de propagande républicaine, d'autant plus dangereux qu'il se dissimulait sous le couvert d'innocentes leçons d'orthographe, de dessin et de calcul. Le 19 mai 1833, à l'issue d'un des banquets organisés par le comité central, un des citoyens n'avait-il pas osé faire l'éloge de la Convention ? (3) Les jours de la société étaient désormais comptés. Elle disparut, comme son aînée *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, dans la réaction policière qui suivit les procès d'avril 1834.

Comme les deux précédentes, l'*Association pour la liberté de la presse* avait été fondée par des *patriotes* désireux d'utiliser au profit de leur propagande politique tous les moyens d'action que pouvait conseiller l'initiative personnelle contenue par le respect de la légalité. Elle eut pour principal promoteur Cormenin, écrivain vigoureux et catholique aussi ardent que républicain sincère. Un des premiers, il essaya de réagir en province contre la situation humiliée faite aux journaux et à leurs rédacteurs, puis transporta à Paris la

(1) *Association libre pour l'éducation du peuple*, Discours d'installation de M. Cabet, Paris, 1833.

(2) Weill, *Histoire du Parti républicain*, p. 77.

(3) Rapport de Girod (de l'Ain) à la Cour des Pairs, t. IV. p. 223.

société nouvellement créée, lorsqu'il comprit les immenses services qu'elle pouvait rendre en se développant. Bientôt les adhésions affluèrent, toutes les nuances de l'opposition trouvant un égal intérêt à favoriser une œuvre de ce genre, en un temps où la presse, sorte de colosse aux pieds d'argile, était à la fois l'interprète souveraine de l'opinion publique et l'éternelle victime de l'arbitraire gouvernemental. Un système de cautionnements ruineux et d'amendes plus lourdes encore, le droit pour le ministre de l'intérieur, son préfet de police ou ses préfets départementaux, de saisir les numéros du journal frappé, d'arrêter les vendeurs et de retirer aux imprimeurs le brevet qui représentait pour eux le pain quotidien, tels étaient les abus d'une législation que Cabet, journaliste impénitent jusqu'à sa dernière heure, avait plus que personne de bonnes raisons d'exéquer. Lorsqu'il offrit à l'association, en 1832, son concours de juriconsulte et de parlementaire, elle avait si bien élargi son champ d'action qu'elle s'était transformée en une vaste ligue pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, répondant ainsi à l'intention première de Cormenin, son fondateur, qui rêvait de procurer à tous les Français le magnifique ensemble de garanties civiques dont jouissaient les citoyens d'Outre-Manche.

Un article de la *Tribune* du 3 novembre 1833 (1) nous apprend que la société comprenait cinq comités distincts dont les attributions se définissaient ainsi : l'information sur les actes illégaux des fonctionnaires, la défense des inculpés devant les tribunaux, l'assistance morale et pécuniaire des condamnés politiques, la réforme de la législation sur la presse et sur l'instruction judiciaire, et enfin la direction générale de l'œuvre par la coordination de tous les efforts spécialisés. Cabet, avec Guinard et Armand Marrast, présidait le premier de ces comités, celui qui avait la charge d'enquêter sur les poursuites, les arrestations et les visites domiciliaires exécutées au mépris des lois. C'est à cette

(1) Weill, *Histoire du parti républicain*, p. 76. — Puisque nous citons la *Tribune*, rappelons que l'intrepide journal de Sarrut et de Marrast se glorifiait, en juin 1832, de répondre à la 52^{me} poursuite judiciaire et, au milieu de 1833, d'enregistrer son 86^{me} procès, qui lui valut une amende de 24.000 francs.

phase de son activité qu'il faut rapporter plusieurs des brochures sorties de sa féconde plume en cette même année 1833 : *Nécessité de populariser les journaux républicains*, *Procès du Propagateur du Pas-de-Calais*, *Procès du journal républicain le Patriote de la Côte-d'Or*, et enfin la publication intitulée *Arrestations illégales des crieurs publics du Populaire ; Poursuites contre M. Gisquet ; Procès du crieur Delente et mémorable arrêt de la Cour royale*. L'expérience acquise par notre auteur dans ces corps-à-corps avec l'hydre à mille têtes de l'arbitraire administratif devait l'amener, neuf ans plus tard, à publier une sorte de manuel dont le titre, qu'il ne faudrait pas croire ironique, suffirait à lui seul à caractériser cette époque : *Le guide du citoyen aux prises avec la police et la justice dans les arrestations, les visites domiciliaires, la détention provisoire, le secret, etc.*

On aurait tort, d'ailleurs, de s'apitoyer sur l'infortune de Cabet. S'il a toujours réprouvé les sanglantes et stériles batailles de la rue, il a aimé passionnément les combats de la plume et de la parole. De 1831 jusqu'à sa mort, rares sont les journées pendant lesquelles il n'a pas reçu du typographe un lot d'épreuves toutes fraîches. Le vendredi 6 novembre 1856, à quelques amis qui l'avaient accompagné jusqu'à sa chambre, il disait en les congédiant : « J'imprimerai, j'imprimerai sans cesse ; je vengerai la cause du » Peuple en défendant ma réputation et celle de la communauté » (1). Ces paroles, les dernières qu'il ait prononcées en pleine santé mentale et physique (2), le peignent tout entier. Pendant les vingt-cinq dernières années de sa vie, par le livre, par le journal et par d'innombrables brochures destinées à redire pour le grand public ce que le *Populaire* ou la *Revue Icarienne* avaient déjà appris aux initiés, Cabet a « défendu la cause du peuple » copieusement, inlassablement, en exposant ses idées, en attaquant celles des autres, en réfutant ses contradicteurs, si obscurs ou si insignifiants qu'ils fussent, et en enregistrant, avec plus de zèle peut-être

(1) *Nouvelle Revue Icarienne*, 1^{er} janv. 1857, p. 2.

(2) Le lendemain matin, un peu après huit heures, on le trouvait étendu, frappé de l'attaque d'apoplexie qui devait l'emporter le jour suivant, 8 novembre 1856, à cinq heures du matin. Cf. notre *Histoire de la Communauté icarienne*, p. 214.

que de modestie, les éloges qui lui étaient décernés par ses fidèles disciples.

Nous aurons achevé de déterminer la place de Cabet dans l'opposition pendant les années qui ont précédé son exil, si nous remarquons qu'il ne semble pas avoir fait partie de la *Société des Amis du Peuple* et qu'il s'est défendu lui-même d'avoir jamais adhéré à la *Société des Droits de l'Homme*. La fièvre des trois grandes journées durait encore quand la bourgeoisie victorieuse vit avec effroi se détacher d'elle un groupe de jeunes hommes réclamant à grands cris une Constituante, l'abolition de la pairie héréditaire et la réalisation des réformes sociales, seules capables, disaient-ils, de conférer à la chute de la Restauration, opération en elle-même négative, le caractère d'un progrès positif. C'étaient les *Amis du Peuple*, qui reprenaient ouvertement, en face des modérés satisfaits des quelques modifications apportées à la Charte, la tradition révolutionnaire et l'idéal de 1793.

Cabet, nous le savons, prêta un moment l'oreille à leur appel qui flattait en lui d'obscurs penchants. Mais il était trop engagé envers Dupont de l'Eure, Laflitte et Lafayette, trop désireux aussi de recueillir le bénéfice de ses relations inespérées avec le nouveau souverain pour se laisser entraîner vers les imprudents qui essayaient de ressusciter les terribles ombres de Saint-Just et de Marat. Il s'inspira, pour rédiger sa profession de foi aux électeurs dijonnais, de quelques articles de leur programme, notamment de ceux qui visaient la politique extérieure (1), mais il n'osa pas se dire des leurs. Quant il revint de Bastia, les *Amis du Peuple*, sous la présidence d'Hubert, puis de Trélat, avaient achevé d'affirmer leur haine de l'aristocratie bourgeoise et d'emprunter à la Convention sa conception de l'égalité imposée par l'Etat. Cabet lut les petites brochures dans lesquelles ils répandirent à des milliers d'exemplaires les idées des grands ancêtres sur la bonté native de l'homme, sur son droit à jouir des biens de la nature, « droit aussi sacré que le besoin dont il dérive », sur la souveraineté du peuple, conséquence nécessaire du contrat qui est à la base des sociétés

(1) Cf. *Société des Amis du Peuple : La Pologne est morte, à notre tour*, Paris, 1831.

politiques (1). Il entendit Cavaignac, Raspail, Blanqui, Trélat, Bonnias, Gervais, et jusqu'au très catholique Buchez lui-même, proclamer dans des réunions mouvementées qui rappelaient celles des Jacobins et des Cordeliers ou dans des procès orageux comme celui des Quinze, que la Révolution de juillet était un avortement misérable, la monarchie républicaine une dérision, l'opposition parlementaire une duperie, et qu'il fallait reprendre contre les privilégiés et les oisifs l'offensive si vigoureusement menée par l'Une et Indivisible. Ce n'était pas encore le communisme des néobabouvistes, mais c'en était déjà comme le balbutiement.

Il ne saurait être question d'esquisser ici, fût-ce très sommairement, l'histoire de la plus célèbre des sociétés politiques du temps, celle des *Droits de l'Homme*. Cabet, nous l'avons dit, a toujours refusé de s'associer ouvertement à cette sœur cadette de la société des *Amis du Peuple* (2), d'abord simple satellite, puis rivale heureuse de son aînée après les journées des 5 et 6 juin, jusqu'à l'heure qui vit s'accomplir entre les deux groupements une fusion dont le plus récent tira tout le profit. Il a même combattu dans son *Populaire* plusieurs personnalités du comité Lebon, coupables à son gré d'avoir, comme Ch. Teste, déclaré la guerre à Lafayette. Plus tard, il a protesté contre la joie indécente que manifestèrent certaines sections en apprenant la mort du vieux général, et il a dénoncé les prisonniers de Sainte-Pélagie qui fêtèrent cette mort par des illuminations (3). Mais s'il a reculé devant les responsabilités diverses qu'une adhésion publique aux *Droits de l'Homme* lui eût imposées, s'il n'a pas voulu se mettre

(1) Cf. *Société des Amis du Peuple*, *l'Eclaireur*; id. *La Voix du Peuple*, Paris, déc. 1831. On trouvera dans Tchernoff, *Le Parti républicain...*, p. 262 sqq., d'intéressantes analyses de ces brochures.

(2) Nous lisons dans la *Biographie du Populaire*, p. 8 : « Il fit également partie de toutes les autres sociétés patriotiques d'alors, excepté de la *Société des Droits de l'Homme* ». — Malgré l'autorité de L. Blanc, trop enclin peut-être à substituer ses souvenirs personnels à la lettre des documents, (*Histoire de Dix ans*, p. 712), malgré l'affirmation de M. Tchernoff qui attribue à Cabet une des brochures publiées par les *Droits de l'Homme* sur l'*Egalité*, ce texte paraîtra décisif, si l'on se souvient que la *Biographie du Populaire* est en réalité une autobiographie, bien qu'elle porte (p. 112) la signature d'une commission d'actionnaires du *Populaire* qui comprend, outre Cabet lui-même, plusieurs tailleurs, un chapelier, un ébéniste, deux cordonniers, un boulanger, etc.

(3) *Toute la Vérité au Peuple ou Réfutation d'un pamphlet calomniateur*, p. 84. — Cf. le *Populaire* du 1^{er} juin 1842.

lui-même dans l'obligation de choisir entre les deux partis, « Girondins » et « Montagnards », qui se disputaient la prééminence au sein de la société, il n'a pas pu se désintéresser de l'admirable campagne menée contre le pouvoir par la plus remuante et la plus hardie des phalanges de l'opposition. Les doctrines propagées par la *Société des Droits de l'Homme* doivent nous occuper plus que les émeutes, les procès et les démonstrations de tout genre qui ont rempli son existence tourmentée : toujours présents derrière le tourbillon confus des événements, des principes directeurs, des idées générales s'en dégagent, qui ont agi à la longue sur l'esprit de Cabet, volontairement confiné dans le rôle de spectateur attentif.

Les témoignages des contemporains nous renseignent sur l'irrésistible vigueur de la campagne poursuivie par les *Droits de l'Homme* au cours des années 1832 et 1833. Recueillons celui de L. Blanc :

« En 1833, sa puissance à Paris reposait sur l'ardeur de plus de trois mille sectionnaires, orateurs de clubs ou combattants, et elle agitait la province par une foule de sociétés qui, sur les points principaux du royaume, s'étaient formées en son nom et à son image. Entretenir l'élan imprimé au peuple en 1830, alimenter l'enthousiasme, préparer les moyens d'attaque en élaborant les idées nouvelles, tenir en haleine l'opinion et souffler sans cesse aux âmes atteintes de langueur la colère, le courage, l'espérance, tel était son but et elle y avait marché la tête haute avec une énergie, avec un vouloir extraordinaires. Souscriptions en faveur des prisonniers politiques ou des journaux condamnés, prédications populaires, voyages, correspondances, tout était mis en œuvre... (1)

L'impulsion de cette propagande, déjà considérable en vertu de la force acquise, prit un essor prodigieux lorsque, en novembre 1833, « après de longs balancements, les » deux partis se rapprochèrent. Un comité central fut nommé » en vue d'une direction plus décidée », et dans ce comité, composé de Cavaignac, président, de Berryer-Fontaine, secrétaire, et de Voyer d'Argenson, Guinard, Vignerte, Audry de Puyraveau, Beaumont, Kersausie, Lebon, Des-

(1) L. Blanc, *Histoire de Dix ans*, p. 648.

jardins et Titot (ces deux derniers bientôt remplacés par Recurt et Delente), « on arrêta qu'une solennelle déclaration » de principes serait publiée et adressée à tous les journaux » patriotiques, à toutes les associations, à tous les réfugiés » politiques ». Cette profession de foi, expression fidèle des opinions jacobines du comité, développait et justifiait « dans un exposé aussi lumineux qu'incisif » le nouveau programme des *Droits de l'Homme* :

« La société a besoin de donner plus de publicité à ses principes et d'étendre à ses relations. Elle ne s'est jamais cachée ; il faut qu'elle se montre... La Convention avait compris combien il importe de poser en dehors de toute variation et de toute dispute les axiomes de la civilisation, de la conscience et de la justice... Héritiers de la mission qu'avait entreprise le génie de la Convention nationale, voulant que la société soit ramenée vers son véritable but,... les républicains doivent avant tout chercher des guides qui, en l'améliorant, l'empêcheront de s'égarer. C'est dans cet esprit que, dès son origine et bien avant la formation du comité central actuel, la Société des *Droits de l'Homme* adopta, comme expression de ses principes, la déclaration présentée à la Convention nationale par le représentant du peuple, Robespierre.

» Or, dans cette déclaration, tout est suffisamment exprimé : droits, devoirs, moyens, garanties ; le but de toute société et de toute civilisation ; le bien-être et la conservation de l'individu ; la protection, la liberté, le progrès, l'égalité, la solidarité, la fraternité entre les hommes, entre les peuples ; le droit, la sûreté, la liberté et la propriété de chacun, justement et moralement définies, efficacement assurées ; la souveraineté du peuple ; l'universalité des suffrages ; l'abolition de tous les privilèges ; l'élection et la responsabilité des agents du pouvoir ; l'obéissance religieuse aux lois et aux magistrats lorsqu'ils les exécutent ; la résistance à l'oppression ; le droit d'association, de pétition, de libre expression des opinions par la presse et par toute autre voie ; la progression de l'impôt ; l'instruction commune à tous les citoyens » (1).

Mais, pour avoir une portée pratique, une déclaration de principes doit s'accompagner de moyens d'application :

(1) *Exposé des principes républicains de la Société des Droits de l'Homme et du Citoyen, suivi des noms des membres du Comité central*, Paris, 1833, p. 2-5.

« Voici, continuait le manifeste, ceux qui paraissent s'imposer : 1° Un pouvoir central électif, temporaire et responsable... 2° Une assemblée nationale représentant tous les intérêts légitimes... 3° Une organisation municipale qui combine la liberté des communes avec l'unité du gouvernement... 4° Une organisation des gardes nationales qui appelle tous les citoyens à défendre leurs droits et leurs foyers... 5° Un système d'éducation publique qui prépare pour la jeune génération une communauté d'idées compatibles avec le progrès... 6° Un système financier qui, ne se bornant pas à dégrever le pauvre, le travail, l'industrie, soit pourvu des ressources nécessaires pour les aider, les commander... 7° Une organisation judiciaire qui généralise l'institution du jury ramenée à ses véritables bases... 8° Une organisation administrative... 9° L'établissement de fonctions industrielles qui contribuent à réaliser ces deux grands principes : la meilleure division du travail, la meilleure répartition des produits... 10° Une fédération de l'Europe fondée sur la communauté du principe de la souveraineté du peuple, sur la liberté du commerce et sur une entière égalité de rapports. » (1)

C'était, en somme, un retour aux principes de la Montagne, légèrement modernisés par un apport d'idées saint-simoniennes qui trahit l'influence de quelques anciens membres des *Amis du Peuple* gagnés depuis longtemps aux doctrines de l'Ecole. La brochure s'achevait par la Déclaration des Droits soumise à la Convention par Maximilien Robespierre, mais non votée par l'Assemblée révolutionnaire (2).

Chez les conservateurs et chez les libéraux le scandale fut énorme. Quand elle vit reparaître au grand jour l'article III qui élevait « le désir tout animal de vivre » à la dignité d'un droit sanctionné par la loi, et surtout l'article VI qui imposait à la propriété les limitations édictées par la société civile, la bourgeoisie s'effara comme à l'approche d'un nouveau 93. « Cette définition si juste (celle de la propriété

(1) *Exposé des principes républicains*..., p. 7.

(2) L'art. III de ce projet de Déclaration, adopté par les Jacobins le 21 avril 1793, était ainsi conçu : « L'égalité des droits est établie par la nature ; la société, loin d'y porter atteinte, ne fait que la garantir contre l'abus de la force qui la rend illusoire ». — Nous avons déjà reproduit (p. 63) le texte de l'art. VI : « La propriété est le droit qu'a chaque citoyen de jouir et de disposer à son gré de la portion de biens qui lui est garantie par la loi ». — Citons enfin l'art. XIV : « Le peuple est le souverain ; le gouvernement est son ouvrage et sa propriété ; les fonctionnaires publics sont ses commis ».

» d'après l'art. VI) devint le sujet de commentaires empoi-
 » sonnés : « Vous l'avouez donc enfin, s'écrièrent avec un
 » effroi simulé les partisans de la monarchie ; ce qu'il vous
 » faut, c'est le partage des biens ; continuateurs de Robes-
 » pierre, c'est la loi agraire que vous demandez ! » Les mots
 » de loi agraire, de partage des biens, retentirent bientôt en
 » France du nord au sud, de l'est à l'ouest, et, pour donner
 » plus de solennité à l'accusation, M. Dupin aîné lut à l'au-
 » dience de rentrée de la Cour de cassation un discours dans
 » lequel il présentait la République comme menaçant « de
 » mettre chaque propriétaire à la portion congrue » (1).

Au procès des vingt-sept (2), Dupont, avocat de Kersau-
 sie, essaya de dissiper ces préventions en montrant que si la
 Déclaration prétendait limiter tous les droits, y compris
 celui de propriété, c'était pour mieux les protéger, qu'ainsi
 entendue la fameuse définition de Robespierre apportait à
 l'ordre établi des garanties nouvelles. Mais ce n'est pas
 dans les plaidoiries de ses défenseurs, trop souvent inspi-
 rées par les nécessités du moment, qu'il faut aller chercher
 la doctrine des *Droits de l'Homme*. Elle s'exprime avec
 plus d'ampleur et d'indépendance dans les publications édi-
 tées par les soins de son comité central. L'une des plus inté-
 ressantes au point de vue qui nous occupe est celle qui traite
 de l'*Egalité* (3). Pour l'auteur anonyme, « toute bonne ins-
 titution politique repose sur cette maxime fondamentale :
Tous les hommes sont égaux ».

« Voilà, continue-t-il, une maxime qui ne craint pas le
 grand jour et qu'on peut proposer hardiment parce qu'elle
 est l'image d'une vérité naturelle. L'Egalité germe d'elle-
 même dans le cœur de l'homme et c'est là une retraite sacrée
 où rien ne la saurait forcer... Il est vrai que chez les âmes cor-
 rompues, gâtées par la vie, ce principe d'égalité s'altère
 beaucoup, mais il ne s'éteint jamais complètement ». C'est
 qu'il existe « certains droits primitifs et inaliénables qui
 s'ouvrent pour l'homme avec les portes de la vie. Ainsi, en
 naissant, chacun a sa part dans les biens de la terre, afin
 qu'ils servent à sa conservation ; de plus, en naissant, cha-
 cun apporte avec lui le droit de développer et d'étendre en

(1) L. Blanc, *Histoire de Dix ans*, p. 651.

(2) Société des Droits de l'Homme, *Procès des vingt-sept*, déc. 1833.

(3) Société des Droits de l'Homme, *De l'Egalité*, 1833.

tous sens son existence physique et morale. Ce n'est qu'à ces conditions que la vie est un bien...

» L'Égalité sociale consiste dans une égale répartition des avantages et des charges de la société entre les divers associés. Chacun travaillant au bien commun, il faut que ce *bien commun* ne soit pas un vain mot, mais qu'il profite réellement à tous ceux qui concourent à l'établir. Ainsi, même liberté, même sûreté, même protection, même *bien-être pour tous les citoyens* ; de plus, que le chemin des emplois soit ouvert à tous par une éducation nationale publique et gratuite. Point de distinction entre eux si ce n'est celle que produit naturellement dans l'opinion le mérite ou la vertu, ... la vertu n'étant autre chose que la conformité parfaite d'une volonté individuelle à la volonté générale.

» L'Égalité ne peut régner que dans un état libre. Là où le peuple fait lui-même ses lois, c'est la volonté générale qui commande ; or la volonté générale tend directement à l'égalité parce que chacun vote pour lui-même en votant pour tous. Là où le peuple choisit lui-même ses officiers, il est sûr qu'il choisira toujours les magistrats les plus vertueux et les plus capables, c'est-à-dire les plus soumis à la volonté générale et les plus dignes de la mettre en application...

» Il faut espérer que nous arriverons à cet état de perfection ; toutefois ne nous déguisons pas que les désordres affreux qu'un long esclavage a causés dans la société en reculeront l'époque... Sans bouleverser tout d'un coup la constitution actuelle de la propriété, nous saurons par des lois efficaces remédier à cette immense disproportion de bien-être qui produit d'une part l'excessive opulence et de l'autre l'excessive misère. Le meilleur moyen d'atteindre ce but est de considérer la propriété sous son véritable point de vue.

» L'État, à l'égard de ses membres, est maître de tous leurs biens par la nature de l'association : c'est lui qui protège la paisible jouissance des possesseurs... : chaque propriétaire n'est donc, à proprement parler, que le dépositaire d'une partie de la fortune nationale confiée à son administration : c'est un véritable fonctionnaire chargé d'exploiter ses possessions dans l'intérêt de tous, avec lequel le sien se confond. Tout en lui laissant la liberté de prendre ce qui est nécessaire à sa subsistance dans les revenus qu'il perçoit, l'État se réserve le droit de disposer du superflu. Mais quel serait le moyen d'atteindre ce superflu dans l'état actuel des choses ? Nous y arriverons par l'impôt progressif, par les lois somptuaires, par l'abolition des contributions qui pèsent uniquement sur les pauvres et par d'autres mesures qui se rattacheront toutes au même principe... » (1)

(1) *De l'Égalité*, p. 1-5.

Il convenait de citer ces pages, remarquables par l'importance sociale de ceux qui en ont pris la responsabilité et par l'époque à laquelle elles furent écrites. M. Tchernoff en attribue la paternité à Cabet, tandis que Bouton semble les mettre au compte de J.-J. Vignerte (1). M. Tchernoff se trompe assurément (2), mais son erreur est par elle-même significative. L'égalité sociale des hommes déduite de leur égalité naturelle et impliquant comme conséquence dernière leur droit « au même bien-être » : la vertu définie « la conformité parfaite d'une volonté individuelle à la volonté générale » ; la propriété considérée comme un dépôt dont le bénéficiaire n'a même pas tout l'usufruit, puisque l'Etat s'arroge le droit de lui prendre son superflu ; l'affirmation d'ordre métaphysique que l'homme est foncièrement bon et que le peuple « qui choisit librement ses officiers choisit toujours les magistrats les plus vertueux et les plus capables », tels sont bien, renouvelés du XVIII^{me} siècle, les postulats sur lesquels Cabet édifiera son communisme.

Mais si l'évolution qui révélera en lui, cinq ans plus tard, un continuateur immédiat de Morelly, de Robespierre et de Babeuf, se prépare dès 1833, elle n'est pas achevée encore. Remarquons même que rien ne la trahit au dehors. Sans doute, à mesure que les rapports de Cabet avec le pouvoir s'aigrissent, le ressentiment qu'il en éprouve le conduit à écouter avec plus de complaisance les organes extrêmes de l'opposition. Néanmoins, il est trop engagé avec son parti pour l'abandonner en pleine bataille ; un contrat moral et même commercial le lie aux actionnaires et aux abonnés

(1) Tchernoff, *Le parti républicain sous la monarchie de Juillet*, p. 279 ; Bouton, *Profils révolutionnaires*, p. 70.

(2) Comment Cabet, qui s'est défendu d'avoir jamais fait partie de la Société des Droits de l'Homme, aurait-il été choisi pour en rédiger les publications ? Au surplus, rien dans le style de la brochure que nous analysons ne rappelle la manière si aisément reconnaissable de Cabet. Ce qui a pu induire M. Tchernoff en erreur, c'est la note qui termine l'opuscule. L'éditeur avertit les souscripteurs « au premier volume de la deuxième édition de l'ouvrage du citoyen Cabet » (il s'agit évidemment de sa *Révolution de 1830*) qu'ils aient à « retirer leur exemplaire chez lui ou près du citoyen auquel ils ont souscrit s'ils veulent profiter de la réduction consentie à la Société des Droits de l'Homme ». Mais il ne faut voir dans cette note qu'une simple annonce de librairie concernant un livre à grand tirage, particulièrement intéressant pour les membres d'une société d'opposition qui compte d'ailleurs dans ses rangs la presque totalité des amis politiques de l'auteur.

du *Populaire*, créé pour défendre une politique bien définie ; mandataire des électeurs dijonnais, il n'oublie pas qu'il doit régler sa marche sur la leur s'il veut assurer sa réélection.

Comment tant d'amitiés et d'influences convergentes, s'ajoutant à celles qui ont fait de lui, à une époque encore toute récente, un fonctionnaire de la monarchie de Juillet, ne l'empêcheraient-elles pas de céder aux séductions du babouvisme renaissant ? Il résiste si bien à l'entraînement qu'ayant à traiter en cette même année 1833 la difficile question que l'actualité impose à sa conscience professionnelle de journaliste et de député, celle des « *moyens d'améliorer l'état déplorable des ouvriers* » (1), il n'écrit pas une ligne, dans l'opuscule qui porte ce titre, dont on puisse lui faire grief dans les milieux les plus timorés.

Avec l'opinion libérale de son temps, Cabet constate que le travailleur souffre d'une « maladie rebelle à toutes les médications », la misère. Pour gagner un salaire de famine, toujours menacé par le chômage, toujours réduit par l'impôt, il doit peiner quatorze et seize heures par jour, couvrir sa nudité de guenilles et s'entasser, lui et les siens, dans des taudis que le choléra et le typhus ravagent par intervalles. « Oui, dit l'ouvrier mis en scène par l'auteur, le cheval, » le chien et le chat du riche sont cent fois mieux traités et » plus heureux que beaucoup d'hommes du peuple ». A la détresse matérielle, à la décrépitude physique s'ajoute l'abjection morale engendrée par le vice, inévitable et l'ignorance savamment entretenue. « Hé parbleu ! on ne veut pas que » nous puissions nous éclairer et nous instruire ! On ne veut » pas que nous puissions connaître nos droits ! On veut pour » voir nous tromper, nous égarer, nous tenir éternellement » sous le joug !... Je ne puis pas même lire le *Populaire* » sans payer 4 centimes à Louis-Philippe ! » Et le réquisitoire se poursuit, si âpre et si véhément qu'il semble appeler en guise de conclusion un furieux anathème à la société mau-

(1) Sur la condition effroyable du prolétariat, à la veille et au lendemain de la Révolution de 1830, sur les souffrances des ouvriers agricoles, sur la mortalité infantile et l'entrée prématurée des enfants dans les manufactures, sur la dégénérescence de la race par l'abus du travail, l'insuffisance de l'alimentation et l'insalubrité du logement, cf. les ouvrages classiques de Villermé, de Villeneuve-Bargeinont et de Buret.

vaïse. L'ouvrier laisse en effet échapper quelques paroles inquiétantes : « Exigeons que notre sort soit amélioré, que notre travail soit moins excessif et notre salaire mieux proportionné à nos besoins. Faisons comme les ouvriers en Angleterre, unissons-nous, associons-nous. Il y a trop longtemps que les maîtres s'enrichissent du produit de nos sueurs... Dîtons-leur la loi à notre tour ». Mais le « médecin républicain » qui lui donne la réplique (est-il besoin de dire que c'est Cabet lui-même ?) se hâte de prêcher la modération : « Ha ! gardez-vous en bien ! Unissez-vous, associez-vous pour réclamer vos droits et défendre vos intérêts, à la bonne heure ! Mais je vous en conjure, gardez-vous de vouloir imposer aux maîtres la loi... Discutez avec les maîtres, ne leur faites que des demandes raisonnables, et vous réussirez certainement, un peu plus tôt, un peu plus tard. »

Un ouvrier bijoutier qui assiste au débat cite fort à propos l'exemple des menuisiers du faubourg Saint-Antoine, à qui les patrons avaient déclaré « qu'ils ne fourniraient plus la chandelle ». Ils se sont groupés en association de secours mutuels, puis ont nommé une commission chargée d'élaborer un tarif et de négocier avec les employeurs. « Nous faisons tout comme eux, continue le pacifique bijoutier. Nous demandons une diminution d'une heure de travail par jour, afin de pouvoir suivre les cours de l'*Association pour l'instruction du peuple*. Nous venons d'organiser une *Association de secours mutuels* ; nous avons rédigé un règlement et nous avons élu un comité. Notre comité a invité les fabricants à se réunir pour accepter notre demande ».... « C'est parfaitement bien, s'écrie le médecin républicain ; vous méritez de réussir et vous réussirez ! » — « Pour nous, renchérit un ouvrier tailleur, nos maîtres n'ont pas voulu entendre parler d'augmentation de salaire et nous avons décidé que nous ouvririons des ateliers pour notre compte ». — « Ha ! il n'y a rien à dire à cela, reprend le républicain... L'essentiel me paraît être de s'*associer*, de confier la direction à des hommes sages, fermes, actifs... » On peut rêver mieux encore : « Si les associations se concentraient et se prêtaient un mutuel appui, vous auriez assez

» de puissance pour faire reconnaître la justice de vos réclamations » (1).

Telle est, au moment même où la *Société des Droits de l'homme* publie sur l'Égalité l'exposé de principes que nous analysons plus haut, l'attitude adoptée par Cabet à l'égard des revendications ouvrières. La solution qu'il propose ne lui est pas personnelle ; elle flotte, pour ainsi parler, dans l'air qu'il respire, et c'est parce qu'il l'emprunte à autrui qu'il se borne à l'indiquer à mots couverts, en homme qui doute de son efficacité et ne sait pas discerner dans le présent les promesses de l'avenir. A l'heure où il écrit, les premières trade-unions naissent en Angleterre de l'agitation chartiste. En France, les mutuellistes de Lyon, célèbres depuis le soulèvement de novembre 1831, viennent de montrer par l'exemple que la transition est facile de l'association contre la misère à la révolte contre l'affameur. A Mulhouse, à Lille, dans les grands centres industriels, malgré l'hostilité du patronat et la résistance des pouvoirs publics (2), la mutualité s'organise, ébauche encore incertaine du puissant syndicalisme moderne. Cabet comprend confusément que l'association professionnelle, en opposant la solidarité ouvrière à la domination patronale, est en situation de bouleverser les données du problème social. Il soupçonne même que cette action des ouvriers associés pourra se produire sous deux formes : l'une, qui est la rébellion ouverte et le refus collectif du travail, ne comportant pas d'autre issue que la conclusion d'un traité de paix signé par les deux parties ; la seconde, dont Buchez et les rédacteurs de l'*Atelier* vont bientôt préciser la formule déjà pressentie par l'école saint-simonienne, se proposant par le moyen de la société de production non plus seulement la défaite du patronat, mais sa disparition progressive. Cabet entrevoit enfin le possibilité d'une coalition des associations de métiers qui aurait pour

(1) *Moyen d'améliorer l'état déplorable des ouvriers*, discussion entre un ouvrier malade, un ouvrier tailleur, un ouvrier bijoutier et un médecin républicain, Paris, 1833, p. 1-6.

(2) « On conçoit, écrivait Villermé en parlant de la fondation des premières sociétés de secours mutuels, combien une semblable organisation rend la coalition facile ; c'est sans doute ce qui a presque toujours en France empêché l'autorité de favoriser les sociétés dont il s'agit. On est frappé des inconvénients qu'elles peuvent avoir et non de leurs avantages ».

conséquence d'assurer la suprématie économique et sociale du travail. Mais il se détourne comme d'un cauchemar du rêve audacieux qui a enchanté Karl Marx et qui hante aujourd'hui encore l'esprit de ses disciples. Dans son optimisme aisément satisfait, il se refuse à admettre qu'une longue période de conflits et de violences doive précéder la victoire définitive du prolétariat enfin parvenu à la « conscience de classe ». Et pourquoi les rapports du patron et de l'ouvrier seraient-ils nécessairement ceux de deux ennemis engagés dans un duel à mort ? « Discutez avec le maître, conseillait-il tout à l'heure aux travailleurs, ne lui faites que des demandes raisonnables et vous réussirez certainement, un peu plus tôt, un peu plus tard ». Le « médecin républicain » qui parle ainsi appartient sans conteste à l'école du docteur Tant-Mieux. C'est assez dire qu'il n'est pas encore mûr pour le communisme.

Ce fut pour défendre cette doctrine, débonnaire dans ses principes et timide dans ses conclusions, que parut en 1833 le *Populaire*, « journal des intérêts politiques, matériels et moraux du peuple ». Cabet, nous le savons, possédait quelques-unes des qualités du parfait journaliste. Il excellait dans l'art d'intéresser le public à ses affaires et de flatter ses secrets penchants. Le nouvel organe républicain fit ses débuts dans le monde par un beau dimanche de septembre, à l'heure où une foule désœuvrée et joyeuse emplissait les rues. « Vingt-cinq crieurs en uniforme tricolore » le colportèrent de place en place tandis que des orateurs montés sur des bornes le lisaient à haute voix devant les badauds rassemblés (1). Le lancement habile du *Populaire*, plus encore que le caractère conciliant de sa politique, décida du succès : dès le huitième numéro, le tirage atteignit 27 mille exemplaires. Le journal sut plaire au public des faubourgs, tout en ménageant les convictions de ses actionnaires, venus de toutes les provinces de l'opinion républicaine, à l'exception peut-être des provinces frontières (2). Les plus conservateurs se

(1) *Biographie du Populaire*, p. 9 ; *Le National traduit devant le tribunal de l'opinion publique*, p. 69.

(2) Le prospectus du 24 juin 1833 nous révèle les noms des premiers souscripteurs du journal. C'étaient Anglade, d'Argenson, Audry de Puyraveau, Briquerville, Duris-Dufresne, le général Duchaffaud, Dupont

sentirent rassurés quand ils eurent sous les yeux le programme du nouvel organe :

« Nous voulons, disait le deuxième *Avís au lecteur*, non que le riche soit dépouillé, mais que le pauvre puisse acquérir l'aisance et s'enrichir en travaillant.

» Nous voulons, non que la classe jusqu'ici dominante soit rabaissée et humiliée, mais que le peuple soit relevé à la hauteur qu'exige la dignité de l'homme et du citoyen.

» Nous voulons améliorer matériellement son sort, lui faire reconquérir ses droits, non tout d'un coup et par la violence, mais par la discussion, par la persuasion, par la conviction, par la puissance de l'opinion publique ». (1)

Ainsi s'affirmait chez Cabet ce principe méthodique dont nous le verrons pénétré jusqu'à sa dernière heure, que la violence ne fonde rien et que tout progrès est fragile qui n'a pas été préparé par une patiente conquête de l'opinion. Dix ans plus tard, les babouvistes farouches ne lui avaient pas encore pardonné d'en avoir tenté l'application avec un si vif succès dans son journal : « Votre premier *Populaire* de » 1834, écrivait Dézamy, ne fut jamais *égalitaire* et se trouve » même depuis longtemps en fort mauvaise odeur de » sainteté auprès des vrais démocrates et en particulier » auprès de ceux détenus à Sainte-Pélagie ». A cette chicane, Cabet répondait, piqué au vif : « Quoi ! mon premier *Popu-* » *laire* ne fut jamais égalitaire ! Et qu'était-il donc ? Quel » journal l'était davantage ? Quel journal l'était autant ? Y » avait-il alors des communistes ? » (2) Il aurait pu ajouter : Quel journal plus que le *Populaire* a reçu de la police et du parquet les marques d'une fâcheuse sollicitude ? Nous ne référons pas l'histoire de ces démêlés entre un journal bien décidé à vivre et le ministère du 13 mars, obligé de ménager, derrière cet adversaire en lui-même peu redoutable, une opposition toujours prête au combat. Longtemps après, un des biographes de Louis Blanc reconnaissait la place prépondérante prise par le *Populaire* dans la presse républicaine de cette époque : « Parmi les journaux consacrés à la propa-

de l'Eure, Dulong, Garnier-Pagès, Joly, Laboissière, général Lafayette, de Ludre, Mauguin, Eusèbe Salverte, députés ; Ch. de Lesseps, Pagnerre, Népomucène Lemercier, D^r Berryer-Fontaine, Guinard, etc.

(1) Deuxième prospectus du *Populaire*, sept. 1833.

(2) *Toute la Vérité au Peuple...*, p. 89 et 90.

» gande des idées démocratiques, dit Charles Robin, le
 » *Populaire* et le *Bon Sens* étaient particulièrement menacés
 » par le nouveau système de persécutions que la police avait
 » adopté. Rédigé avec beaucoup de hardiesse et de verneur
 » par M. Cabet, le *Populaire* agissait puissamment sur la
 » partie vive de la nation. Le *Bon Sens* était plus
 » timide... » (1)

Un journal qui réussit est une grande force. Dans les derniers mois de 1833, l'ascendant de Cabet atteint son apogée. En novembre, il va plaider à Dijon un procès commun à l'*Association dijonnaise contre les impôts sur le sel et les boissons* et au *Patriote de la Côte d'Or*, alors dirigé par un groupe de républicains qui reconnaissaient pour chef Gindriez, membre influent de la Société des *Droits de l'Homme*. Il a en face de lui, de l'autre côté de la barre, « le procureur général en personne, député comme lui », et il enlève brillamment l'acquiescement « après des applaudissements plusieurs fois répétés pendant la défense », « Un magnifique » banquet lui est donné dans l'ancienne église Saint-Etienne » par plus de 800 patriotes de la ville, du département et » des départements voisins, presque tous en uniformes de » gardes nationaux, au milieu de cent drapeaux tricolores et » au bruit électrisant d'une nombreuse musique militaire, » tandis que les troupes sont consignées sous les armes » (2).

De retour à Paris, il prend part au convoi du député Dulong, tué en duel par Bugeaud, et recueille, assis dans la voiture de Lafayette, des ovations que ses ennemis lui ont durement reprochées par la suite, parce que les cris de : Vive Cabet ! se sont mêlés aux vivats qui saluaient le vieux libéral, suspect aux yeux des intransigeants d'avoir trahi la République. Les démocrates qui suivent le cortège portent des armes cachées sous leurs vêtements et sont décidés à recommencer, à la moindre provocation venue du gouvernement, la sanglante journée des obsèques du général Lamarque. « Instruit que des hommes du pouvoir désirent une » collision entre le boulevard et le cimetière, Cabet conjure » la masse populaire de se séparer au boulevard et empê-

(1) Charles Robin, *Louis Blanc, sa vie et ses œuvres*, Paris, 1851, p. 16 et 17.

(2) *Biographie du Populaire*, p. 9.

» che probablement une émeute qui ne serait qu'une catastrophe pour le peuple » (1).

De Paris, l'influence modératrice de Cabet s'étend même jusqu'à la province. En février 1834, la grève des canuts de la Croix-Rousse, bien que purement professionnelle à l'origine, paraît offrir aux républicains de Lyon l'occasion ardemment souhaitée d'un soulèvement politique. Le comité lyonnais des *Droits de l'Homme*, tiraillé en des sens divers, décide de s'en remettre à l'avis des notables du parti. Malgré Buonarroti, qui dès la première heure a conseillé l'abstention, on convient d'envoyer à Paris celui qui devra à son action prépondérante dans les sociétés secrètes d'entrer quatorze ans plus tard au Gouvernement provisoire, l'ouvrier Alexandre Martin, dit Albert, pour solliciter l'opinion et, le cas échéant, l'assistance du comité central des *Droits de l'Homme* : « Cavaignac et Guinard ayant refusé de partir pour Lyon », c'est à Cabet qu'Albert s'adresse en fin de compte, quoique le directeur du *Populaire* n'appartienne pas à la société. « Connaissant bien la force respective du » gouvernement et du parti populaire, convaincu que toute » tentative d'insurrection ou d'émeute ne serait qu'une calamité, Cabet s'oppose à tout moyen violent. Quand une » collision, probablement provoquée par la police, paraît » imminente à Lyon, il conjure, dans le *Populaire*, le peuple » lyonnais de ne pas donner dans le piège ; et la collision n'a » pas lieu ». Il est vrai que deux mois plus tard, la catastrophe ajournée se déchaînera avec une violence accrue par plusieurs semaines de compression énergique. Après Lyon mis à feu et à sang, c'est Paris qui dressera des barricades et qui assistera, exaspéré et impuissant, à l'affreux massacre de la rue Transnonain. Mais Cabet ne sera pas témoin de cet écrasement des espérances républicaines par les soldats de M. Thiers. Quand surviendront les événements, il sera déjà sur la route de l'exil.

Au châtimement par le sabre et le fusil, le gouvernement de Louis-Philippe avait joint depuis longtemps la répression légale, plus discrète et plus souple. Un réseau de plus en

(1) *Le National* traduit devant le tribunal de l'opinion publique, p. 69 ; *Biographie du Populaire*, p. 9 et 10.

plus serré de lois d'exception, manié par une magistrature aussi experte que zélée, avait permis d'atteindre sur tous les terrains la propagande révolutionnaire. Au lendemain des émeutes d'avril, on avait vu les geôles — qui jusqu'alors n'avaient certes pas chômé — donner asile à de longues files de nouveaux prisonniers... Afin de frapper un grand coup sur les esprits, le ministère résolut de traduire devant la Cour des Pairs, en un procès unique et colossal, plus de 150 inculpés, choisis comme les plus *dangereux* parmi les deux mille démocrates arrêtés sur tous les points du territoire. A cette décision gouvernementale, d'une habileté au moins contestable, le parti vaincu répondit en mobilisant pour la défense des accusés ses chefs les plus éloquents ou les plus populaires. Ainsi transporté de la rue dans le prétoire, le combat qui dura de mai 1835 à janvier 1836 ne fit que consommer la défaite de l'opposition. Non seulement Sainte-Pélagie et les prisons provinciales ne lâchèrent pas leur proie, mais les lois de septembre vinrent ôter aux adversaires de la monarchie jusqu'à la possibilité d'en appeler à l'opinion publique.

Celle-ci n'était pas disposée d'ailleurs à réformer l'impitoyable sentence. Les révélations du rapport Girod (de l'Ain) succédant aux avertissements volontairement pessimistes de la presse officieuse, avaient fait croire à la bourgeoisie qu'elle venait de l'échapper belle. Pouvait-on douter du complot, en présence du formidable amas de citations et de preuves dont ce rapport était bourré ? (1) Pour rappeler quelques faits entre mille, n'avait-on pas entendu le rapporteur et le procureur général dénoncer la réimpression récente des œuvres de Couthon, de Marat, de Saint-Just et de Robespierre (2) ; la création de cours populaires sur l'histoire de la Révolution française, comme celui que l'« anarchiste » Laponneraye avait ouvert au numéro 12 de la rue Thévenot, en novembre 1831 (3) ; les noms menaçants donnés par la *Société des Droits de l'Homme* à quelques-unes de ses 163 sections (4) ; la lente infiltration des idées babouvistes dans

(1) Cf. Cour des Pairs, *Affaire du mois d'avril 1834*, Paris, Impr. royale, 1834-1836, 15 vol. in-4.

(2) Rapport Girod (de l'Ain), t. III, p. 98.

(3) id. t. II, p. 431.

(4) id. t. I, p. 75 sq.

les associations démocratiques ; la vénération suspecte dont elles entouraient Buonarroti et les survivants de 1793 ; l'alliance criminelle des républicains avec la plèbe de Paris et de Lyon en rupture de travail ? (1) Comment cette bourgeoisie, si prompt à s'alarmer, n'eût-elle pas voué sa reconnaissance à ceux dont la vigilance avait su écraser dans l'œuf la *conspiration rouge* qui, déjà, préparait en secret ses listes de proscrits ?

La colère des conservateurs remonta même des vivants jusqu'aux morts. Aux apologies de la Convention publiées ou prononcées par les *Amis du Peuple* et les *Droits de l'Homme*, ils opposèrent des diatribes violentes contre les hommes de la Montagne et en particulier contre Robespierre, idole de Buonarroti et de son groupe politique. Un exemple suffira à dépeindre l'état d'esprit qui inspirait ces ardent polémiques. Tandis qu'à la cour de Paris, M. Martin (du Nord) fulminait contre « une presse non pas opposante, ce » qui eût été dans son droit constitutionnel, mais hostile, » mais républicaine, et, dans le fond comme dans la forme, » prêchant les maximes de 1793 dans le style de cette sanglante époque », on mettait en vente à Lyon et dans la capitale une brochure anonyme, *Lyon et Paris en avril 1834* qui, dès les premières lignes, s'en prenait directement au grand coupable :

« Tant qu'un parti, qui s'est constamment montré l'ennemi du pouvoir sorti de la révolution de Juillet, s'est retranché derrière l'établissement d'une République nouvelle, République que cependant il ne formulait point pour mieux masquer ses projets, nous avons cru devoir nous taire... Mais puisque ce parti, qui se désigne aujourd'hui sous la dénomination de républicain, a jeté son masque, puisqu'il a fait connaître ses principes et ses patrons, puisqu'il invoque une Constitution mère des échafauds et l'homme qui les alimenta en cannibale, puisqu'enfin c'est Robespierre et sa constitution que ce parti a pris pour bannière, nous allons parler à notre tour... Examinons donc ce que voulait, ce qu'a fait Robespierre et nous verrons alors si les républicains ont tort de se plaindre de l'effroi qu'ils inspirent, des antipathies qu'ils rencontrent, et si le gouvernement ne fait pas qu'être juste et raisonnable en cherchant à garantir la société de leurs intrigues et de leur

(1) Rapport Girod (de l'Ain), t. I, p. 27, 42, et *passim*.

ardeur persévérante à propager leurs doctrines... Les républicains d'aujourd'hui, en voulant promener, comme Babeuf et Robespierre, le niveau sur toutes les conditions et toutes les fortunes.... ne voient donc pas qu'ils veulent nous ramener forcément à cette époque où l'on n'admettait qu'une foi publique qui n'était qu'une publique mauvaise foi, à cette époque... où celui qui s'était enrichi aux dépens de ses créanciers et de la patrie n'avait qu'à se faire jacobin pour être l'homme probe par excellence... »

Et le reste du volume s'attachait à démontrer « la singulière analogie qui existait entre les hommes d'aujourd'hui » et les hommes d'alors » (1).

Ebranlé par ces attaques et divisé contre lui-même par des querelles dont le scandale avait éclaté jusque dans les audiences de la cour des Pairs, le parti républicain perdit dans cette crise l'unité de vues et de tactique qui avait fait sa force. S'il put enregistrer quelques conquêtes parmi les âmes généreuses que la persécution attire invinciblement, — c'est alors que Lamennais devint démocrate et Pierre Leroux socialiste — il vit s'éloigner de lui celles qui tiennent rigueur à la défaite, et ce sont les plus nombreuses. Certains de ses membres, pour préparer les revanches de l'avenir, s'attachèrent à fixer sa doctrine et surtout à l'affranchir de toute solidarité avec le parti de l'émeute. De cet effort vers plus de précision et de sagesse, naquit en 1834 la *Revue républicaine* de Dupont, continuée plus tard par la *Revue du Progrès* de Louis Blanc, puis par le *Dictionnaire Politique* de Pagnerre et Duclerc. Obéissant à une impulsion contraire, les impatients résolurent de faire bande à part. Fatigués par quatre années de propagande sans action, de complots avortés, d'élans aussitôt réprimés qui attiraient la répression

(1) *Lyon et Paris en avril 1834*, p. 2, 6, 9 et 14. — Sur ce thème : la France menacée par les républicains d'un retour à 1793, la satire se donna carrière en même temps que l'invective. On en jugera par ce couplet du *Canard raisonnable et bavard*, cité par M. G. Weill (*op. cit.*, p. 137) :

Que Dieu bientôt exauce ma prière,
Et je promets de n'être pas ingrat.
Le peuple alors bénira Robespierre,
La République aura plus d'un Marat.
Un peu de sang arrosera nos fêtes,
Avec plaisir j'y tremperai les mains.
Il est si doux de voir tomber des têtes !
Voilà pourquoi je suis républicain.

sans déterminer la victoire, ils demandèrent au babouvisme tout ce qu'il pouvait leur donner, — un programme social et une méthode d'application, — et ils s'organisèrent en sociétés secrètes, sous la conduite de militants bien décidés comme les Barbès ou les Blanqui, à payer de leur personne.

Désormais les deux mouvements vont suivre des voies de plus en plus divergentes. Postérieure de plusieurs années à leur scission, la doctrine icarienne se flattera un moment de les réunir en les absorbant, mais sans parvenir à fonder autre chose qu'un tiers-parti destiné à cheminer à égale distance des deux autres. Cette doctrine aura à sa base le communisme traditionnel, tel que le XIX^e siècle l'a reçu, systématisé et enrichi, du XVIII^e, et par là Cabet pourra espérer se concilier les partisans d'une refonte totale de l'ordre social. Mais pour rendre ce communisme acceptable à ses anciens amis, il répudiera le mystère dans sa préparation et la violence dans sa réalisation ; il recommandera la patience, le respect des idées établies et même des préjugés consacrés par le temps, la conquête préalable de l'opinion publique, le recours aux mesures de transition nécessaires. Par la vision enchanteresse de son Icarie, il gagnera l'adhésion des humbles ; il bercera leur misère en leur annonçant un monde où les corps s'épanouiront dans le bien-être et les cœurs dans la fraternité. Mais en même temps, il fera de sa cité idéale une république fondée sur le suffrage universel et dotée d'une constitution politique assez semblable à celle que les hommes de la *Réforme* vont bientôt réclamer pour la France. Dans son désir de ne pas perdre contact avec le gros du parti républicain, il ira même jusqu'à déclarer que la route qui conduit en Icarie a pour première étape l'extension du droit de suffrage à tous les citoyens (1).

(1) Tout en affirmant que sa doctrine est seule en mesure d'assurer le salut *total* de l'humanité, Cabet répètera sans se lasser qu'il est prêt à accepter toutes les réformes, d'où qu'elles viennent et si insuffisantes qu'elles soient. Citons un texte entre dix autres : « Nous sommes réformistes d'abord, et nous demandons la réforme politique, parlementaire, électorale, pour réaliser la réforme sociale. Nous voulons même auparavant la réforme morale.

» Nous voulons un régime transitoire qui sera la *démocratie* et qui réalisera progressivement la communauté ». (*Almanach Icarien*, 1845, p. 183).

CHAPITRE III

L'Exil

I. Le procès de mars 1834. Cabet préfère l'exil à la prison. Il se réfugie à Londres. — II. *L'Histoire populaire de la Révolution Française*. Les sources de l'ouvrage. L'attitude de Cabet en face des événements et des hommes. Son admiration pour Robespierre. — III. Cabet se proclame communiste ; l'étude de la Révolution française a consommé cette métamorphose depuis longtemps commencée ; Cabet interroge les penseurs de tous les siècles et leur réponse le confirme dans sa foi nouvelle. — IV. Jugement de Cabet sur Babeuf et la Conspiration des Égaux. Raisons qui expliquent ce jugement. Le néo-babouvisme fait échec au communisme de Cabet. Cabet décide de fonder une nouvelle école communiste.

I

Tandis que le babouvisme recrutait ses champions les plus décidés parmi ces étranges prisonniers de Sainte-Pélagie que nous décrit Chateaubriand, « jeunes et ardents révolutionnaires à moustaches, à barbes, aux cheveux longs, aux » bonnets teutons ou grecs, au visage pâle, aux regards » âpres, à l'aspect menaçant » (1), Cabet, depuis plusieurs mois déjà, avait dû prendre le chemin de l'exil, frappé en éclaireur qui tombe avant que l'action décisive soit engagée. Le succès du *Populaire* le désignait comme « un des hommes politiques qui gênaient le plus le gouvernement ». On ne lui pardonnait pas, en haut lieu, d'avoir stigmatisé à la tribune de la Chambre le mot tristement fameux de Sebastiani : *L'ordre règne à Varsovie*, d'avoir interpellé sur les meurtres

(1) Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, t. VI, p. 309.

de la place de la Bourse, comme il l'avait fait jadis pour ceux du pont d'Arcole, et de s'être mis à la tête des démocrates qui menaient campagne contre la ceinture de *bastilles* dont on voulait étouffer Paris. A partir du 1^{er} janvier 1834, le cercle de ses ennemis s'épaissit et se resserre. Puis c'est la calomnie qui arrive à son heure pour préparer les voies à l'action judiciaire. « Quoiqu'il soit connu pour l'homme le plus » tempérant et même pour ne boire que de l'eau, à cause de » ses mauvais yeux, on emploie d'incroyables ruses pour le » flétrir comme un ivrogne qu'on ramasse tous les jours » dans la rue ; et le *Figaro*, vendu au ministère, fait sans » cesse des jeux de mots sur son ivrognerie, pendant qu'un » poète populaire qui vient de se vendre le signale comme un » homme de sang » (1). Cabet rend d'abord les coups avec usure, mais il finit par succomber dans ce combat inégal. « Deux articles du *Populaire*, l'un intitulé la *République est* » dans la *Chambre*, l'autre en faveur des Polonais trans- » portés de Prusse en Amérique et jetés au Havre par la » tempête », fournissent au pouvoir le prétexte longtemps cherché.

Une phrase de ce dernier article est jugée particulièrement subversive : le journaliste n'a-t-il pas osé écrire que « le gouvernement fusillerait et mitraillerait s'il se trouvait encore dans la nécessité de le faire pour se sauver » ? Le ministre de la justice se hâte de solliciter de la Chambre l'autorisation de poursuivre. Mais déjà Cabet est à la tribune. Dans le feu de l'improvisation, il accuse son adversaire d'avoir en 1814 « brûlé le drapeau tricolore ». Le ministre, M. d'Argout, bondit sous l'outrage et provoque en duel son insulteur « au milieu d'une rumeur énorme ». Que faire en cette conjoncture difficile ? Cabet, qui tant de fois a recommandé aux autres la patience, sait aussi, quand il le faut, se l'imposer à lui-même... S'il s'interroge longuement d'abord et s'il refuse de se battre ensuite, c'est que de graves intérêts en ordonnent ainsi. Écoutons le récit de cette délibération émouvante : « Si ma mort avait pu devenir l'occasion du » triomphe de la cause populaire, j'aurais exigé le combat à » bout portant, à un pistolet chargé sur deux, et j'aurais

(1) *Biographie du Populaire*, p. 11.

» volontiers donné ma vie à condition que je me serais battu
 » pour le drapeau tricolore contre le drapeau blanc. Mais le
 » ministre tué, à quoi servirait sa chute ? Moi succombant, il
 » pouvait y avoir quelque émeute, c'est-à-dire un malheur
 » sans aucune chance d'un bien décisif. Je laissai donc les
 » témoins arranger l'affaire » (1). Désormais ce précédent
 déterminera la conduite de Cabet en pareille circonstance.
 C'est vainement, par exemple, qu'en juin 1841, un rédacteur du
National lui proposera d'aller sur le pré, avec une insistance
 où il entrera plus de malice que de vrai courage. Cabet
 déclinera l'invitation en exposant publiquement les raisons
 de son attitude (2).

Le duel écarté, restait la demande de poursuite en cour
 d'assises qui mettait le directeur du *Populaire*, en sa qualité
 de député, à la merci de la majorité gouvernementale. « Livré
 par elle au ministère », Cabet comparut devant le jury de la
 Seine en mars 1834. L'affluence d'amis qui, deux ans aupa-
 ravant, l'avait assisté dans une épreuve semblable, se re-
 trouva, accrue encore, au jour de l'audience. « Soixante
 députés démocrates vinrent lui serrer la main au banc d'in-
 famie ». Malgré les efforts de Garnier-Pagès et de Marie,
 « ses défenseurs et ses amis », l'accusé, acquitté pour le pre-
 mier délit, mais déclaré coupable pour le second, s'entendit
 infliger deux ans de prison et quatre ans d'interdiction po-
 litique (3). « Le lendemain, les vastes salles et la cour du
 » *Populaire* (alors rue Neuve-Saint-Augustin) se remplirent
 » d'étudiants, de jeunes gens et d'ouvriers qui vinrent lui
 » témoigner leur sympathie ; des députations et des adres-
 » ses, dont plusieurs lui furent envoyées dans l'exil, lui
 » exprimèrent les mêmes sentiments. Une médaille fut frap-
 » pée en son honneur sous la direction de d'Argenson » (4).

Un article de la loi sur la presse autorisait la commutation,
 au gré de l'intéressé, des deux années d'emprisonnement en
 cinq années d'exil. Était-il opportun pour le condamné,

(1) *Le National* traduit devant le tribunal de l'opinion publique, p. 69 et 70.

(2) *Procès de M. Cabet contre le National au sujet des bastilles et duel proposé*, Paris, juin 1841 ; *Douze lettres d'un communiste à un réformiste*, 5^{me} lettre : *Folie du Duel*, 27 juin 1841, p. 33 sq.

(3) *Toute la Vérité au Peuple*, p. 88.

(4) *Biographie du Populaire*, p. 12.

était-il profitable pour la cause populaire de réclamer le bénéfice de cette disposition légale ? Cette question fit l'objet d'une réunion des notables du parti, convoquée le lendemain de l'arrêt chez le général Thiard. Après s'être prononcés pour l'affirmative, les amis du condamné s'employèrent à triompher de ses hésitations. « J'aurais préféré cent fois, nous dit celui-ci, faire ces deux ans de prison, parce que la prison ne serait rien pour moi avec mes goûts pour la retraite, pour la solitude et le travail » (1). On parvint cependant à convertir Cabet au sentiment général, grâce à une argumentation qu'il est permis de trouver plus ingénieuse que solide. — Votre départ pour l'exil, lui assura-t-on, peut avoir pour conséquence indirecte le salut de vos compagnons de lutte, Lafayette, Arago, Carrel, Cavaignac, Guinard, Raspail et les autres. Leur arrestation suivra probablement la vôtre. Si vous demeurez, le gouvernement se dira sans doute qu'il ne tient qu'à lui, en vous faisant tous périr d'un seul coup, d'écraser une opposition dont toute la force réside dans la valeur de ses chefs. « Mais de pareilles » idées ne viennent dans les têtes que quand on peut se débarrasser de tous ses ennemis à la fois : dans ces tempêtes » les absents sauvent les présents ». Eloignez-vous donc pour enlever à un pouvoir aux abois jusqu'à la tentation de concevoir un pareil crime (2).

A cette première raison, les intimes de Cabet jugèrent bon d'en ajouter une autre dont la simplicité plaît davantage : « Mes amis pensent encore, écrivait-il dans le *Populaire* du » 13 mars 1834, qu'une police qui embrigade des assom- » meurs et fait assassiner les passants est capable de tout » envers ceux qu'elle regarde comme de redoutables enne- » mis, surtout dans certains moments de frayeur et de péril, » et que l'on ne doit braver le danger que lorsque cela peut » avoir un résultat favorable aux intérêts du pays. Mes amis » me pressent de partir. Ils m'en font même un devoir de » patriotisme. Je cède ; je pars ». Il partit en effet, se résignant d'autant plus aisément à la douce violence qui lui était faite, s'il faut en croire son perspicace adversaire Dézamy.

(1) *Le National* traduit devant le tribunal de l'opinion publique, p. 71.

(2) *Toute la Vérité au Peuple*, p. 88 et 89. — *Biographie du Populaire*, p. 13.

que les hôtes du général Thiard lui votèrent le même soir une pension annuelle de 4.000 francs pour toute la durée de son exil. (1)

Cabet ota pour la Belgique, refuge traditionnel des proscrits. Il y arrivait à peine qu'un article de la *Gazette de Francfort* l'avertissait des épreuves qui l'y attendaient : « Avec M. Cabet, disait « l'organe de la haute police européenne », la République vient s'établir à Bruxelles et elle » s' imagine qu'on va la laisser tranquille !... » L'exécution suivit de près la menace : quelques jours plus tard, une décision du conseil des ministres de Léopold, gendre et allié de Louis-Philippe, le sommait de quitter le pays dans les vingt-quatre heures (2).

Il trouva en Angleterre, dès les premiers jours de mai 1834, le calme et l'oubli que lui refusait le continent. Pendant cinq ans, « Londres ne fut pour lui qu'une vaste prison ». Les mois qui suivirent son arrivée dans l'immense ville, plus déserte qu'un Sahara pour le nostalgique exilé, lui parurent durer des siècles. En même temps qu'il apprenait la maladie de M^{me} Cabet, « atteinte d'une fièvre cérébrale causée par le » départ de son mari et par la fausse nouvelle de son arrestation en Belgique » (3), il tombait lui-même dans une sorte

(1) En annonçant à Cabet, « assis à côté de lui », cette décision gênée, d'Argenson, qui présidait sans doute, lui adressa quelques paroles de sympathie. « D'Argenson, si vénéré par le vénérable Buonarroti et par Teste, et qui m'honora toujours d'une amitié particulière, m'assura que mon éloignement n'altérerait en rien l'amitié de mes collègues ». — Écoutez maintenant l'autre son de cloche : « Qu'est-ce qui nous prouve un dévouement aussi complet que vous affectez de nous le ressasser ? reprend aigrement Dézamy, commentant l'événement. Ne pourrait-on pas penser que vous y trouviez (à l'exil) les compensations suivantes : 1° éviter la prison ; 2° travailler à vos ouvrages et pour votre profit, de même et plus tranquillement peut-être que vous n'auriez pu le faire en France ; 3° la pension qui vous fut accordée à ce sujet par le comité Lafayette, Laffitte, etc. ? Combien d'écrivains égoïstes se dévoueraient aux mêmes conditions ! » (*Toute la Vérité au Peuple*, p. 88 ; Dézamy, *Calomnies et politique de M. Cabet*, p. 32). — Cette pension, qui épargna à Cabet la dure nécessité de gagner son pain, celui de sa femme et celui de sa fille, semble bien n'avoir pas été payée très régulièrement. Elle tomba à 3.000 francs pendant la dernière année de son séjour à Londres, et nous tenons d'un de ses confidents intimes que plusieurs fois, pour échapper à la misère, il dut recourir aux bons offices de son frère Louis.

(2) *Le National* traduit devant le tribunal de l'opinion publique, p. 72.

(3) *Le National* traduit devant le tribunal de l'opinion publique, p. 71. — Née à Dijon comme son mari et comme lui d'origine plébéienne, Delphine Lesage avait déjà donné le jour à une fille, Céline,

d'accablement qui put faire craindre un moment pour sa vie. Audry de Puyraveau, qui vint le visiter, rapporta à son retour « qu'il périssait de chagrin et d'ennui, ce qui décida sa femme et sa fille à tout braver pour le rejoindre ». Grâce à leur dévouement, les douceurs du foyer remplacèrent tant bien que mal la patrie absente, les amis lointains, les émotions de la vie publique. Celles-ci d'ailleurs ne lui demeurèrent pas complètement interdites. S'il dut se faire remplacer par Garnier-Pagès à la direction du *Populaire* (1), il ne manqua pas d'adresser toutes les semaines un article au journal qu'il avait fondé. En février 1835, une brochure qui flétrissait la politique du ministère Guizot et la cruelle opération de police de la rue Transnonain parut à Paris, signée de son nom, sous ce titre : *La Justice d'Avril*. Contre l'aggravation de l'article 291 et l'impitoyable système des lois de septembre qui prétendait « dompter l'opposition républicaine par le carcan et le bâillon », sa protestation ne fut pas moins véhémente (2). Peu à peu les proscrits réfugiés à Londres s'habituèrent à venir chercher auprès de lui des encouragements et des conseils, tandis qu'il puisait lui-même quelque réconfort dans la compagnie de Guinard, de Marrast, de Cavaignac et des évadés de Sainte-Pélagie. Il reçut même des visites qui, sur le moment, n'émurent guère que son amour-propre, mais auxquelles les événements se chargèrent par la suite de donner une signification étrangement ironique (3). Des prétendants, tout heureux de rencontrer en lui un de ces républicains qu'il s'agissait d'utiliser contre le monarque régnant, quitte à les trahir ensuite, vinrent lui présenter leurs hommages : ils se nommaient Lucien et Joseph Bonaparte. Un troisième, qui n'était autre que Louis Bonaparte, lui envoya ses aides de camp, les colonels Vaudrey et Montaiban, avec mission « de le gagner en lui prodiguant les espérances et les promesses » (4). Mais ces diversions d'une

lorsqu'elle vint rejoindre à Londres Etienne Cabet qui, peu après, régularisa par le mariage la situation de la mère et de l'enfant. Sur Madame Cabet et sur son rôle très effacé dans l'œuvre du fondateur d'Icarie, cf. notre *Histoire de la Communauté Icarienne*, p. 195 et 196, note.

(1) *Toute la Vérité au Peuple*, p. 82.

(2) Cf. *La Justice d'Avril*, Paris, 1^{er} fév. 1835 ; *Lettre à Louis-Philippe*, Paris, 1835.

(3) Cf. notre *Histoire de la Communauté Icarienne*, p. 72 et 194.

(4) *Biographie du Populaire*, p. 13.

heure ne détournèrent pas Cabet du grand dessein qui l'avait conduit à accepter l'exil avec philosophie : celui de donner à ses compatriotes l'histoire vraiment populaire qu'ils attendaient encore.

II

Suivant une tradition renouvelée des Latins, on se plaisait alors à voir dans l'histoire l'école et aussi le refuge des hommes d'état momentanément sans emploi. Le succès jadis obtenu par sa *Révolution de 1830* autorisait Cabet à croire qu'il réussirait dans cette entreprise, la seule digne à ses yeux d'occuper les cinq années de loisir obligatoire qui s'ouvraient devant lui. Pour compléter ses connaissances et se préparer à de plus difficiles travaux, il composa d'abord un *Résumé de l'Histoire universelle* qui n'a jamais paru, sans doute parce que le temps lui a manqué pour en achever la rédaction. La *Nouvelle Revue Icarienne*, publiée au lendemain de sa mort par ses disciples de Saint-Louis, en a donné, sous forme de feuilleton, quelques fragments d'ailleurs dépourvus d'intérêt. Un *Abrégé de l'Histoire d'Angleterre*, qui date de la même époque, ne semble pas non plus avoir mérité les honneurs de l'impression (1). Enfin, un *Précis de l'Histoire des Français*, rédigé avec plus de soin, a pris place en tête de l'*Histoire populaire de la Révolution française*.

C'est ce dernier ouvrage, en somme, qui demeure le seul titre sérieux de Cabet au nom envié d'historien. Est-ce à dire que ce titre lui-même ne puisse pas être contesté ? La *Biographie du Populaire* prétend que les quatre tomes de cette volumineuse *Histoire de la Révolution* sont « le fruit d'un immense travail », que l'auteur leur a « courageusement consacré dix-huit heures par jour », qu'il a employé en laborieuses recherches au British Museum et dans les bibliothèques de Londres le temps que « d'autres, dans la

(1) Les manuscrits de ces deux ouvrages inédits ont été donnés à la Bibliothèque Nationale par M. F. Bonnaud qui a essayé, mais sans succès, de leur trouver un éditeur.

» même position, dépensaient pour leurs affaires ou pour » leurs plaisirs » (1). Il n'en est pas moins vrai que l'œuvre sortie de ce patient effort est loin d'être originale. Jusque dans la conception première, il semble que Cabet ait voulu obéir à une mode du moment. S'il n'accorde que 144 pages hâtives aux dix-huit siècles d'événements qui ont précédé la date fameuse du 5 mai 1789 (2), c'est que la Révolution obsède les esprits auxquels il se propose de plaire et que sa masse énorme leur ferme toute perspective sur le passé. Peut-on dire du moins de cette œuvre qu'elle a révélé à des travailleurs plus favorisés des documents inédits, des sources nouvelles d'information ? Pas davantage. S'il est juste de se souvenir, pour ne pas la soumettre à des comparaisons dont quelques-unes peuvent être redoutables, qu'elle a précédé d'une dizaine d'années celles de Michelet, de Lamartine, de Louis Blanc, d'Esquiros, il ne faut pas en conclure que l'auteur est allé à la découverte à travers les terres vierges de l'histoire. Tandis que Cabet travaille, il a sur sa table l'ouvrage de Mignet, et peut-être aussi, bien qu'il n'en dise rien, l'*Histoire de la Convention* de Léonard Gallois, ou encore la série des notices écrites par Hauréau à la gloire des Montagnards, et réunies en volume après leur apparition dans la *Tribune* de 1831 et 1832. Cavaignac qui, dans une suite d'études intitulées *Fastes républicains et monuments révolutionnaires* a célébré l'œuvre de la Convention est proscrit comme lui et, comme lui, habite Londres : n'est-il pas permis de supposer qu'il communique à son compagnon d'exil les bonnes pages de ses articles avant de les envoyer à la *Revue Républicaine* ?

Mais tenons-nous en aux aveux de Cabet lui-même : pour composer son histoire, il interroge les *Fastes de la Révolution française* d'Armand Marrast et Dupont, en cours de publication ; il met à profit, page après page, la *Révolution française* de Thiers ; il puise enfin la plupart des textes qu'il reproduit dans les quarante volumes de l'*Histoire parlementaire de la Révolution* de Buchez et Roux, dont l'appar-

(1) *Biographie du Populaire*, p. 14.

(2) L'*Histoire abrégée des Français* qui occupe les 144 premières pages du grand ouvrage de Buchez et Roux sur la Révolution a pu inspirer à Cabet l'idée de ce résumé préliminaire.

rition régulière précède de quelques mois la marche de son propre récit (1). En réalité, sa seule originalité consiste à choisir les citations qu'il juge utiles à son dessein et à les relier par un commentaire destiné à rendre sensible au peuple « les leçons instructives qui font de la Révolution française » le cours pratique le plus complet de politique et de philosophie (2). On devine ce que peut donner un procédé de composition aussi défectueux, surtout lorsqu'il est appliqué par un écrivain aussi médiocre que Cabet (3). Les chapitres de l'ouvrage se disloquent en fragments juxtaposés ; le commentaire se surajoute au document sans faire corps avec lui ; l'auteur semble interrompre à tout moment un récit emprunté pour épancher à grand renfort d'exclamations les réflexions que lui arrache le spectacle des événements.

Avec Buchez et Roux, il est rare qu'il soit en désaccord. Ce qui lui plaît dans l'*Histoire parlementaire*, c'est qu'elle est une apologie des idées de la Montagne. Ancien disciple de Saint-Simon, Buchez admire l'œuvre sociale de la Convention, en dépit de ses erreurs et de ses excès, parce qu'il y voit une première tentative pour appliquer à toute une nation les principes d'égalité absolue et de fraternité parfaite qui sont au fond de l'Évangile. Frappé des magnifiques titres de noblesse que le communisme peut trouver dans le christianisme, Cabet reprendra, en l'accommodant à ses besoins, la thèse de Buchez. En revanche, il est loin de s'entendre avec Thiers. Il reconnaît à son *Histoire de la Révolution* un grand mérite littéraire. « Elle fut même, si l'on » considère l'époque de sa publication, un véritable service » rendu au pays ». Mais « c'est la *Révolution bourgeoise* » que l'auteur y défend ; il la défend contre les innovations » de la Démocratie, tout autant que contre les usurpations » de l'Aristocratie ; l'historien s'y montre artiste et littéraire bien plus que moraliste et philosophe ; et le talent de » l'écrivain, l'illusion que produit une apparence d'esprit

(1) Buchez et Roux-Lavergne, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, Paris, 1833-1838, 40 vol. in-8°.

(2) *Histoire populaire de la Révolution française*, t. I, préface, p. V.

(3) « Il (Cabet) écrivit ou plutôt il rédigea (car écrire, pour lui, c'est rédiger : il ne connut jamais ce qu'on appelle le style,) il rédigea son *Histoire de la Révolution* à un point de vue tout démocratique... » (P. Leroux, *La grève de Samarez*, t. I, p. 366).

» révolutionnaire, l'immense réputation dont jouit cette histoire ne rendent que plus dangereuses les erreurs qu'elle renferme dans l'appréciation des faits et des hommes » (1). Aussi, c'est à relever ces « erreurs d'appréciation » que Cabet consacrera une notable partie de son commentaire. Dans les tomes III et IV, la réfutation devient même si indiscreète et le polémiste a si bien pris le pas sur l'historien, que l'œuvre défigurée ne peut plus trouver de nom qui lui convienne dans le répertoire des genres littéraires.

L'*Histoire de la Révolution* serait intéressante si Cabet s'en était tenu à son dessein primitif. Il déclare dans la préface que son œuvre « sera tout à la fois *démocratique* » dans son esprit et *populaire* dans sa destination et dans son but. » Et il ajoute :

« Par *Démocratie*, je n'entends pas la domination oppressive de la classe la plus laborieuse et la plus pauvre sur les classes les plus riches ; mais j'entends la puissance du Peuple entier s'exerçant dans l'intérêt de tous ; j'entends le principe de fraternité et d'égalité, sans exclusion ni oppression de personne ; j'entends l'amélioration matérielle, intellectuelle et morale des classes les moins heureuses ; j'entends leur amélioration progressive, continuelle, incessante, sans autre borne que celle du possible, en élevant les uns plutôt qu'en abaissant les autres, en donnant l'aisance au pauvre sans appauvrir le riche. En un mot, j'entends le système social et politique le plus favorable à la dignité et au perfectionnement de l'homme, à l'ordre public, au respect des lois et au bonheur de tous les citoyens, en lui donnant pour fondement l'éducation et le travail. »

Sans doute il sera sévère pour l'aristocratie parce que « ses fautes lui paraissent moins excusables que celles du peuple, » mais, en fils intellectuel du XVIII^e siècle, il se rappellera que les méchants sont en réalité des victimes et que si la société est mal faite, « ce sont les institutions plus que les hommes qu'il faut en accuser. » Au surplus, sa sympathie pour le peuple ne ressemblera en rien à de l'aveuglement ou de la faiblesse. Il l'aime trop sincèrement « pour le flatter et le tromper. » Pour tout résumer d'un mot, il sera véridique. « Sans haine et sans crainte, sans autre passion

(1) *Histoire populaire de la Révolution française*, t. I, préface, p. VI.

» que celle de la justice et de l'humanité, sans autre ambition que celle d'être utile. je dirai hardiment la vérité, » quelle qu'elle soit, sur les faits, sur les personnages et sur » les partis... » (1)

Qui n'applaudirait à ce programme développé avec tant de sagesse et de fermeté ? Aussi longtemps qu'il le peut, c'est-à-dire aussi longtemps que son sujet le laisse en présence des Constituants, l'auteur s'efforce d'y demeurer fidèle. S'il plaide la cause du peuple avec une ardeur qui peut faire douter de son impartialité, s'il s'excuse comme d'une audace d'être obligé de lui donner quelquefois tort (2), s'il juge les événements de 1789 avec les préventions d'un démocrate de 1835 (3), surtout s'il manque gravement, et dès la première page, au minimum d'objectivité exigible de tout historien, (qui dira le nombre des encouragements et des regrets, des blâmes et des *satisfecit* tombés de sa plume au cours de ces deux mille pages ?), il a du moins le souci de tenir la balance égale entre les principaux acteurs du drame. A divers signes cependant, il apparaît déjà que cette modération relative commence à lui peser. Dézamy, nous l'avons vu, l'a accusé d'avoir « traîné sur la claie », dans l'ouvrage que nous analysons, ce même Lafayette qu'il vénérât avant l'exil. L'expression du « pamphlétaire » dépasse assurément la mesure, mais ce n'est pas sans raison qu'il se déclare scandalisé. Comment ne pas s'étonner avec lui que Cabet ait mis si longtemps à percer à jour ce qu'il nomme « la duplicité de l'ancien commandant des gardes nationales » ? Oh ! ce n'est pas qu'il s'en prenne d'emblée à celui qui fut son protecteur ! Les transitions sont habilement ménagées. Ce sont d'abord de timides réserves mêlées aux éloges, puis ceux-ci pâlisent et s'estompent, tandis que la critique devient plus acerbe. Un an ne s'est pas écoulé depuis la prise de la Bastille que déjà Lafayette, en dépit des qualités de politesse, de générosité et de bravoure dont on le gratifie encore, est

(1) *Histoire populaire de la Révolution française*, t. I. Préface, p. VII et VIII.

(2) *Id.*, t. I, p. 290.

(3) Par exemple lorsqu'il reproche à la majorité de l'Assemblée Constituante d'avoir voté un cens électoral et un cens d'éligibilité, il est visible qu'il s'adresse à ses adversaires du parti orléaniste, hostiles au suffrage universel ; cf. *Hist. de la Révol.* t. I, p. 338 sq.

convaincu de « sacrifier toujours la vérité à la flatterie et le » peuple à la royauté, donnant l'exemple officiel d'un déplorable système de mensonge, qui, si le peuple l'applique dans toutes ses conséquences, abîmerait bientôt la société dans un chaos d'hypocrisie, de déloyauté, de perfidie, de parjure et de trahison » (1).

Quelques pages plus loin le portrait est repris, mais pour être plus fines, les touches n'en sont pas plus flattées. C'est une vanité de parvenu qui attache Lafayette à la cour et à la royauté. « Par une déplorable fatalité, il porte jusqu'à l'excès ce qu'il croit être de la délicatesse et de la vertu » politique : pour n'être pas partial contre les ennemis de la Révolution, il sera partial contre ses amis ; pour être constant dans son amour de la légalité, il commettra des illégalités, en protégeant les ennemis des lois contre leurs défenseurs ; pour être fidèle à la constitution, il protégera ceux qui ne travaillent qu'à la renverser sans la combattre d'abord ouvertement... Nous le verrons même, et nous en gémissons d'avance, commettre plus d'une illégalité et tenter d'écraser le peuple, toujours en invoquant les lois et l'ordre public ! » (2)

Entre les violents comme Marat et le parti de la conciliation auquel appartient Lafayette, les préférences de l'historien, d'abord hésitantes, ne tardent pas à se porter franchement vers les premiers. Sans doute, il est bien obligé de reconnaître que l'*Ami du peuple* donne parfois à ses lecteurs des conseils inquiétants, témoin ceux qu'il adresse aux vainqueurs de la Bastille à qui la Constituante chicane quelques maigres subsides : « Si l'on vous refuse de vous accorder » de prompts secours, rassemblez-vous en force, joignez-vous » à l'armée ; le moment est venu où elle peut entendre ce » langage ; partagez-vous les terres et les richesses des » scélérats qui ont enfoui leur or pour vous réduire par la » faim à rentrer sous le joug... » (3). Cabet, qui a toujours réprouvé le communisme des *partageux*, « applaudit au sentiment de justice et d'intérêt pour le peuple » dont s'inspire ce langage, mais il ne peut s'empêcher « d'y relever une

(1) *Histoire populaire de la Révolution française*, t. I, p. 473.

(2) *Id.*, t. I, p. 506.

(3) *Id.*, t. II, p. 104.

erreur dangereuse et funeste au peuple lui-même ». « Quel-
 » que grande que soit la détresse de celui-ci... rien n'est plus
 » contraire à la philosophie, au principe de fraternité et au
 » véritable intérêt des malheureux que de les exciter à dé-
 » pouiller entièrement une classe quelconque parmi les
 » riches et les heureux, car cette violence appelle la violence
 » sans établir l'ordre ; elle ne fait que changer les misérables
 » sans détruire la misère et déplacer le mal sans le guérir » (1).

S'il lui est difficile de discerner dans le tumulte des événements de quel côté siègent la justice et la raison, il n'aura pas de peine à retrouver une parfaite quiétude d'esprit : il lui suffira d'interroger son héros de prédilection, Maximilien Robespierre.

Sur ce personnage illustre, remis à la mode après 1830 par les polémiques des partis, les impressions de Cabet ont été longtemps indécises, comme il est naturel à un homme qui a fréquenté tour à tour et avec une égale sympathie l'entourage de Lafayette et celui de Buonarroti. Robespierre apparaît dès les premières pages de l'histoire de la Constituante, mais sans se détacher encore du groupe des protagonistes. Bientôt cependant il s'avance sur le devant de la scène et s'y campe en pleine lumière. Ses actes, ses écrits, ses discours prennent dans le récit de plus en plus de place. Quand la Législative succède à la Constituante, l'intérêt déserte l'assemblée que sa voix n'émeut plus, pour se transporter au club des Jacobins où « il règne sans partage ». Sa personnalité est trop puissante pour ne pas soulever autour de lui la jalousie et la haine. Brissot, Condorcet, Guadet l'attaquent à la tribune des Jacobins à la fin d'avril 1793. Il leur répond en offrant à sa patrie le sacrifice de sa vie et, comme c'est lui donner trop peu, il y ajoute celui de sa réputation. « Je vous » l'abandonne », dit-il à ses ennemis dans un élan que Cabet juge sublime. « je l'abandonne à tous les esprits faibles et » versatiles que l'imposture égare, à tous les méchants qui la » répandent. J'aurai l'orgueil encore de préférer à leurs » frivoles applaudissements le suffrage de ma conscience et » l'estime de tous les hommes vertueux et éclairés. Appuyé » sur elle et sur la vérité, j'attendrai le secours tardif du

(1) *Histoire populaire de la Révolution française*, t. II, p. 105.

» temps qui doit venger l'humanité trahie et les peuples opprimés ». Arrivé à cette page célèbre de la vie de son héros, Cabet éprouve le besoin de se recueillir et de professer sa foi, peut-être aussi d'abjurer à demi-mot ses erreurs. Écoutons ce nouveau Polyeucte attestant son Dieu :

« Pour nous, plus nous entendons de critiques et d'éloges sur Robespierre, plus nous l'étudions dans sa conduite, dans ses discours et dans ses écrits, plus nous sommes pénétrés d'un sentiment... Mais je m'arrête... je dépose ma plume... comment oserai-je avouer les sentiments qui débordent de mon âme ? Comment admirer un homme flétri, déshonoré, dont le nom fait horreur ? Je me tâte pour m'assurer si je rêve ou si je divague... J'interroge ma conscience pour savoir s'il est quelqu'un sur la terre qui aime plus que moi la justice, dont le cœur soit plus humain, qui recherche avec plus d'ardeur la vérité, l'impartiale vérité... Ah ! si Robespierre était, comme on l'a dit depuis quarante-six ans, un homme ignorant, sans talent, rempli de vices, vain, orgueilleux, entêté, jaloux, envieux, hypocrite, haineux, dévoré d'ambition, despote, tyran, lâche, méchant et cruel, personne ne le mépriserait et ne le détesterait davantage !... Et pourquoi ne l'aurais-je pas alors en mépris et en exécution ?... Mais ne sais-je pas que les Gracques, que Socrate, que Jésus-Christ ont été calomniés, conspués, condamnés, tués, couverts d'ignominie ? Ne sais-je pas que, fût-il la vertu même et la perfection, l'homme en qui le Peuple se personnifiait, l'homme qui défendait l'Égalité contre toutes les puissances de la terre, contre la Cour, contre toute la Noblesse, contre tout le Clergé, contre toute l'Aristocratie, contre toute la Bourgeoisie aristocrate, contre tous les privilégiés, contre tous les intrigants et tous les ambitieux, que cet homme, dis-je, ne pouvait manquer d'être calomnié ? Faut-il donc que l'historien, qui consacre ses veilles à examiner, à comparer, à méditer, se laisse guider par les préventions et les préjugés de ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas prendre la peine d'étudier ?.. Faut-il donc lâchement sacrifier sa conscience pour flatter et caresser ?... Il faudrait donc se mépriser soi-même... Non, non ! *Vitam impendere vero*, consacrer sa vie à la vérité !... Je reprends ma plume et j'écris : Sur mon honneur et ma conscience, voici mon opinion : Robespierre me paraît un philosophe infatigable au travail, profondément instruit, judicieux, d'une haute capacité, d'une étonnante perspicacité, unissant l'éloquence du cœur à l'éloquence de la tête, d'un imperturbable courage, rempli d'amour non seulement pour le peuple, mais pour l'humanité tout entière, dévouant son repos, sa vie et sa réputation pour le bonheur des générations futures, et qui marche à une mort inévitable en traçant, comme il le

dit lui-même, en traçant de son sang la route qui doit conduire sa Patrie à la Liberté » (1).

On pourrait croire qu'une déclaration aussi solennelle ne comporte pas de répétition parce qu'elle épuise d'un seul coup l'éloge. Mais l'admiration passionnée s'accommode fort bien des redites. Lorsqu'il s'agit de Robespierre ou de ses lieutenants, Cabet pousse l'art de louer et de renouveler la louange jusqu'à ses dernières limites. C'est que, voyant enfin clair en lui-même, il s'est reconnu de leur famille intellectuelle. Au cours de son travail, son esprit a subi une évolution dont il retrouve comme l'image dans la marche providentielle des événements qu'il a mission de retracer, et cette rencontre entre la réalité historique et le mouvement de sa propre pensée le transporte de joie. C'est un *démocrate* qui a écrit la préface de l'ouvrage et l'histoire de la Constituante ; c'est un *communiste étatiste* qui aborde l'histoire de la Convention.

III

Nous avons noté les influences lointaines qui ont préparé cette transformation. Se défendre contre les idées, c'est en éprouver la force ; c'est déjà, dans une certaine mesure, se laisser pénétrer par elles. L'exil a affranchi Cabet des mille servitudes qui ôtent à un personnage politique la possibilité de s'appartenir moralement ; il y a gagné deux biens précieux : le loisir de penser et la liberté de proclamer sans réticence sa pensée. D'autre part, les recherches exigées par la préparation de ses écrits historiques n'ont pas pu absorber les dix-huit heures de travail journalier qu'il déclare avoir fourni pendant cette période de sa vie : nous avons vu à quel point la documentation de son *Histoire de la Révolution* est courte et prochaine. Demandons à Cabet lui-même l'objet de ce labeur si opiniâtrement poursuivi :

« En étudiant l'histoire et en l'écrivant, j'étais frappé de voir partout et toujours tant de discordes civiles, tant de

(1) *Histoire populaire de la Révolution française*, t. II, p. 540.

révolutions, la société toujours si troublée, l'humanité toujours si malheureuse. J'en cherchai la cause afin de pouvoir trouver le remède...

» Si la vérité s'était trouvée dans l'excellence de l'aristocratie et du despotisme, j'aurais adopté avec ardeur le principe du despotisme et de l'aristocratie. Mais je restai convaincu que l'inégalité était la véritable cause originelle et primordiale de tous les vices et de tous les malheurs de toutes les sociétés depuis le commencement du monde ; que cette cause était essentielle et fatale, c'est-à-dire qu'elle produirait nécessairement, inévitablement, les mêmes vices et les mêmes malheurs tant qu'elle subsisterait, et jusqu'à la fin du monde, si on la laissait subsister toujours ; que par conséquent le remède était la suppression de cette inégalité et la reconstruction de la société sur la base de l'Egalité.

» Je restai donc démocrate et devins plus démocrate que jamais, c'est-à-dire que j'adoptai les principes de la Révolution française, une Déclaration des Droits, la souveraineté du peuple, la liberté, l'égalité, la fraternité et toutes leurs conséquences.

» Alors je voulus faire un travail que j'avais toujours projeté et que je n'avais jamais eu le temps de réaliser, emporté que j'étais par les affaires de chaque jour et de chaque heure ; je m'occupai de rédiger un *programme*, un plan d'organisation sociale et politique.

» Toutes les fois que, nous autres démocrates, nous attaquions le système de l'inégalité, ses partisans, sentant leur impuissance à repousser nos attaques, nous répondaient d'un ton triomphant : « Mais que mettez-vous à la place ? Où est votre programme, votre système, votre plan ? » Le peuple lui-même et la masse du Juste-Milieu qui désire sincèrement le bien général nous disaient également : « Qu'est-ce que c'est que ça, la Démocratie, la République ? Est-ce que ça vaut mieux pour nous que la monarchie ? Est-ce que ça nous donnera du travail et du pain ? Est-ce que ça paiera nos billets aux échéances de la quinzaine et du mois ? Est-ce que ça nous délivrera de nos soucis et de nos misères ? Est-ce que ça nous amènera l'aisance et l'ordre, la paix et le bonheur ? »

» Je pris donc la plume pour rédiger un *programme*, un *plan*, comme le mathématicien pour résoudre un problème. Je me supposai chargé d'organiser une grande société sur la base de l'égalité et j'écrivis mon *plan* pour voir si et comment on pourrait organiser l'égalité dans l'éducation, dans la nourriture, dans le vêtement, dans le logement, dans l'ameublement, dans le travail, dans les charges de tout genre et dans les jouissances de toute nature.

» Je vis bientôt que l'égalité exigeait une étendue de production agricole et manufacturière, une économie, un ordre,

une distribution intelligente et raisonnée, qui n'existent pas et qui ne peuvent pas exister aujourd'hui. Bientôt je fus conduit à l'éducation en commun, au travail en commun, à la nécessité de la concentration dans d'immenses ateliers et dans d'immenses magasins, à la multiplication illimitée des machines, à l'exploitation du territoire en commun, au partage des fruits et des produits, en un mot à la communauté.

» ...Et je vis avec surprise, avec joie, avec ravissement que, si une nation le voulait, elle pourrait facilement s'organiser en communauté en conservant aux heureux d'aujourd'hui tout leur bonheur, en les rendant même plus heureux et en procurant la même facilité à ceux que la misère accable aujourd'hui.

» Je vis ensuite avec un plaisir croissant que la transformation d'une vieille société en une communauté nouvelle était possible sans bouleversement, sans dépouiller les riches et en détruisant à l'instant la misère des pauvres.

» Je vis même toujours avec un transport plus vif, que, à cause des immenses progrès survenus dans l'industrie et les machines, la communauté était plus praticable aujourd'hui qu'à aucune époque antérieure, et chez une nation industrielle que chez un petit peuple sans industrie et sans puissance.

» Et tout ce travail, je voulus le faire sans livre, d'après mes propres méditations et mes propres inspirations. Mais après mon épreuve terminée, voulant faire une contre-épreuve, je consultai tous les philosophes anciens et modernes de tous les pays ; je parcourus leurs ouvrages (plus de mille volumes)... et je reconnus avec bonheur que presque tous adoptent l'Egalité, que beaucoup, et Jésus en tête, adoptent la Communauté, et que quelques-uns seulement préfèrent l'Inégalité, mais avec des raisons ou des objections qui, loin de me convaincre, ne firent que me confirmer dans ma première conviction. Je trouvai même un assez grand nombre d'ouvrages comme l'*Utopie* du chancelier d'Angleterre, Thomas Morus, qui contenaient une organisation de la communauté. J'étudiai aussi tous les autres systèmes connus, ceux d'Owen, de Saint-Simon, de Fourrier (*sic*), de Buchez et Roux, etc., et tous confirmèrent encore ma conviction en faveur de la communauté. Elle seule me parut pouvoir résoudre parfaitement les questions de travail, de salaire, etc... Personne n'a fait un pareil examen (y consacrant dix-huit et souvent vingt heures par jour dans le repos de l'exil), joint à trente-cinq années d'études antérieures et à quelque expérience des affaires politiques et sociales... » (1)

(1) *Comment je suis communiste et mon credo communiste*, Paris, 1845, p. 3-5.

De ce texte si riche en renseignements sur la genèse du communisme icarien, nous ne retiendrons pour l'instant que ce qui concerne l'*Histoire populaire de la Révolution*. Il nous apprend que Cabet s'est mis au travail sans idée préconçue ni esprit de système. Démocrate au point de départ, il est devenu « plus démocrate que jamais » en cours de route. D'abord il a adopté d'enthousiasme les principes de la Révolution française, puis, cédant à l'irrésistible logique des idées, il a entrepris, parallèlement à l'ouvrage commencé, la rédaction d'un « plan d'organisation sociale et politique » qui l'a conduit droit au communisme. Ce plan était déjà arrêté dans sa pensée et même écrit dans ses grandes lignes quand la marche de son récit historique l'a mis en face de la Convention.

Nous comprenons dès lors l'admiration grandissante de Cabet pour Robespierre. Certes, il a pu en puiser le principe dans les ouvrages dont il s'est servi et dont nous avons rappelé plus haut les titres, dans l'*Histoire Parlementaire* de Buchez et Roux par exemple, où elle éclate à chaque page, et jusque dans le livre de Buonarroti qui, dès 1828, exaltait la victime du 9 thermidor au détriment des Hébertistes, « enthousiastes de l'égalité », mais « mauvais pilotes dans les tempêtes qui en précèdent l'établissement », au détriment surtout de la « faction dantoniste », mélange de vanité, d'intrigue, d'audace, de fausseté, de vénalité et de corruption » (1). Il n'en reste pas moins que l'admiration violente de notre auteur pour Robespierre n'atteint son paroxysme qu'après sa conversion à la foi communiste. Lorsqu'il retrace l'œuvre de la Constituante, ce qui l'intéresse surtout, c'est la conquête de la souveraineté politique par le tiers-état, c'est l'effondrement de la royauté, de la noblesse, du clergé, ces colonnes de l'ancien régime. Si, dans sa sympathie pour le pauvre peuple, il proteste avec un de ses auteurs préférés, le gazetier Loustallot, contre la distinction des citoyens en *actifs* et en *passifs*, s'il signale la misère des travailleurs et leurs révoltes, s'il approuve les pétitions des ouvriers maçons, impris-

(1) Buonarroti, *Histoire de la Conspiration pour l'Egalité* (édit. Charavay, 1850), p. 27.

meurs ou charpentiers, à la municipalité de Paris (1), s'il demande, « au nom des droits que l'Homme a sur la Société », la fixation d'un minimum légal de salaire, « car la loi, qui est souveraine, peut disposer et dispose de tout », enfin, s'il s'élève avec indignation contre le décret du 14 juin 1791 qui, sur le rapport de Le Chapelier, interdit aux ouvriers, « comme contraires à la Déclaration des Droits, non seulement toutes conventions, mais même toutes délibérations » entre eux relativement à la fixation de leur salaire, de leur travail ou de leur repos » (2), c'est la philanthropie — une philanthropie d'inspiration déjà remarquablement « prolétarienne », — qui l'inspire. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'il n'accorde aucune attention à la discussion du 5 avril 1791 sur la liberté de tester, bien que Robespierre y soit intervenu pour déclarer que « les lois doivent toujours tendre à maintenir l'égalité, source de tous les biens », et que Tronchet y ait affirmé, en même temps que « le droit de tous les hommes à la terre et à ses dons », le caractère toujours révocable de la propriété « née de l'occupation ». De même, il passe sous silence les travaux du comité pour l'extinction de la mendicité qui établit en principe l'obligation pour l'Etat « de prévenir la misère, d'offrir du travail à ceux à qui il est » nécessaire pour vivre, de les y forcer s'ils refusent, enfin « d'assister sans travail ceux à qui l'âge ou les infirmités » ôtent tout moyen de s'y livrer ». Il ne semble pas, en un mot, qu'il ait nettement discerné la hardiesse novatrice de cette Constituante qui, après avoir dépossédé le clergé de ses richesses, aboli tous les privilèges, bouleversé l'assiette de la propriété par l'institution des biens nationaux et entre-tenu pendant plusieurs mois, à raison de un franc par jour, trente mille ouvriers, couronnait ces essais de socialisme d'Etat en applaudissant, le 19 juin 1791, la proposition de Robespierre demandant en faveur des électeurs, sur toute l'étendue du territoire, une indemnité propre à « dédommager la classe la plus nombreuse des sacrifices qu'elle est forcée de faire à la chose publique » (3).

(1) *Histoire populaire de la Révolution*, t. I. p. 322, 324 ; t. II, p. 227 sq. et 233 sq. — Cf. A. Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 99, note 3.

(2) *Histoire populaire de la Révolution*, t. II. p. 229.

(3) Sur l'œuvre sociale de la Constituante, cf. A. Espinas, *La Philosophie du XVIII^e siècle et la Révolution*, p. 121 à 140.

Avec la Convention, la doctrine sociale de la Révolution se précise et, si elle n'arrive pas toujours à se réaliser en mesures administratives ou en textes de lois, elle s'exprime du moins avec une énergie grandissante dans les clubs comme à l'assemblée. Il est vrai que pour des raisons d'opportunité devant lesquelles Robespierre lui-même a dû s'incliner, celle-ci est obligée d'accepter l'article rédigé par Condorcet : « L'homme est maître de disposer à son gré de ses » biens, de ses capitaux, de ses revenus et de son industrie », mais elle se console de cette modération nécessaire en écoutant les véhémentes philippiques de ses orateurs préférés. Pour les Hébertistes comme pour les Jacobins, pour Robespierre comme pour Chaumette, « l'opulence est une infamie », les riches « ont une âme de boue », et l'on ne saurait concevoir pour l'Etat une mission plus belle que celle de réparer, « au profit de l'innocence et de la pauvreté », les innombrables iniquités sociales tolérées par une Providence qui avait pourtant décrété l'égalité naturelle de tous les hommes.

Arrivé à cette partie de son histoire, Cabet s'attache passionnément à l'homme prédestiné qui porte sur ses frêles épaules tout le poids de la Révolution en travail. Si Robespierre fait expulser Anacharsis Cloots des Jacobins, le désignant ainsi à la proscription, s'il prononce, sous couleur de défendre Danton, le cauteleux discours qui perdra son ennemi, s'il accule à l'échafaud tous ceux qui barrent sa route, les Hébertistes après les Girondins et les amis de Danton après ceux d'Hébert, s'il fait voter l'odieuse loi du 22 prairial, la faute en est aux circonstances, au danger que font courir à la nation les brouillons incapables qui assiègent le pouvoir, à la nécessité d'établir enfin en face de l'Europe coalisée une dictature de salut public (1). C'est avec la générosité la plus chevaleresque qu'il s'est porté au secours de Danton, puis de Camille Desmoulins, et s'ils ont péri, c'est qu'il n'a pas pu les défendre contre eux-mêmes, Desmoulins contre « sa coupable étourderie » et Danton contre ses vices; c'est aussi qu'une heure est venue où il a dû choisir entre eux et la patrie (2). Tout ce que peut faire l'historien pour

(1) *Histoire populaire de la Révolution*, t. III, p. 561.

(2) *Id.*

id.

t. III, p. 541, 553, 571, 572.

ces vaincus, c'est de verser quelques larmes de pitié sur leurs tombes. Il est prêt à répéter à leur sujet ce qu'il a déjà dit des Girondins (1) :

« Regrettons qu'un grand défaut ou une grande erreur ait paralysé leurs talents et leurs vertus ; regrettons qu'ils aient eu l'ambition de gouverner une révolution sans en avoir la capacité ; plaignons leurs malheurs comme ceux qu'ils ont attirés sur leurs adversaires ; gémissons sur les imperfections de l'Humanité et sur le hasard qui n'a pas donné à cette époque des hommes plus parfaits ; mais plaignons-nous surtout (et c'est là que nous en reviendrons toujours), plaignons-nous de l'organisation sociale et de l'éducation, dont les vices sont la cause de presque tous les malheurs de l'Humanité ».

L'Humanité ! voilà bien, en réalité, la grande héroïne du drame, celle à laquelle Robespierre n'a pas craint de sacrifier les autres parce qu'il était prêt à s'immoler lui-même. Si la France, conduite par Robespierre, était parvenue à réaliser, même au prix de convulsions effroyables, cette égalité de biens qu'elle ne pouvait conquérir qu'en se constituant en grande communauté nationale, non seulement elle eût atteint après tant d'orages le port d'une félicité éternelle et parfaite, mais tout le genre humain eût pris possession, à sa suite, de l'Eden retrouvé. Pendant les dix premiers mois de son existence, que d'étapes la Convention n'a-t-elle pas franchies sur la route glorieuse qui menait au salut ! Jetant sur ce passé lumineux un regard d'ensemble avant d'aborder l'histoire attristante des temps qui ont suivi, Cabet résume en ces termes l'œuvre restée inachevée :

« Après tous les philosophes nous avons vu la Révolution mettre en discussion toutes les questions, tous les systèmes, toutes les doctrines, toutes les théories sociales et politiques, celles de Sparte, d'Athènes et de Rome comme celles d'Angleterre et des Etats-Unis d'Amérique. Nous avons vu Sieyès et la Constituante proclamer l'Egalité ; nous avons vu les Girondins eux-mêmes adopter la *presque égalité de fortune* et leur principal écrivain, Condorcet, non seulement demander l'*Egalité réelle*, mais profiter de la proscription pour rédiger son admirable *Tableau des Progrès de l'Es-*

(1) *Histoire populaire de la Révolution*, t. III, p. 458.

prit humain, dans lequel il signale l'Egalité absolue comme le but vers lequel marche l'Humanité depuis sa naissance. Nous avons vu la Commune de Paris, l'Assemblée électorale, Momoro, Tallien, parler de *loi agraire* et d'un nouveau règlement de la propriété... Nous avons vu l'abbé Fauchet, depuis évêque du Calvados et député girondin, prêcher, au milieu des nombreux membres du Cercle social, l'abolition de l'*esclavage de la faim* et l'adoption des principes de la communauté... Nous avons vu le riche baron et député Anacharsis Cloots demander la *République universelle* des germains ou des égaux... Nous avons vu Hébert et Chaumette demander l'égalité et la communauté absolue des biens, adoptée par une foule d'Hébertistes de bonne foi, ce qui détermine l'*Histoire parlementaire* à appeler Babeuf un *disciple d'Hébert et de Chaumette*... Nous avons vu le Comité de Salut public et la Convention, avant le 9 thermidor, marcher tous les jours à l'établissement de l'égalité de fortune et même à la communauté des biens, par l'établissement d'un immense domaine national composé des biens du clergé et de ceux de la noblesse émigrée et des conspirateurs contre-révolutionnaires, par le maximum, par l'impôt progressif, par l'emprunt forcé sur les riches, par les réquisitions en nature, par la construction d'immenses ateliers, par la concentration des travaux, par la mise de tout en commun et la distribution aux citoyens dans les villes assiégées, par l'extinction de la mendicité, par les secours à domicile, par la promesse de distribuer aux soldats un milliard de propriétés nationales, par la résolution de donner ou de vendre des parcelles de biens nationaux à tous les pauvres, par l'adoption du principe qu'il ne doit pas y avoir un citoyen non propriétaire... Nous avons vu Saint-Just n'admettre que le *partage des fruits*... Les Thermidoriens eux-mêmes perçoivent l'impôt en nature et nourrissent le peuple de Paris en lui faisant faire des distributions journalières pendant la disette » (1).

La page qu'on vient de lire eût certainement réjoui l'âme du vieux Buonarroti. Il eût reconnu en Cabet un de ces *esprits droits* dont il parle dans un passage qu'il faut citer ici parce qu'il dépeint admirablement le sentiment, fait d'enchantement et de déception tout à la fois, dont les communistes de son école n'ont pas pu se défendre en présence des splendides transformations amorcées par la Révolution, puis ruinées à l'heure même où il semblait que le but allait être atteint :

(1) *Histoire populaire de la Révolution*, t. IV, p. 338-339.

« La sagesse avec laquelle il (le gouvernement révolutionnaire) prépara un nouvel ordre dans la distribution des biens et des devoirs ne saurait échapper aux regards des esprits droits... Ils verront dans la confiscation des biens des contre-révolutionnaires condamnés, non une mesure fiscale mais le vaste plan d'un réformateur. Et quand, après avoir considéré le soin avec lequel on propagea les sentiments de fraternité et de bienfaisance... ils se souviendront qu'en s'emparant du commerce extérieur, la République avait coupé la racine de l'avidité la plus dévorante et tari la source la plus féconde des besoins factices ; quand ils considéreront que par les réquisitions, elle disposait de la plus grande partie des productions de l'agriculture et de l'industrie et que les subsistances et le commerce formaient déjà deux grandes branches de l'administration publique, ils seront forcés de s'écrier : *Encore un jour et le bonheur et la liberté de tous étaient assurés par les institutions qu'ils ne cessèrent de demander !* Mais le destin en avait autrement ordonné et la cause de l'égalité, qui n'avait jamais obtenu d'aussi grands succès, dut succomber encore une fois sous les efforts réunis de toutes les passions antisociales » (1).

A la responsabilité du destin invoquée par Buonarroti, Cabet en substitue une autre, beaucoup plus immédiate : celle de Robespierre lui-même. « Pas plus que Rousseau qui l'inspirait de sa philosophie et Jésus-Christ, mort comme lui pour le peuple », Robespierre n'était un *homme d'action*. Ses hésitations dans les journées qui ont précédé le 9 thermidor, son refus de recourir à l'insurrection malgré son frère, Saint-Just, Lebas et Couthon qui le pressent d'agir, ont amené sa perte et aussi celle de la grande cause qu'il n'avait pas le droit d'abandonner après l'avoir si magnifiquement servie. A-t-il compris, à cette heure suprême, que la communauté n'était pas encore praticable ? A-t-il obéi à un de ces soudains mouvements de prudence comme celui qui l'entraînait à déclarer dans son célèbre discours du 24 avril 1793 que « l'égalité des biens est une chimère », la loi agraire, un « fantôme créé par les fripons pour épouvanter les imbéciles », et qu'il s'agit bien plus « de rendre la pauvreté honorable que de proscrire l'opulence » ? (2) Obscur problème que Cabet n'ose pas résoudre à l'avantage de son

(1) *Histoire de la Conspiration pour l'Egalité*, p. 25-26.

(2) *Histoire populaire de la Révolution*, t. III, p. 467.

héros : « Absous par l'Histoire de ses rigueurs envers les » contre-révolutionnaires, c'est du mal qu'il a fait involontairement au peuple par sa modération qu'elle lui demandera compte. Ou plutôt elle gémissa de son imperfection » révolutionnaire, car c'est l'intention seule qui peut rendre » coupable et quel homme fut jamais plus dévoué au bonheur du peuple ? Comment faire un reproche à celui qui » meurt pour le Peuple et pour l'Humanité ? » (1).

IV

Rien ne montre mieux, dans l'idée de Cabet, la lourde faute commise par Robespierre que l'échec lamentable de la conspiration babouviste : si seulement les hommes d'Etat pouvaient apprendre par cet exemple qu'en politique les occasions perdues ne se retrouvent jamais ! Mais ce n'est pas là l'unique leçon que l'on puisse retirer du complot de l'an IV. Aussi Cabet lui consacre-t-il un des chapitres les plus étudiés de son histoire. Ses sentiments vis-à-vis de Babeuf et de ses associés sont complexes. Il rend justice à leur dévouement, à leur héroïsme ; il salue en eux des « martyrs de la Démocratie » (2). C'est que la grande ombre de Buonarroti, descendu la veille au tombeau, protège encore les condamnés de Vendôme et rend en leur faveur un témoignage contre lequel Cabet ne saurait protester sans impiété. Pourtant il n'est pas une ligne des trente-cinq pages qu'il consacre à l'équipée babouviste qui ne contienne, mêlée à l'éloge, une critique ou tout au moins une réserve. Les origines de Babeuf d'abord sont bien suspectes. Celui qui a fini par vouer à la cause de l'Egalité un amour si violent qu'il l'a compromise à tout jamais aux yeux des habiles et des sages, a commencé par être un thermidorien fanatique, un caudataire des Tallien et des Fouché, ces bêtes noires de Cabet et de tout bon démocrate. N'est-ce pas Babeuf qui, le premier, s'est avisé de flétrir les Jacobins du nom de *terroristes* ? N'a-t-il pas écrit, pour aider à la contre-révolution, une bro-

(1) *Histoire populaire de la Révolution*, t. IV, p. 124.

(2) *Id.* t. IV, p. 327.

chure intitulée *Du Système de dépopulation ou la Vie et les crimes de Carrier* ? (1) N'a-t-il pas soutenu contre les Jacobins l'électorat des fonctions publiques et la liberté de la presse, propositions antidémocratiques entre toutes, puisque seuls les riches ont le loisir d'aller voter et les moyens d'acheter les gazettes ? Babeuf n'a même pas le mérite de sa conversion à la bonne cause : sans Darthé, Félix Le Peletier et Buonarroti, sans Bodson surtout qu'il a connu dans la prison du Plessis et qui est devenu « pour ainsi dire son instituteur », jamais il ne se fût rallié au robespierrisme, jamais non plus il n'eût compris les vertus et les beautés de l'ordre communautaire (2).

Arrivons à la conspiration. Elle a échoué. Assurément un échec n'est pas une faute, et ce n'est pas Cabet que l'on surprendra jamais à crier à des coreligionnaires le cruel : *Vae Victis* ! Pourtant comment ne pas blâmer la présomption enfantine du chef dans la conduite du complot, ses imprudences, ses illusions, ses vantardises avant l'événement, comme aussi son incroyable lettre au Directoire après que la trahison de l'infâme Grisel a tout perdu ? Un apôtre digne de ce nom ne risque pas sur un coup de dé le sort d'une idée sublime. Trop hardie pour ne pas épouvanter la bourgeoisie républicaine, fidèle à la constitution de l'an III, trop modeste et trop ignorée pour enflammer le peuple (3), cette conspiration, vouée d'avance à l'insuccès, a discrédité pour longtemps la cause communiste ; venant après l'écrasement des émeutes de germinal et de prairial, elle a consommé la défaite de la révolution et préparé le 18 brumaire.

De cet examen des faits, acceptable malgré des inexactitudes qu'il serait facile de relever en s'aidant des historiens modernes (4), la figure de Babeuf sort disgraciée et amoin-

(1) *Histoire populaire de la Révolution*, t. IV, p. 301.

(2) *Id.*, p. 304.

(3) Sur l'indifférence de l'opinion à l'égard de Babeuf et de ses malheurs, cf. A. Aulard, *Hist. politique de la Révol. française*, p. 632.

(4) Cf. les *Etudes sur la Révolution française* de M. Aulard et, dans la *Philosophie sociale du XVIII^e siècle et la Révolution française* de M. A. Espinas, la deuxième partie de l'ouvrage, intitulée *Babeuf et le Babouvisme*.

drie. Comment expliquer dès lors la secrète jalousie que notre historien semble éprouver pour ce médiocre personnage et la considération qui perce jusque dans les reproches qu'il lui adresse ? Tout ce que nous avons écrit précédemment peut servir de réponse à cette question. Babeuf présente ce spectacle, qui n'est pas unique dans l'histoire, d'un homme dont l'existence réelle a été en quelque sorte posthume et dont l'influence a singulièrement dépassé la destinée. Entre 1835 et 1840, au moment où Cabet se propose de doter la France du plan de réorganisation sociale qui doit le couvrir de gloire, il est obligé, pour se faire place sur la scène politique, d'en écarter l'encombrante personnalité de son prédécesseur. Des transformations économiques, bien-faisantes pour quelques-uns et douloureuses pour le plus grand nombre, ont mis au premier plan des préoccupations le problème social. D'autre part, à la suite de la commotion produite par la chute des Bourbons, le courant révolutionnaire a reparu après une longue éclipse. De la fusion de ce mouvement de renaissance démocratique et du mouvement social résulte le néo-babouvisme. Les hommes de l'âge de Cabet, c'est-à-dire ceux dont la vie se partage entre les deux siècles, s'efforcent de résoudre le problème social qui s'impose à eux avec les solutions que leur suggère leur éducation révolutionnaire complétée par l'enseignement des survivants de la grande époque. Dernière convulsion du robespierreisme vaincu, le babouvisme a résumé en lui tout l'effort d'un siècle d'idéologie sociale, couronné par quatre années d'application fougueuse et désordonnée. Si les républicains modérés du règne de Louis-Philippe échappent à son influence, si certains démocrates aiment mieux remonter directement aux sources dont il procède (ainsi Cavaignac qui pense que le babouvisme, « grand dans son but », est « étroit » et « mutile l'homme et l'avenir »), si des hommes comme Buchez et Blanqui refusent de s'asservir à toutes ses formules, il règne en maître sur les esprits les plus ardents de la *Société des Droits de l'Homme*, il envahit les prisons d'avril, il inspire les journaux et les écrits de Laponneraye, de Dézamy, de Pillot, de Lahautière, de Choron, de Martin Bernard, il arme le bras d'Alibaud, de Darmès et de Quénisset, il prépare pour la bataille, et surtout pour la vic-

toire qui leur livrera toute une société à refaire, les militants des *Légions révolutionnaires*, des *Familles*, des *Phalanges démocratiques*, des *Saisons*, des *Travailleurs égalitaires* et de dix autres sociétés secrètes. Il trouve enfin son apothéose dans ces banquets communistes dont le plus connu est celui de Belleville « qui déploya aux applaudissements » répétés et plus qu'enthousiastes de 1200 assistants le glorieux drapeau de la Communauté sociale » (1). C'est l'esprit de Babeuf, c'est la doctrine des Montagnards qui revivent dans les toasts prononcés en ce jour mémorable. Nous pourrions citer ceux de Pillot, de Vellicus, de Duval, de Savary, mais il suffira, pour les résumer tous, de ces quelques phrases de l'horloger Simard :

« En 89, l'indignation populaire renversa sous les ruines de la Bastille quatorze siècles de monarchie et de privilèges. Mais hélas ! seuls en évidence, ce furent les bourgeois égoïstes qui prirent en main le char de l'Etat ; au lieu de réaliser l'égalité réelle, ils s'emparèrent des dépouilles des aristocrates vaincus. En vain 93 et le sublime Comité du Salut public parvinrent à déjouer les infâmes projets de toutes les factions ennemies du peuple et surtout les machinations perfides des lâches Girondins. La Constitution de l'an II avait laissé dans l'état une lèpre dévorante : *la propriété individuelle*. De là naquirent toutes les mauvaises passions qui causèrent notre ruine... Thermidor plongea dans le deuil tous les cœurs vraiment français ; Prairial et Vendémiaire consommèrent nos malheurs et, succombant enfin sous les calomnies du parti vainqueur, la régénération sociale fut ajournée pour cinquante ans. Citoyens, n'ayons désormais qu'une seule et même devise : A la Communauté égalitaire ! » (2)

On a reconnu dans les paroles de ce « musculeux 93 » la thèse même de Cabet, et c'est justement ce qui fâche celui-ci. Il n'a pas pu pardonner à Babeuf d'avoir inspiré à sa postérité intellectuelle des idées à ce point voisines de celles qu'il a lui-même soutenues dans son histoire, et il a vu dans cette rencontre comme une concurrence déloyale faite par ce mort aux vivants. Cabet a renoncé à se poser en inventeur de la communauté : nous en avons recueilli l'aveu dans le passage

(1) Bouton, *Profils révolutionnaires*, p. 151.

(2) *Id.* *id.* p. 152.

du *Credo communiste* où il reconnaît, après s'être attribué l'idée première de son système, qu'il en a trouvé la confirmation et aussi sans doute le développement chez les philosophes de tous les temps et de tous les pays. Seulement il n'entend pas que l'on accorde à Babeuf, disciple des maîtres qui ont été aussi les siens, un honneur auquel il ne prétend pas pour son compte :

« La doctrine de l'égalité réelle et de la communauté était donc pour ainsi dire celle de la Révolution, de la Démocratie, de Robespierre, de Saint-Just, de Bodson, de Buonarroti, avant d'être celle de Babeuf. C'était celle de Buonarroti plus que celle de Babeuf, car elle est développée dans l'ouvrage du premier beaucoup plus que dans quelques numéros du *Tribun du Peuple* et dans quelques actes rédigés par Babeuf et Buonarroti. Dans tous les cas, elle était celle de Lycurgue, de Platon et d'autres sans nombre, longtemps avant que Babeuf l'eût adoptée. Pourquoi donc la personnifier en Babeuf exclusivement ? Pourquoi invoquer un homme au lieu d'invoquer la doctrine elle-même en la séparant de tout individu ? Pourquoi, pour représenter une doctrine qu'on croit la plus belle et la plus parfaite, choisir un homme qui peut n'être pas parfait et dont la vie, attaquée par une partie des patriotes eux-mêmes, peut fournir au moins des prétextes aux attaques des adversaires de la communauté ? Pourquoi choisir un nom proscrit, dont les ennemis du peuple ont fait un épouvantail ? Transformer le communisme en babouvisme, n'est-ce pas donner dans un piège et augmenter comme à plaisir des difficultés déjà si grandes ? Ainsi, de même que nous avons pensé que c'était une faute d'invoquer le nom de Robespierre, de même que Bodson blâmait Babeuf d'invoquer le nom de ce martyr, de même nous pensons que ce serait une faute d'invoquer celui de Babeuf » (1).

Mais il est des courants qu'on ne remonte pas et Cabet le sait bien. C'est pourquoi, après quelques tentatives pour rallier à sa personne et à ses idées ceux des néo-babouvistes qu'il ne désespère pas de convaincre, il prendra la résolution de se renfermer dans son œuvre et de se constituer une école qui lui appartienne en propre. Comme il est naturel, son premier soin sera de bien déterminer entre son communisme et celui de ses rivaux les différences qui rendront toute confusion impossible. Sur le fond même de la doctrine, l'identité

(1) *Histoire populaire de la Révolution*, t. IV, p. 331.

est presque absolue. A défaut du *contenu* des systèmes qui ne comporte pas de différenciation notable, Cabet se rabattra donc sur la méthode d'application, estimant avec raison que pour être d'ordre tout pratique, l'originalité qu'il espère se ménager ainsi n'en sera pas moins éminente. Pour peupler la cité idéale dont ils ont dressé les plans, Babeuf et son disciple Buonarroti ont recours à la violence et à la dictature. Dans leur pensée, la refonte de l'ordre social doit être le fait d'une minorité de révolutionnaires, agissant comme fondés de pouvoir d'une majorité d'opprimés. Après la victoire, cette minorité, comprenant « les citoyens les plus vertueux, les plus zélés et les plus amis des nouvelles institutions » remplira les assemblées politiques et formera le corps des conservateurs de la volonté nationale, chargés de prévenir et même de châtier, le cas échéant, toute tentative de retour au régime aboli. Ainsi la révolution libératrice naîtra de la contrainte, car il faut savoir imposer le bonheur aux hommes, comme on impose parfois à un malade le remède qui le sauvera ; et c'est par la contrainte encore qu'elle se maintiendra, jusqu'au jour où la pratique de l'égalité parfaite achèvera, grâce à ses bienfaits, de rallier au régime babouviste tous les opposants que n'aura pas au préalable ramenés ou éliminés l'action brutalement bienfaisante du pouvoir.

Cette confiance toute jacobine dans l'emploi de la force nous surprend aujourd'hui. Elle s'explique pourtant chez des hommes qui ont vu la Convention consommer en quelques mois son œuvre prodigieuse de bouleversement et de création sans plus se soucier de l'admiration des uns que de l'épouvante des autres. « Quand on s'est formé, dit Buonarroti, » une idée juste de l'état de la France pendant les deux » premières années de la République, on demeure convaincu » que le dévouement du peuple français à la cause de l'Ega- » lité et sa confiance en ses conducteurs étaient alors si » grands qu'il n'y avait aucune institution démocratique » qu'il n'eût adoptée avec enthousiasme » (1). On sait que Cabet, lui aussi, a cédé par instants à ce vertige ; mais à peine a-t-il blâmé la *modération* de Robespierre qu'il se trouve en présence de l'échec de Babeuf. Reprenant alors son sang-

(1) Buonarroti, *Conspiration pour l'Egalité*, p. 190.

froid, il porte sur la conspiration un jugement qui a toute la valeur d'un exposé de principes. Il exprime « la conviction » que la communauté, voulue par Babeuf et ses amis après « tant d'autres, ne serait nullement chimérique et impraticable pour une nation qui l'adopterait », mais il affirme en même temps « qu'une minorité ne peut pas l'établir par la violence, » et « qu'elle n'est réalisable que par la puissance » de l'opinion publique » (1).

Désormais Cabet ne se départira plus de cette attitude qui l'isolera chaque jour davantage du néo-babouvisme triomphant (2). Dans le *Voyage en Icarie*, il maudira cette conspiration, « si funeste au peuple qu'elle voulait délivrer. » « C'est elle, dira-t-il, qui a épouvanté les riches, les bourgeois et les aristocrates; c'est elle qui les a serrés les uns » contre les autres pour se défendre; c'est elle qui les a disposés à se jeter entre les bras du premier venu qui serait » assez fort pour les protéger; c'est elle qui les a jetés dans » les bras de Bonaparte, comme elle les aurait jetés dans » ceux des Bourbons ». Tout en rendant justice au courage des Égaux, il déplorera « cette aigreur peu philosophique » quoique bien naturelle avec laquelle ils parlaient habituellement de leurs adversaires, et cette fatale erreur qui » leur faisait croire à la possibilité d'établir solidement la » communauté par la violence ». Dans un chapitre intitulé *Principes* qui renferme comme en raccourci toutes les thèses de l'ouvrage, il s'écriera :

« A l'œuvre donc, vous tous, riches et pauvres qui vous trouvez convertis à la communauté ! Discutez, prêchez, convertissez, propagez ! Recueillez toutes les opinions et

(1) *Histoire populaire de la Révolution*, t. iv, p. 333-334.

(2) Voici par exemple ce qu'il écrira à la fin de sa carrière : « Je reviens sur le *Populaire*. Je vous ai dit qu'il ne fallait pas se mettre en opposition avec notre passé. Or, je crains, comme vous, que le journal n'ait déjà une couleur trop révolutionnaire et trop babouviste. Chacun est libre dans ses opinions et celles-ci doivent être respectées. Mais je ne puis croire que quelques partisans de Buonarroti veuillent transformer le journal et sacrifier nos idées aux leurs, car ce serait abuser de notre confiance : je n'aurais jamais pu y consentir, après ce que j'ai écrit dans mon *Histoire de la Révolution*, dans le journal et dans mes brochures. Ceux qui pensent autrement que nous devraient faire un journal tout nouveau, sous un autre titre; mais employer le *Populaire* à se démentir et à se suicider, ce serait nous faire jouer un singulier rôle ». (Lettre de Cabet à Ch. Krolkowski, datée de Nauvoo, 26 mars 1850. *Correspondance officielle*, Doc. Inéd., vi, 78).

toutes les preuves qui peuvent faciliter la conversion des autres. J'ai commencé : d'autres peuvent faire mieux. Et point de conspirations, point d'associations conspiratrices toujours exposées à l'impatience et la désunion ! Point d'arrière-pensées ! Seulement de la discussion !

» Point même d'essais de communautés partielles, dont le succès ne pourrait faire que peu de bien et dont la chute presque certaine ferait toujours beaucoup de mal. Du prosélytisme seulement et toujours du prosélytisme, jusqu'à ce que la masse adopte le principe de la communauté... A la communauté l'avenir, par la seule puissance de la Raison et de la Vérité ! Et quelque lentement que l'opinion publique amène son triomphe, elle l'amènera toujours plus promptement et plus solidement que ne le ferait la violence. Et ma conviction sur ce point est tellement profonde que, *si je tenais une révolution dans ma main, je la tiendrais fermée quand même je devrais mourir en exil !* » (1).

Cette déclaration, que Cabet renouvellera désormais avec une inlassable énergie, suffirait à lui assurer une place à part dans les annales du communisme. Il a compris, lui, l'historien ou le témoin de tant de coups de force, que l'ère des complots était close et que, pour avoir chance de durer, la transformation des institutions devait être précédée par celle des esprits. Avant lui, Saint-Simon et Fourier n'avaient pas dit autre chose ; après lui, Karl Marx et Engels reprendront la même affirmation, en rapetissant, il est vrai, aux proportions d'une lutte entre deux classes la grandiose rénovation sociale demandée par Cabet au profit de tous et avec la collaboration de tous. Ce n'est donc pas en elle-même que sa réprobation des attentats, des émeutes et des sociétés secrètes peut être tenue pour originale, c'est parce qu'elle contraste avec l'opinion de la plupart de ses contemporains pour qui le succès du communisme, espéré ou redouté, était indissolublement lié à l'emploi de ces mêmes procédés de réalisation que Cabet a si vigoureusement condamnés. En repoussant le recours à la force comme injuste en droit et inefficace en fait, Cabet a rompu non seulement avec ceux qui partageaient sa foi communiste, mais même avec certaines inclinations de sa propre pensée, fortifiées en lui par ses études récentes sur la Révolution. On a pu lui reprocher de manquer d'esprit de suite et de brûler comme

(1) *Voyage en Icarie*, 4^{me} édit., p. 564-565.

théoricien du communisme ce qu'il avait adoré comme historien. Il n'en a pas moins persisté dans une attitude conforme aux sentiments de bienveillance et de douceur qui faisaient le fond de sa nature. Il y a gagné en outre, comme nous l'avons vu, d'échapper à la situation humiliée ou tout au moins subalterne que la ressemblance de ses doctrines avec celles de Babeuf et de ses disciples n'aurait pas manqué de lui imposer dans le camp communiste. Enfin, pour mieux affirmer son indépendance, pour sortir de l'isolement dont il était menacé, pour dresser en face de l'école babouviste une école rivale dont il serait le chef, il a pris le parti d'écrire, parallèlement à son *Histoire de la Révolution française*, un manuel de communisme qui fût populaire, engageant, dépourvu de toute aridité et de tout pédantisme, capable de convaincre les penseurs, de parler au cœur des petites gens et d'enchanter les femmes elles-mêmes. De ce dessein, activement poursuivi au cours des années 1836 à 1838, est né le *Voyage en Icarie*.

CHAPITRE IV

Les Sources du Voyage en Icarie

I. La genèse du roman icarien; Cabet se découvre une foule de devanciers; la complexité du problème des origines; emprunts volontaires et influences subies. — II. Examen de quelques questions préalables : Cabet et les réfugiés français à Londres; Cabet et les *Aphorismes* de Lebon; Cabet et Robert Owen. — III. Les sources certaines du *Voyage en Icarie*; les lectures de Cabet; l'*Utopie* de Thomas Morus; les philosophes du XVIII^e siècle.— Conclusion du chapitre : trois sources ont alimenté la pensée de Cabet, le Christianisme, l'Utopisme traditionnel et la Révolution française.

I

Invité à plusieurs reprises, tantôt par de fervents disciples et tantôt par des adversaires indiscrets, à s'expliquer sur les origines du *Voyage en Icarie* et sur sa gestation, Cabet n'a pas varié dans les révélations qu'il a faites à ce sujet. Nous connaissons, pour l'avoir reproduite dans son intégralité, la plus complète de ces confidences (1). Appuyons-la d'un autre témoignage : « Cherchant à utiliser l'étude de l'histoire pour » déterminer le meilleur système d'organisation sociale et » politique, il reconnut que la société avait été partout et » toujours mal organisée, que la cause radicale de tous les » désordres était l'inégalité ou l'aristocratie, et que le remède » unique était l'égalité ou la démocratie. Cherchant alors à » organiser l'Egalité, il rencontra la Communauté... » (2). En

(1) Cf. *supra*, p. 108 à 111.

(2) *Ma ligne droite ou le vrai chemin du salut pour le peuple*, p. 40.

vérité, voilà une « rencontre » que nous serions tentés de déclarer providentielle, si nous n'avions pas assisté précédemment à la longue préparation qui l'a rendue en quelque sorte inévitable. Il se peut néanmoins que, dans son enthousiasme de nouveau converti, Cabet ait cru sincèrement avoir fait de lui-même toute la route qui l'a conduit vers ce qui lui est apparu comme la vérité : ne nous arrive-t-il pas à chaque instant de prendre nos réminiscences pour des créations personnelles ? Peut-être aussi, par une illusion toute semblable, s'est-il imaginé n'avoir demandé aux écrivains dont la lecture a rempli ses laborieux loisirs d'exilé qu'une vérification *a posteriori* de la valeur de son « plan communautaire ». « Consultant alors tous les philosophes, il constata qu'un très » petit nombre repoussaient la communauté sans donner » aucune raison solide, mais que le plus grand nombre, » notamment ceux qui sont la lumière et l'honneur du genre » humain, adoptaient le système communautaire et que si » tous sortaient aujourd'hui du tombeau pour former un » Congrès sous la présidence de Jésus-Christ, ce Congrès » proclamerait la communauté » (1). En même temps qu'elle a l'avantage de sauvegarder l'amour-propre de Cabet en tant qu'inventeur, cette version lui permet d'expliquer les ressemblances innombrables qui apparentent son livre à tous ceux de ses prédécesseurs. L'ingéniosité de l'explication pourrait même à bon droit nous la rendre suspecte, si nous n'avions pour garant de sa sincérité l'enthousiasme naïf témoigné par notre auteur à l'idée que les philosophes les plus illustres l'ont précédé dans la voie où il vient de s'engager. S'il s'était proposé avant tout de dissimuler ses emprunts, il n'aurait pas manifesté un tel empressement à se reconnaître des devanciers. Loin de lui reprocher d'avoir caché les sources où il a puisé, on serait même tenté de regretter qu'il ait ouvert à tant de grands hommes les portes du Panthéon communiste. Dans une longue énumération qui commence par Confucius et s'achève par Sismondi, un des personnages du *Voyage en Icarie*, le jeune historien Dinaros, nous montre Lycurgue, Pythagore, Socrate, Platon, Apollonius de Tyane, Plutarque, Fénelon, Bossuet, Locke, Helvétius, Ray-

(1) *Ma ligne droite ou le vrai chemin du salut pour le peuple*, p. 41.

nal, Franklin et cent autres encore. se donnant la main à travers les siècles et s'inclinent devant Cabet en qui ils reconnaissent l'interprète de leurs plus chères pensées (1). Leur défilé bigarré ressemble un peu trop à celui de ces témoins de moralité à qui un avocat, inquiet pour l'issue de son procès, demande à la hâte des certificats de complaisance. On a pu critiquer avec raison cette obstination de Cabet à se découvrir partout des alliés (2). Il n'est pas jusqu'au succès même de l'enquête poursuivie par lui à travers les siècles qui, en un sens, ne tourne à sa confusion : le résultat en est si heureux pour le communisme qu'il apparaît comme entaché d'erreur et que l'enquêteur reste convaincu d'avoir audacieusement mutilé ou sollicité les textes. Mais quelque indiscrète que soit sa tentative, elle n'en suffit pas moins à le défendre contre le reproche d'avoir pillé en cachette ces mêmes penseurs dont il est si fier de se recommander.

Nous arrivons ainsi à la dernière des questions que nous nous sommes proposé de résoudre : celle de la préparation immédiate et directe du roman icarien. Au cours de cet essai de biographie psychologique, nous avons signalé les influences que Cabet a subies, les grands courants d'idées auxquels il s'est abandonné, ceux qu'il a combattus, ceux aussi qu'il a, volontairement ou non, ignorés. Pour ne rien laisser dans l'ombre sur ce point, il faudrait pousser la précision plus loin encore et décomposer en ses mille éléments impondérables l'ambiance dans laquelle a vécu mentalement l'écrivain ; il faudrait pouvoir reconstituer autour de lui l'atmosphère faite de pensées diffuses, d'aspirations flottantes, d'effluves psychiques en perpétuelle vibration, qu'il a comme respirée au cours de sa vie militante. Seul, ce travail d'analyse, à supposer qu'il fût possible, permettrait d'apporter une solu-

(1) *Voyage en Icarie*, p. 470 à 527.

(2) Buchez, Roux et Fourier lui-même sont enrégimentés bon gré mal gré parmi les communistes. Le raisonnement de Cabet est fort simple. Un auteur déplore-t-il les maux et les crimes causés par *l'auri sacra fames*, il est pour l'Égalité, donc pour la Communauté. Sont aussi partisans de la Communauté ceux qui admettent qu'à l'origine tout était commun entre les hommes. Ailleurs, l'argumentation peut se résumer ainsi : on ne fait pas au progrès sa part ; si vous demandez le suffrage universel, la suppression de l'inégalité des fortunes, une meilleure répartition des charges sociales, etc., vous êtes conduit de fil en aiguille à souhaiter la Communauté. Cf. en particulier *Voyage en Icarie*, p. 530.

tion catégorique au problème toujours si délicat des influences et des sources. Il n'est pas une page du *Voyage en Icarie*, cette bible du communisme icarien, qui n'éveille chez le critique exercé le souvenir de quelque lecture, l'idée de quelque rapprochement. Suffira-t-il donc, pour saisir la preuve d'un emprunt, de retrouver un texte antérieur dont la page que l'on considère semble être une réplique ? Non seulement les deux écrivains ont pu s'inspirer, tout en s'ignorant, d'un même original, mais ils ont pu aussi — et c'est sans doute le cas le plus fréquent — puiser l'un et l'autre dans ce fonds anonyme et ouvert à tous qui s'appelle l'idéal politique et moral de leur génération.

Si cette remarque est vraie quand elle s'applique à une idée de détail aux contours bien arrêtés, combien ne l'est-elle pas davantage lorsqu'il s'agit d'une tendance très générale ou encore d'un principe méthodique ? Revenons au *Voyage en Icarie*. Dans la pensée de son auteur, cet ouvrage n'est pas une *anticipation*, c'est-à-dire une description de l'état social auquel parviendra l'Humanité par l'effet du mouvement interne dont elle est animée. Cette conception déterministe de l'histoire n'a jamais été celle de Cabet. Le *Voyage* est un plan d'architecture sociale ou, pour parler comme Cabet lui-même, un *programme* proposé à l'acceptation du genre humain, et sa mise en pratique peut commencer à un moment quelconque de la durée, sur un point quelconque de l'espace. Pour tracer ce plan, Cabet s'est mis en face d'une rame de papier blanc. Pas un instant il n'a douté qu'il n'y eût une correspondance parfaite entre les lois des choses et les lois de sa propre pensée. Envisagée sous ce point de vue, son utopie est un des plus admirables spécimens de la méthode aprioristique. Mais beaucoup d'autres avant lui sont partis du même postulat et ont prétendu reconstruire le monde à la mesure de leur cerveau. Cabet, pour avoir identifié comme eux la réalité objective et la représentation qu'il s'en fait, sera-t-il accusé de les avoir plagiés ? Parce que la dixième des *Douze lettres d'un communiste à un réformiste* affirme la nécessité d'une complète refonte sociale dans des termes qui rappellent ceux de Fourier, dira-t-on qu'il a dérobé cette idée à l'auteur de la *Théorie des quatre mouvements* ? S'il proclame en vingt endroits du

Voyage que le mal n'est qu'une forme de l'ignorance et que la connaissance du vrai a pour conséquence normale la pratique du bien, faut-il lui faire observer d'un air de reproche que Socrate l'avait dit avant lui ? D'un bout à l'autre de ce même livre, il érige en lois universelles les décrets de sa propre raison et n'admet pas que ce qui lui semble juste puisse manquer d'obtenir l'adhésion unanime des autres consciences. Que conclure de là, sinon qu'on peut être cartésien avec tous les philosophes du XVIII^e siècle sans avoir peut-être jamais lu Descartes ?

On pourrait multiplier les observations de ce genre sans rien ajouter à l'évidence de la conclusion qui s'en dégage. Ce n'est pas tel ou tel des penseurs de l'âge précédent qui peut revendiquer comme son bien chacune de ces affirmations doctrinales. Acceptées par la plupart des hommes d'une même génération, elles ont fini par n'appartenir à personne. Les retrouver chez Cabet, c'est constater simplement qu'il est bien de son temps, que sa personnalité si malléable en a reçu fortement l'empreinte et que, pas plus dans le monde de la pensée que dans celui de la vie organique, il n'y a de génération spontanée.

Nous nous expliquons dès lors les analogies dissimulées et comme assourdies qui relient, en dépit de leurs divergences éclatantes, tous les réformateurs du commencement du XIX^{me} siècle, qu'ils se nomment Saint-Simon, Fourier, Cabet ou même, si l'on veut, William Godwin et Robert Owen. Instruits par les mêmes spectacles, formés par l'enseignement des mêmes maîtres, ils ont cru d'un commun accord que l'homme est naturellement bon et que ses passions sont légitimes dans leur essence. Si l'Humanité a dévié de sa route au point que le mal règne dans le monde, la faute en est au milieu social qui a dégradé et perverti dans l'homme les plus nobles instincts. Refaites la société selon un plan rationnel, modifiez les conditions extérieures qui déterminent la manière d'être des individus et des peuples, transformez de propos délibéré l'éducation, la législation, les institutions politiques, économiques ou religieuses, bref, agissez sur toutes les forces qui, dès sa naissance, s'emparent pour la façonner de cette cire molle qu'est l'âme humaine, et vous verrez bientôt le vrai, le beau, le bien reflourir sur la terre.

Et que faudrait-il pour opérer ce prodige ? Un habile architecte dont le plan de reconstruction sociale fût assez séduisant pour s'imposer à la majorité des esprits. Qui donc remportera la palme ? Venu un des derniers, Cabet a voulu participer lui aussi à ce concours, ouvert dès la fin du XVIII^{me} siècle et dont le prix n'est autre que le salut de l'Humanité. S'il a pu avoir connaissance des projets de ses devanciers de façon à profiter de leurs lumières et à se garder de leurs erreurs, qui oserait lui en faire un grief ? (1)

Ainsi précisé, le problème des origines du *Voyage en Icarie* se ramène à la détermination des lectures par lesquelles l'auteur a enrichi, élargi et comme nuancé sa conception première. Préparée par des influences lointaines et demeurée longtemps à l'état de virtualité, l'idée-mère du système s'épanouit subitement dans l'esprit du novateur au contact vivifiant de la Révolution française. Dès lors, il reprend certains livres qu'il avait lus d'une façon distraite, il en découvre d'autres qui lui révèlent des aspects inconnus de sa nouvelle croyance, il recueille avec ardeur les passages qu'il pourra invoquer comme caution de sa propre pensée. Dans quelle mesure la lecture et l'invention se sont-elles prêtée réciproquement secours ? C'est ce qu'il nous reste à rechercher maintenant.

II

Éliminons d'abord les sources où notre auteur ne semble pas avoir puisé, contrairement à l'opinion de certains critiques. Il n'est pas interdit de supposer, comme le laisse entendre M. Tchernoff, qu'ayant à décrire l'organisation politique en Icarie, il a « emprunté aux institutions municipales de l'Amérique du Nord » quelques traits destinés à

(1) « Je n'ai pas dit que le communisme est de mon invention, puisqu'il y a eu des missions de communistes avant moi, même Babeuf et Buonarroti, puisqu'il y a eu une foule d'ouvrages sur la communauté, même celui de Buonarroti. Il n'y a même pas un grand mérite, si l'on veut, à avoir fait mieux que mes devanciers, puisque venant après eux, j'ai eu l'avantage de profiter de tous leurs ouvrages... » (*Toute la Vérité au Peuple*, p. 40).

« atténuer l'idéal de 93 » (1). Mais ne doit-il pas davantage encore aux réfugiés français qui apportèrent à Londres le communisme batailleur éclos dans les orageuses conférences de Sainte-Pélagie ? Dézamy l'affirme, mais sans le démontrer. Pour être fixé sur ce point, il faudrait posséder la correspondance des proscrits et celle de Cabet lui-même. En l'absence de ces éléments d'information, nous ne pouvons qu'enregistrer le démenti opposé par Cabet, dix ans après les événements, à ce qu'il nomme une nouvelle et odieuse calomnie du pamphlétaire : « La vérité est que... ce furent » les prisonniers de Sainte-Pélagie qui s'en occupèrent (de la » communauté) les premiers à Paris, seulement en avril, je » crois, et après mon départ en mars ; que ce ne fut que » longtemps après que les communistes parisiens s'évadèrent de leur prison et se réfugièrent à Londres où j'étais ; » que je ne parlai de communauté qu'avec un seul, très légèrement, et que ce que j'en appris me refroidit au lieu de » m'échauffer pour le communisme » (2). L'apôtre qui eût le malheur de « refroidir » ainsi un zèle pourtant tout prêt à se déclarer dut sans doute ajouter à l'éloge du communisme celui de la révolte ouverte et par suite mettre en garde Cabet contre le danger d'une alliance avec « le parti du désordre ». Ce n'est là, il faut bien l'avouer, qu'une hypothèse, mais elle s'accorde pleinement avec les faits que nous connaissons : l'adhésion enthousiaste de Cabet au communisme et, simultanément, sa désapprobation énergique de la méthode babouviste.

En ce qui concerne les *Aphorismes* de Lebon, l'attaque de Dézamy est plus vive encore (3), et la défense de Cabet plus

(1) Tchernoff, *Le parti républicain sous la monarchie de Juillet*, p. 332.

(2) *Toute la Vérité au Peuple*, p. 93.

(3) « Il paraîtrait que la réapparition de la doctrine communautaire ne vous serait pas aussi personnelle que vous le répétez si souvent. Il paraîtrait que, même avant votre exil, on était tout au moins aussi avancé à Paris que vous le devîntes plus tard en Angleterre où vous vous trouvâtes en contact avec et fûtes impulsé par quelques communistes (*sic*). Vous eûtes connaissance des idées de Lebon et vous lûtes ses *Aphorismes* ainsi que le livre de Buonarroti : comment se fait-il donc que vous soyez si froid et si laconique à l'égard du livre de Buonarroti et ne disiez jamais un mot des *Aphorismes* de Lebon, ouvrage que je n'ai pas encore pu me procurer mais dont tous ceux qui le connaissent font un très bel éloge ? » (*Calomnies et politique de M. Cabet*, p. 32 et 33).

embarrassée : « Je ne parle pas de ce qu'on appelle les » *Aphorismes* de Lebon, lithographiés sur des demi-feuilles » volantes, parce que je ne les eus que très tard et pas tous » et parce que, quoiqu'il y eût du bon, comme dans presque » tous les ouvrages, je n'y trouvai rien à analyser et à en » extraire. Je crois même que j'ignorais alors l'auteur des » feuilles lithographiées et je pensai en les lisant qu'elles » étaient l'œuvre d'un homme âgé plutôt que d'un jeune » homme » (1). La méprise est en vérité bien singulière. Napoléon Lebon occupait depuis 1830 une place considérable dans l'opposition républicaine. Sa connaissance des langues étrangères, son ardent esprit de prosélytisme, la vigueur de sa dialectique l'avaient désigné comme le chef du parti des Montagnards dans la *Société des Droits de l'Homme*. Écoutée avec déférence chez d'Argenson, sa parole n'eut pas moins de crédit plus tard, quand elle enseigna le communisme babouviste aux prisonniers d'avril. Mais s'il connaissait l'homme et peut-être quelques fragments isolés de son œuvre, Cabet a pu fort bien ignorer jusqu'à son retour en France l'ensemble des *Aphorismes*. Colportés sous le manteau et réservés à des initiés aux yeux de qui Cabet faisait figure de profane, ils s'inspiraient d'originaux qui s'offraient d'eux-mêmes à l'étude des esprits désireux de s'instruire sur le communisme révolutionnaire. En rangeant les *Aphorismes* de Lebon au nombre des sources essentielles du *Voyage en Icarie*, Dézamy nous paraît avoir rendu à cette œuvre d'importance très secondaire un honneur immérité.

Il nous reste à instruire une dernière cause que recommande l'autorité du principal témoin, la célébrité de celui dont il défend les intérêts, la vraisemblance apparente de la thèse qu'il soutient. « Au moment où Cabet arrive à Londres, dit Pierre Leroux, il y trouve Robert Owen, revenu des États-Unis après l'échec de son essai communiste de New-Harmony ». A défaut du maître, Cabet eût d'ailleurs trouvé devant lui son école, « car elle était partout ». « Depuis vingt » ans que Robert Owen prêchait son idée, il avait fait de » nombreux adhérents. Ses essais d'application en Ecosse, » en Irlande et ensuite en Amérique, pour avoir été entravés

(1) *Toute la Vérité au Peuple*, p. 93 et 94.

» ou n'avoir pas réussi, n'en avaient pas moins éveillé une » multitude d'intelligences ». Comment Cabet, que des forces obscures conduisaient vers le communisme et qu'une condamnation brutale venait de jeter dans un état d'esprit propice aux résolutions extrêmes, n'eût-il pas écouté favorablement l'enseignement du grand novateur anglais dont l'ascendant personnel avait conquis jusqu'à des hommes d'Etat et des princes de la famille royale ? Cette rencontre de Cabet et d'Owen, à l'heure où elle s'est produite, n'a-t-elle pas quelque chose de providentiel ? Admironons ici, dit Pierre Leroux, « comment les circonstances influent sur nos destinées ». Owen proclame que les remèdes politiques ont prouvé leur impuissance et qu'il faut reconstruire la cité humaine jusque dans ses fondements. En même temps il condamne la violence ; il oppose à ses résultats toujours éphémères les bienfaits durables de la patience et de l'éducation. Il vient de fermer l'*Equitable Labour Exchange*, l'expérience ayant démenti l'espoir qu'il plaçait dans le temps de travail considéré comme mesure de la valeur. Huit mois à peine après l'installation de Cabet à Londres paraît le *New Moral World* qui marque le retour de Robert Owen à l'idéal communiste et exprime sa défiance à l'égard des solutions du chartisme, alors à son apogée, et du trade-unionisme. La preuve est faite, s'écrie Pierre Leroux : Cabet est une conquête d'Owen, comme Owen lui-même est un disciple de nos philosophes matérialistes et sensualistes : « En » soi cette invisible communion de l'intelligence à travers le » temps et l'espace, circulant du dix-huitième au dix-neu- » vième siècle, de la France à l'Angleterre et de l'Angleterre » à la France, est assurément le spectacle le plus curieux » que nous puissions nous procurer, car c'est le spectacle de » nous-mêmes, considérés dans notre essence, dans l'intel- » ligence qui nous éclaire » (1). Sans doute la pensée d'Owen ne revit pas tout entière dans la doctrine de Cabet : « Dis- » ciple trop peu fidèle, celui-ci l'a déguisée et faussée ». Le communisme icarien c'est l'owenisme, mais dépouillé de sa philosophie et « réduit sous le rapport matériel à sa » plus simple expression, c'est-à-dire à l'homme servi par » des machines... »

(1) *La grève de Samarez*, t. I, p. 360.

« ... D'un côté donc populariser la *bonne nouvelle* d'une communauté où les machines joueraient le rôle du travailleur et où l'homme serait affranchi de tout esclavage ; de l'autre, continuer la tradition révolutionnaire ; se former ainsi un noyau et comme un peuple de disciples convertis à la doctrine du bonheur par l'Association, mais avoir toujours en vue les événements qui pourraient permettre à ce petit peuple d'intervenir, son guide en tête, sur la scène politique et d'influer par son exacte discipline sur le gouvernement à donner à la nation, tel fut le plan que Cabet se forma et qu'il a suivi toute sa vie » (1).

Quant au *Voyage en Icarie*, ce n'est « au fond qu'un pastiche sur les essais pratiques de Robert Owen, grossis à la loupe et portés à toute l'exagération que peuvent faire supposer les progrès futurs de la mécanique ». Pourquoi donc le nom du penseur original et son autorité ne sont-ils pas invoqués à toutes les pages de ce livre que l'on nous présente comme un simple « pastiche » des expériences owenistes ? (2) C'est que « Cabet le destinait à la France », c'est qu'il voulait « le faire servir à son plan politique ». Aussi s'est-il gardé « de dire un mot de son maître, ni de parler » soit de New-Lanark, soit des autres tentatives du même « genre qui avaient été faites dans la Grande-Bretagne et en Amérique. »

Si séduisante qu'elle paraisse au premier examen, cette argumentation est en réalité des plus fragiles. Remarquons d'abord qu'elle s'accompagne de quelques erreurs matérielles bien propres à mettre le lecteur en défiance. Contrairement aux affirmations de Pierre Leroux, l'*Histoire de la Révolution française* de Cabet est postérieure à l'apparition du premier *Populaire* et à la condamnation en cour d'assises de son directeur. La publication du *Voyage en Icarie* n'a pas eu lieu le même jour que celle du deuxième *Populaire*, mais bien quinze mois plutôt. Enfin Cabet n'a pas négligé d'étudier les moralistes et les politiques du dix-huitième siècle (3) ; il les a fréquentés au contraire aussi assidûment qu'il l'a pu, ainsi que nous le verrons bientôt. Sur le fond même du débat, s'il est incontestable que Cabet n'a pas

(1) *La grève de Samarez*, t. I, p. 368-369.

(2) *Id.* *id.*, p. 370.

(3) *La grève de Samarez*, t. I, p. 366 et 369.

ignoré l'œuvre de Robert Owen, âgé de plus de soixante ans au moment de l'exil à Londres et depuis longtemps célèbre, la page qu'il lui a consacrée dans le *Voyage en Icarie* atteste sa ferme volonté de n'être pas rangé parmi les disciples de « cet homme vertueux, de ce philosophe indulgent et pacifique, de ce Riche, ami de l'Humanité ». Il admire en Robert Owen l'apôtre communiste, mais il met une sorte de coquetterie à souligner ce qui le sépare de son glorieux prédécesseur :

« Quel dommage qu'il ait eu trop de confiance dans la bonté des souverains et des aristocrates ; qu'il ait découragé le peuple en assignant de trop courtes époques à la réalisation d'espérances qui ne se sont pas encore réalisées, et qu'il ait employé en essais de communautés partielles et trop petites, qui ne peuvent réussir, un capital qui, bien que considérable, était insuffisant pour tous les besoins d'une Communauté-modèle, mais avec lequel on pouvait produire un effet incalculable sur l'opinion en l'appliquant uniquement à la prédication de la doctrine » (1).

Assurément, Owen et Cabet partent des mêmes prémisses sur les besoins et les facultés de l'âme humaine, sur l'efficacité souveraine de l'éducation, sur l'impuissance de la force à rien fonder de durable, sur la possibilité et l'urgence d'une reconstruction totale de la société, sur le communisme enfin, considéré comme le port où l'humanité, revenue de ses trop longs égarements, trouvera le bien-être et le bonheur. Ce sont là des ressemblances considérables ; elles ne suffisent pas cependant à établir entre la doctrine du novateur anglais et celle du fondateur d'Icarie le rapport de filiation directe que Pierre Leroux admet si complaisamment. Eh ! quoi ! la conception de l'Eldorado icarien, qui fait songer en certaines de ses parties aux imaginations les plus extravagantes des *Mille et une nuits*, ne serait, à le bien prendre, qu'une transposition à peine déguisée des expériences le plus souvent malheureuses de Robert Owen ? Ainsi New-Lanark, entreprise brillante mais timide de philanthropie patronale, New-Harmony, ébauche informe et éphémère d'une de ces communautés partielles dont Cabet, dans l'enivrement de

(1) *Voyage en Icarie*, p. 519.

son rêve grandiose, a si longtemps proclamé l'insuffisance, Titherly et Orbiston, essais plus rudimentaires encore, auraient eu le privilège de donner naissance au *Voyage en Icarie* ! Comment admettre que d'aussi pauvres réalités aient pu inspirer une description aussi ambitieuse de la cité future ?

Après avoir exagéré, pour les besoins de la cause, le rôle que joue le machinisme dans l'organisation économique de la république icarienne, Pierre Leroux attribue à l'influence d'Owen, directeur d'usine et *businessman* émérite, la clairvoyance dont Cabet aurait fait montre à ce sujet. Il oublie qu'au moment où celui-ci s'établit à Londres, l'Angleterre se couvre de manufactures et que la France elle-même renouvelle son outillage industriel. Il oublie surtout que Cabet ignore la langue anglaise (1), qu'il vit à l'écart, pauvrement et obscurément, dans un faubourg de la capitale, que la préparation de son *Histoire de la Révolution Française* l'absorbe tout entier et que ce sont là des conditions bien peu favorables au lent travail de rapprochement qui l'aurait conduit, au dire de Pierre Leroux, à prendre rang parmi les disciples d'Owen. Il est à remarquer que jamais, par la suite, même au plus fort des polémiques qui l'ont mis aux prises avec des conservateurs déclarés ou des communistes dissidents, Cabet n'a invoqué l'autorité de Robert Owen. Une seule fois, à notre connaissance, il a étudié avec quelques détails l'œuvre du réformateur de Newtown, et c'est quatre ans après son retour en France, dans une brochure sommaire, trop souvent inexacte, manifestement écrite d'après des documents de seconde main (2). Puis Cabet et Robert Owen continuent à s'ignorer, jusqu'au jour où l'immense espérance suscitée dans toute l'Europe par les événements de 1848 amène Robert Owen à Paris. Cabet le reçoit le 10 avril dans une séance solennelle de la *Société Fraternelle Centrale* dont il est le directeur. Les discours échangés dans cette rencontre témoignent de la satisfaction que les deux *leaders* éprouvent à se découvrir si bien dis-

(1) Cf. notre *Histoire de la Communauté icarienne*, p. 25, note 1.

(2) *Etat de la question sociale en Angleterre, en Ecosse, en Irlande et en France*, Paris, 1843, p. 32 sq.

posés pour une action politique commune (1); ils attestent par conséquent que jusqu'alors leur apostolat s'est poursuivi parallèlement, dans des pays et par des moyens différents, sans qu'il y ait jamais eu entre eux l'accord déclaré ou tacite que suppose la relation de maître à disciple.

Quelques mois auparavant, le 9 septembre 1847, Cabet, préoccupé de trouver aux Etats-Unis un emplacement pour son Icarie en voie de réalisation, s'était hâté d'aller solliciter à Londres les conseils du fondateur de New-Harmony. Nous possédons, écrit de sa main, le récit de cette entrevue : l'insistance avec laquelle il rend grâce à l'obligeance du « vénérable patriarche du communisme » montre bien qu'il redoutait un peu d'être reçu par lui en inconnu, pour ne pas dire en importun (2). Pierre Leroux laisse entendre, il est vrai, que Cabet a eu soin de cacher à tous ses contemporains et

(1) « Au cours de ma carrière d'industriel, déclara en substance Robert Owen, je pus constater l'injustice des relations entre maîtres et ouvriers. Aussi je résolus de dévouer ma vie à la solution de ce problème et j'eus le bonheur de trouver le système qui mettra fin à ces maux. Je découvris bientôt qu'il y avait assez de produits et de richesses pour habiller tous les hommes, les nourrir et leur donner même le confortable. Depuis près de soixante ans je suis arrivé au but. Votre glorieuse victoire de Février ayant ouvert des chances de succès inattendues à l'application de mes idées, je suis accouru tout exprès en France pour offrir mon concours à votre estimable président, M. Cabet, et au gouvernement provisoire. Mon intention est de proposer à la France un système d'association qui diffère autant de l'ancien système que les chemins de fer diffèrent des anciennes voies de communication... »

» Le système socialiste de Robert Owen, répondit Cabet, se rapproche tellement du nôtre qu'on pourrait dire qu'il se confond avec lui. Son principe fondamental, c'est la fraternité comme chez nous... Il ne veut, pas plus que nous, blesser, spolier, opprimer personne ; comme nous, il n'a qu'un désir, celui de répandre, de niveler pour ainsi dire le bonheur de tous... » (8° *Discours à la Société Fraternelle Centrale*, 10 avril 1848).

(2) *Réalisation de la Communauté d'Icarie*, 4^{me} livr., p. 191. — Cf. notre *Histoire de la Communauté icarienne*, p. 6 et 7 — Ce voyage de Cabet à Londres fut préparé par quelques articles du *Populaire* très élogieux pour l'illustre réformateur anglais. (On les trouvera reproduits dans la 4^{me} livr. de la *Réalisation d'Icarie*, p. 150 sq., 161 et 175). Après avoir exposé l'owenisme d'après « un livre récemment paru (1846), de T. W. Thornton, intitulé *Le Livre du Nouveau Monde moral*, chez Paulin, éditeur, » rue Richelieu, » Cabet conclut avec complaisance : « Ces premières » bases du communisme (anglais) sont à peu près les mêmes, comme » on voit, que celles de notre communisme français, et l'on verra par » les extraits que nous donnerons dans nos prochains numéros que » le système entier du vénérable Robert Owen est plein d'analogie » avec le nôtre ». (p. 153). Un peu plus loin, il dit encore : « Nous » ferons connaître aussi le petit livre publié en 1826 par Joseph Rey, » de Grenoble, sur la doctrine du fondateur du communisme en » Angleterre » (p. 154). Pour prendre contact avec la pensée d'Owen,

particulièrement à Robert Owen lui-même ce qu'il devait à l'owenisme. Mais nous n'avons que faire de cette hypothèse désobligeante. La réalité est beaucoup plus simple. Lorsque Cabet a pris contact pour la première fois avec la pensée du novateur anglais, Buonarroti, Babeuf et la Révolution française l'avaient déjà gagné au communisme. Aussi n'a-t-il demandé à l'owenisme qu'une confirmation d'ensemble, analogue à celle que Platon, Campanella ou Morelly, complaisamment interrogés, apportaient au même moment à son système. L'éclatante notoriété conquise par Owen lui a paru d'un bon augure pour le succès de sa propagande personnelle, mais en homme dont le siège est fait (1), il ne s'est pas autrement préoccupé d'approfondir la doctrine de son aîné pour y puiser, le cas échéant, de quoi améliorer la sienne.

III

Ainsi débarrassé des questions accessoires qui pouvaient le compliquer ou l'obscurcir, le problème des sources du roman icarien se pose en termes relativement simples. Une circonstance heureuse, la conservation des notes prises par

Cabet, remarquons-le, se contente de recourir à des intermédiaires. A aucun moment, il ne paraît s'être préoccupé de remonter aux sources. Pendant son exil à Londres, il a étudié l'owenisme, — ses notes de lecture qui sont en notre possession en font foi — dans des articles de journaux ou de dictionnaires et dans les ouvrages très généraux de Thompson, Murat, etc. sur l'Angleterre, l'Ecosse ou l'Amérique du Nord. L'ignorance de Robert Owen vis-à-vis de Cabet n'est pas moins remarquable. C'est en 1847 seulement qu'il « découvre » son coreligionnaire français. Il demande à lire sa biographie, à recevoir ses écrits, à lier connaissance avec lui, etc. (*Réal. de la Comm. d'Icarie*, 4^{me} livr., p. 155).

(1) Pourquoi Cabet aurait-il accordé à Robert Owen une attention qu'il a toujours refusée à Saint-Simon et à Fourier? Pierre Leroux dit excellemment à ce sujet : « La grandeur de quelques idées émises par Saint-Simon ne l'a jamais frappé ; il n'a jamais étudié le travail considérable qui s'est fait chez ceux qui se sont dits les disciples de ce grand homme. Il a tout rejeté de cette école ; il la jalouse. L'originalité et la hardiesse des erreurs de Fourier lui sont également à peu près inconnues. Il ferme volontiers les yeux aux problèmes moraux que ces erreurs suscitent ». (*La grève de Samarez*, t. I, p. 379). En résumé, Cabet est allé droit au communisme sans se laisser distraire par les autres écoles socialistes. Il n'a pris souci de leur existence et il n'a polémique contre elles que lorsqu'il s'est aperçu qu'elles entravaient sur le marché des idées l'expansion de son communisme icarien.

Cabet au cours des lectures qui ont précédé la rédaction de son livre, ajoute un utile élément d'information à tous ceux que ses confidences nous avaient précédemment fournis. Il résulte de ces matériaux de travail que, pour donner un fondement historique solide à sa foi communiste, d'abord spéculative, Cabet a lié connaissance avec plus de cent cinquante écrivains, philosophes ou moralistes de tous les temps et de tous les pays. Tandis que les plus anciens des auteurs communistes interrogés par lui remontent aux premiers âges de l'humanité, le dernier en date, et de tous peut-être le plus considérable, Buonarroti, est antérieur par la publication de son œuvre principale à l'avènement de Louis-Philippe (1). C'est donc aux penseurs d'autrefois que Cabet a dû demander les titres de noblesse de sa foi nouvelle. Mais on aurait tort de croire qu'il les a interrogés avec une égale curiosité. Il en est parmi eux qu'il n'a fait qu'entr'ouvrir et d'autres qu'il a lus d'un œil distrait ou vite lassé : Montaigne, La Boétie, Descartes, Marmontel, Beccaria et dix autres encore. Le plus souvent il s'est contenté de résumer pour son usage les articles des grandes encyclopédies du dix-huitième siècle. Celle de Robinet paraît bien avoir eu ses préférences, sans doute parce qu'un souffle égalitaire en vivifie toutes les pages et que, sans conclure en faveur de la communauté, ses rédacteurs n'hésitent jamais à se prononcer pour une répartition plus équitable des charges et des biens (2). Ce sont les analyses consciencieuses de Robinet qui ont révélé à Cabet l'abondante floraison des utopies romanesques écloses au siècle de Voltaire. Il leur doit

(1) Cabet lui-même a pris soin d'expliquer cette particularité. Nous possédons, dressée par lui à la date du 20 septembre 1842, la bibliographie du communisme moderne en France, et nous y voyons que de 1828, année où a paru la *Conspiration pour l'Egalité*, jusqu'à l'achèvement du *Voyage en Icarie* (1838), la littérature communiste française n'a produit que deux œuvres dignes d'être mentionnées : les feuilles lithographiées de Lebon, publiées en 1834, et les premiers numéros du journal *l'Intelligence*, fondé en 1837 par Laponneraye. — Cf. *Réfutation de la brochure de M. Thoré intitulée : Du Communisme en France*, Paris, sept. 1842, p. 2 et 3.

(2) « Platon, More, Harrington et d'autres n'ont-ils pas été regardés comme des visionnaires parce qu'ils ont voulu fonder une république sur les principes de la justice ? Quoi qu'on en puisse dire, que leur plan soit praticable ou non, il contient toujours des vues dignes d'une sérieuse attention de la part des législateurs. » (T. II, p. 319 du *Dictionnaire universel des sciences morale, économique, politique et diplomatique* ou *Bibliothèque de l'Homme d'Etat et du Citoyen*, Londres, 1777-1783, 30 vol. in-4°).

ce qu'il sait sur l'*Histoire des Sévarambes* de Vairasse d'Alais, sur le *Miroir d'Or* de Wieland, sur la *République des Philosophes ou l'Histoire des Ajaoiens*, sur la *République des Cessares*, sur l'*Ile inconnue* de Grivel, sur l'*Histoire naturelle, civile et politique des Galligènes* de Tiphaigne de la Roche. Le même recueil l'a initié aux enseignements des économistes et des physiocrates Smith, Mirabeau, Quesnay, Dupont de Nemours, Turgot, sur la production et la distribution des richesses ; aux théories des juristes Barthole, Grotius, Domat, Barbeyrac, Vattel, Burlamaqui, sur les fondements naturels du droit de propriété ; aux doctrines des philosophes et des hommes d'Etat Bodin, W. Allen, Hobbes, Cumberland, Sidney, sur le gouvernement des sociétés humaines. Les articles généraux (Académie, Anabaptistes, Amphyctionies, Communauté, Démocratie, Propriété, Utopie, etc), ont fait de sa part l'objet d'un dépouillement tout aussi méthodique (1). Il en est de même des articles de Condorcet dans la *Bibliothèque de l'Homme public* et de ceux de Diderot dans l'*Encyclopédie*.

Enfin il a lu pour son compte et la plume à la main un certain nombre d'ouvrages dont il n'est pas difficile de discerner l'influence sur l'orientation ultérieure de sa pensée. Lorsqu'en 1847 il a cru que l'heure était venue de fonder Icarie, il a songé d'emblée aux Etats-Unis, sans doute parce qu'il avait appris par les *Lettres d'un citoyen des Etats-Unis à un Français*, de Condorcet, par les *Lettres sur l'Amérique du Nord* de Michel Chevalier, par l'*Esquisse morale et politique des Etats-Unis* d'Achille Murat, et surtout par l'œuvre magistrale de Tocqueville, que la jeune démocratie d'outremer était digne sur bien des points de servir d'exemple à ses aînées de l'ancien monde. C'est aussi sur la foi des mêmes auteurs qu'il a introduit dans l'organisation politique de sa cité-modèle quelques traits empruntés à la constitution et aux institutions municipales de la République américaine.

Dans un autre ordre d'idées, s'il s'est contenté de demander à Robinet une connaissance sommaire de la *Nouvelle Atlantide* de François Bacon, c'est au texte même qu'il a eu

(1) Il va sans dire que ces énumérations ne visent pas à être complètes. Les noms cités le sont seulement à titre d'exemple.

recours pour se former une opinion sur l'*Oceana* d'Harrington. Quant à l'*Utopie* de Thomas Morus, elle mérite une place à part dans cette revue des lectures de Cabet. Au moment même où se faisait jour en lui l'ambition de reprendre, au profit des contemporains de Louis-Philippe, l'œuvre égalitaire interrompue par la chute de Robespierre et l'échec de la conspiration babouviste, la fiction de Morus s'offrit comme à point nommé pour l'aider à voir clair dans ses propres desseins (1). Recueillons sur ce point son témoignage :

« Ce fut l'*Utopie* de Thomas Morus, que je voulus lire en anglais, qui me détermina à étudier le système communautaire. Ce système me frappa tellement dès les premières lignes que je fermai le livre pour m'enfoncer dans mes propres méditations qui me conduisirent à la conviction la plus complète. J'adoptai mon plan et commençai la rédaction. Ce ne fut qu'alors que je lus tous les ouvrages en remontant à l'origine et en suivant l'ordre des temps » (2).

Est-ce à dire que Thomas Morus ne se trouverait pas dépaycé s'il pouvait lire à son tour le roman de son lointain disciple ? Pour marquer la distance qui les sépare, il nous suffira d'achever ce rapide inventaire des lectures qui ont précédé ou accompagné la rédaction du *Voyage*. Les résumés que nous possédons, souvent entremêlés d'approbations ou de critiques, attestent que Cabet a étudié avec soin, au moins dans leurs productions principales, Platon, Aristote, J.-J.

(1) Il lui a consacré dans le *Voyage* deux pages enthousiastes. En voici la conclusion : « Voilà l'auteur de l'*Utopie*, ami du célèbre Erasme qui l'admire, l'un des hommes dont la science, la sagesse et les vertus font le plus d'honneur à l'Angleterre, l'un des Génies amis les plus désintéressés et les plus dévoués de l'Humanité (bien autrement digne d'une statue que ceux qui découvrent des machines en cherchant la fortune), un nouveau Lyncurque, un Solon, un Pythagore, un Socrate, un Platon, et je dirai presque un Jésus-Christ ! » (p. 481). Cabet est beaucoup moins élogieux à l'égard de Campanella, sans doute parce qu'il le connaît mal.

(2) *Toute la Vérité au Peuple*, p. 93. — Si Cabet insiste avec tant de complaisance sur ce qu'il doit au vénérable chancelier d'Henri VIII, c'est qu'il tient à confondre Dézamy, qui s'obstine à dénoncer en lui un plagiaire de Babeuf et de Buonarroti. C'est cette préoccupation, toujours présente à son esprit, qui lui dicte, aussitôt après le passage que l'on vient de lire, les lignes suivantes, maladroites par leur exagération évidente : « Dans ce travail immense qui me procura tant de richesses en matériaux, les écrits de Babeuf et même de Buonarroti ne me parurent que des points et ne m'apprirent rien de nouveau. Tous deux me parurent ne pas avoir étudié et ne connaître qu'imparfaitement la science concernant l'histoire et l'organisation de la communauté. » (*Ibid.*, p. 94).

Rousseau, Montesquieu, Raynal, Bernardin de Saint-Pierre, Filangieri, Mably, Morelly, David Hume, Helvétius... Enfin il a consacré de longues heures à dépouiller la Bible, l'histoire des premières sociétés chrétiennes et les Pères de l'Eglise (1), relevant chemin faisant tous les textes capables de fortifier la thèse qu'il défendra désormais avec une conviction passionnée, celle de l'identité de son communisme et du christianisme, entendu et pratiqué suivant l'interprétation qu'il a donnée lui-même de la doctrine du Maître.

Si nous essayons maintenant de porter un regard d'ensemble sur cette documentation fort étendue, mais, il faut bien l'avouer, inégalement consciencieuse, nous constatons que trois courants d'idées, tout-à-fait distincts au moins dans leur source, sont venus élargir et féconder la conception première du *Voyage en Icarie*. C'est d'abord le communisme utopique qui, de la *République* de Platon à la *Basilade* de Morelly, reparait de siècle en siècle, immortel comme l'espérance humaine ; c'est, en second lieu, le christianisme, envisagé comme l'école de l'Égalité parfaite et réduit par l'élimination du dogme du salut personnel aux proportions d'une simple discipline morale et sociale ; c'est enfin la Révolution française, interprétée de préférence d'après ceux de ses grands hommes qui lui assignèrent pour fin la prise en charge par l'Etat du bonheur universel. Mais il s'en faut que les apports de ces trois courants aient été de même importance. Par son origine, par son éducation, par les influences diverses qui ont agi sur lui, Cabet a été naturellement conduit, nous l'avons vu, à accorder à l'élément révolutionnaire une place prépondérante dans sa pensée comme dans son œuvre. On peut même dire que si le communisme icarien doit beaucoup à l'utopisme et au christianisme, c'est parce qu'il est une émanation et comme un fruit d'arrière-saison de la Révolution française. Avant de reconnaître sa doctrine dans le *Sermon sur la Montagne*, Cabet a lu Robespierre et la *Profession de foi du Vicaire savoyard* : s'il eût vécu au temps d'Hébert et de Chaumette, il aurait, comme certains patriotes, levé son bonnet rouge en l'honneur

(1) Il nous reste de lui près de cent pages de notes sur l'Ancien et le Nouveau Testament, vingt-cinq sur l'Évangile selon Saint Mathieu, etc.

du sans-culotte Jésus... D'autre part, s'il est vrai que Morrelly continue Campanella, Morus et Platon, il annonce aussi les réformateurs de la Convention et prépare Babeuf. C'est sur la foi de ces derniers et en procédant par régression que Cabet, renouant en plein XIX^{me} siècle la tradition utopiste, est allé demander à Thomas Morus non seulement quelques lumières sur la communauté, mais encore le vêtement dont il a habillé ses idées. En somme, et bien qu'il s'en soit défendu par opportunisme ou par amour-propre, son communisme procède avant tout de celui de la Révolution française. Or c'est chez Babeuf, continué par ses disciples, que le communisme révolutionnaire a pris la forme d'un *système* proposé aux réalisations de l'avenir. Nous sommes donc fondés à conclure qu'en dépit des enrichissements que la lecture, l'expérience et le spectacle de l'évolution sociale ont pu apporter à la pensée de son auteur, le *Voyage en Icarie* est une œuvre d'inspiration essentiellement babouviste. Après avoir établi historiquement cette thèse, cherchons-en dans l'ouvrage lui-même la confirmation.

CHAPITRE V

La Doctrine Icarienne

I. Le roman. L'intrigue, les personnages, le style. — II. Les principes directeurs du communisme icarien. — III. La religion icarienne. — IV. Le régime politique des Icariens. — V. L'organisation économique de la communauté. — VI. Les mœurs, la famille, l'éducation en Icarie. — VII. Conclusion.

I

Le *Voyage en Icarie* est un roman. Mais au fond, le narrateur se soucie assez peu des aventures de lord William Carisdall ou des amours malheureuses de Valmor et de Dinaïse. Il est le premier dans sa préface à conseiller au lecteur de s'élever au-dessus d'un attrait aussi frivole. « Sous » la forme d'un roman, dit-il, le *Voyage en Icarie* est un » véritable traité de morale, de philosophie, d'économie » sociale et politique, fruit de longs travaux, d'immenses » recherches et de constantes méditations » (1). Nous serons donc indulgents pour l'emphase fâcheusement romantique du dialogue, pour le sentimentalisme outré et presque maladif des personnages qui semblent échappés de *la Nouvelle Héloïse* (2), pour la faiblesse de l'intrigue qui s'interrompt vers le milieu du volume, comme si l'auteur se refusait à

(1) *Voyage en Icarie*, préface, p. VI.

(2) L'imitation du roman de Rousseau dans le *Voyage* est indéniable. L'histoire amoureuse de Dinaïse, de Valmor et de lord William est calquée sur celle de Julie, de Saint-Preux et de Milord Edouard. La sœur de Valmor, Corilla, est une confidente aussi dévouée que Claire d'Orbe. La ressemblance devient plus flagrante encore, lorsque les personnages épanchent par lettres les bouillonnements de leur cœur, comme par exemple p. 242 et sq.

prendre plus longtemps au sérieux ses propres inventions (1). Nous passerons même condamnation sur un tort plus grave quand il s'agit d'une œuvre qui est le « fruit de longs travaux » et qui prétend durer : le style, lui aussi, porte la marque du temps et trahit en outre cette négligence hâtive qui afflige dans tout ce que Cabet a écrit. Une dizaine d'épithètes à la fois sonores et banales (superbe, ravissant, magnifique, splendide, etc.) suffisent à caractériser les merveilles d'Icarie. Les personnages s'agitent plutôt qu'ils n'agissent. Les exposés didactiques et les intermèdes romanesques alternent avec une régularité pleine de gaucherie. Depuis lord Carisdall, le jeune seigneur anglais qui est le héros du livre, jusqu'au bon Mirol, un paysan venu en droite ligne de l'Arcadie classique, la terre icarienne n'est peuplée que de braves gens, à tel point que le lecteur, excédé par cette débauche de vertu, soupire vainement après la rencontre d'un coquin. Pourtant, en dépit de ces défauts et de bien d'autres encore, le *Voyage en Icarie* possède quelques-unes des qualités que l'on peut souhaiter dans un ouvrage de ce genre. L'imagination du conteur n'est jamais à court. Elle fait sans fatigue le tour des mille détails de la vie économique, morale et sociale. Enfin, et ce mérite renferme en lui tous les autres, la confiance de l'auteur en sa doctrine éclate à toutes les pages. Il n'en est pas une où il ne se livre tout entier, pas une, malgré les longueurs et les redites, qui trahisse les hésitations d'une pensée incertaine de ce qu'elle a le droit d'affirmer. Il faut rendre à Cabet cet hommage que, d'un bout à l'autre de sa carrière, aussi bien aux heures enthousiastes de la conception qu'aux heures sombres de l'action, il a gardé,

(1) Dans la seconde moitié de son œuvre, Cabet oublie qu'il nous a conduits en Icarie. Il imagine un débat contradictoire entre l'Icarien Dinaros et quelques étrangers dont les préventions contre la communauté persistent encore, ce qui est bien surprenant. Au lieu de puiser ses preuves dans les auteurs icariens, Dinaros est obligé, et pour cause, d'invoquer l'autorité des principaux écrivains de la société qu'il condamne... Et puis, que vient faire cette interminable controverse qui remet tout en question, après que l'on nous a montré l'admirable spectacle de la communauté prise sur le vif ? On comprendrait mieux l'ordre inverse : lord Carisdall, mécontent de l'organisation sociale du vieux monde, demande aux historiens et aux philosophes la solution du problème ; il est ainsi amené à *désirer* la communauté ; il apprend qu'elle existe en un pays ignoré des géographes appelé Icarie ; il s'y rend au prix de mille difficultés, etc.

pure de toute déchéance, ce qu'un critique a pu appeler avec raison sa belle « sincérité prolétarienne » (1).

Nous aurons dit l'essentiel sur la fiction qui, dans le *Voyage en Icarie*, recouvre de ses agréments l'austérité du vrai sujet, si nous constatons qu'elle n'a coûté au romancier aucun effort d'invention. Fidèle à la tradition, Cabet a préféré au recul dans le temps, l'éloignement dans l'espace. Il suppose donc, après Morus et ses nombreux imitateurs (2), une terre mystérieuse située sur les confins du globe; il y conduit son héros et le promène à travers les rouages d'une communauté modèle, d'autant plus intéressante pour le voyageur qu'elle s'étend à une nation tout entière. L'imitation de l'original anglais se fait sentir jusque dans le détail. Les architectes qui ont bâti Amaurote, métropole de l'île d'Utopie, et Icara, capitale du pays des Icaréens, semblent bien s'être communiqué leurs plans. Icar, le directeur vénéré des Icaréens, descend en ligne directe d'Utopus, le héros national des Utopiens. Aussi se trouve-t-il apparenté du même coup avec toute une lignée de prêtres et de rois pasteurs de peuples qui ont eux-mêmes pour ancêtre le sage législateur célébré par Morus : il suffira de citer le Grand Métaphysicien de la Cité du Soleil, Mentor, le réformateur de Salente, Sévarias le bienfaiteur des Sévarambes, Zeinzenim le sage monarque de la *Basiliade*. Cependant l'*Utopie* de Morus n'offre qu'une ébauche singulièrement naïve du système. Le culte de la raison, dont l'empire est si puissant qu'elle impose sa loi à la religion elle-même; la poursuite du bonheur, ramené du ciel sur la terre par la substitution des joies d'ici-bas aux mortifications qui assurent la vie éternelle; l'amour passionné de la tolérance, toutes ces préoccupations trahissent en Morus l'homme du xvi^e siècle, le lettré, l'humaniste, le témoin attristé des excès du fana-

E

(1) Charles Andler, *Manifeste communiste, Commentaire*, p. 188.

(2) Leurs œuvres remplissent les trente-six volumes in-8 de la *Bibliothèque des Voyages imaginaires* (Amsterdam 1787-1789). Le point de départ de tous ces récits est presque toujours le même : un voyageur est poussé par une tempête sur des bords inexplorés ou emmené en captivité chez des peuples inconnus. Il doit à cet événement de découvrir une civilisation bien supérieure à la nôtre. Les romans de Vairasse d'Alais, de Lesconvel, de Tyssot de Patot, de l'abbé Desfontaines, les Mémoires de Gaudence de Lucques, l'Histoire des Galligènes, celle des Ajaoiens, pour ne citer que ceux-là, sont coulés dans ce moule. — Cf. A. Lichtenberger, *Le Socialisme au XVIII^e siècle*, chap. II, XII et *passim*.

tisme, de l'asservissement des travailleurs et du parasitisme orgueilleux des aristocraties. Mais trois siècles séparent l'*Utopie* de Morus du *Voyage en Icarie*, trois siècles pendant lesquels la pensée socialiste s'est singulièrement précisée et élargie. C'est au dernier de ces siècles, d'une fécondité incomparable, qu'appartiennent les vrais maîtres de Cabet, et notamment celui qui, venu après les autres, les résume tous : François-Noël Babeuf.

II

Comme Babeuf, Cabet part de l'idée du bonheur commun, raison d'être nécessaire et suffisante de tout groupement humain. Ouvrons la *Défense* du tribun : « Le Code social » qui a établi dans sa première ligne que le bonheur était le » seul but de la société, a consacré dans cette ligne le type » inattaquable de toute vérité et de toute justice. Oui, il est » une voix qui crie à tous les hommes : le but de la société » est le bonheur commun » (1). C'est par une affirmation analogue que Cabet commence son ouvrage : « Quand on considère les richesses dont la bienfaisante Nature a comblé le » genre humain, et l'Intelligence ou la Raison dont elle l'a » gratifié pour lui servir d'instrument et de guide, il est impossible d'admettre que la destinée de l'homme soit d'être » malheureux sur la terre... » (2). D'où vient donc que ce mot, le *bonheur*, laisse à nos lèvres comme un goût d'amertume ? Pourquoi « dans tous les temps et dans tous les pays », l'histoire ne nous montre-t-elle que « troubles et désordres, » vices et crimes, guerres et révolutions, supplices et massacres, catastrophes et calamités » ? C'est que la clause fondamentale du pacte social a été violée par l'effet d'une foule d'institutions mauvaises, nées peut-être de l'erreur d'un moment, mais que la force de l'habitude a consacrées.

Cette constatation nous trace notre devoir. Rendons à la

(1) Babeuf, *Défense générale*, Advielle, t. II, p. 34.

(2) *Voyage en Icarie*, préface, p. 1 ; Cf. *Voyage en Icarie*, p. 314, et le préambule de la Constitution icarienne de Nauvoo, dans notre *Histoire de la Communauté Icarienne*, p. 97.

convention qui lie les hommes sa sainteté première en édifiant, à la place du vieux monde condamné, une société nouvelle, enfin conforme à ce « Code éternel de la Nature » dont la loi écrite, au dire de Babeuf, ne doit être que la transcription en langage humain (1). Et qu'on ne désespère pas de ce retour à l'égalité naturelle, condition du bonheur de tous et de chacun, en se disant que l'humanité déchue a perdu jusqu'au désir du relèvement. Toutes les puissances du mal ne sauraient avoir raison contre la Raison : qu'un Icar se lève, qu'il apporte à ses frères un plan de réorganisation sociale dicté par l'éternelle vérité, et l'on verra, dociles à son appel, l'élite d'abord, puis le commun des hommes prendre en main la truelle et le marteau pour bâtir la cité meilleure. L'initiative peut provenir d'un sage, élevé par son génie au-dessus du vulgaire, comme le Moïse d'Alfred de Vigny, — et Cabet rêve pour son compte d'être ce *surhomme*. Elle peut aussi partir d'un cénacle de héros associés, comme les Égaulx de l'an V, pour cette sublime entreprise. Dans les deux cas, la méthode est la même : nous nous trouvons en présence de l'illusion commune à la plupart des théoriciens du socialisme prémarxiste, qui s'imaginent que l'évolution sociale est susceptible d'un recommencement absolu (2). Cabet, après Babeuf et Saint-Simon, se compare à Socrate, à Platon, à Jésus-Christ ; comme eux, il est prêt à souffrir dans sa chair et dans son âme, si le salut de l'humanité est à ce prix (3).

Faudra-t-il, pour exécuter le plan nouveau, jeter à bas toutes les constructions anciennes ? Oui, répond Cabet, bien

(1) Babeuf, *Défense générale*, Advielle, t. II, p. 134.

(2) Les critiques du socialisme moderne reprochent encore à Saint-Simon ainsi qu'à Fourier et à Cabet lui-même d'avoir fait appel aux bons sentiments des classes dirigeantes pour réaliser leur système, comme si celles-ci n'avaient pas un intérêt majeur au maintien du *statu quo*. Cf. Ch. Andler, *Commentaire du Manifeste communiste*, p. 194 ; W. Sombart, *Le Socialisme et le Mouvement social au XIX^e siècle*, p. 30 sq., etc.

(3) Cf. A. Espinas, *Babeuf et le Babouvisme*, p. 326 ; *Voyage en Icarie*, p. 549-550, et toute la brochure de Cabet intitulée *Anciens réformateurs martyrs*, Paris, avr. 1856. Elle contient les biographies de Moïse, Aristide, Socrate, Phocion, les Gracques, Paul-Émile, Jésus-Christ, etc, et elle se termine ainsi : « Si vous connaissez l'histoire d'Icarie et celle de son fondateur, comparez-les avec celle des réformateurs précédents et dites si toutes les circonstances des deux premières ne sont pas la répétition des circonstances qui signalent les anciennes histoires ci-dessus analysées ».

qu'il existe déjà quelques linéaments d'un état de choses meilleur. Nous ferons grâce au lecteur du réquisitoire formidable qu'il dresse contre la société de son temps (1). Il convient pourtant de remarquer que, tandis qu'un Fourier, par exemple, exerce sa verve aux dépens des ridicules et des laideurs de l'ordre social sans montrer de préférence pour certaines de ses victimes, Cabet se porte partie civile pour les travailleurs dans le procès qu'il intente à la société. Comme Buonarroti, Babeuf et les démocrates de la Convention, il réunit par la pensée tous les misérables en une masse que la pauvreté rend homogène à ses yeux, qu'il appelle le Peuple et dont il épouse les intérêts (2). Mais il y a loin de cette conception, toute sentimentale encore, au dogme sociologique de la lutte des classes. Ami des Lafayette et des Voyer d'Argenson à qui il a donné un rôle dans son roman, Cabet espère fermement que « les riches se convertiront » et il écrit à leur sujet :

« *Les riches sont hommes comme les pauvres et nos frères comme ceux-ci* (3) ; ils forment même une grande et belle portion de l'Humanité. Sans doute, il faut les empêcher d'être oppresseurs, mais il ne faut pas plus les opprimer que se laisser opprimer par eux : la Communauté, imaginée pour faire le bonheur de tous les hommes, ne doit pas commencer par en désespérer une grande partie. Nous ne devons pas même les haïr, car leurs préjugés et leur vie sont l'effet de leur mauvaise éducation et de la mauvaise organisation sociale, tout aussi bien que les imperfections et les vices des pauvres » (4).

Ainsi la sévérité de Cabet envers les institutions n'a

(1) Cf. en particulier *Voyage en Icarie*, p. 311 à 332. On devra se reporter aussi à la sixième et à la dixième des *Douze Lettres d'un Communiste à un Réformiste*, qui insistent sur la nécessité d'une refonte complète de la société. Pour le dire en passant, il nous arrivera souvent, dans les pages qui vont suivre, de citer des écrits de Cabet postérieurs au *Voyage*. La pensée doctrinale de Cabet s'y trouve en effet expliquée et confirmée, mais elle y reste identique à elle-même.

(2) En retour, les sympathies populaires ne lui ont pas plus manqué qu'à un Raspail ou à un Barbès par exemple. Nous avons recueilli le témoignage de Martin Nadaud sur ce point. Cabet, qui s'est plaint tant de fois de l'ingratitude humaine, n'a-t-il pas été plus discret que de raison sur les beaux dévouements dont il a été entouré jusqu'à la fin de sa vie ?

(3) C'est Cabet qui souligne.

(4) *Voyage en Icarie*, p. 562 et 564.

d'égale que sa mansuétude envers les hommes. Combien ces appels à la réconciliation finale sont loin des farouches diatribes du *Tribun du Peuple* et du *Manifeste des Égaux*, ou même des emportements d'un Rousseau, obligé d'avouer qu'il n'a jamais pu se défendre « d'une certaine aigreur contre les riches, comme s'ils l'eussent été à ses dépens et que » leur prétendu bonheur eût été usurpé sur le sien » (1). Nous touchons là, est-il besoin de le redire ?, à la véritable originalité de Cabet qui a tout accepté de l'héritage babouviste, sauf l'esprit de rancune et de vengeance.

Une connaissance approfondie du mal est nécessaire pour arriver à la détermination sûre du remède. Or le mal qui travaille l'humanité, infini dans ses manifestations, est unique dans sa source : il s'appelle l'inégalité :

« Regardez la Création, l'Univers, les grandes masses d'aliments donnés par la Nature à l'homme, les grandes sources de la vie, l'air et l'électricité, la lumière et la chaleur, l'eau du ciel et de la mer... La Nature n'a-t-elle pas voulu que tous ces éléments appartenissent au genre humain en commun et fussent sa propriété commune ? N'a-t-elle pas établi la communauté de l'air et de la lumière ? Le soleil ne luit-il pas pour tout le monde ? La Raison n'indiquet-elle pas qu'il doit en être de même de la terre, dont les productions sont aussi nécessaires à la vie que l'air et l'eau ? Tous les philosophes ne reconnaissent-ils pas une communauté naturelle, primitive, universelle (tout à tous) qui dura des siècles jusqu'au premier partage et à l'établissement de la propriété ? Ne reconnaissent-ils pas que l'effet et le droit de cette communauté primitive subsistent encore aujourd'hui sous certains rapports ; que le partage n'a pu être fait que sous la condition tacite qu'il n'empêcherait personne d'exister, et que, dans ce qu'ils appellent les cas de nécessité, aucune loi humaine ne pourrait empêcher un homme de prendre dans la propriété d'autrui les fruits nécessaires pour l'empêcher de mourir » ? (2)

Opposera-t-on la nature à la nature elle-même en prétendant qu'après avoir doté ses créatures des mêmes besoins, elle a oublié, par une étourderie inconcevable, de leur donner les mêmes aptitudes à les satisfaire ? Cabet commencera par contester le principe, non sans s'embrouiller quelque

(1) *Emile*, t. II des Œuvres de J.-J. Rousseau (Paris, 1852), p. 365.

(2) *Voyage en Icarie*, p. 400.

peu dans la subtilité des demi-aveux que l'évidence lui arrache. Il essaiera de prouver, par exemple, qu'entre deux hommes pris au hasard, l'inégalité d'intelligence est acquise et non pas originelle :

« Leurs organes étaient les mêmes en naissant et avaient la même destination ; tous deux étaient également ignorants ; tous deux avaient également besoin d'instruction et d'éducation ; et si tous deux avaient été placés dans des circonstances absolument les mêmes, leur intelligence et leur instruction seraient aussi les mêmes, ou du moins elles seraient suffisantes pour chacun d'eux et ne seraient pas assez inégales pour établir entre eux une véritable inégalité » (1).

Mais Dinaros, porte-parole de l'auteur, a hâte de quitter ce terrain sur lequel il ne se sent pas à l'aise, sans doute parce qu'il n'a pas reçu les leçons de la dialectique oweniste. Le droit, ajoute-t-il bien vite, ne se mesure pas à la capacité ou à la force. Fils d'un même Père céleste, doués d'une raison qui les rend égaux devant la vérité, les hommes ont le privilège de vivre en société. Or, comme l'a établi l'immortel Jean-Jacques, c'est le caractère propre du pacte social « qu'il substitue l'égalité à ce que la nature avait pu » mettre d'inégalité physique entre les hommes ». Ainsi se trouve heureusement réparée l'injustice primitive. Au nom du contrat qui les lie, les hommes sont fondés à réclamer « l'égalité d'éducation, et par conséquent de capacité, » l'égalité de travail et de fortune, l'égalité de droits sociaux » et politiques » (2).

Voilà ce qu'enseignent la logique et le bon sens, interprétés par les sages de tous les siècles. Comment expliquer dès lors qu'un abîme se soit creusé entre la réalité et la théorie, entre le fait et l'idée ? C'est qu'autrefois, — il y a très longtemps — en un jour de malédiction pour l'humanité, la *propriété* est apparue sur le globe. Primitivement, tout était à tous. « Chez tous les peuples et pendant des » milliers d'années, la terre a été possédée et exploitée en

(1) *Voyage en Icarie*, p. 385.

(2) *Id.* p. 386 et 387.

» commun » (1). L'homme jouissait alors de ces droits de chasse, de pêche, d'aubaine, de cueillette et de pâture dont la perte excitait de si vifs regrets dans les salons parisiens, lorsque, vers 1770, les officiers de M. de Bougainville y racontaient les joies innocentes des naturels d'Otaïti. N'oublions pas cependant que Cabet, disciple de Rousseau, s'est mis aussi à l'école de Condorcet, interprète d'une pensée fameuse de Pascal. Il ne place pas le salut du genre humain dans une régression qui le ramènerait aux douceurs de l'âge d'or mythologique : « N'est-il pas incontestable que plus on » remonte vers la naissance de l'Humanité, et plus elle est » *enfant*, tandis que plus on se rapproche de l'époque actuelle et plus elle est *âgée* ? C'est autrefois qu'elle était » dans l'enfance, ignorante, muette encore, s'essayant à » bégayer et à marcher ; et c'est aujourd'hui qu'elle a de » l'âge et de l'expérience » (2). Il ne prétend donc pas instaurer à nouveau la communauté inorganique et barbare des premiers âges. Il se borne à en constater l'existence et il conclut que la propriété est une institution humaine, par conséquent caduque, changeante, et même susceptible de rentrer dans le néant d'où elle aurait bien dû ne jamais sortir. Avec Babeuf, il déclare qu'elle est « la plus déplorable création de nos fantaisies » (3) ; avec le Comité insurrecteur dont Buonarroti nous rapporte le projet de décret, il associe, par une déduction dont la rigueur lui semble irrésistible, le principe que nous venons d'énoncer, à savoir « que la propriété individuelle est une invention de la loi civile » et cet autre principe qui lui apparaît comme la conséquence nécessaire du précédent : « La propriété de tous » les biens renfermés dans le territoire national est une et » appartient inaliénablement au peuple qui seul a droit d'en » répartir l'usage et l'usufruit » (4).

Préférable au partage égalitaire des champs et des biens, encore qu'une bonne loi agraire vaille mieux que le maintien du désordre actuel (5), la communauté a tous les avantages de la propriété sans en avoir les inconvénients. « Elle fait

(1) *Voyage en Icarie*, p. 400.

(2) *Id.* p. 390.

(3) Babeuf, *Le Tribun du Peuple*, n° 36, p. 135.

(4) Buonarroti, *Conspiration pour l'Egalité*, p. 137-138.

(5) *Voyage en Icarie*, p. 396 et 397.

» disparaître l'intérêt particulier pour le confondre dans l'intérêt public, l'égoïsme pour lui substituer la fraternité, l'avarice pour la remplacer par la générosité, l'isolement, l'individualisme et le morcellement pour faire place à l'association,... au dévouement et à l'unité ». Non seulement elle établit une « Egalité réelle et parfaite », mais elle prévient même « l'inégalité que pourraient introduire les accidents et les hasards » ; « elle donne la jouissance, tout comme la propriété, n'enlevant que le droit déraisonnable d'abuser et de satisfaire des caprices préjudiciables à la Société » (1). Sous ce régime, la collectivité conclut avec l'individu un contrat qui est tout à l'avantage de celui-ci : elle lui prend ses richesses particulières, mais elle lui garantit en échange « une existence aussi heureuse que celle de tous les autres membres du corps social » (2). Objectera-t-on qu'en signant un tel pacte, l'individu risque de faire un marché de dupe ? Non, réplique Cabet, car la Société a tous les moyens pour exécuter l'engagement audacieux qu'elle a souscrit :

« Maitresse de tout, centralisant, concentrant, réduisant tout à l'unité; raisonnant, combinant, dirigeant tout, elle peut mieux et peut seule obtenir cet inappréciable et incommensurable avantage d'éviter les doubles emplois et les pertes, de réaliser complètement l'économie, d'utiliser toute la puissance de l'intelligence humaine, d'augmenter indéfiniment la puissance de l'industrie, de multiplier les productions et les richesses, de développer sans cesse la perfectibilité de l'homme, et de reculer continuellement les limites de son bonheur en reculant toujours les bornes de sa perfection » (3).

Certes, voilà un programme ambitieux. Malgré sa belle assurance, Cabet n'ose pas faire fonds, pour le réaliser, sur la seule perfection du mécanisme social. Il escompte aussi la pression exercée sur le citoyen par l'Etat qui, rassemblant en lui tous les pouvoirs, décide sans appel du juste et de l'injuste en toutes choses :

(1) C'est l'idée de Babeuf et ce sont presque ses expressions : « Il faut parvenir à enchaîner le sort, à rendre celui de chaque coassocié indépendant des chances et des circonstances heureuses ou malheureuses, à assurer à chacun... la suffisance, mais rien que la suffisance et à fermer à tous toutes les voies possibles pour obtenir jamais au-delà de la quote-part individuelle dans les produits de la nature et du travail ». (*Défense générale*, Advielle, p. 41).

(2) Buonarroti, *Conspiration pour l'Egalité*, p. 137-138.

(3) *Voyage en Icarie*, p. 398.

« Sans doute, la Communauté impose nécessairement des gênes et des entraves; car sa principale mission est de *produire* la richesse et le bonheur; et pour qu'elle puisse éviter les doubles emplois et les pertes, économiser et décupler la production agricole et industrielle, il faut de toute nécessité que la Société concentre, dispose et dirige tout; *il faut qu'elle soumette toutes les volontés et toutes les actions à sa règle, à son ordre et à sa discipline* » (1).

Mais alors, lui demanderons-nous, non seulement avec un adversaire prévenu comme L. Reybaud, mais aussi avec des démocrates sincères comme Thoré et Proudhon, que faites-vous de la liberté et de l'autonomie individuelles? Il ne suffit pas pour disculper la communauté à ce point de vue de la comparer à la monarchie et aux autres régimes condamnés(2). Nous éprouvons une certaine appréhension à reconnaître avec Cabet que « la passion aveugle pour la liberté est une » erreur, un vice, un mal grave, né de la haine violente » qu'excitent le despotisme et l'esclavage », et notre alarme s'accroît quand nous lisons que « *la liberté n'est ni la licence, ni l'anarchie, ni le désordre et qu'elle doit être limitée dans tous les cas où le demande l'intérêt de la Société constaté par le jugement populaire* » (3). En quête d'une définition positive, le philosophe finit par formuler ainsi sa pensée : « La liberté n'est donc que le droit de faire tout ce » qui n'est pas défendu par la Nature, la Raison et la Société » et de s'abstenir de tout ce qui n'est pas ordonné par » elles » (4). La Nature, la Raison et la Société, voilà, n'est-il pas vrai, trois entités aussi vagues que redoutables! Pour ne pas risquer d'enfreindre leurs ordres mystérieux, il ne reste au citoyen qu'une ressource, celle de renoncer à toute spontanéité et de s'abandonner à la robuste main de l'Etat comme le marmot qui marche insouciant à la remorque de la jupe maternelle. Dans la pensée de Cabet, comme aux yeux de Babeuf, tel est bien en effet l'idéal du parfait citoyen. Pour ne citer qu'un exemple, il faut voir avec quelle docilité de

(1) C'est Cabet qui souligne. — *Voyage en Icarie*, p. 403.

(2) *Voyage en Icarie*, p. 405.

(3) C'est Cabet qui souligne. — *Voyage en Icarie*, p. 404-405.

(4) *Voyage en Icarie*, p. 404-405. Cette définition lui a plu, car il l'a reproduite dans le manifeste intitulé : *Mon Credo communiste* (p. 7), en remplaçant les mots : Nature, Raison et Société par le mot : Loi qui, en effet, résume pratiquement les trois autres.

ruminants parqués dans les étables d'une ferme-école, les Icariens se soumettent aux *expériences* du comité de médecins et de sages « chargé du perfectionnement de l'espèce humaine » (1). En 1849, lorsque le fondateur d'Icarie vint rejoindre sur les bords du Mississipi la petite troupe de Nauvoo, il crut que la réalité allait prendre la suite du rêve. Mais bientôt on vit quelques audacieux se lever et poser au maître cette question insolente : « Est-ce que nous avons fait trois mille lieues pour n'être pas libres ? » Dès ce jour, on vit aussi l'opposition attirer à elle toutes les âmes énergiques, ne laissant à la disposition du réformateur, pour mener la lutte, que les caractères les moins décidés (2).

Cabet a prévu l'objection. Non seulement il condamne dans le *Voyage* les essais de communauté prématurés et médiocres, mais il n'admet pas qu'on dise de son système qu'il sacrifie l'individu à la puissance anonyme et monstrueuse de la Loi. Pour que ce mot de sacrifice fût de mise, il faudrait qu'il y eût désaccord entre celle-ci et celui-là ; il faudrait que la Loi s'imposât du dehors, par l'effet d'une contrainte qui, tout en réalisant les apparences de la discipline, se heurterait aux dispositions intimes des individus. Or, il y a entre la Loi et ses sujets une harmonie absolue, parce que ceux qui doivent subir la Loi ne font qu'un avec ceux qui l'ont faite (3). La Loi n'est, à le bien prendre, que la volonté des citoyens objectivée. Grâce à un mode particulier de referendum qui fonctionne incessamment, comme nous le verrons bientôt, grâce à une savante hiérarchie de délégations communales, provinciales et nationales, c'est le Souverain qui se gouverne lui-même, selon les principes du livre II du *Contrat Social*, sans connaître d'autre autorité que celle de la Nature et de la Raison. Parlera-t-on des minorités, vouées à l'oppression comme dans toutes les démocraties dominées par la tyrannie du nombre ? Dira-t-on que cette oppression menace d'être particulièrement intolérable sous un gouver-

(1) *Voyage en Icarie*, p. 122-123.

(2) Cf. notre *Histoire de la Communauté icarienne*, p. 178 sq.

(3) « Dans la Communauté, c'est la Société tout entière, c'est le Peuple tout entier qui fait ses lois, même ses mœurs, ses usages, son opinion publique... ; et ces lois, toujours consenties et voulues, sont toujours exécutées avec plaisir et même avec un sentiment de fierté ». (*Voyage en Icarie*, p. 405).

nement qui inspire ou règle toutes les manifestations de la vie matérielle, intellectuelle et morale des citoyens ? Cabet abolira la conséquence en niant le principe, à savoir qu'il puisse exister dans sa république une minorité de mécontents. Le gouvernement institué par Icar a supprimé l'inégalité politique et économique qui causait le malheur des sociétés humaines. Il a donc ajusté ce qui est à ce qui doit être, réconcilié le raisonnable et le réel. Il est même, à proprement parler, le gouvernement de la Raison, car la Raison étant identique chez tous les hommes fonde à leur profit cette égalité des droits qui les dédommage noblement de leur inégalité physique et intellectuelle. Il en résulte qu'une république qui institue l'égalité parfaite satisfait à la Raison à la façon d'un géomètre qui établit correctement un théorème : elle est aussi incapable de faire des mécontents que le géomètre de trouver des contradicteurs sains d'esprit.

Mais cette comparaison même dénonce un danger que le communisme icarien, à l'entendre, a su prévenir. Il s'agit, ne l'oublions pas, de construire une cité meilleure. Notre organisation sociale ne prétend pas uniquement à l'adhésion des intelligences. Elle est faite pour des hommes de chair et de sang ; elle veut être non seulement acceptée, mais aimée. En second lieu, nous sommes sur le terrain de la vie réelle, de l'action pratique, et, par conséquent des réalisations imparfaites. Entre la cité égalitaire que le philosophe conçoit et celle que le politique peut édifier, il y a l'abîme qui sépare le cercle, tel que l'envisage la pensée du géomètre, de l'ébauche grossière que sa main trace sur le papier. Pour ces deux raisons, la communauté, désespérant d'atteindre l'absolue égalité, se voit forcée de faire appel à un autre principe capable de suppléer à l'insuffisance du premier : ce principe, c'est la Fraternité.

« Si l'on nous demande :

« Quelle est votre science ? — La Fraternité, répondons-nous.

» Quel est votre principe ? — La Fraternité ;

» Quelle est votre doctrine ? — La Fraternité ;

» Quelle est votre théorie ? — La Fraternité ;

» Quel est votre système ? — La Fraternité » (1).

(1) *Voyage en Icarie*, p. 567.

La Fraternité, c'est l'huile qui baigne tous les rouages de la machine icarienne. Par elle disparaissent les imperfections inévitables qu'entraîne la mise en pratique de l'Égalité, les meurtrissures qu'elle cause quand elle est trop absolue, les rancunes qu'elle amène quand elle est incomplète. De même que la charité panse des plaies que la justice est impuissante à guérir, la fraternité rend acceptables les brutalités que le terrible niveau égalitaire sème sur sa route lorsqu'il passe sur les têtes en laissant derrière lui l'universelle médiocrité. « Quand une nation en est à ce point, dit Buonarroti, elle a » de bonnes mœurs : alors les devoirs les plus pénibles sont » remplis avec plaisir ; on obéit librement aux lois ; les limites posées à l'indépendance naturelle sont regardées comme des bienfaits, les propositions raisonnables ne rencontrent pas d'opposition ; et il y a dans le corps politique » unité d'intérêt, de volonté et d'action » (1). Il est vrai que pour réaliser ce *consensus* admirable dont la vision le fait pleurer de tendresse, le vieux révolutionnaire compte, en même temps que sur l'esprit de fraternité, sur la « politique » qui « saura modifier le cœur humain par l'éducation, par » l'exemple, par le raisonnement, par l'opinion et par l'attrait du plaisir ». Mais il ne faut pas s'y tromper : la politique la plus habile sera impuissante à inspirer l'amour du régime, si l'impulsion première ne part pas spontanément des profondeurs de ce cœur humain qu'il s'agit justement de « modifier ». Quant à Cabet, à la différence de ses maîtres, il a surtout confiance, pour maintenir la bonne volonté générale, dans l'attrait des biens matériels, dont l'abondance est liée au maintien du bon ordre et de l'harmonie. Les moralistes, pour qui toute vertu doit être désintéressée, ne dissimulent pas la répulsion que leur inspire la grossièreté de ce moyen. Les économistes, mieux informés des faiblesses humaines, inclinent plus volontiers à l'indulgence. Il n'en reste pas moins que la part faite à la Fraternité dans le système est en un certain sens humiliante pour l'Égalité, et que si le premier mot du communisme, suivant une observation pénétrante de M. Espinas, « est jouissance et joie de vivre,

(1) Buonarroti, *Conspiration pour l'Égalité*, p. 149-150.

» son dernier mot est abnégation, soumission, désintéressement » (1).

III

Par la Fraternité encore, expression sociale de l'amour, élan du cœur qui ne peut être ni mesuré, ni imposé, la sublime transformation que rêve Cabet conquiert l'homme tout entier : elle commence par une meilleure répartition des biens du corps et s'achève par l'institution d'une religion. Mais ici une question préalable se pose : Comment Cabet, affilié de bonne heure à la franc-maçonnerie et voltairien déclaré pendant la première moitié de sa vie, en est-il arrivé à écrire le *Vrai Christianisme* ? Pourquoi s'est-il donné la peine de compléter par une métaphysique, même rudimentaire, sa doctrine sociale, toute imprégnée de la philosophie sensualiste et utilitaire du XVIII^{me} siècle ? Puisque la personnalité morale de l'homme est une *résultante* dont les composantes proviennent des forces naturelles et sociales qui l'ont comme façonnée, le seul problème digne d'intérêt n'est-il pas de rechercher les moyens d'agir sur ces forces elles-mêmes pour en accroître le rendement utile, ou, en d'autres termes, d'améliorer le milieu pour perfectionner l'être humain ? Il serait trop simple de répondre que Cabet a voulu flatter son siècle et obéir à la mode en bâtissant une modeste chapelle de style icarien près des temples plus ou moins étranges élevés par les Saint-Simon, les Lamennais, les Infantin, les Pierre Leroux, les Auguste Comte. C'est un mouvement sincère de sa pensée qui le porte à concevoir une cause première qu'il nomme Dieu et qu'il se hâte de déclarer « inconnaissable dans son essence » pour n'avoir pas à se perdre à son sujet en de profondes méditations (2). La seule fonction de ce Dieu paraît bien avoir été de promulguer à l'origine des choses les lois qui depuis n'ont cessé d'en régler le cours. En réalité, Dieu et les lois naturelles ou, plus exactement encore, Dieu et la Nature ne font qu'un. « Je crois à une cause pre-

(1) A. Espinas, *La Philosophie sociale du XVIII^e siècle et la Révolution*, p. 365.

(2) *Voyage en Icarie*, p. 167.

mière que j'appelle la Nature », dit Cabet dans le *Credo communiste*. Et procédant aussitôt à une identification nouvelle qui explique toute sa religion, il déclare que la volonté de la Nature ou de Dieu, c'est précisément ce que Cabet est venu apporter au monde, c'est-à-dire le bonheur social : « Je crois que la Nature a voulu que l'homme fût heureux » sur la terre, parce qu'elle est infiniment sage, infiniment » juste, infiniment bonne et bienfaisante » (1).

On le voit, la religion de Cabet ne s'embarrasse pas d'un lourd bagage de mystères et de dogmes. Elle n'a d'autre raison d'être que d'appuyer et d'embellir la morale communautaire. On peut la définir, selon le mot expressif de Dézamy qui lui assigne le même objet, « la morale revêtue des brillantes couleurs de la poésie ».

Un grand Concile, « composé de prêtres élus par tous les » autres prêtres, de professeurs élus par tous les professeurs, » de philosophes, de moralistes, de savants et d'écrivains » célèbres », s'est réuni au lendemain de la Révolution déchaînée par Icar et, après quatre années de discussions ardues, a voté « par assis et levé » les articles du catéchisme icarien. S'il s'est prononcé à l'unanimité pour l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme, par une décision qui rappelle le décret conventionnel du 7 mai 1794, le Concile, chargé, comme il sied en Icarie, de « penser » pour le peuple, a déclaré par contre qu'il ne croyait « ni à la divinité de Jésus-Christ, ni à » l'origine divine de la Bible, ni à la révélation faite à Moïse, » ni à un Dieu à figure humaine récompensant, punissant, » accueillant les prières », ni au paradis, ni à l'enfer (2). Ainsi délestée de tout contenu théologique, cette religion — c'est l'Icarien Valmor qui le reconnaît — « n'est, à vrai dire, » qu'un système de *morale* et de *philosophie* et n'a d'autre » utilité que de porter les hommes à s'aimer comme des frè- » res, en leur donnant pour règle de conduite ces trois pré- » ceptes qui renferment tout : *Aime ton prochain comme » toi-même. Ne fais pas à un autre le mal que tu ne vou- » drais pas qu'il te fit. Fais à autrui le bien que tu désires*

(1) *Mon credo communiste*, p. 5.

(2) *Voyage en Icarie*, p. 276 sq.

« pour toi-même » (1). Ailleurs, comme lord William émet timidement l'idée que la métaphysique icarienne est peut-être un peu courte, Valmor lui fait remarquer avec vivacité qu'un peuple qui a le bonheur de vivre en communauté n'a besoin d'aucun des secours que l'on demande d'ordinaire à une religion, à savoir, pour les riches une garantie contre la révolte des pauvres, et pour les pauvres une espérance supra-terrestre qui les console de l'avarice des riches. Quant aux malheurs particuliers, aux détresses morales qui atteignent l'homme dans les profondeurs de son être et ne comportent pas de médication sociale, « la Raison suffit généralement à les guérir ». Si elle n'y parvient pas, « c'est précisément pour ce cas que les lois tolèrent la prière avec l'espérance d'une vie plus heureuse et qu'elles instituent des temples et des prêtres conseillers et consolateurs ». — « Tes prêtres ne sont que des prêtres de la RAISON », répond alors William qui arrive tout droit de la piétiste Angleterre. — « Ils n'en sont que plus raisonnables », réplique Valmor (2).

Comme on peut en juger par cet exposé sommaire, la religion icarienne est d'importation française. Elle est sortie des pages de l'*Emile* et du *Contrat social* ; au temps de sa dictature, Robespierre l'a élevée à la dignité de culte public ; Babeuf, la trouvant de bonne prise, l'a installée dans sa république égalitaire à la place des « religions prétendues révélées », et l'a mise au service de l'Etat dont elle doit appuyer l'autorité et sanctionner les lois. « La République française, ne reconnaissant aucune révélation, écrit Buonarroti, n'eût adopté aucun culte particulier, mais elle eût fait de l'Égalité le seul dogme agréable à la Divinité dont les bienfaits eussent été proclamés par des solennités populaires et elle eût fortement gravé dans le cœur des bons citoyens l'espérance d'une heureuse immortalité » (3). A dix ans d'intervalle, Cabet semble faire écho à cette déclaration babouviste : « Notre culte est infiniment simple... : nous pensons que la soumission à la volonté générale et l'amour de la Patrie et de l'Humanité sont le culte le plus agréable à la Divinité ».

(1) *Voyage en Icarie*, p. 171.

(2) *Id.* p. 279.

(3) Buonarroti, p. 165.

Et il ajoute, car s'il s'est nourri de la doctrine des Égaux, les pathétiques accents du Vicaire Savoyard n'ont pas cessé de hanter sa mémoire : « Nous estimons que celui qui sait le » mieux l'adorer (la Divinité) et lui plaire, c'est celui qui sait » être le meilleur père, le meilleur fils, le meilleur citoyen et » surtout celui qui sait le mieux aimer et vénérer la femme, » chef-d'œuvre du créateur ; nous pensons que les privations » et les souffrances que le fanatisme s'impose sont des ou- » trages à la bonté divine ; nous pensons aussi que la Nature » entière est le plus beau temple où l'on puisse offrir ses » hommages à l'Être suprême » (1).

Cependant Cabet n'oublie pas que les aspirations religieuses des contemporains de Louis-Philippe ne sont plus celles des lecteurs de l'*Encyclopédie*. De Châteaubriand à Lamennais, des écrivains illustres se sont révélés qui ont remis en honneur un christianisme d'autant plus séduisant pour les âmes inquiètes qu'il s'écarte davantage des formules traditionnelles. L'orthodoxie farouche d'un Joseph de Maistre a reconnu elle-même la nécessité d'un renouveau religieux : « Quand je considère l'affaiblissement général des principes » moraux, écrivait-il dès 1796, la divergence des opinions, » l'immensité de nos besoins et l'inanité de nos moyens, il me » semble que tout vrai philosophe doit opter entre ces deux » hypothèses, ou qu'il va se former une nouvelle religion ou » que le christianisme sera rajeuni de quelque façon extra- » ordinaire » (2). Rajeunir le christianisme : telle est bien l'ambition qui a germé dans l'esprit de Cabet, obéissant peut-être à quelque suggestion de Ch. Teste ou de Buonarroti (3). Ce n'est pas qu'il ait foi dans la divinité du Christ, mais il constate que l'idée chrétienne, après une éclipse de près d'un siècle, est en passe de reconquérir et même d'accroître son empire. Aux environs de 1840, Jésus est tenu en grande

(1) *Voyage en Icarie*, p. 171.

(2) J. de Maistre, *Considérations sur la France*, p. 66.

(3) « Personne n'est plus convaincu que moi des intentions bienfaisantes de Jésus ; je crois qu'il eut un but temporel et qu'il fut un généreux prédicateur d'égalité et de vertu. Telles étaient à mon avis les bases primitives du christianisme dans sa pureté et dans l'esprit de son fondateur. S'il était possible de rendre cette vérité sensible à tout homme de bonne foi, je n'hésiterais pas à approuver l'idée de se servir du christianisme pour réformer radicalement les institutions humaines ». (Lettre inédite de Buonarroti, Bruxelles, 16 avril 1830. — Bibl. Nationale, *op.cit.*, t.II, f° 18).

estime par tous les démocrates. Pour Louis Blanc, Raspail, Barbès et Ledru-Rollin, sans parler de Buchez, de Pierre Leroux et de Lamartine, « le Christ demeure le précurseur » des temps modernes, et l'Évangile le bréviaire de la Démocratie » (1). Il s'agit donc pour Cabet d'assurer au communisme icarien le renfort de cette collaboration précieuse. Aussi juxtapose-t-il au culte de l'Être suprême et à la religion naturelle de Rousseau un christianisme « fraternitaire » qui ressemble assez à celui de Saint-Simon (2).

Timidement indiquée dans le *Voyage*, cette conception s'affermira dans l'esprit de Cabet pendant les années qui vont suivre la publication du roman icarien. Elle trouvera son expression complète en 1846, dans le *Vrai Christianisme* (3) dont voici, très exactement résumée par Cabet lui-même, la donnée principale :

« Jésus-Christ est venu apporter une loi nouvelle, un nouveau principe social, un nouveau système d'organisation pour la société, qu'il appelait le Règne ou le Royaume de Dieu, la Cité nouvelle... Son grand principe social était donc la Fraternité des hommes et des peuples et il disait : « Aime pour être aimé, secours pour être secouru ». Il combattait surtout la misère et, pour la supprimer, il recommandait la communauté des biens, en déclarant que l'opulence empêchait d'entrer dans le Royaume de Dieu.

» Ses apôtres, les Pères de l'Eglise et les premiers chrétiens pratiquèrent la communauté (4) ; et si, au lieu de faire des communautés d'hommes seulement ou de femmes seulement, ils avaient fait des communautés d'hommes et de femmes avec le mariage et la famille, des communautés agricoles et industrielles, la communauté serait aujourd'hui établie sur toute la terre.

»... Notre communisme icarien est donc le vrai christianisme, nous sommes de *vrais chrétiens*, les disciples de

(1) G. Weill, *Histoire du parti républicain*, p. 242.

(2) « Saint-Simon met la fraternité, l'amour au premier plan. Le précepte divin : *Aimez-vous les uns les autres* est l'épigraphe même du *Système industriel*. Dans le *Nouveau Christianisme*, Saint-Simon réduit tout ce qu'il y a de divin dans la religion chrétienne à la fraternité ». (Henry Michel, *L'idée de l'Etat*, p. 192).

(3) *Le vrai Christianisme suivant Jésus-Christ*, Paris, in-16, 1846.

(4) Jésus a été élevé dans la communauté des Esséniens (p. 227) ; il institue formellement la communauté le jour de la Sainte-Cène (p. 229) ; ses apôtres répandent et mettent en pratique ses enseignements (p. 494), etc.

Jésus-Christ ; c'est son évangile qui est notre Code, et c'est sa doctrine qui est notre guide » (1).

On le voit, le christianisme de Cabet est aussi simple que son déisme. « Jean-Baptiste a été le prophète *précurseur* de » Jésus, écrit quelque part Fourier ; j'en suis le prophète » *post-curseur* annoncé par lui et complétant son œuvre » dans la réhabilitation des hommes ». Avec une vanité presque aussi candide, Cabet enrégimente Jésus de gré ou de force parmi les apôtres du communisme. Mais on comprend que les démocrates catholiques de son temps, D'Alton-Shée, Buchez ou Lamennais, se soient refusés à reconnaître dans ce prisonnier déchu de la communauté le Rédempteur mort sur la croix pour le salut des hommes, don suprême du Père à l'Humanité souffrante et coupable. Aussi Cabet a-t-il trouvé en eux des adversaires résolus. Au surplus, son *Vrai Christianisme* ne semble pas avoir troublé beaucoup de consciences et l'Eglise ne s'est pas plus alarmée de son apparition en 1846 que le gouvernement royal, en 1840, de la publication du *Voyage en Icarie*.

Nous en aurons fini avec la religion icarienne si nous remarquons que pour l'organisation matérielle du culte, elle a beaucoup emprunté aux coutumes des Utopiens. Jusqu'à seize et dix-sept ans les enfants ne reçoivent aucun enseignement religieux. « Ce n'est qu'à cet âge, quand leur éducation générale est presque achevée, que le professeur de » philosophie, et non le prêtre, leur expose pendant un an » tous les systèmes religieux sans exception... Chacun » adopte alors en parfaite connaissance de cause l'opinion » qui lui paraît la meilleure ». (2) Mais l'exercice de ce droit qui ravit d'aise les habitants d'Utopie, — au xvi^e siècle il avait bien son prix ! — laisse assez indifférents ceux du pays d'Icarie. Comme « l'influence de l'éducation, de la raison, de la » discussion amène naturellement chacun à l'opinion des » plus éclairés qui devient l'opinion universelle,... les sectes » sont rares parmi eux... », et l'on peut dire que tous les Icariens, à l'exception de quelques matérialistes endurcis (3),

(1) *Colonie Icarienne aux Etats-Unis : sa situation*, Paris, janv. 1856, p. 26 et 28.

(2) *Voyage en Icarie*, p. 170.

(3) *Id.* p. 169.

professent la même croyance religieuse. Des prêtres et des prêtresses, élus par les citoyens de chaque quartier sur une liste de candidats reconnus aptes à la fonction, sont chargés de présider aux cérémonies du culte, dont la simplicité, calquée sur celle des dogmes, ne comporte ni spectacles, ni images, ni mortifications, ni sacrements, ni « prières officielles en langage inconnu ». Leur rôle dans la cité, cela va sans dire, est beaucoup plus social que religieux. Ils soutiennent les orphelins de leurs conseils, ramènent dans le droit chemin les enfants indociles à la voix de leurs parents, enseignent aux futurs époux leurs devoirs, réconcilient les ménages malheureux (1). A tous ces traits, on a reconnu l'influence de Thomas Morus et de l'humanisme. Comme les autres constructions de la cité élevée par Cabet au pays du rêve, le temple icarien est un monument composite dont Lamennais pourrait reconnaître la coupole et Platon les fondations.

IV

Dans une société où le pouvoir central accepte la mission d'assurer le bonheur matériel et spirituel du plus humble des citoyens, l'organisation politique doit être poussée au plus haut degré de perfection. Il importe en effet que chacun retrouve dans la loi, expression de la volonté générale, le reflet de sa propre volonté. Théoriquement, nous l'avons vu, ce résultat peut être atteint si l'on admet avec Cabet que les volontés individuelles, maintenues par la vertu du milieu ambiant en parfait état de santé morale, ne peuvent pas ne pas se rejoindre sur un terrain commun qui est celui de la vérité et de la raison. Mais il reste à découvrir les moyens pratiques de recueillir les décisions particulières, d'en faire pour ainsi dire le total et de traduire en termes adéquats à la réalité le résultat de cette opération. Il reste aussi, et ce n'est pas la moindre des difficultés, à diriger l'action de cette loi qui va désormais, par une sorte de choc en retour, retomber en applications particulières sur les citoyens dont elle

(1) *Voyage en Icarie*, p. 140, 141, 173.

émane. Dans une communauté à effectif restreint, un couvent par exemple, le fonctionnement de la machine politique est facile, parce qu'il n'exige qu'un minimum d'organes de transmission. Mais s'il s'agit d'une nation entière, les obstacles se multiplient avec le nombre des rouages. Semblable à ces inventeurs de « mouvements perpétuels » qui négligent dans leurs calculs les déperditions de force entraînées par les frottements, Cabet oublie que pour formuler la loi et surtout pour l'appliquer, il faut recourir, en Icarie comme ailleurs, à des hommes, créatures inégales, changeantes et faillibles. Plus il concède de droits et par conséquent plus il reconnaît de devoirs au pouvoir souverain, plus il complique sa tâche redoutable. Saint-Simon réduit le rôle de l'Etat à l'administration des choses ; chez Proudhon, il se borne à garantir l'exécution des contrats librement consentis entre les individus ; Fourier lui demande moins encore. Au contraire, pour Cabet comme pour les babouvistes, l'action de la loi ne connaît ni temps de repos, ni domaine réservé, et le magistrat chargé de « faire respecter la volonté du peuple » est armé de « toute la puissance nationale » (1).

Le système repose donc sur une foi absolue dans la *clairvoyance* du suffrage universel. Gardons-nous, sur ce point, de tourner en dérision celle de notre auteur. Il a partagé au sujet du suffrage la conviction sincère et touchante de tous les hommes d'avant-garde dans les pays où le peuple n'est pas encore l'artisan de ses propres destinées. Il semble à ces précurseurs que la liberté possède par elle-même une vertu magique de régénération, en sorte qu'une fois mise en possession du droit de vote, la nation en fera d'emblée et comme d'instinct le meilleur usage. Les expériences du passé ne leur sont d'aucun profit, parce qu'ils se refusent de parti-pris à admettre l'analogie des temps et des situations. Aussi ne faut-il pas s'étonner si en Icarie, comme dans la République des Égaux (2), le peuple se soumet avec une bonne grâce parfaite à des lois qu'il trouve infiniment sages et « qu'il » exécute toujours avec plaisir parce qu'elles sont son propre ouvrage et l'expression de sa volonté souveraine » (3).

(1) Buonarroti, p. 175.

(2) Cf. Buonarroti, p. 149, 166 et *passim*.

(3) *Voyage en Icarie*, p. 38.

Mais une collectivité aussi vaste que la nation icarienne ne peut exercer ses droits que par délégation. Bien qu'on ne rencontre pas dans les rues d'Icara les parias que l'on voit chez les Utopiens vaquer aux plus durs travaux (1), bien que tous les Icariens participent également à la vie publique, sans qu'il y ait parmi eux de classe privilégiée ni de classe déchuée(2), c'est à l'élite des citoyens qu'est confiée la gérance des intérêts publics, en vertu d'un système représentatif inspiré visiblement des créations politiques de la Convention, avec quelques retouches empruntées aux institutions américaines. L'organe essentiel du parlementarisme icarien consiste en une représentation nationale de deux mille députés élus par les mille communes de la République à raison de deux par commune. Ils sont nommés pour deux années et renouvelés tous les ans par moitié. Comme une assemblée aussi nombreuse manquerait de la souplesse nécessaire pour l'étude consciencieuse des affaires, elle se subdivise en quinze comités de cent trente-trois membres. Ces comités, qui tiennent à la fois des commissions instituées par les lois du 12 germinal et du 7 fructidor et de nos grandes commissions parlementaires d'aujourd'hui, sont chargés chacun d'un département administratif : constitution, éducation, agriculture, industrie, nourriture, logement, ameublement, transports, statistique, etc. (3)

Rien ne saurait exprimer la sublimité du spectacle qu'offrent les séances du Parlement icarien : « Je ne crois pas » qu'aucune salle du trône dans aucun palais de monarchie » soit aussi majestueuse, aussi superbe, aussi magnifique » que cette salle des délibérations des représentants d'un » Peuple Empereur, Pape et Roi ! » En présence de six mille spectateurs, « aux sons d'une musique tantôt imposante et tantôt délicieuse, le président, les vice-présidents » et les secrétaires, précédés de nombreux huissiers et suivis

(1) Thomas Morus imagine qu'en Utopie les basses besognes sont confiées à des esclaves publics (ce sont des criminels indigènes ou achetés à l'étranger), ainsi qu'à des valets d'Etat venus du dehors et frappés en raison de leurs occupations mercenaires d'une *diminutio capitis* au moins partielle (*Utopie*, trad. Gueudeville, 1715, p. 218 et 219).

(2) Cf. *Voyage en Icarie*, p. 176.

(3) *Voyage en Icarie*, p. 37, 38 et 180. Cf. aussi, sur l'organisation politique icarienne, la 8^{me} des *Douze lettres d'un Communiste à un Réformiste*.

» des deux mille représentants », pénètrent dans la salle à quatre heures moins cinq minutes, « revêtus de superbes costumes » (1). Un seul député, ô prodige, a laissé sa place vide sans justifier son absence. Qu'est-ce à dire ? La maladie en Icarie oserait-elle s'attaquer subitement à un représentant du Peuple ? Mais non, ce n'est qu'un retardataire. Le voici qui arrive, rouge de confusion, tandis que « la porte de la salle » s'ouvre avec un carillon de clochettes qui attire tous les « regards » et annonce à tous les échos l'entrée du coupable (2). Quel contraste entre « la raison, la sagesse, la dignité, le laconisme » de cette assemblée et l'indécent spectacle dont Cabet a été tant de fois témoin au cours de sa vie parlementaire ! (3) Et pourtant, la séance à laquelle vient d'assister lord William n'a pas donné lieu à de beaux duels oratoires : on y a discuté « un projet de loi pour ajouter un nouveau meuble au mobilier de chaque famille », puis une motion dont l'objet est de savoir « s'il ne conviendrait pas de » travailler sept heures et demie par jour au lieu de sept » heures et d'avoir un jour de repos tous les cinq jours au » lieu d'un tous les dix jours, afin que les citoyens puissent » jouir plus souvent de la campagne » (4).

A côté de ce Parlement, qui correspond assez exactement à l'*Assemblée centrale des législateurs* proposée par le Comité insurrecteur, la constitution imaginée par Cabet prévoit des *Assemblées provinciales*, réunissant, dans chacune des cent provinces de la République, cent vingt députés élus par les communes, et enfin des *Assemblées communales* (Babeuf avait dit *de souveraineté*), auxquelles prennent part trois fois par mois tous les Icariens en possession de leurs droits civiques (5). Leur utilité est double : elles ratifient les résolutions de la Chambre nationale des représentants et en assurent l'exécution dans l'étendue de la province ou de la commune ; elles permettent en outre la pratique régulière d'une sorte de referendum consultatif qui renseigne le Par-

(1) *Voyage en Icarie*, p. 177.

(2) *Id.* p. 178-179.

(3) Cabet saisit cette occasion de tracer (p. 185 à 188) un tableau poussé au noir de la situation politique et de l'avilissement du régime censitaire dans son pays.

(4) *Voyage en Icarie*, p. 180.

(5) *Id.* p. 193 sq.

lement et le pouvoir central sur l'opportunité de telle ou telle loi. Grâce à cette périodicité fréquente des assemblées communales et à leur action continue sur la marche des affaires, Cabet se flattait de réaliser le gouvernement direct du Peuple par le Peuple, suivant les principes établis par la Constitution du 24 juin 1793. Somme toute, il ne faisait que s'emparer, sous des noms différents, des créations du Comité insurrecteur :

« Celui-ci, nous apprend Buonarroti, concevait deux manières de comprendre la loi : elle eût pu prendre naissance dans l'assemblée centrale des législateurs ou dans chacune des assemblées de souveraineté. Dans le premier cas, l'assemblée centrale adressait aux assemblées de souveraineté ses projets avec l'exposé de ses motifs. Les résultats des délibérations populaires étaient envoyés aux conservateurs qui proclamaient le vœu de la nation en publiant les votes de chaque fraction du souverain. Dans le second cas, chaque assemblée de souveraineté pouvait proposer une loi nouvelle ou l'abrogation d'une loi ancienne » (1).

Il existe cependant une différence notable entre la constitution politique élaborée par les conspirateurs de l'an V et celle qui régit les Icariens. Les Égaux rédigent la leur dans des temps troublés, à une époque où les révolutions les plus hardies sont suivies de singuliers retours. Il faut donc faire en sorte que le corps législatif soit mis dans l'impossibilité d'attenter aux volontés du Peuple dont la souveraineté, répartie sur des millions de têtes, pourrait être aisément mise en échec par une poignée d'habiles factieux. Dans la pensée des Égaux, l'institution des Conservateurs de la volonté nationale était destinée à prévenir ce danger. Mais Cabet, qui se meut en pleine utopie et règle toutes choses à la mesure de son optimisme, ne partage pas ces inquiétudes, ou du moins elles n'ont fait que traverser son esprit :

(1) Buonarroti, p. 171. — Voici d'autre part un extrait du compte-rendu d'une assemblée communale icarienne : « La salle était immense, magnifique et remplie de plus de dix mille citoyens assis... Après l'expédition des affaires communales ou provinciales, la séance fut suspendue une demi-heure... Vinrent ensuite les affaires intéressant la Nation tout entière, dont plusieurs avaient été envoyées par la Représentation nationale au Peuple pour avoir son avis ou sa sanction... » (*Voyage en Icarie*, p. 194-195).

« Dans la crainte de quelque collision entre les deux Pouvoirs ou de quelque tentative d'usurpation de l'un sur l'autre, on a d'abord parlé d'un corps *conservateur* qui tiendrait la balance entre eux et qui veillerait à la défense de la Constitution ; mais cette précaution a paru superflue, et l'expérience a prouvé qu'on avait eu raison de la rejeter » (1).

Le législateur icarien ne redoute pas davantage les entreprises du pouvoir exécutif sur le législatif, bien que ce soit là, au témoignage de l'histoire, l'accident ordinaire par où périssent les constitutions. Il est vrai qu'en Icarie le pouvoir exécutif ne dispose, en fait d'autorité, que des maigres reliefs laissés par les divers ordres de la représentation élective. Il se compose d'un président et de quinze membres (2) ; il est « temporaire, électif, responsable », et les mœurs égalitaires s'accordent avec les lois pour restreindre non seulement sa puissance, mais même son prestige. Lorsque lord Carisdall visite Icarie, en l'an de grâce 1837, le citoyen qui préside cette sorte de Conseil des ministres est un maçon dont les enfants travaillent dans les ateliers de la nation (3). Cent « exécutoires provinciaux » sont les agents de transmission du pouvoir central : ils se tiennent en rapports constants avec les mille exécutoires communaux dont les attributions sont naturellement assez voisines de celles de nos conseils municipaux.

Dans ses relations avec les étrangers, la République icarienne obéit à une politique mal définie et qui semble partagée entre plusieurs directions contraires. Cabet porte en lui, nous le savons, une âme foncièrement pacifique. Il suppose qu'après l'écrasement des rois soulevés contre les Icarieus émancipés, un vaste Congrès a proclamé « la paix, le désarmement général, la fraternité des peuples, la liberté du commerce », et même « la suppression sur les monuments » publics de tous les emblèmes qui, dans chaque nation, rappelaient aux autres nations l'humiliant souvenir de leurs « défaites » (4). Un des premiers avec Pécqueur, il a compris l'avenir magnifique réservé à l'invention de Stephenson

(1) *Voyage en Icarie*, p. 200.

(2) *Id.* p. 38.

(3) *Id.* p. 199-200.

(4) *Id.* p. 357.

comme outil de rapprochement international. Par cette tendance de son esprit, il est d'accord avec ses maîtres, avec Babeuf qui souhaite l'expansion du mouvement révolutionnaire sur l'univers entier, avec l'anglais Bodson qui semble bien avoir été le philosophe de la conjuration, avec Buonarroti enfin, cosmopolite par goût autant que par nécessité et qui affirme hautement les sentiments humanitaires de tous les conjurés (1).

M. Andler va même jusqu'à découvrir chez « les vieux babouvistes » la notion, intéressante malgré son imprécision inévitable, d'un prolétariat international, lié par une solidarité de fait que l'évolution économique est appelée à dégager de plus en plus de toutes les survivances particularistes du passé. Recueillie par le néo-babouvisme, au lendemain des journées de juillet, cette notion aurait pénétré dans les sociétés révolutionnaires d'étrangers qui se fondèrent à Paris pendant les dernières années de la monarchie de juillet, et en particulier dans la *Fédération des Justes* où Weitling l'aurait puisée pour la transmettre ensuite à Karl Marx (2). L'idée est séduisante. Remarquons toutefois qu'elle s'autorise surtout du témoignage de Buonarroti (3), dont le livre est postérieur de trente ans aux événements et qui, sans le vouloir, — car sa probité historique est au-dessus de tout soupçon — prête peut-être aux conspirateurs de l'an V les sentiments que lui inspire son expérience de Juif-errant de la Révolution. En tout cas, cette thèse appelle une contrepartie : Babeuf et Buonarroti ont vu les armées de l'Europe monarchique se ruer sur la France républicaine et ils ont redouté, pour le pays qui adopterait leurs plans, l'hostilité

(1) « A l'amour de leur république, les conjurés joignaient celui de l'humanité au bonheur de laquelle se rapportaient au fond tous leurs projets... Ils désiraient que le peuple français, se considérant comme un membre de la grande société humaine, contribuât par sa sagesse et par son exemple à assurer la paix universelle et à faire respecter en tous lieux les droits que la nature a accordés à tous les hommes ». (*Conspiration pour l'Egalité*, p. 161).

(2) Ch. Andler, *Manifeste communiste*, commentaire, p. 154.

(3) « Quant à la cause de ces désordres, on la trouvait dans l'inégalité des fortunes et des conditions et, en dernière analyse, dans la propriété individuelle par laquelle les plus adroits ou les plus heureux dépouillèrent et dépouillent sans cesse la multitude qui, astreinte à des travaux longs et pénibles, mal nourrie, mal vêtue, mal logée, privée des jouissances qu'elle voit se multiplier pour quelques-uns et minée par la misère..., ne voit dans la société qu'un ennemi et perd jusqu'à la possibilité d'avoir une patrie ». (Buonarroti, p. 49).

d'une nouvelle Sainte-Alliance. L'article XII de l'*Acte insurrecteur* est l'expression brutale de cette crainte (1). Fidèles à la tradition des utopistes qui, de Platon à Morelly, s'accordent pour fermer la communauté aux étrangers, ils se proposent d'élever entre la France devenue le modèle des démocraties et ses voisines « des barrières hérissées d'obstacles ». Mais ils n'oublient pas que la Convention a promu à la dignité de citoyens français Priestley, Washington, Schiller, Pestalozzi et Wilberforce. Aussi ajoutent-ils que « ces bar-
» rières n'eussent pas été impénétrables : l'amour de l'humani-
» té les eût ouvertes aux amis malheureux de la liberté,
» aux bienfaiteurs des nations, attirés par le désir de con-
» naître nos institutions françaises et aux hommes las de
» servage qui seraient venus avec un cœur pur chercher
» dans notre république l'égalité et le bonheur » (2).

Cabet reflète docilement ces tendances quelque peu incohérentes. « Le grand principe d'Icar était de se mêler le
» moins possible des affaires de nos voisins, de les laisser à
» eux-mêmes, de ne rien faire pour accélérer chez eux l'éta-
» blissement de la communauté » (3). Sans doute, le succès de l'expérience icarienne « doit profiter à toutes les Nations », mais il faut prévoir leur aveuglement et, le cas échéant, se mettre en garde contre leurs mauvais procédés. Tandis que Fourier suppose que l'établissement de la première Phalange déchaînera de proche en proche l'imitation universelle, Cabet nous montre les Icariens obligés de reprendre la politique belliqueuse de la Révolution pour défendre contre les tyrans du dehors leur félicité sociale encore mal assurée. S'ils n'abusent pas de leur victoire, s'ils n'ont pas recours pour triompher de leurs voisins aux étranges procédés employés par les Utopiens, ils restent du moins sur la défensive, une fois la paix rétablie. La jeunesse icarienne s'exerce tous les jours au Champ de Mars ; elle réalise l'idéal babouviste d'une milice de citoyens commandée par des chefs « nom-

(1) « Toute opposition sera vaincue sur-le-champ par la force.

« Les opposants seront exterminés.

« Seront également mis à mort :

« Ceux qui battront ou feront battre la générale ;

« Les étrangers, de quelque nation qu'ils soient, qui seront trouvés dans les rues, etc.

(2) Buonarroti, p. 169 et 170.

(3) *Voyage en Icarie*, p. 301.

més pour un temps par le peuple » et toujours prête « à marcher à la voix de la patrie en péril » (1). La République accueille les étrangers avec la plus courtoise bienveillance, mais elle ne provoque pas leur venue. Si elle les reçoit dans des hôtelleries spéciales (2), c'est sans doute pour leur éviter une initiation trop brusque à des mœurs nouvelles, mais c'est aussi pour épargner autant que possible leur contact corrupteur aux Icarieus régénérés. Elle leur interdit d'acquiescer aucun bien dans le pays et de s'y marier. Elle ne les autorise enfin à y séjourner que s'ils se hâtent d'en apprendre la langue (3).

V

Les théoriciens socialistes du XIX^{me} siècle se partagent entre deux directions opposées. Pour les uns, l'Etat est destiné à absorber toutes les fonctions, y compris celles que l'on a considérées de tout temps comme relevant exclusivement de l'initiative individuelle; pour les autres, dont Fourier et Proudhon sont les chefs de file, l'avenir appartient à l'association volontaire et autonome, si bien que l'Etat est appelé à se résorber peu à peu dans les groupements librement constitués par les individus en vue de fins économiques ou morales déterminées. L'étatisme de Cabet, est-il besoin de le dire, obéit sans restriction et jusqu'en ses conséquences les plus extrêmes à la première de ces deux tendances. La suppression de la propriété individuelle en Icarie implique l'acceptation par l'Etat, mis en possession de tous les éléments et de tous les outils de la production, des innombrables charges qui sont comme la contre-partie d'un semblable accaparement :

« Tout le territoire, avec ses mines souterraines et ses constructions supérieures, ne forme qu'un seul domaine, qui est notre *domaine social*. Tous les biens meubles des associés avec tous les produits de la terre et de l'industrie ne forment qu'un seul *capital social*. Ce domaine social et ce

(1) Buonarroti, p. 156.

(2) *Voyage en Icarie*, p. 10.

(3) *Id.* p. 5, 219, 376.

capital social appartiennent indivisément au Peuple, qui les cultive et les exploite en commun, qui les administre par lui-même et par ses mandataires et qui partage ensuite également tous les produits (1).

Telles sont les assises du régime économique en Icarie; en voici maintenant le fonctionnement :

« C'est la République ou la Communauté qui, chaque année, détermine tous les objets qu'il est nécessaire de produire ou de fabriquer pour la nourriture, le vêtement, le logement et l'ameublement du Peuple; c'est elle, et elle seule, qui les fait fabriquer par ses ouvriers, dans ses établissements, toutes les industries et toutes les manufactures étant nationales, tous les ouvriers étant nationaux; c'est elle qui fait construire ses ateliers, choisissant toujours les positions les plus convenables et les plans les plus parfaits, organisant des fabriques immenses, réunissant ensemble toutes celles dont la réunion peut être avantageuse et ne reculant jamais devant aucune dépense pour obtenir un résultat utile. C'est elle qui choisit les procédés, choisissant toujours les meilleurs et s'empressant toujours de publier toutes les découvertes, toutes les inventions et tous les perfectionnements; c'est elle qui instruit ses nombreux ouvriers, qui leur fournit les matières premières et les outils et qui leur distribue le travail, le divisant entre eux de la manière la plus productive et les payant en nature au lieu de les payer en argent; c'est elle enfin qui reçoit tous les objets manufacturés et qui les dépose dans ses immenses magasins pour les partager ensuite entre tous ses travailleurs ou plutôt tous ses enfants » (2).

Ce dernier mot est significatif : la communauté, dans la conception icarienne, n'est qu'une extension colossale du cercle familial. Après avoir assigné les tâches, elle recueille, en mère prévoyante, les fruits du travail individuel et les verse à la masse commune pour les répartir ensuite au mieux des besoins de chacun. Si la nature et la quantité des biens ainsi accumulés le permettent, elle en donne à tous une part égale; si cette méthode de distribution n'est pas praticable, elle les réserve à ceux de « ses enfants » qui pourront en faire le meilleur usage (3). Cette organisation offre un mérite essentiel qui rachète bien des torts; elle subs-

(1) *Voyage en Icarie*, p. 35.

(2) *Id.*, p. 100.

(3) On trouve dans notre *Histoire de la Communauté icarienne*, p. 121 sq., la discussion de cette idée.

titue à la bataille aveugle des intérêts l'ordre véritable qui veut que ce soient les *besoins* qui déterminent les *travaux*; elle met tout l'effort productif au service de la consommation. De là sans doute la singulière fortune de la doctrine que nous étudions. Remplacez en effet la distribution égalitaire des produits, qui choque la justice et décourage le mérite, par le droit de les acquérir à l'aide de *bons* représentant une quantité convenue de travail effectué : il n'en faudra pas plus pour moderniser le communisme icarien et pour lui valoir, sous le nom de collectivisme, l'admiration dévote de bien des gens que l'on fâcherait fort en les inscrivant d'office parmi les disciples attardés du fondateur d'Icarie (1).

Il faut reconnaître d'ailleurs que cette différence dans le mode de répartition des produits est loin d'être négligeable. L'institution des *bons de travail*, en régime collectiviste, permet à l'individu de choisir la jouissance qui répond le mieux à ses goûts et rétablit un équilibre nécessaire entre sa consommation et sa productivité. *A chacun selon ses besoins*, dit la formule inscrite au frontispice du *Voyage en Icarie*; *Parts égales et menu identique pour tous*, répond la communauté lorsqu'elle invite ses membres à prendre place au banquet de la vie préparé par ses soins. Elle les avertit qu'obligée d'assurer à tous le nécessaire, elle n'autorisera personne à « occuper du superflu » (2). Elle fait en sorte, suivant l'expression de Buonarroti, que « tous les hommes laborieux » jouissent, moyennant un travail très modéré, ... d'une « honnête et inaltérable aisance » (3); seulement elle se réserve de définir cette aisance et d'en déterminer les éléments d'après les disponibilités des magasins publics. Les philosophes du XVIII^e siècle, et Babeuf lui-même, se résignent assez aisément à cette limitation des désirs par voie d'autorité administrative. L'*aurea mediocritas* des sociétés patriarcales primitives leur paraît offrir de quoi satisfaire les appétits les plus exigeants. Le but visé n'est-il pas en somme

(1) Cf. dans Maur. Bourguin (*Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, p. 20, 46, 51 sq.) l'exposé de l'organisation collectiviste. L'analogie des deux modes de production est frappante.

(2) *Voyage en Icarie*, p. 553.

(3) Buonarroti, p. 197. — Cf. Babeuf : « Tout ce qu'un membre du corps social a au-dessus de sa suffisance, de ses besoins de toute espèce et de tous les jours, est le résultat d'un vol fait aux autres co-associés... » (*Le Tribun du Peuple*, n° 35).

d'être heureux, et le sublime auteur du *Discours sur l'Inégalité* n'a-t-il pas appris aux hommes que la joie et la santé, inséparables de la vertu, habitent plutôt la chaumière du pauvre que les lambris dorés du riche? Vive donc le brouet spartiate, si le bonheur est à ce prix!

Plus moderne, Cabet cherche à concilier le *cuique suum* égalitaire avec cette soif du bien-être qui grandit sans cesse chez les peuples civilisés, parce que, loin de s'éteindre, elle s'accroît par tous les efforts que l'on tente pour la satisfaire. S'il proscrit de sa république les industries de *luxe*, car l'objet de luxe, étant par définition rare et exceptionnel, ne saurait trouver place dans une société qui ne compte plus de privilégiés, il entend que chaque maison icarienne regorge de tout ce qui peut rendre la vie du corps confortable et facile. Il estime avec Buonarroti que « les premières et les » plus importantes occupations des citoyens doivent être » celles qui leur assurent la subsistance, l'habillement et » l'habitation et ont pour objet l'agriculture et les arts qui » servent à l'exploitation des terres, à la construction des » édifices, à la confection des meubles et à la fabrication des » étoffes » (1). Par une heureuse rencontre, les nécessités de la production et celles du partage égalitaire s'accordent pour faciliter l'exécution de ce programme : « Chacun des meubles » qui se trouvent dans une maison a été admis par une loi, » fabriqué et fourni par un ordre du gouvernement, à la » suite d'un concours et sur un plan-modèle : on a préféré le » plus parfait sous tous les rapports de la commodité, de la » simplicité, de l'économie de temps et de matières, enfin de » l'élégance et de l'agrément » (2). Un machinisme extrême-ment perfectionné — Cabet nous apprend qu'il remplace « deux cent millions de chevaux ou trois milliards d'ouvriers » (3) — permet de « fabriquer dans les meilleures

(1) Buonarroti, p. 139.

(2) *Voyage en Icarie*, p. 69.

(3) *Voyage en Icarie*, p. 101. C'est la communauté seule qui peut rendre le machinisme bienfaisant. Dans l'ordre social individualiste, « les machines, fruit du hasard ou du génie qui n'est lui-même qu'un hasard comme la beauté, les machines ne servaient souvent qu'à donner de colossales fortunes à quelques-uns et à ruiner des milliers d'autres... » (*Voyage en Icarie*, p. 322). « Ce n'est que dans le système de la communauté, avait déjà écrit Buonarroti, que l'usage des machines serait un véritable bienfait pour l'humanité... Aujourd'hui, en supprimant une grande masse du travail manuel, elles enlèvent le pain à une foule d'hommes dans l'intérêt de quelques spéculateurs insatiables dont elles augmentent le gain. » (Buonarroti, p. 141, note).

» conditions, grâce à la reproduction indéfinie d'un seul type pour chaque espèce d'objet ». Impitoyablement appliquée en Icarie, cette règle n'épargne même pas les femmes dans le plus excusable de leurs défauts : la coquetterie. Une loi cruelle a décidé que la mode féminine « ne varierait jamais » et qu'il n'y aurait qu'« un certain nombre de formes » déterminées pour les chapeaux, les toques, les turbans et les bonnets :

« Le modèle de chacune de ces formes a été arrêté par une commission de modistes et de peintres ; chaque coiffure est tellement combinée qu'elle peut se rétrécir ou s'élargir à volonté et convenir à presque toutes les têtes sans qu'il soit nécessaire de prendre la mesure de chacune d'elles. La République voulant que chaque chose se fasse le plus rapidement possible, chaque chapeau, par exemple, est combiné de manière à se partager régulièrement en un grand nombre de pièces qui toutes se fabriquent en masses énormes à la mécanique, en sorte que l'ouvrière n'a plus qu'à coudre et attacher ces pièces et peut achever un chapeau en quelques minutes. L'habitude qu'a chaque ouvrière de faire toujours la même chose double encore la rapidité du travail en y joignant la perfection. Les plus élégantes parures de tête naissent par milliers chaque matin entre les mains de leurs jolies créatrices, comme les fleurs aux rayons du soleil et au souffle du zéphir » (1).

On comprend que cette vision, qui enchante l'âme médiocrement artiste de Cabet, ait provoqué des réflexions moroses chez tous ceux qui n'ont pas encore renoncé à réconcilier la vie et la beauté. « Conçu ainsi, écrit M. Fournière, et prenant comme idéal de production élégante la maison de confection, le socialisme apparaît comme le plus insupportable rêve de médiocrité et de laideur que l'humanité ait fait » (2). Ce jugement est sévère, pour ne pas dire injuste. Est-ce donc insulter à l'esthétique que de se demander si quelques types « arrêtés par une commission de modistes et de peintres » ne seraient pas préférables, puisqu'il s'agit des coiffures féminines, aux créations trop souvent bouffonnes de la fantaisie individuelle ? Nos officiers seraient-ils mieux habillés si la forme et la couleur de leurs vêtements n'avaient d'autre règle

(1) *Voyage en Icarie*, p. 137.

(2) E. Fournière, *Les théories socialistes au XIX^e siècle*, p. 413.

que leur caprice ? Non sans quelque maladresse, il faut bien l'avouer, Cabet a voulu nous dépeindre une organisation économique strictement régie par la loi du moindre effort. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on s'en afflige, il semble bien que nous allions, comme il l'a prévu, vers la fabrication « en masses énormes », vers la simplification et même l'unification des types, ou encore, pour employer le style barbare de nos ingénieurs, vers l'interchangeabilité des pièces. Se loger, se meubler, s'habiller, se nourrir, sont des opérations nécessaires mais importunes, qu'il y aurait tout profit à rendre aussi banales que possible, s'il devait en résulter pour des œuvres plus intéressantes des économies appréciables de temps, d'argent et de pensée. A la tyrannie de la *mode* qui est une invention de nos ennemis les commerçants, et que nous subissons pourtant, parce qu'elle nous épargne des efforts douloureux de combinaison et de choix pour des choses qui n'en valent pas la peine, Cabet rêve de substituer une réglementation plus rigide, mais en un certain sens plus acceptable, puisqu'elle n'aurait d'autre fin que l'avantage des intéressés. Nous croyons que l'association volontaire des consommateurs, élevés par la coopération à la claire perception de leur puissance et de leurs droits, résoudra heureusement le problème, mais il faut savoir gré au communisme icarien d'en avoir correctement posé les termes.

Puisque tous les citoyens d'Icarie reçoivent par les soins de la République une quantité égale des mêmes produits et que ces produits sortent tous des usines nationales, il en résulte que la diversité des emplois n'entraîne aucune différence dans les rangs ou dans les métiers. « Il y a absurdité et injustice », écrivait Babeuf interprétant la pensée de Morelly et de Rousseau, « dans la prétention d'une plus » grande récompense pour celui dont la tâche exige un plus » haut degré d'intelligence, plus d'application et de tension » d'esprit ; cela n'étend nullement la capacité de son estomac » (1). Cabet n'est pas moins affirmatif sur la nécessité de conférer une dignité rigoureusement égale à tous les travaux commandés par le pouvoir central au nom de l'utilité commune :

(1) Babeuf, *Tribun du Peuple*, n° 35, p. 102.

« Du moment que la loi ordonne qu'il y aura des cordonniers et des médecins, il faut nécessairement qu'il y ait des uns comme des autres ; et, comme tout le monde ne peut pas être médecin, pour que les uns veuillent être cordonniers, il faut que les cordonniers soient aussi heureux et contents que les médecins ; par conséquent, il faut établir entre eux, autant que possible, la plus parfaite égalité ; par conséquent encore, il faut que tous deux, consacrant le même temps à la République, soient également estimés (1) ».

L'école babouviste est même hantée à ce point par l'idée d'égalité qu'elle lui sacrifie jusqu'aux exigences les plus élémentaires de la justice distributive. Fourier range les travaux sous trois rubriques : *nécessité, utilité, agrément*, et accorde aux besognes pénibles ou répugnantes la plus haute rétribution. Buonarroti, qui sans doute n'ignore pas cette particularité de l'organisation sociétaire, en approuve le principe, mais ose à peine en recommander l'application (2) et Cabet est encore plus circonspect :

« Vous ne faites pas de distinction pour l'esprit, l'intelligence, le génie ?

— « Non ! tout cela n'est-il pas, en effet, un don de la Nature ? Serait-il juste de punir, en quelque sorte, celui que le sort a moins bien partagé ? La raison et la société ne doivent-elles pas réparer l'inégalité produite par un aveugle hasard ? Celui que son génie rend plus utile n'est-il pas assez récompensé par la satisfaction qu'il en éprouve ? Si nous voulions faire une distinction, ce serait en faveur des professions ou des travaux les plus pénibles, afin de les indemniser en quelque sorte et de les encourager » (3).

On le voit, ce n'est qu'une velléité. En fait, l'Etat icarien, qui distribue tous les emplois à ses sujets-fonctionnaires, ne tient compte que des aptitudes, révélées et cultivées, comme dans la république babouviste, par l'enseignement profes-

(1) *Voyage en Icarie*, p. 101-102. Dès 1789, Babeuf écrivait (*Discours préliminaire du Cadastre perpétuel*, p. xxx) : « La disproportion des fortunes n'aurait pas été portée à un excès aussi révoltant si on eût toujours été persuadé que tous les états se valent quand ils ont pour objet l'utilité commune et que tout homme qui a des vertus honore son métier ».

(2) Buonarroti, p. 141 : « Peut-être eût-il été convenable de distinguer les travaux de stricte nécessité en *faciles* et *pénibles* et d'obliger chaque citoyen à en exercer un d'une classe et un d'une autre ».

(3) *Voyage en Icarie*, p. 102.

sionnel qui n'a pas manqué de prendre à l'école la place prééminente que le travail manuel occupe dans la cité (1).

Si le travail est obligatoire en vertu de « la loi de nature » qui, l'ayant mis à l'origine de toute production, en a fait » pour chaque citoyen une condition essentielle du pacte » social » (2), il n'est exigible que dans la mesure des facultés et des forces de chacun. En outre, et nous atteignons ici le cœur du système, il n'existe aucune relation entre le rendement du citoyen en travail utile et son droit à la jouissance des biens qui forment l'actif social. Si l'on admet à titre de postulat cette absence d'équilibre compensatoire entre ce que l'individu doit verser au trésor commun et ce qu'il est fondé à en recevoir, comment l'Etat, chargé d'établir la balance, peut-il y trouver son compte ? La question réclame une réponse catégorique, car il y va de l'existence même de la communauté. Nous connaissons déjà les arguments d'ordre psychologique et moral par lesquels Cabet se flatte de dissiper nos inquiétudes : par différents moyens dont le plus puissant est l'éducation, la communauté a inculqué dans les âmes — foncièrement justes, ne l'oublions pas — la notion incessamment présente et efficace de « l'intérêt général, source et raison d'être du bonheur particulier », et l'esprit de fraternité a achevé de porter à son maximum de tension le ressort de la *bonne volonté*. Nous pouvons donc n'envisager ici le problème que sous son aspect proprement économique. Fourier pensait l'avoir résolu en rendant le travail attrayant à l'aide des *courtes séances* et de l'*alternance des fonctions*. Cabet estime avec Babeuf et Buonarroti que le même résultat peut être atteint par des moyens plus logiques et plus simples. La loi de la division du travail leur semble s'opposer à l'exercice de la *papillonne* : « Afin que la société retire du » travail égal et modéré de ses membres tout l'avantage » qu'elle doit en attendre et que l'habitude en diminue les » difficultés, il faut que les occupations soient distinctes, que » chacun ait son état et que ceux, par exemple, qui fondent » les métaux ne soient pas obligés de travailler le bois ou de » tisser les étoffes » (3). Mais la continuité du labeur n'en-

(1) *Voyage en Icarie*, p. 106, 557. — Buonarroti, p. 210.

(2) Buonarroti, p. 51.

(3) Buonarroti, p. 139.

traîne pas nécessairement sa monotonie. En Icarie, comme dans la cité babouviste, « il est agréable et sans fatigue » :

« Nos lois n'épargnent rien en effet pour le rendre tel, parce qu'on n'a jamais vu un manufacturier aussi bienveillant pour ses ouvriers que la République l'est envers les siens. Les machines sont multipliées sans limite... et ce sont elles qui exécutent tous les travaux périlleux, ou fatigants, ou insalubres, ou malpropres et dégoûtants... Tout concourt à rendre le travail agréable : l'éducation qui, dès l'enfance, apprend à l'aimer et à l'estimer, la propreté et la commodité des ateliers, le chant qui anime et réjouit les masses de travailleurs, l'égalité du travail pour tous, sa durée modérée, et l'honneur dont tous les travaux sont environnés dans l'opinion publique, et environnés également » (1).

Au surplus, il s'agit, suivant la formule de Babeuf, de « travailler peu pour avoir beaucoup » (2). Déjà Morus, avec une belle intrépidité, avait réduit à six heures le temps de présence des heureux Utopiens dans les ateliers de la République. Pour les babouvistes, elle ne dépasse pas quatre heures en moyenne, mais on sait qu'ils doivent ces loisirs pour une bonne part à leur frugalité. (3) Cabet n'ose pas renchérir sur ces promesses imprudentes, parce qu'il souhaite toujours plus de bien-être pour ses chers Icaréens :

« La durée du travail, qui d'abord était de dix à dix-huit heures et qui a été successivement diminuée, est aujourd'hui fixée à sept heures en été et six heures en hiver, de six ou sept heures du matin à une heure de l'après-midi. On la diminuera encore et tant qu'on pourra, si de nouvelles machines viennent à remplacer des ouvriers... Mais il est probable que la durée du travail est maintenant à son *minimum*, ... attendu que nous travaillerons continuellement à augmenter nos jouissances » (4).

Un ordre admirable préside à toutes les opérations que comporte la production et la distribution des richesses :

(1) *Voyage en Icarie*, p. 101. Cf. la sixième des *Douze lettres d'un communiste à un réformiste*.

(2) Babeuf, *Lettre au citoyen M. V.*, citée par Buonarroti, vol. II, p. 223 (édition de 1828).

(3) « Celui même qui prouverait que par l'effet de ses forces, il est capable de faire autant que quatre n'en serait pas moins en conspiration contre la société parce qu'il ébranlerait l'équilibre par ce seul moyen et détruirait la précieuse égalité. » (Babeuf, *Le Tribun du Peuple*, n° 35).

(4) *Voyage en Icarie*, p. 103.

« Avez-vous remarqué le mouvement régulier de notre population ? A cinq heures tout le monde est levé ; vers six heures, tous nos chars et toutes les rues sont remplis d'hommes qui se rendent dans leurs ateliers ; à neuf heures, ce sont les femmes d'un côté et les enfants d'un autre ; de neuf à une, la population est dans les ateliers ou les écoles ; à une heure et demie, toute la masse des ouvriers quitte les ateliers pour se réunir avec leurs familles et leurs voisins dans les restaurants populaires ; de deux à trois, tout le monde dîne ; de trois à neuf, toute la population remplit les jardins, les terrasses, les rues, les promenades, les assemblées populaires, les cours, les théâtres et tous les autres lieux publics ; à dix heures, chacun est couché, et pendant la nuit, de dix à cinq heures, les rues sont désertes.

— » Vous avez donc aussi la loi du *couvre-feu*, cette loi qui paraissait si tyrannique ?

— » Imposée par un tyran, ce serait en effet une intolérable vexation, mais adoptée par le Peuple entier, dans l'intérêt de sa santé et du bon ordre dans le travail, c'est la loi la plus raisonnable, la plus utile et la mieux exécutée » (1).

A l'intérieur des ateliers, la discipline n'est pas moins surprenante : « J'oubliais de vous dire que pendant deux » heures de notre travail, nous observons un rigoureux » silence ; mais pendant deux autres heures, nous pouvons » causer avec nos voisins et pendant le reste du temps, » chacun chante pour soi ou pour les autres qui l'écoutent » et souvent nous chantons tous en chœur ». « Nous sommes émerveillés de tant de raison et de tant de bonheur » (2), ajoute ingénument le narrateur. Ce bonheur si « raisonnable », hélas ! nous le connaissons : c'est celui que Cabet a voulu infliger douze ans plus tard aux disciples rassemblés autour de lui sur les rives du Mississippi (3) ; c'est celui dont nos jeunes hommes jouissent, à leur corps défendant, dans les palais nationaux où les appelle l'obligation d'apprendre le métier des armes. Comme Babeuf (4) et Fourier lui-même, Cabet a vu, au temps de sa jeunesse, l'Etat lever des armées, organiser des ateliers, réquisition-

(1) *Voyage en Icarie*, p. 107-108.

(2) *Id.* p. 61. Cf. p. 137.

(3) Cf. notre *Histoire de la Communauté icarienne*, p. 113.

(4) Le *Tribun*, voulant établir la praticabilité de son système, n'a pas manqué de rappeler qu'il avait été partiellement « appliqué aux douze cent mille hommes de nos douze armées. Ce qui est possible en petit, ajoutait-il, est possible en grand. » (*Le Tribun du Peuple*, n° 35, t. II, p. 105.)

ner des vivres, décréter le prix des denrées, alimenter des villes entières et imposer aux patriotes avec le même succès le maniement des outils et la manœuvre des canons. Faut-il s'étonner si les Icarieus vont à l'atelier comme les recrues à l'exercice et si les évolutions des habitants de la Phalange sortant des séristères font songer à la parade de la garde dans les casernes du Premier Empire ? Il est vrai que les agents de l'autorité en Icarie ne ressemblent guère à des sergents instructeurs. Si la République délègue ses pouvoirs à une armée innombrable de « collecteurs, de receveurs, de » distributeurs de tous les produits de la terre et de l'industrie, de directeurs d'ateliers et de fonctionnaires de tous genres », chargés « de protéger les citoyens, de veiller à leurs intérêts et même à leurs plaisirs » (1), ces fonctionnaires ne sont « ni intéressés, ni insolents » :

« Mandataires de leurs concitoyens, ils traitent chacun d'eux avec la politesse, les égards et le respect qu'ils doivent au Peuple souverain et à ses membres, tandis que chaque citoyen les traite avec le respect qu'il doit lui-même au Peuple et à ses mandataires. Dans le principe, on voulait que le citoyen pût résister au fonctionnaire qui abuserait de son autorité ; mais nous avons préféré obliger le citoyen à obéir sans résistance au fonctionnaire qui lui parle au nom du Peuple et de la Loi, en lui permettant ensuite de traduire ce fonctionnaire à la barre du Peuple pour faire punir l'abus d'autorité » (2).

Comme l'obligation de travailler dans les ateliers nationaux s'étend aux femmes aussi bien qu'aux hommes, la République a eu le bon esprit de leur épargner les principaux soins domestiques, à commencer par le plus asservissant de tous, celui de la cuisine. Un « comité de savants institué par la représentation nationale » a dressé la liste de tous les aliments dignes de figurer sur les tables de la communauté. Celle-ci en approvisionne les magasins publics, puis les partage entre tous les citoyens « de manière que chacun en reçoive la même quantité s'il y en a pour tous » ou « n'en re-

(1) « ...Jamais nation n'en eut autant (de magistrats) ; sans compter que, sous certain rapport, chaque citoyen eût été un magistrat surveillant soi-même et les autres, il est certain que les fonctions publiques eussent été très multipliées et les magistrats fort nombreux. » (Buonarroti, p. 177.)

(2) *Voyage en Icarie*, p. 201.

çoive qu'à son tour s'il n'y en a, chaque année ou chaque jour, que pour une partie de la population ». Seule, la collation du soir réunit autour de la table de famille le père, la mère et les enfants. Renouvelée des syssities de Sparte et de la République de Platon, adoptée avant Cabet par Thomas Morus, Campanella et la plupart des utopistes, l'institution des repas publics procure aux Icariens des satisfactions où le goût, l'hygiène et la sociabilité trouvent également leur compte : « A deux heures, tous les habitants de » la même rue (1) prennent ensemble dans leur restaurant » républicain un dîner préparé par un des restaurateurs de » la République » (2). Chacun de ces banquets, de magnifique ordonnance, comporte un cérémonial invariable dont il semble bien que les Icariens, par une grâce d'état qui tient du prodige, n'arrivent pas à se lasser. C'est ainsi qu'« à tous les repas », le premier toast est consacré de droit à la » gloire du bon Icar bienfaiteur des ouvriers, bienfaiteur » des familles, bienfaiteur des citoyens » (3).

Les prescriptions qui règlent tout ce qui touche au vêtement ne sont pas moins strictes. Dans leur étroitesse, d'autant plus choquante qu'elle prend des airs de libéralisme, se traduit la myopie intellectuelle du novateur. En vertu des décisions du comité national, « tout le monde a les mêmes vêtements ». Mais cette uniformité n'exclut pas la variété. Chaque sexe, chaque âge, chaque condition comporte une livrée révélatrice : « L'enfance et la jeunesse, l'âge de puberté et de majorité, la condition de célibataire ou de » marié, les différentes professions et les fonctions diverses, » tout est indiqué par le vêtement ». C'est à peine si la règle s'humanise dans certains cas ; par exemple, lorsqu'il s'agit des jeunes filles que l'égalité de l'âge condamne à porter des robes du même modèle, le législateur consent à accommoder la couleur de l'uniforme à la teinte blonde ou brune de leurs cheveux. L'étranger qui jette sur la parure féminine un regard novice est « aussi étonné de la pompe des plumages qu'ébloui de l'éclat des bijoux et des pierreries ». Par malheur, quand elle a créé les gemmes et les métaux

(1) Ce détail est emprunté à Thomas Morus.

(2) *Voyage en Icarie*, p. 53.

(3) *Id.* p. 54.

précieux, la nature n'a pas tenu compte des exigences de la sainte égalité. Aussi serait-il impossible de donner à toutes les dames icariennes des ornements d'or pur et de vrai diamant. -- Eh ! bien, qu'à cela ne tienne : « Les plumes sont » presque toutes artificielles... les bijoux presque toujours » en alliage, et les pierreries sont fabriquées. Mais qu'im- » porte ? » ajoute naïvement notre auteur. « Toutes ces paru- » res en sont-elles moins belles... surtout quand toutes les » femmes s'en parent également et *qu'aucune d'elle ne peut » en montrer d'autres ?* » (1)

Dans sa sollicitude, la Communauté a prévu autant de maisons qu'il y a de ménages en Icarie. Lecteur convaincu de l'*Emile*, Buonarroti ne demande pour l'habitation humaine que « la salubrité, la commodité et la propreté ». Comme rien ne saurait prévaloir contre « la loi suprême de l'égalité », il lui suffit que « les habitations soient disposées avec une élégante symétrie », combinées en vue de « l'agrément des yeux et du maintien de l'ordre public ». Mais Cabet ne partage pas pour la « somptuosité des châteaux » l'aversion de l'austère commensal de Voyer d'Argenson. Tout reluit, chatoie et séduit dans la maison icarienne dont il nous fait les honneurs en architecte amoureux de son œuvre. L'air et la lumière entrent à flots dans les appartements ; une peinture laquée ou une faïence vernissée en recouvre les murs ; un monte-charge permet d'élever les fardeaux jusqu'à la terrasse fleurie qui surmonte l'aimable construction (2).

Mille détails révèlent ce souci de la propreté, de l'hygiène et de la santé privée ou publique qui distingue le fondateur d'Icarie entre tous les réformateurs sociaux de son temps (3). S'inspirant des idées de Thomas Morus et des œuvres

(1) *Voyage en Icarie*, p. 57. — Par une mesure tout aussi puérile, l'or et l'argent chez les Utopiens servent à fabriquer les objets destinés aux usages les plus vils. Cabet se contente de réserver à l'Etat le monopole de leur emploi, dans les monuments publics par exemple.

(2) *Voyage en Icarie*, p. 65.

(3) Ce souci, il convient de le dire en passant, se retrouve chez les utopistes qui lui ont frayé la voie. Il est au surplus, une conséquence très naturelle du système. La République, qui a toutes les charges, est intéressée à entretenir avec le même soin son outillage mécanique et son personnel humain.

d'assistance de la Révolution, il transporte hors de la ville les hôpitaux, les dote des installations les plus perfectionnées et y conduit obligatoirement les souffrants, les blessés, les femmes en couches, les invalides dont le séjour au milieu de la population saine serait une gêne et un danger (1). Des médecins des deux sexes, spécialisés suivant leurs aptitudes, prodiguent leurs soins aux malades. Tous les cadavres sont disséqués, puis incinérés (2). Faut-il dès lors s'étonner si, après ses maîtres de l'école babouviste, Cabet s'abandonne à des espérances qui font songer parfois aux débauches d'imagination du créateur de la Phalange ? Les bienfaits d'un ordre social qui garantit à l'homme « une enfance heureuse » et sans travail, une virilité sans fatigue et sans soucis, une « vieillesse fortunée et sans douleur » ont supprimé presque complètement la maladie, doublé la durée de l'existence humaine et porté de 25 à 50 millions, en moins d'un demi-siècle, le chiffre de la population icarienne (3).

Mais les diverses régions du domaine social n'offrent pas des conditions de vie également favorables. Il importe de remédier à l'injustice du sort qui n'a pas donné à toutes les provinces le même climat, la même fertilité, les mêmes opportunités naturelles. Heureusement, « dans une vaste République composée de plusieurs millions d'hommes... la propriété des richesses de chacune de ses parties appartient » au peuple entier et les habitants de chaque section ont un « droit égal à la consommation et à l'usage des denrées et » des produits de tous les autres : les pays qui ont du superflu doivent fournir à ceux qui manquent du nécessaire » (4). Cette circulation des biens, sans laquelle l'égalité ne serait qu'un leurre, s'accomplit par les soins de la communauté : « C'est la République qui demande à chaque commune la » production agricole et industrielle qui convient le mieux à » la nature de son terrain et à sa situation ; c'est la République qui emporte de chaque commune son superflu pour » le distribuer à d'autres et qui lui apporte ce qui lui manque, en le prenant à toutes celles qui le produisent » (5).

(1) *Voyage en Icarie*, p. 12 et 115.

(2) *Id.* p. 118 et 119.

(3) *Id.* p. 121. — Cf. Buonarroti, p. 145.

(4) Buonarroti, p. 142.

(5) *Voyage en Icarie*, p. 163.

Elle détient donc, en même temps que le commerce intérieur, tous les moyens de transport, et elle s'attribue, en vertu des mêmes principes, le monopole des échanges avec le dehors : « Le Peuple étant le propriétaire unique de tous les biens, il » n'appartient qu'à lui de traiter avec les étrangers pour » l'échange de son superflu contre le leur... Il suit de là que » les relations commerciales avec les étrangers doivent être » soumises à la direction suprême de la République » (1). Telle est la doctrine de l'utopisme traditionnel, de Platon à Thomas Morus, de Campanella à Morelly, et, le voulût-il, Cabet, leur héritier, serait bien en peine de s'en affranchir, car elle est une conséquence nécessaire du système :

« Qui pourrait rivaliser de puissance avec la communauté pour faire le commerce extérieur ? Ce n'est pas avec les particuliers qu'elle traite ; c'est avec les gouvernements étrangers eux-mêmes, du moins avec tous ceux qui sont ses alliés. Elle examine d'abord quels sont les produits qu'elle doit *exporter* ou... *importer* : c'est le peuple lui-même ou ses représentants qui décident la question, et c'est ensuite le gouvernement qui négocie l'échange » (2).

Est-il besoin d'ajouter que « l'usage de la monnaie est in- » terdit aux individus, depuis que le bon Icar a délivré son » peuple de cette peste » ? (3) Icarie mérite d'être rangée au nombre de ces contrées bienheureuses : Sparte, la Crète, la Bétique, Utopie, la Cité du Soleil, la République de Platon et celle des Égaulx, qui ont proscrit l'argent. « source de corruption, récompense du vice et du crime », unique objet de l'envie d'une tourbe d'hommes « sans pudeur, sans humanité et sans vertus » (4). C'est tout au plus si, dans quelques coffres cachés à tous les yeux, et pour certaines transactions indispensables avec le dehors, l'Etat garde une petite provision du métal maudit...

Pour achever cette revue rapide de l'*économie* icarienne, il suffira de constater que l'agriculture et les difficiles problèmes qu'elle soulève ne semblent pas avoir intéressé outre mesure l'auteur du *Voyage en Icarie*. La ferme du bon Mirol, qu'il nous décrit en quelques pages idylliques (5), a

(1) Buonarroti, p. 144.

(2) *Voyage en Icarie*, p. 164.

(3) *Id.*, p. 6.

(4) Helvétius, cité par Cabet, *Voyage en Icarie*, p. 490.

(5) *Voyage en Icarie*, p. 145 sq.

comme un air de ressemblance avec celle de Wolmar dans *la Nouvelle Héloïse* (1). Les moissons qui couvrent la plaine; les fleurs que butinent les abeilles et sur qui règne la fille du paysan, « la gentille et majestueuse Alaé »; le verger rempli de fruits « nés des soins de son neveu Éloïs »; les étables, les hangars, les greniers, les machines et le bétail lui-même, tout respire « la propreté, l'ordre, la commodité et l'élégance » que lord William, émerveillé, « avait déjà remarqués partout ». Les biens de la terre, sur ce domaine fortuné, paraissent venir s'entasser d'eux-mêmes dans les granges. Aussi les paysans qui l'habitent ont du temps de reste, non seulement pour acquérir sur les pierres, les animaux, les insectes et les plantes mille connaissances charmantes dont ils s'empressent de faire profiter leurs hôtes (2), mais encore pour prendre part aux plaisirs de la ville. Il en résulte qu'ils n'ont aucun désir de quitter leur séjour virgilien. Dézamy, qui avait accepté de fonder un journal phalanstérien pour le compte de Mme Gatti de Gamond, et dont le communisme est assez fortement mâtiné de fouriérisme, a reproché à Cabet de n'avoir pas prévu, comme Thomas Morus, un échange continuel d'ouvriers entre les industries de la ville et les travaux des champs. « Il cloue, dit-il en parlant de son » ennemi, les enfants aux fonctions de leur localité, les cul- » tivateurs aux besognes de la ferme, et il manque ainsi à la » loi hygiénique de l'alternat » (3). Mais pourquoi le bon Mirol envierait-il ceux qui demeurent dans les cités? « Nos » chemins sont si beaux, dit-il lui-même, nos chevaux si » rapides et nos fermes si rapprochées de la ville communale » que deux heures nous suffisent toujours pour aller et reve- » nir, en sorte que nous pouvons facilement nous rendre à » toutes nos assemblées populaires, aux écoles, aux cours » et même aux spectacles » (4). Quant aux relations d'intérêt entre la République et ses fermiers, notre auteur les simplifie à l'extrême; la probité ne vaut-elle pas mieux que le plus zélé des contrôleurs? « Une *statistique* de la ferme indique » ce qu'elle a produit l'année précédente, ce qui a été conser-

(1) Cf. Rousseau, *Œuvres* (Paris, 1852), t. II, p. 261 sq.

(2) *Voyage en Icarie*, p. 146.

(3) Dézamy, *Calomnies et politique de M. Cabet*, p. 17.

(4) *Voyage en Icarie*, p. 147.

» vé pour la consommation du cultivateur et ce qui a été
» versé aux magasins nationaux ;... un autre tableau contient
» la liste des produits demandés par la République pour l'an-
» née suivante » (1). Mirol et les quarante membres de sa
famille sont de braves gens. Ils ne retiennent sur les produits
de leur travail que le strict nécessaire. Pas un instant la tenta-
tion ne leur vient d'user en maîtres de ce domaine sur lequel
ils sont installés à demeure et, ce qui est plus grave, qu'ils
semblent bien se transmettre de père en fils. En esquisant
son plan d'organisation agricole, Cabet n'a pas songé qu'il
introduisait au cœur de sa communauté la possibilité d'un
dangereux retour à la propriété personnelle. Citadin de
naissance et d'éducation, préoccupé surtout du développe-
ment de la grande industrie, il n'a pas vu la complexité du
problème rural. Ce n'est pas l'étude hâtive qu'il en a faite
pour le *Voyage en Icarie* qui lui servira beaucoup lorsqu'il
se trouvera aux prises avec les réalités de l'exploitation
agricole de Nauvoo !

VI

Nos observations précédentes sur la morale, département
d'Etat en Icarie, laissent pressentir ce qu'il nous reste à dire
au sujet de l'éthique icarienne. Le bonheur a deux faces dans
la cité parfaite : sur l'une, on lit : *bien-être*, et sur l'autre :
vertu. La suppression de la propriété individuelle a tari dans
leur source les vices humains qui déterminent la plupart des
manquements à la loi morale, et l'éducation, dont l'Etat pos-
sède le monopole, grâce à sa main-mise sur l'enfance, a achevé
de réconcilier la félicité sociale et le mérite personnel. Il n'y a
pas lieu de s'étonner, nous le savons, de ce succès absolu
de l'intervention étatiste dans un domaine que l'on consi-
dère généralement comme dépendant des seules décisions de
la conscience individuelle. Il est une conséquence logique de
la philosophie sensualiste qui soutient tout le système. Puis-
qu'à la naissance rien n'est préformé dans l'âme humaine,
l'élimination du mal moral, tout comme celle du mal physi-

(1) *Voyage en Icarie*, p. 162.

que, peut être le résultat d'une intelligente organisation sociale.

Il n'en faut pas davantage pour expliquer que sur la terre icarienne, — à quelques lieues de ce pays des Marvols en tout semblable à nos malheureuses contrées européennes, — les vols, les assassinats, les incendies, les suicides soient inconnus (1), que l'on n'y trouve ni bornes dans les champs, ni armes dans les maisons, ni verrous sur les portes (2), et que les fonctions de juge, d'huissier, de gendarme, de géolier, de bourreau, aient disparu avec les délits ou les crimes qui les rendaient nécessaires. Les Icariens se sont même affranchis d'une servitude « aussi inutile et gênante pour » celui qui l'a qu'incommode et dégoûtante pour les témoins, » aussi dispendieuse pour le pauvre que ridicule pour les » jeunes filles et les jeunes gens, la sale habitude du *tabac*, » puisqu'il faut l'appeler par son nom » (3). Ils ne connaissent plus cette étrange satisfaction de boire sans soif que nous recherchons encore dans nos cafés et nos estaminets. Chez eux, « point de maisons de jeux ou de loteries, ni de récep- » tacle pour de honteux et coupables plaisirs... point de fil- » les publiques ni de filous, point d'ivrognes, ni de men- » diants » (4). Les familles qui, tendrement enlacées, goûtent après la journée de travail les douceurs de la promenade, peuvent entrer dans les musées de la communauté : elles n'y rencontreront « aucune de ces nudités ou de ces » peintures voluptueuses que le mari voudrait cacher à sa » femme et la mère à ses enfants » (5).

Voilà, dira-t-on, une République très vertueuse assurément, mais cette vertu n'a-t-elle pas l'ennui pour rançon ? La prédilection de notre réformateur pour l'Angleterre ne l'aurait-elle pas amené, peut-être à son insu, à concevoir l'existence journalière de ses Icariens sur le modèle peu divertissant d'un dimanche anglais ? Cabet a fait de louables efforts pour prévenir une assimilation aussi fâcheuse. Dans

(1) *Voyage*, p. 96.

(2) *Id.* p. 129-130.

(3) *Id.* p. 120. — Sur ce chapitre, les Icariens de Nauvoo se sont montrés de moins bonne composition, que ceux... d'Icarie : on en trouvera la preuve dans notre *Histoire de la Communauté icarienne*, p. 129 et 153.

(4) *Voyage*, p. 45.

(5) *Id.* p. 48.

sa conception, la société s'impose l'obligation de varier et de renouveler incessamment les plaisirs qu'elle procure à tous ses membres, développant ainsi en eux une plénitude de vie que l'âge même ne parvient pas à abattre. Corilla, ses frères, ses sœurs et ses cousins sont d'un bout à l'autre du roman d'une activité, disons même d'une pétulance endiablée. Le chant, la musique, la danse, l'équitation, le théâtre, les fêtes de toutes sortes se succèdent sans parvenir à épuiser jamais l'éternelle jeunesse de leurs sens (1).

Ce qui empêche la lassitude et la perversité de se glisser dans les âmes, c'est que ces plaisirs sont aussi simples qu'ils sont purs. Et cette simplicité ne répond pas seulement aux intentions morales du régime ; elle découle aussi de ses conditions économiques. Par définition, il faut que toutes les distractions soient gratuites et accessibles à tous les citoyens. Aussi la loi prohibe-t-elle tout ce qui dans les divertissements comme dans les parures dénoterait la recherche, le raffinement, la préoccupation d'éclipser autrui ou de se singulariser. En cela, elle interprète une des idées favorites des philosophes du XVIII^e siècle. C'est Montesquieu qui soutient que la frugalité est la vertu complémentaire de l'égalité ; c'est Rousseau qui jette l'anathème aux plaisirs des riches ; c'est Babeuf qui proclame que « tout ce qui n'est pas communicable à tous doit être sévèrement retranché ». Docile à l'appel de ces grandes voix du passé, le législateur icarien a donc décrété des lois somptuaires destinées à maintenir la modestie et l'uniformité dans les amusements comme dans les parures.

C'est aussi le législateur qui s'est chargé de récompenser les mérites exceptionnels. Bien que Cabet n'ait pas cru devoir demander à l'émulation tous les bienfaits sociaux que Fourier attend de la *cabaliste*, il admet que des honneurs gradués avec soin, — places de choix dans les assemblées et les fêtes, hymnes de reconnaissance, couronnes, stèles, statues, etc., — seront publiquement décernés à ceux qui, par leurs inventions ou leur zèle civique, auront bien mérité de la patrie (2).

Cependant, un législateur avisé doit tout prévoir, même

(1) *Voyage*, p. 73 sq. ; 268, 269.

(2) *Id.* p. 102.

l'in vraisemblable, même l'exception qui confirme la règle. Si bénignes que puissent être les fautes commises par les Icariens, aussi incapables de s'écarter du droit chemin que la locomotive de quitter le rail auquel elle est attachée, la communauté a édicté des peines contre les coupables, en les proportionnant à l'importance des délits, dont les plus graves sont la négligence dans l'accomplissement d'un devoir imposé, la critique malveillante des institutions ou la calomnie. Le principal moyen de répression est la réprimande publique, complétée quelquefois par « la publication du jugement dans le journal communal, provincial ou national, » avec ou sans révélation du nom de l'intéressé » (1). En outre, pour les fautes d'ordre spécifique, par exemple pour les manquements aux règles d'une profession déterminée, chaque institution possède sa juridiction propre : « Chaque » école est un tribunal pour juger les délits de l'école ; » chaque atelier juge les délits de l'atelier ; la représentation » nationale juge les délits commis dans son sein ; chaque » famille s'érige en cour de justice pour juger les délits de » famille » (2). En multipliant ainsi les jurys et en renvoyant dans tous les cas les coupables devant leurs pairs, Cabet a pressenti le développement des formes modernes de la justice démocratique. Il s'est au contraire souvenu de l'antiquité classique et de la doctrine babouviste, lorsqu'il a institué un jugement sur la gestion des magistrats sortant de charge, et un tribunal pour les morts, « afin qu'il restât toujours quelque chose à désirer ou à craindre au citoyen le plus couvert de gloire » (3). C'est en somme l'opinion publique qui est chargée en Icarie de redresser les torts et de venger la morale. Les peines qu'elle inflige, — censure, privation de certains droits, exclusion momentanée des lieux de plaisir, etc, — sont celles que l'on emploie couramment pour punir l'enfant pris en faute : l'homme n'est-il pas en effet un perpétuel écolier, sous un régime qui lui impose la tutelle incessante de l'Etat ? Si, par malheur, il se laisse aller jusqu'au crime véritable, — l'incendie, le viol, l'assassinat, — la société icarienne (et sur ce point encore, Cabet est un

(1) *Voyage*, p. 133.(2) *Id.* p. 138-134.(3) Buonarroti, p. 164. — *Voyage*, p. 134.

précurseur), reconnaissant en lui un malade, s'empresse de le diriger sur un hôpital (1).

Dans les nations démocratiques, l'opinion possède un moyen souverain de faire entendre sa voix : c'est la presse. Journaliste par vocation, Cabet, nous l'avons vu, a lutté ardemment contre l'arbitraire du gouvernement de Juillet en faveur du droit de tout écrire et de tout publier. Mais la logique de son système le tient et ne lui permet aucune concession à la liberté individuelle. Nécessaires dans un pays où règnent sans contrepoids le despotisme et le privilège, les journaux sont inutiles chez un peuple qui jouit d'une organisation sociale et politique telle que l'action légale de chaque citoyen est toute puissante pour mettre fin aux abus, — à supposer d'ailleurs que des abus soient possibles en Icarie. La loi icarienne n'autorise donc « qu'un seul journal » communal pour chaque commune, un seul journal provincial pour chaque province et un seul journal national pour « la Nation ». Elle en a confié la rédaction « à des fonctionnaires publics élus par le Peuple ou ses représentants, » désintéressés, temporaires et révocables. Elle a ordonné « que les journaux ne seraient que des procès-verbaux et » ne contiendraient que des *récits* et des *faits*, sans aucune » discussion de la part du journaliste ». Et pourquoi le journaliste aurait-il l'outrecuidance de discuter ? N'est-il pas un citoyen comme tous les autres ? « Notre liberté de la presse » à nous, c'est notre droit de proposition dans nos assemblées populaires ; l'opinion de ces assemblées, voilà notre » opinion publique ! » (2) Il va de soi que ce qui est vrai du journal l'est aussi du livre : « Nul ne peut émettre des opinions directement contraires aux principes sacrés de » l'égalité et de la souveraineté du peuple » écrivait Buonarroti, reproduisant la doctrine du Comité insurrecteur, et il ajoutait, par une conséquence inexorablement déduite du principe : « Tout écrit est imprimé et distribué, si les conservateurs de la volonté nationale jugent que sa publication peut être utile à la République » (3).

En Icarie aussi, une censure sévère passe au crible les

(1) *Voyage*, p. 131.

(2) *Voyage*, p. 197 et 198.

(3) Buonarroti, p. 188.

productions de l'esprit. En cela comme en tout le reste, la République mesure l'étendue de ses droits à celle de ses responsabilités. Elle doit à tous la vérité d'Etat ; elle est donc obligée d'arrêter l'erreur au passage. Elle met son estampille sur tous les écrits, après en avoir provoqué la composition par voie de concours. Elle a des fonctionnaires-poètes et des fonctionnaires-romanciers. Par ses soins « tous les anciens livres jugés inutiles et dangereux ont été brûlés » et remplacés dans la bibliothèque de chaque famille par une *histoire nationale* et par la *biographie officielle* des hommes illustres de tous les temps (1).

Comme ses maîtres de l'école babouviste, qui s'inspirent eux-mêmes des idées de Robespierre et de celles des Hébertistes, Cabet n'accueille dans sa cité-modèle que les spectacles « conformes à l'esprit du législateur ». Il estime que dans une République bien ordonnée, tout doit contribuer à « confirmer le principe de l'égalité » qui est « le but, le lien et la force » de l'institution sociale (2). Les amusements qui parlent aux yeux, autant et plus encore que les livres, peuvent servir, sous la direction d'un pouvoir attentif, à « allumer dans les âmes l'amour du bien public », en ravivant chez les citoyens « la conscience du bonheur » dont ils jouissent sous l'égide de la communauté ». Telle est précisément, en Icarie, l'utilité du théâtre. Grâce à un ingénieux roulement qui ramène périodiquement les mêmes familles sur les mêmes gradins (3), personne n'échappe à l'influence moralisatrice des féeries patriotiques à grand spectacle ou des drames historiques à visées édifiantes, comme celui dont Cabet, avec une visible complaisance d'auteur, nous retrace dans son roman le scénario puéril et compliqué (4).

Mais le théâtre, à cause de ses dimensions restreintes,

(1) *Voyage*, p. 127, 135, 197.

(2) Buonarroti, p. 147.

(3) *Voyage*, p. 220. — C'est cette pratique du roulement qui permet à tous les citoyens de participer aux plaisirs créés par la communauté à leur intention. Pour prendre un exemple, les familles icariennes reçoivent tous les dix jours des billets qui leur donnent droit pour le même jour à une séance d'équitation. — C'est aux bénéficiaires à plier leurs goûts et même leur santé aux exigences du roulement !

(4) *Voyage*, p. 226, sq.

n'offre pas la vertu éducatrice des grandes fêtes populaires du forum, qui commencent par une saine griserie des corps, ivres d'air pur, de bruit et de lumière, et qui s'achèvent par un religieux enthousiasme des âmes. Cabet a gardé un souvenir ému de la pompe toute romaine des fêtes de la Révolution. Il a lu dans Buonarroti un magnifique programme de cérémonies civiques destinées à commémorer les actes les plus marquants de la vie humaine, l'union des sexes, la présentation des nouveaux-nés, le départ des jeunes gens pour les camps de la frontière, leur retour et leur admission au rang des citoyens, etc. (1), et il donne carrière à son imagination, afin de doter son peuple de solennités plus belles encore. L'anniversaire de la Révolution icarienne ramène tous les ans, au début de l'été, un cycle de réjouissances prodigieuses. Le 13 juin, la République célèbre la naissance des enfants de cinq ans à la vie scolaire, et celle des adolescents de dix-sept à dix-huit ans à la vie ouvrière. Le même jour, les jeunes hommes, en présence du peuple assemblé, prononcent le serment qui leur confère la dignité de citoyen sous les yeux de leurs cadets « obligés », suivant le vœu de Buonarroti, « d'assister à cette cérémonie et de fréquenter assidûment, » pendant l'année, les assemblées populaires afin d'y compléter leur éducation civique » (2). Les néophytes reçoivent des mains du premier magistrat de l'Etat « l'uniforme du citoyen » et les insignes du civisme (3).

Le jour suivant, le peuple entier reproduit, avec une ardeur que la répétition annuelle semble avoir laissée intacte, toutes les péripéties de l'épopée révolutionnaire. Les jeunes filles chantent à perdre haleine, les guerriers brandissent des épées, les prêtres font fumer l'encens. Des figurants représentent les traîtres, défenseurs du « méchant ministre » Lixdoux et de la « malheureuse reine Cloramide » ; d'autres acteurs bénévoles jouent les mercenaires, les blessés, les fuyards, les prisonniers ; ceux qui aiment un rôle de tout repos « choisissent de faire les morts ». L'incendie d'une

(1) Buonarroti, p. 149, 162, 163.

(2) « En sortant des maisons d'éducation, les jeunes Français n'eussent pas été jetés imprudemment dans les comices ; on comptait les assujettir à y assister pendant quelque temps en silence et à une place marquée pour apprendre la forme et l'ordre des discussions et pour s'y habituer à la gravité et à la décence ». Buonarroti, p. 152.

(3) *Voyage*, p. 252, 253.

grande carcasse de bois simule la chute de la Bastille royale... La seconde journée est consacrée aux funérailles des héros. Huit cent mille citoyens répartis en soixante cortèges viennent se masser autour d'un bûcher gigantesque entouré de cent autels. La troisième journée éclaire l'apothéose finale et le triomphe d'Icar qui reçoit la dictature (1). Il va sans dire que c'est là la principale fête d'Icarie, mais il en est d'autres, locales, régionales, nationales, et toutes ces fêtes sont des actes de la vie officielle, en même temps que des *dramas* ; toutes ont une signification morale, sociale ou politique (2).

Les assemblées populaires, les repas en commun, les réjouissances collectives nous ont révélé l'existence publique des Icariens. Il nous reste maintenant à les suivre dans l'intimité du foyer domestique. Par une bizarrerie qui semble inexplicable au premier abord, Cabet, novateur hardi pour tout le reste, professe une morale sexuelle extrêmement réservée. Alors que Platon abolit sans ménagement la famille en enlevant au bout d'un an l'épouse à l'époux pour la conduire vers un nouvel hymen, la monogamie retrouve droit de cité chez Thomas Morus, tout pénétré de sentiments chrétiens. Pourtant Morus introduit le divorce dans son *Utopie*, mais non sans en limiter prudemment les applications. Longtemps après, la Révolution française rompt à son tour l'indissolubilité du mariage. On pourra donc divorcer en Icarie, mais seulement dans des cas bien déterminés, (3) et Cabet n'en proclame pas moins que le mariage est « quant » aux rapports de l'homme et de la femme l'institution la « plus conforme à la dignité humaine et la plus capable » d'assurer, en même temps que le bonheur des individus, « l'ordre dans la communauté » (4). Aussi ne suffit-il pas de dire de cette institution vénérable qu'elle est honorée en Icarie ; il faut constater qu'elle y est pratiquement obligatoire. La suppression de la prostitution sous toutes ses formes et la sévérité puritaine des mœurs ne laissent pas à l'instinct sexuel d'autre moyen de se satisfaire. Jamais la fille ne paraît en public sans sa mère ou sans une personne de

(1) *Voyage*, p. 254 sq.

(2) *Id.* p. 270.

(3) *Id.* p. 141.

(4) *Mon Credo communiste*, p. 7. Cf. *Opinion icarienne sur le Mariage*, p. 3 et 4.

sa parenté qui lui serve de porte-respect (1) ; dans les bals, les jeunes gens et les jeunes filles dansent séparément, les époux ayant seuls le droit de se trémousser ensemble. Les invitations pour le théâtre s'étendent à une famille entière, en sorte que les enfants ne cessent pas un instant d'être sous l'œil de leurs parents (2).

A ces quelques traits, on a deviné la place privilégiée qui est faite à la famille dans l'organisation sociale. La communauté prise dans son ensemble, nous avons eu déjà l'occasion de le remarquer, n'est qu'une grande famille édifiée sur le modèle de la petite. Soumission à l'autorité du magistrat dans la République et du père dans la famille, partage fraternel des biens dans la cité comme dans la famille, égalité des droits entre les citoyens comme entre les enfants : Cabet s'en tient à ces analogies superficielles sans apercevoir les différences cachées et sans tenir compte de l'évolution qui, peu à peu, transforme en personnes libres et autonomes les membres de ce groupe familial sur qui pesèrent si longtemps les lourdes chaînes forgées par la religion, la coutume et la loi.

De là, dans les mœurs icariennes telles que Cabet nous les décrit, des particularités qui, jugées avec le recul de près d'un siècle, nous font l'effet de timidités étranges. Le salon dans lequel on nous introduit, dès les premières pages du roman, réunit les quatre générations de la famille Valmor, en tout « vingt-quatre ou vingt-cinq personnes ». L'aïeul, un vieillard d'environ 72 ans, est le chef vénéré de cette tribu : c'est lui, le patriarche, qui reçoit le premier hommage de l'étranger et le présente ensuite à toute sa postérité. Il règne en maître dans la maison, et son fils, homme dans toute la force de l'âge, fait figure de jeune homme en sa présence (3). Si « par hasard, le bonheur semblait vouloir s'éloigner d'un des ménages soumis à son autorité », il aurait à présider le conseil de famille chargé d'arrêter la solution la plus satisfaisante pour l'honneur de tous. Dans une famille aussi fortement unie et hiérarchisée, on peut croire que le sort de la femme doit être des plus enviables. L'égalité matérielle de

(1) *Voyage*, p. 202.

(2) *Id.* p. 204 et 221

(3) *Id.* p. 26.

tous les membres de la cité et la suppression de la dot lui offrent des possibilités de choix matrimonial illimitées. Les lois et surtout les mœurs la défendent contre la séduction :

« L'éducation inspire tellement aux hommes le respect des femmes et leur en donne tellement l'habitude, l'opinion publique serait si sévère contre une faiblesse, que deux jeunes gens qui s'aiment pourraient sans danger se trouver seuls; mais, outre l'extrême vigilance de la mère de famille et du public entier, outre la difficulté matérielle presque insurmontable d'éviter des yeux humains, l'éducation fait regarder comme un crime à la jeune fille de fuir l'œil de sa mère ou d'avoir pour elle aucun secret. » (1).

Mariée par inclination et débarrassée de tout souci d'ordre économique, pourquoi la fidélité lui pèserait-elle ? « Le chef » d'œuvre de l'organisation sociale donnée par Icar à son pays, n'est-ce pas d'avoir rendu tous les époux vertueux sans effort ? La vertu leur est si facile qu'on ne peut même pas les appeler vertueux » (2).

Cependant, étudions de plus près la condition de la femme, regardons-la agir dans la famille, et nous verrons qu'elle y joue ce rôle « d'ange du foyer domestique » auquel la condamnant, en la couvrant de fleurs, tous les moralistes bien pensants. Une dame fait-elle arrêter un de ces omnibus attelés de six chevaux qui, en Icarie, transportent gratuitement les citoyens « au son du cor exécutant une fanfare guerrière », chacun aussitôt « l'aide à monter ou lui offre sa place » avec un empressement respectueux ». Mais dans cette Salente de l'égalité parfaite, où la seule responsabilité et, par conséquent, la seule dignité réside pour l'être humain dans la participation aux affaires publiques, la femme ne vote pas et ne peut remplir aucune fonction politique.

Ne possédant en propre que le trousseau fourni et renouvelé par la Communauté, soumise comme fille à son père, comme femme à son mari, frappée d'incapacité civique et politique, à quoi son activité peut-elle s'employer ? Demandons-le à l'héroïne du livre : Corilla « danse à ravir », chante « d'une voix brillante », « s'accompagne de la guitare », bref, possède tous les arts d'agrément que comporte l'éducation

(1) *Voyage*, p. 140.

(2) *Id.* *id.*

d'une jeune personne « distinguée ». Mais elle réserve ces occupations futiles pour ses heures de loisir. Dans le milieu de la journée, elle se rend à l'atelier national des couturières, tandis que son amie Dinaïse appartient à celui des modistes, qui comprend deux mille cinq cents jeunes Icarieuses, « presque toutes charmantes », parmi lesquelles figurent « l'une des filles du premier magistrat de la capitale » et la « femme du président de la République ». L'existence des dames d'Icarie se partage donc, à en juger par ces exemples, entre les joies de la famille, les distractions mondaines et l'art de chiffonner « la soie et le velours aux couleurs éclatantes, les dentelles et les rubans, les fleurs et les plumes, les superbes chapeaux et les gracieux bonnets ». De cet emploi du temps, on est autorisé à conclure que l'instruction féminine, qui est réelle, car « la femme doit pouvoir parler de tout avec son mari et l'accompagner partout, » (1) ne trouve en Icarie aucune utilisation sérieuse. Dès lors pourquoi les concitoyennes du bon Icar s'embarrassent-elles d'une vaine science ? C'est à peine si la Communauté, par souci de la décence publique, a permis à quelques-unes d'entre elles de servir comme médecins dans les hôpitaux consacrés à leur sexe. Toutes les autres sont vouées aux travaux matériels : pour reprendre le dilemme brutal d'un contemporain célèbre de Cabet, elles n'échappent aux hontes du sort de la courtisane que pour se voir plus sûrement condamnées aux platitudes de celui de la ménagère (2).

On ne s'étonnera pas que cette partie du programme icarien ait soulevé des critiques dans tous les camps, les uns reprochant à Cabet « ses lâches ménagements pour les préjugés pudibonds d'une civilisation arriérée » et décrétant qu'on ne pouvait pas dire : *Tu n'iras pas plus loin* au communisme, arrivé à la porte du foyer domestique après être parti de la place publique, les autres tenant pour suspecte la modération de l'auteur et assurant que dans l'application, il se verrait entraîné par la logique inexorable du système

(1) *Voyage*, p. 140.

(2) Il est vrai que beaucoup de soins domestiques leur sont épargnés, mais le travail de l'atelier qui les remplace n'est ni moins monotone, ni moins pénible.

jusqu'à la communauté des femmes (1). Mais la sincérité absolue du fondateur d'Icarie doit être mise hors de cause. S'il se décide avec peine à entr'ouvrir les portes du gynécée, si, après avoir conduit la femme à l'atelier, il lui refuse l'entrée de la salle de vote, ce rigorisme s'explique par l'influence des théoriciens dont il suit docilement l'inspiration. Pour Rousseau et Mably, comme pour Buonarroti, c'est la femme de Sparte, c'est la matrone romaine qui réalisent l'idéal de la mère et de l'épouse :

« Afin que la cité ne renferme que des hommes robustes et laborieux, dit ce dernier, on doit assurer une bonne constitution à celle que la nature destine à donner des citoyens à l'État ; il est donc nécessaire d'endurcir leurs corps à la fatigue par le travail et par l'exercice... parce que le travail, qui est la dette commune, est aussi le frein des passions, le besoin et le charme de la vie domestique ; elles seront pudiques, parce que la pudeur est le gardien de la santé et l'assaisonnement de l'amour ; elles aimeront la patrie, parce qu'il importe qu'elles la fassent aimer aux hommes ; elles seront exercées au chant des hymnes nationales, qui doivent embellir nos fêtes ; enfin elles prendront part, sous les yeux du peuple, aux jeux des garçons, afin que la gaité et l'innocence président aux premiers mouvements de l'amour et soient les avant-coureurs des unions prochaines » (2).

Sous ce style fleuri, Lycurgue eût reconnu sa pensée. Si Cabet s'efforce d'adoucir le programme ascétique de son maître, au point qu'il se croit autorisé à écrire : « Tout, en » Icarie, annonce un peuple *adulateur des femmes*, une » République plus attentive pour le plaisir de ses filles que » pour le bonheur de ses autres enfants », il entend cependant maintenir au-dessus de toute atteinte la cohésion de la famille, d'autant plus menacée que la suppression de la dot, du salaire, du patrimoine et de l'héritage lui a enlevé tout fondement économique. Il sait que dans les familles ouvrières, les enfants n'hésitent pas à s'envoler loin du nid le jour où ils n'ont plus rien à attendre de leurs parents. Aussi a-t-il

(1) Cf. Alf. Sudre, *Histoire du Communisme*, p. 312. — Les événements ont démenti cette insinuation du critique. Cabet s'est attaché à maintenir l'ordre moral le plus parfait parmi les disciples réunis autour de lui à Nauvoo. Cf. notre *Histoire de la Communauté icarienne*, p. 137, sq.

(2) Buonarroti, p. 186.

recours à la double contrainte des mœurs et des lois pour retenir la femme à l'ombre du foyer, bien que le régime économique et politique de la cité semble lui promettre, comme dans la *Phalange* de Fourier, une émancipation sans limite. Il obéit enfin à une dernière considération : il prévoit l'accusation d'immoralité par laquelle des adversaires déloyaux essaieront de ruiner son communisme ; il devine peut-être le parti qu'ils tireront des imprudences de certains exaltés du néo-babouvisme (1). Aussi tient-il à dissiper d'avance toute équivoque en instaurant chez ses Icariens les mœurs familiales rigidelement pures qu'il voit pratiquer autour de lui dans la pieuse Angleterre, et dont il donne lui-même l'exemple.

Pour des raisons que nous connaissons déjà, tous les théoriciens de la communauté n'ont pas manqué d'inscrire au nombre des principales prérogatives de l'Etat le droit de diriger souverainement et sans partage l'éducation de l'enfant. « La Société, écrit Buonarroti qui transmet à Cabet la substance de leur doctrine, ne pouvant être libre, heureuse et florissante que par les sentiments et par les forces de ses membres, rien n'est plus clair que le droit qu'elle a de veiller directement sur tout ce qui peut exercer sur leur éducation une influence quelconque ». Et il ajoute ce mot qui résume tout : « Elle doit le faire, parce que son sort futur en dépend » (2). En bonne règle, ce droit de l'Etat devrait s'exercer dès avant la conception de l'enfant, puisqu'il est prouvé que le choix des procréateurs et les circonstances de la procréation déterminent toute l'évolution ultérieure de l'être vivant. Platon a eu comme l'intuition de cette idée, théoriquement fort simple, mais de réalisation singulièrement difficile. Thomas Morus, après lui, s'est étonné que l'on mette tant de soin à bien accoupler les animaux et que l'on

(1) En juillet 1841, parut à Paris le journal *l'Humanitaire*, fondé par J.-J. May avec le concours de Charavay, Gay, Page, etc. Un des articles de son programme demandait l'abolition du mariage et son remplacement par des unions temporaires avec obligation pour l'homme « de voyager perpétuellement afin d'opérer un mélange toujours plus intime de la race ». Le scandale fut énorme. Le *Populaire*, le *Travail*, la *Fraternité*, organes des autres écoles communistes, combattirent vigoureusement les doctrines compromettantes de *l'Humanitaire*.

(2) Buonarroti, p. 180.

en apporte si peu à améliorer la reproduction de l'espèce humaine. Une coutume célèbre de son *Utopie* oblige les fiancés à se révéler leurs corps en même temps que leurs âmes. Campanella va plus loin encore : sa *Cité du Soleil* n'est qu'une sorte de haras humain très perfectionné. Mais il n'est à notre connaissance qu'un seul communiste pratiquant, John Humphrey Noyes, fondateur de la communauté d'Oneida, qui ait eu le tranquille courage de passer, dans le domaine de la « stirpiculture », de la théorie à l'application. Avec Cabet, nous revenons à la théorie pure (1) : un comité de savants et de médecins, dont les arrêts sont ponctuellement obéis, favorise ou empêche les mariages selon qu'ils sont avantageux ou défavorables pour la race.

L'enfant est né, après que la communauté a entouré la grossesse, puis l'accouchement de la mère de soins vraiment maternels. Dès ce moment, suivant la forte expression de Buonarroti, la patrie s'empare du jeune être pour ne plus le quitter qu'à la mort.

« Elle veille sur ses premiers moments, lui assure le lait et » les soins de celle qui lui donna le jour, écarte de lui tout » ce qui pourrait altérer sa santé et énerver son corps, le » garantit des dangers d'une fausse tendresse et le conduit » par la main de sa mère à la maison nationale où il va » acquérir la vertu et les lumières nécessaires à un vrai » citoyen » (2).

C'est à cinq ans, d'après la loi icarienne, que l'enfant quitte le foyer paternel pour entrer dans la « maison nationale (3) ». « Plus d'éducation domestique, plus de puissance » paternelle », dit la doctrine babouviste, reprenant pour son compte la thèse des conventionnels Rabaut St-Etienne, Le Peletier de Saint-Fargeau, Robespierre, qui eux-mêmes s'inspirent de l'*Emile*... Sur le principe, Cabet est d'accord avec ses illustres prédécesseurs. Pourtant, il n'ose pas supprimer tout contact entre l'enfant et la famille et se borne à déterminer minutieusement la sphère d'action de chacune des deux influences (4). Il craint sans doute, en lais-

(1) Pour ce qui concerne la pratique, cf. notre *Histoire de la Communauté icarienne*, p. III, note 2.

(2) Buonarroti, p. 182.

(3) *Voyage*, p. 79.

(4) Cf. dans *Voyage*, p. 77 sq., la mise en œuvre de ce programme.

sant les parents seuls et désœuvrés dans la maison vide, d'enlever à la famille sa dernière raison d'être. Quoi qu'il en soit, l'école, reprenant l'éducation du futur citoyen au point précis où l'a laissée la mère, lui enseigne d'abord les règles et la théorie de l'idiome icarien dont il possède déjà l'usage. C'est l'affaire d'un mois à peine, tant cet idiome, réformé par les plus savants hommes du pays, est « régulier et facile » (1). Aux fastidieuses langues mortes, la République a substitué l'étude des connaissances utiles, le dessin, le calcul, l'histoire naturelle, sans oublier la musique et le chant, puisque l'enfant est appelé dès son plus jeune âge à participer aux fêtes civiques. Enfin, comme il ne s'agit pas de créer des oisifs ou des raffinés qui, se parant d'une vaine science, en tireraient prétexte pour « se dérober aux devoirs communs », « à » dix-sept ans pour les filles et dix-huit pour les garçons » commence l'éducation spéciale ou *professionnelle*, qui a » pour but de donner à chacun toutes les connaissances » théoriques et pratiques pour exceller dans sa profession » (2).

L'éducation morale marche de pair avec celle de l'esprit et des sens. La République n'a pas soustrait les enfants pendant la plus grande partie de leur jeunesse à l'atmosphère toujours un peu amollissante de la famille pour se faire la complice de leurs défauts. Le régime des écoles icariennes est sévère ; la discipline y est stricte et habitue le corps comme l'esprit à se plier sans effort à la règle, en qui l'enfant apprend de bonne heure à respecter l'image de la Loi (3). L'égalité, qui n'a pas de plus grand ennemi que l'orgueil, veut que le jeune icarien trouve dans la satisfaction du devoir accompli sa meilleure récompense. Cependant, comme il faut développer en lui l'art de discerner le mérite, puisque dans l'enfant d'aujourd'hui il y a l'électeur de demain, des votes fréquents permettent aux élèves d'une même classe de désigner parmi eux les plus dignes. (4) Quant aux punitions, elles sont rares : presque toujours la mortification que cause au coupable la publicité donnée à sa faute suffit pour l'em-

(1) *Voyage*, p. 186.

(2) *Id.* p. 82.

(3) *Id.* p. 89.

(4) *Id.* p. 91.

pêcher d'y retomber. Néanmoins, dans certaines circonstances graves, l'école se transforme en prétoire ; l'inculpé est jugé par ses pairs selon les règles solennelles de la justice : interrogé par le président, défendu par son avocat, il est condamné ou absous par le jury (1). L'homme tire toujours de la réalité les éléments qui lui servent à construire son rêve : dans l'école icarienne telle que Cabet l'imagine, il y a du lycée, de la caserne et du tribunal.

Moins timoré que Babeuf qui s'oppose à l'éducation en commun des sexes et se contente pour les filles de ces *lumières naturelles* dont il estimait que sa propre femme était suffisamment pourvue, bien qu'elle fût incapable de signer son nom, Cabet rassemble sur les mêmes bancs pour certains cours déterminés les frères et les sœurs (2). Mais dès qu'il estime que l'âge pourrait éveiller en eux de coupables pensées, il se hâte de les séparer pour les conduire vers des écoles professionnelles distinctes. Un cours obligatoire de morale qui ne dure pas moins de douze années, un enseignement civique approprié au rôle différent des deux sexes dans l'état, et terminé pour les jeunes gens par trois années d'exercices militaires dans la garde nationale, achèvent de préparer l'adolescence aux devoirs qui l'attendent dans la vie (3).

VII

Tel est, dans ses grandes lignes, le plan de rénovation sociale que Cabet propose aux méditations des législateurs présents et à venir. Il n'a rien négligé pour rendre séduisante la vision de la terre promise qu'il déploie devant nos yeux. On serait même tenté de critiquer son zèle à dissimuler les ombres et à faire étinceler les couleurs. La machine icarienne qu'il nous présente semble fonctionner depuis une heure à peine, tant ses bielles et ses rouages ont encore l'éclat du neuf. Les habitants de la cité merveilleuse débordent de

(1) *Voyage* p. 92 et 93.

(2) *Id.* p. 90.

(3) *Id.* p. 95 et 96.

bonne volonté, de discipline, d'enthousiasme. Bien que depuis vingt ans le même cercle de plaisirs et de devoirs les ramène à l'atelier, au théâtre ou au Champ de Mars, ils se rendent à l'appel, disons mieux, ils s'y précipitent avec un entrain toujours égal. Quoi ! l'accoutumance n'a pas jeté sur leur bonheur même l'ombre d'une lassitude ! Pas une pièce de l'industrielle mécanique n'a fléchi avec le temps ! En vérité le métal dont elle est faite n'a pas été tiré des entrailles de notre pauvre planète. Ces Icaréens, à la fois si ardents et si dociles, ne sont pas des hommes.

A ce reproche, Cabet répondrait sans doute que c'est justement l'invraisemblance dont s'alarme notre scepticisme qui a allumé la foi dans l'âme ingénue des humbles qu'il souhaitait avoir pour disciples. Mais il faut chercher ailleurs la raison essentielle de la séduction exercée par la doctrine icaréenne sur les ouvriers. Un Mazzini a pu reprocher à Cabet d'avoir « animalisé l'homme » en lui apprenant à ne songer qu'aux « soins du corps » (1). C'est parce que son Icarie est le séjour du bien-être plus encore que celui de la vertu qu'elle a enchanté ces tailleurs, ces cordonniers, ces déshérités de la vie qui d'emblée, comme le remarque Pierre Leroux, « ont adopté Cabet pour prophète et son livre pour Coran ». Et le généreux philosophe ajoute qu'au jugement de sa conscience, « Cabet leur a fait infiniment de bien ». Il attribue pour une bonne part à son action « la modification très profonde et très importante des idées révolutionnaires en France ». Si le soulèvement populaire de 1848 n'a pas ressemblé à celui de 1793 ou même de 1789, ce n'est point à Ledru-Rollin, ni à Lamartine qu'on le doit :

« C'est Cabet qui, ayant fait luire aux yeux des masses l'idée constante et *pacificatrice* d'une société fraternelle, leur rendit odieuse la seule idée d'une révolution où l'on emploierait la guillotine et la lanterne, j'ajoute le sabre et le fusil. Si le peuple s'en est servi, c'est que d'infâmes machinations ont été employées pour l'y contraindre, organisées par la police de ceux qui disaient : « Nous avons besoin d'une bataille » (2).

Efficace et salutaire pendant les quelques années qui ont précédé la chute de la Monarchie de Juillet — on peut ac-

(1) Mazzini, *Devoir de la Démocratie*, p. 3.

(2) Pierre Leroux, *La grève de Samarez*, t. 1, p. 378.

quiescer sur ce point au jugement de Pierre Leroux — l'influence du communisme icarien s'est comme évanouie au moment où l'avènement de la démocratie semblait légitimer pour lui toutes les espérances. Il ne saurait être question, dans cette étude consacrée à la recherche de ses origines, d'analyser les causes d'ailleurs très complexes de son effondrement. Constatons seulement qu'en s'efforçant de remettre au jour sous un vêtement nouveau des idées que le discrédit minait déjà, Cabet a entrepris une œuvre artificielle et dont le succès ne pouvait être qu'éphémère.

Son communisme n'est qu'une réplique adoucie, humanisée et, pour ainsi parler, *idyllisée* du babouvisme. C'est, si l'on veut, une dernière édition de l'utopisme traditionnel, revue et corrigée par la Révolution française. Cette dernière édition prétend sans doute n'être pas une copie pure et simple de l'original. A l'idéal de Rousseau et de Robespierre qui rêvent pour leur République la médiocrité dans la vertu, Cabet a substitué la conception plus moderne d'une société puissamment outillée pour la production et assurant à chacun de ses membres toutes les satisfactions corporelles compatibles avec un régime strictement égalitaire. Julie ne recueille plus la laine des blanches brebis dans la ferme de M. de Wollmar : elle fabrique à la grosse des bonnets d'enfant dans un grand atelier où ronflent les machines. Mais faut-il faire honneur à Cabet de ce progrès, — à supposer que Julie n'ait pas perdu au change ? Avant l'auteur du *Voyage en Icarie*, Fourier n'avait-il pas promis à l'homme qu'il trouverait dans les ateliers du Phalanstère le « décuple produit », condition nécessaire de son bonheur ici-bas ? Avant lui, Saint-Simon n'avait-il pas prédit que l'agriculture elle-même deviendrait une dépendance de l'industrie, cette reine des temps nouveaux ? En vérité, plus on examine la doctrine icarienne, et plus on est tenté de réduire la part d'invention de son auteur.

Faut-il s'étonner, dès lors, qu'elle fasse assez piètre figure entre le babouvisme qui synthétise la pensée socialiste du dix-huitième siècle et le marxisme qui est l'aboutissement de celle du dix-neuvième ? Elle n'a même pas trouvé grâce devant ceux qui paraissent pourtant ses continuateurs les plus immédiats, nous voulons dire les partisans de l'omnipotence politique et économique de l'Etat. Ils veulent bien,

avec Engels, reconnaître à Cabet le mérite d'avoir su parler à l'âme du peuple et d'avoir recruté tous ses disciples dans les rangs du prolétariat, mais ils ne lui pardonnent pas de s'être attardé si longtemps dans les salons de la bourgeoisie, d'avoir cru à la nécessité d'une élite intellectuelle chargée de penser pour le peuple, et surtout de s'être imaginé naïvement qu'il pouvait suffire de reconstruire en esprit la société pour changer le cours nécessaire des choses. Leur arrive-t-il, guidés par un sentiment de modestie — ou d'orgueil — de se chercher des ancêtres ? Ils oublient d'inscrire Cabet dans leur généalogie et ils « placent dans le mouvement des Égaux, » dans la conjuration de Babeuf le berceau de l'ordre collectiviste » (1). C'est qu'ils estiment, non sans raison, que le communisme icarien doit être tenu pour une dérivation et non pour une source. Ainsi, tout nous ramène à la conclusion que nous nous sommes proposé d'établir. Le système icarien est un prolongement de la philosophie sociale de la Révolution française, éclos aux environs de 1840 dans le cerveau d'un jacobin attardé. Certains brasiers que l'on croyait refroidis jettent encore, malgré la cendre qui les recouvre, un tardif pétilllement. Lorsqu'en octobre 1898, dans une petite ville de l'Iowa, le juge Towner a prononcé la

(1) Chambre des Députés, séance du 15 juin 1896. — M. Albert de Mun aux socialistes : « Vos origines sont à la conjuration de Babeuf et à la République des Égaux ». — M. Jules Guesde : « Nous acceptons ce patronage. »

Séance du 16 juin 1896. — M. Jules Guesde : « M. de Mun a placé le berceau de l'ordre collectiviste ou communiste, comme vous voudrez, avec notre consentement et au milieu de nos applaudissements, au mouvement des Égaux, à la conjuration de Babeuf ».

— M. Gabriel Deville, au IV^e Congrès socialiste de Tours, séance du 2 mars 1902 : « Il n'est pas douteux historiquement que le premier socialiste conscient (il y a des précurseurs que je ne nie pas) a été le grand Babeuf ».

« C'est pour étendre à tous les citoyens les garanties inscrites dans la Déclaration des Droits que notre grand Babeuf a demandé la propriété commune, garantie du bonheur commun » (Déclaration de principes du Congrès, rédigée par M. Jaurès).

Cf. E. Fournière, *Les théories socialistes au XIX^{me} siècle*, préface, p. XXI.

dissolution légale du groupe icarien de Corning, c'est une dernière étincelle du foyer révolutionnaire qui s'est éteinte dans la nuit.

VU :

Le 22 décembre 1906,
*Le Doyen de la Faculté des Lettres de
l'Université de Paris,*
A. CROISSET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

INDEX DES NOMS PROPRES

A

Adelphes (Société des), 20.
 Advielle (V.), 15, 148, 149, 154.
 Aide-toi, le Ciel t'aidera (Société),
 26, 56, 69, 70, 71, 72.
 Albert (Alexandre Martin, dit), 89.
 Alibaud, 119.
 Allen (W.), 141.
 Alton-Shée (d'), 164.
 Amis de la Vérité (Société des),
 21, 22.
 Amis du Peuple (Société des), 75,
 76, 79, 91.
Ami du Peuple (l'), 105.
 Andler (Ch.), 147, 149, 171.
 Andryane (Alexandre), 28, 29.
 Anglade, 86.
 Apollonius de Tyane, 127.
 Arago, 33, 55, 97.
 Argenson (Marc-René de Voyer
 d'), 15, 16, 17, 18, 19, 21, 23, 30,
 51, 55, 57, 61, 62, 63, 65, 66, 70, 72,
 77, 86, 96, 98, 133, 150, 185.
 Argenson (Voyer d'), (fils du pré-
 cédent), 18, 60, 62.
 Argout (d'), 95.
 Aristide, 149.
 Aristote, 142.
 Artois (comte d'), voy. Charles X.
 Association dijonnaise contre les
 impôts sur le sel et les boissons,
 88.
 Association libre pour l'Educa-
 tion gratuite du Peuple, 16, 71,
 72, 84.
 Association polytechnique, 71.
 Association pour la liberté de la
 presse, 72, 73.
Atelier (l'), 85.
 Audry de Puyraveau, 17, 23, 57,
 62, 72, 77, 86, 99.
 Aulard (A.), 112, 118.

B

Babeuf (François-Noël, dit C. Grac-
 chus), 15, 16, 18, 27, 29, 62, 66,
 67, 82, 92, 115, 117, 118, 119, 120,
 121, 122, 123, 125, 131, 139, 142,

144, 148, 149, 150, 153, 154, 155,
 168, 171, 175, 178, 179, 180, 181,
 182, 191, 204, 207.
 Bacon (François), 141.
 Ballon, 62.
 Barbès, 93, 150, 163.
 Barbeyrac, 141.
 Barrot (Odilon), 13, 23, 33, 51, 69, 72.
 Barthe, 13, 23, 40, 42, 47, 49, 51.
 Barthole, 141.
 Bastide, 23, 33, 43.
 Bazard, 20, 21, 22, 23, 24.
 Beaumont, 77.
 Beauséjour, 23, 72.
 Beccaria, 140.
 Beluze (J.-P.), 1, 2, 3, 6, 9, 12, 25,
 33, 41.
 Béranger (de la Drôme), 23.
 Bernard (du Var), 23, 55.
 Bernard (Martin), 119.
 Bernardin de St-Pierre, 143.
 Berry (duc de), 12, 15.
 Berry (duchesse de), 56.
 Berryer-Fontaine, 62, 77, 87.
 Berton, 23.
 Biard (Gustave), 27.
 Bichot, 12.
 Blanc (Louis), 20, 22, 25, 47, 64,
 76, 77, 80, 88, 92, 101, 163.
 Blanqui, 31, 67, 76, 93, 119.
 Bodin, 141.
 Bodson, 118, 121, 171.
 Boinvillers, 23.
 Bonaparte (Joseph), 99.
 Bonaparte (Louis), 99.
 Bonaparte (Lucien), 29, 99.
 Bonaparte (Napoléon), voy. Na-
 poléon.
 Bonnaud (Félix), 11, 12, 100.
 Bonnias, 62, 76.
 Bonsens, 88.
 Bossuet, 127.
 Bougainville (de), 153.
 Boulay (de la Meurthe), 23.
 Bourguin (Maurice), 175.
 Bouton (V.), 16, 64, 82, 120.
 Briquerville, 86.
 Brissot, 106.
 Buchez, 20, 21, 22, 76, 85, 101, 102,
 110, 111, 119, 128, 163, 164.
 Bugeaud (maréchal), 88.
 Buonarroti (Phil.), 16, 27, 29, 30,

31, 61, 62, 63, 65, 66, 67, 89, 91, 98, 106, 111, 115, 116, 117, 118, 121, 122, 123, 131, 132, 139, 140, 142, 150, 153, 154, 158, 161, 162, 166, 169, 171, 172, 173, 175, 176, 179, 180, 181, 183, 185, 186, 187, 192, 193, 194, 195, 200, 201, 202.
Buret, 83.
Burlamaqui, 141.

C

Cabanis, 14.
Cabet (Mme, née Delphine Lesage), 98, 99.
Cabet (Céline), 98.
Cabet (Louis), 98.
Campanella, 139, 142, 144, 184, 187, 202.
Carbonari (Société des), 20.
Cariol, 22.
Carle (Henry), 2, 6, 9, 12, 25, 33, 41.
Carnot (Hippolyte), 21.
Carrel (Armand), 24, 45, 69, 72, 97.
Carrier, 118.
Cavaignac (Godefroy), 21, 33, 35, 43, 45, 63, 68, 76, 77, 89, 97, 99, 101, 119.
Chaix d'Est-Ange, 23.
Charavay, 201.
Charles X, 15, 26, 36, 38, 59, 69.
Châteaubriand, 94, 162.
Chatry-Lafosse, 23.
Chaumette, 113, 115, 143.
Chauvelin (marquis de), 48.
Chevalier (Michel), 141.
Choron, 119.
Cloots (Anacharsis), 113, 115.
Comte, 50.
Comte (Auguste), 57, 159.
Condorcet, 14, 19, 106, 114, 141, 153.
Confucius, 127.
Concelle (François de), 15, 20, 22, 23, 55.
Cormenin, 55, 57, 72, 73.
Cousin (Victor), 21, 23, 33.
Couthon, 90, 116.
Crémieux, 13.
Cumberland, 141.

D

Dalloz, 13, 25.
Danton, 13, 113.
Darmès, 119.
Darthé, 15, 118.
Daunou, 14.

Decazes, 5.
Decruzy, 25, 33.
Delangle, 23.
Delente, 74, 78.
Dentzel, 23.
Descartes, 130, 140.
Desfontaines (abbé), 147.
Desjardins, 78.
Desmoulins (Camille), 113.
Destutt de Tracy, 14.
Deville (Gabriel), 207.
Dézamy, 34, 65, 66, 67, 97, 98, 104, 119, 132, 133, 142, 160, 188.
Dictionnaire Politique, 92.
Diderot, 141.
Domat, 141.
Dourille (H.), 17, 61.
Droits de l'Homme (Société des), 25, 30, 75, 76, 77, 78, 80, 82, 85, 88, 89, 90, 91, 119, 133.
Dubois (de la Seine-Inférieure), 23.
Duchaffaud (général), 86.
Duclerc, 92.
Dugied, 23.
Dulong, 72, 87, 88.
Dupin aîné, 80.
Dupont (de Bussac), 55, 92, 101.
Dupont (de l'Eure), 15, 21, 23, 35, 37, 41, 42, 43, 44, 46, 55, 69, 71, 75, 86.
Dupont de Nemours, 141.
Durand, 3.
Duris-Dufresne, 86.
Duval, 120.
Duvergier de Hauranne, 22, 57.

E

Enfantin, 159.
Engels, 124, 207.
Erasmus, 142.
Espinass (A.), 112, 118, 149, 158, 159.
Esquiros, 101.
Esséniens (Communauté des), 163.

F

Familles (Société des), 120.
Fauchet (abbé), 115.
Favier, 23.
Fédération bourguignonne (la), 8, 9.
Fénelon, 3, 127.
Figaro (le), 95.
Filangieri, 143.
Flottard, 20, 21, 22.
Fondateur (le), 72.

Fouché, 117.
 Fourier (Ch.), 14, 57, 60, 70, 110, 124,
 128, 129, 130, 139, 149, 150, 164, 166,
 172, 173, 179, 180, 182, 191, 201, 206.
 Fournière (E.), 177, 207.
 Foy (général), 17.
 Franklin, 128.
Fraternité (la), 19, 201.

G

Gallois (Léonard), 101.
 Garnier-Pagès, 49, 50, 51, 57, 69,
 72, 87, 96, 99.
 Gatti de Gamond (Mme), 188.
 Gaudence de Lucques, 147.
 Gay, 201.
Gazette de Francfort (la), 98.
 Germain, 29.
 Gervais, 76.
 Gigault, 65, 66.
 Gindriez, 88.
 Ginguené, 14.
 Girod (de l'Ain), 72, 90, 91.
Giornale patriottico di Corsica
 (Il), 28.
 Gisquet, 74.
 Godwin (William), 130.
 Gracques (les), 107, 149.
 Grisel, 118.
 Grivel, 141.
 Grotius, 63, 141.
 Grouvelle (Laure), 72.
 Guadet, 106.
 Guesde (Jules), 207.
 Gueudeville, 19, 167.
 Guichard, 12.
 Guillon, 20.
 Guinard, 21, 22, 33, 43, 73, 77, 87,
 89, 97, 99.
 Guizot, 69, 99.

H

Harrington, 140, 142.
 Hauréau, 28, 101.
 Hébert, 113, 115, 143.
 Helvétius, 127, 143, 187.
 Hillebrand (K.), 57.
 Hobbes, 141.
 Hoche, 45.
 Hubert, 75.
Humanitaire (l'), 201.
 Hume (David), 143.

I

Indépendants (Société des), 20.
Intelligence (l'), 140.
 Isambert (Alf.), 13, 23.

J

Jacotot, 2, 3, 5, 7, 10.
 Jaurès (Jean), 207.
 Jean-Baptiste, 164.
 Jésus-Christ, 5, 107, 110, 116, 127,
 142, 144, 149, 160, 162, 163, 164.
Jeune France (la), 26.
 Jollivet, 23.
 Joly, 55, 87.
 Joubert, 21, 22, 33.
Journal du Peuple (le), 28.
 Julien, 14.

K

Kersausie, 62, 77.
 Kœchlin, 23.

L

La Bédoyère, 11.
 La Boétie, 140.
 Laboissière, 49, 50, 51, 72, 87.
 Lafayette (général de), 14, 15, 17,
 21, 22, 23, 24, 30, 33, 35, 46, 57,
 65, 66, 69, 72, 75, 76, 87, 88, 97, 98,
 104, 105, 106, 150.
 Lafayette (Georges), 23.
 Laffitte, 17, 33, 55, 75, 98.
 Lahautière, 119.
 Lamarque (général), 49, 50, 88.
 Lamartine, 101, 163, 205.
 Lamennais, 67, 92, 159, 162, 164,
 165.
 Lampridi, 28.
 Laponneraye, 90, 119, 140.
 Laromiguière, 21.
 Laurent (Paul-Mathieu), 26, 27, 30.
 Lebas, 116.
 Lebon (Napoléon), 62, 76, 77, 132,
 133, 140.
 Le Chapelier, 112.
 Lechevalier, 71.
 Ledru-Rollin, 163, 205.
 Légions révolutionnaires (société
 des) 120.

Lemercier (Népomucène), 33, 87.
 Léopol I^{er}, 98.
 Léopold (grand-duc), 28.
 Le Peletier (Félix), 118.
 Le Peletier de Saint-Fargeau (Michel), 202.
 Lerouge, 12.
 Leroux (Pierre), 6, 21, 23, 24, 43, 92, 102, 133, 134, 135, 136, 138, 139, 159, 163, 205, 206.
 Lesconvel, 147.
 Lesseps (Ch. de), 87.
 Levasseur (de la Sarthe), 26.
 Levasseur, 27.
 Lichtenberger (A.), 147.
 Limperani, 22.
 Locke, 127.
 Lointier, 33, 34, 49.
 Louis XVI, 27, 52.
 Louis XVIII, 8, 11, 36.
 Louis-Philippe, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 43, 46, 52, 53, 57, 58, 59, 60, 83, 89, 98, 99, 119, 140, 142, 162.
 Loustallot, 111.
 Ludre (de), 55, 57, 87.
 Luquet, 3.
 Lycurgue, 121, 127, 142, 200.

M

Mably, 30, 143, 200.
 Maître (Joseph de), 162.
 Manuel, 13, 17, 23, 35, 42, 66.
 Marat, 24, 59, 75, 90, 105.
 Marceau, 45.
 Marie, 13, 55, 96.
 Marie (huissier), 10.
 Marmontel, 140.
 Marrast (Armand), 20, 73, 99, 101.
 Marschal, 55.
 Martin, 55.
 Martin (Alexandre), voy. Albert.
 Martin (du Nord), 91.
 Marx (Karl), 31, 57, 86, 124, 171.
 Mathieu (d'Épinal), 62.
 Mathieu (Saint), 143.
 Manguin, 17, 23, 33, 49, 72, 87.
 May (J.-J.), 201.
 Mazzini, 205.
 Merilhau, 23.
 Michel-Ange, 28.
 Michel (de Bourges), 55.
 Michel (Henry), 163.
 Michelet, 2, 101.
 Mie (Auguste), 17, 18.
 Mignet, 101.
 Mirabeau, 59, 141.
 Moïse, 4, 149, 160.
 Momoro, 115.
Moniteur (le), 47.

Montaigne, 140.
 Montauban (colonel), 99.
 Montesquieu, 143, 191.
 Montgaillard (Guill.-Hon. Roques, dit l'abbé de), 26.
 Morelly, 30, 82, 139, 143, 144, 172, 178, 187.
 Morus (Thomas), 19, 110, 140, 142, 144, 147, 148, 165, 167, 181, 184, 185, 187, 188, 196, 201.
 Mouton-Duvernet, 11.
 Mun (Albert de), 207.
 Murat (Achille), 139, 141.

N

Nadaud (Martin), 3, 150.
 Napoléon I^{er}, 7, 8, 10, 11, 14, 17, 35, 45, 123.
National (le), 1, 6, 7, 9, 11, 12, 26, 34, 44, 55, 86, 89, 96, 97, 98.
 New-Harmony (communauté de), 133, 136, 138.
 New-Lanark (expérience sociale de), 135, 136.
New Moral World (the), 134.
 Ney, 11.
 Nicod, 13, 25, 55, 72.
 Noyes (John Humphrey), 202.

O

Oneida (communauté d'), 202.
 Orbiston (expérience sociale d'), 137.
 Orléans (duc d'), voy. Louis-Philippe.
 Owen (Robert), 6, 14, 110, 130, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139.

P

Page, 201.
 Pagnerre, 87, 92.
 Pascal, 5, 30, 153.
Patriote (le), 26.
Patriote de la Côte-d'Or (le), 74, 88.
 Paul-Emile, 149.
 Paulin, 138.
 Pecqueur, 170.
 Périer (Casimir), 44, 49.
 Perrotte, 56.
 Persil, 51, 53.
 Pestalozzi, 172.
 Petetin (Anselme), 47.

Phalange (la), 49.
Phalanges démocratiques (les), 120.
Philadelphes (Société des), 20.
Phocion, 149.
Picavet (F.), 14.
Pillot, 119, 120.
Piogey, 10, 11, 12.
Platon, 121, 127, 139, 140, 142, 143, 144, 149, 165, 172, 184, 187, 196, 201.
Plougoulm, 23.
Plutarque, 127.
Polignac, 30, 43.
Précurseur (le), 47.
Priestley, 172.
Producteur (le), 14.
Propagateur du Pas-de-Calais (le), 74.
Proudhon, 6, 7, 155, 166, 173.
Puffendorf, 63.
Pythagore, 127, 142.

Q

Quénisset, 119.
Quesnay, 141.

R

Rabaut Saint-Etienne, 202.
Ranc (A.), 15, 16.
Raspail, 21, 76, 97, 150, 163.
Raucourt, 71.
Raynal, 128, 143.
Recueil de Jurisprudence Générale, 25.
Recurt, 72, 78.
Réforme (la), 97.
Rémusat (de), 33.
Renouard, 33.
Révolution (la), 26.
Revue du Progrès (la), 92.
Revue Encyclopédique (la), 14.
Revue Républicaine (la), 92, 101.
Rey (Joseph), 14, 20, 138.
Reybaud (L.), 155.
Ricord, 29.
Robespierre (Maximilien), 1, 24, 26, 28, 66, 78, 79, 80, 82, 90, 91, 92, 106, 107, 108, 111, 112, 113, 114, 116, 117, 119, 121, 122, 142, 143, 194, 202, 206.
Robespierre (jeune), 29, 116.
Robin (Charles), 88.
Robinet, 140, 141.
Roche (Achille), 26, 27, 30.
Rosen (Sophie de), princesse de Broglie, 17.
Rousseau (J.-J.), 2, 30, 116, 143,

145, 151, 152, 153, 163, 178, 188, 191, 200, 206.
Roux-Lavergne, 101, 102, 110, 111, 128.
Royer-Collard, 5.

S

Saint-Hilaire (Barthélemy), 69.
Saint-Just 1, 59, 75, 90, 115, 116, 121.
Saint-Simon, 57, 60, 102, 110, 124, 130, 139, 149, 159, 163, 166, 206.
Saisons (Sociétés des), 120.
Saliceti, 29.
Salverte (Eusèbe), 87.
Sardi, 28.
Sarrut, 73.
Sautelet, 22.
Savary, 120.
Scheffer (Ary), 23.
Schiller, 172.
Schonen (de), 23.
Sébastieni (général Horace), 94.
Sébastieni (général Tiburce), 40.
Seignobos (Ch.), 8, 63.
Setet (Adolphe), 19.
Sidney, 141.
Sieyès, 114.
Sigaud, 22.
Simard, 120.
Sismondi, 127.
Smith, 141.
Société Fraternelle Centrale, 137, 138.
Socrate, 107, 127, 130, 142, 149.
Solon, 142.
Sombart (W.), 149.
Stephenson, 170.
Sudre (Alf.), 200.

T

Tallien, 115, 117.
Tarayre (colonel), 23.
Tardieu aîné, 55.
Tchernoff, 30, 50, 57, 58, 76, 82, 131, 132.
Teste (Charles-Ant.), 15, 16, 17, 18, 19, 26, 27, 30, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 72, 76, 98, 162.
Thiard (général), 55, 97, 98.
Thiers, 33, 89, 101, 102.
Thompson, 139.
Thoré (Th.), 140, 155.
Thornton (T. W.), 138.
Thureau-Dangin, 57.
Tiphaigne de la Roche, 141.
Titherly (expérience sociale de), 137.

Titot, 78.
 Tocqueville, 141.
 Towner, 207.
Travail (le), 201.
 Travailleurs Egalitaires (les), 120,
 Trélat (U.), 17, 20, 22, 28, 29, 61,
 75, 76.
 Trestaillon, 17.
Tribun du Peuple (le), 18, 121, 151.
 153, 175, 178, 181, 182.
Tribune (la), 26, 52, 68, 73, 101.
 Tronchet, 112.
 Turgot, 141.
 Tyssot de Patot, 147.
 Union (Société de l'), 20.

V

Vaillant (maréchal), 5.
 Vairasse d'Alais, 141, 147.

Vatel, 141.
 Vaudrey (colonel), 99.
 Vaux (général), 10, 11.
 Vellicus, 120.
 Vernet (H.), 23.
 Vignerte (J.-J.), 62, 77, 82.
 Vigny (Alfred de), 149.
 Villeneuve-Bargemont, 83.
 Villermé, 83, 85.
 Voltaire, 140.

W

Washington, 172.
 Weill (G.), 7, 20, 21, 26, 57, 68, 69,
 72, 73, 163.
 Weitling (W.), 171.
 Wieland, 141.
 Wilberforce, 172.
 Witt (Jean), 20.

ERRATA

Page 62, 22^e ligne. — *Lire « Bonnias » au lieu de « Bornias ».*

Page 86, à l'alinéa. — *Intercaler : § VI.*

Page 128, 2^e ligne. — *Lire « s'inclinant » au lieu de « s'inclinent ».*

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE, p. v.

BIBLIOGRAPHIE, p. ix.

CHAPITRE I

La Restauration, p. 1-31.

- I. L'enfance et la jeunesse de Cabet jusqu'à la Restauration, p. 1. — II. Cabet à Paris. Ses débuts dans la politique, p. 8. — III. Rôle de Cabet dans la Charbonnerie française. Il fait partie de la Vente suprême, p. 13. — IV. Déclin de la Charbonnerie. Les dernières années de la Restauration, p. 25.

CHAPITRE II

Les premières années de la Monarchie de Juillet, p. 32-93.

- I. La Révolution de 1830. Cabet et Louis-Philippe. *Amicus rex, sed magis amica patria*, p. 32. — II. Cabet procureur général en Corse. Sa révocation. Il est élu député de la Côte-d'Or, p. 40. — III. L'activité parlementaire de Cabet. Ses démêlés avec le pouvoir, p. 49. — IV. Cabet et le parti républicain. Son rôle dans l'opposition. Réveil de l'esprit révolutionnaire. L'idéal de la Convention. Cabet entre Buonarroti et Lafayette, p. 58. — V. Cabet et les grandes associations républicaines : La Société *Aide-toi, le Ciel t'aidera* ; l'Association pour l'Instruction libre du Peuple ; l'Association pour la liberté de la Presse ; les Amis du Peuple. La Société des Droits de l'Homme, ses doctrines et son action. Cabet réserve son adhésion. Sa conception sociale en 1833, p. 68. — VI. La fondation du *Populaire*. Le programme du journal de Cabet. Le procès d'avril 1834 détermine une scission dans le parti républicain. Réformistes et révolutionnaires, p. 86.

CHAPITRE III

L'Exil, p. 94-125.

- I. Le procès de mars 1834. Cabet préfère l'exil à la prison. Il se réfugie à Londres, p. 94. — II. *L'Histoire populaire de la Révolution Française*. Les sources de l'ouvrage. L'attitude de Cabet en face des événements et des hommes. Son admiration pour Robespierre, p. 100. — III. Cabet se déclare communiste ; l'étude de la Révolution française a consommé cette métamorphose depuis longtemps commencée ; Cabet interroge les penseurs de tous les siècles et leur réponse le confirme dans sa foi nouvelle, p. 108. — IV. Jugement de Cabet sur Babeuf et la Conspiration des Égaux. Raisons qui expliquent ce jugement. Le néo-babouvisme fait échec au communisme de Cabet. Cabet décide de fonder une nouvelle école communiste, p. 117.

CHAPITRE IV

Les Sources du Voyage en Icarie, p. 126-144.

- I. La genèse du roman icarien ; Cabet se découvre une foule de devanciers ; la complexité du problème des origines ; emprunts volontaires et influences subies, p. 126. — II. Examen de quelques questions préalables : Cabet et les réfugiés français à Londres ; Cabet et les *Aphorismes* de Lebon ; Cabet et Robert Owen, p. 131. — III. Les sources certaines du *Voyage en Icarie* ; les lectures de Cabet ; l'*Utopie* de Thomas Morus ; les philosophes du XVIII^e siècle. — Conclusion du chapitre : trois sources ont alimenté la pensée de Cabet, le Christianisme, l'Utopisme traditionnel et la Révolution française, p. 139.

CHAPITRE V

La Doctrine Icarienne, p. 145-208.

- I. Le roman. L'intrigue, les personnages, le style, p. 145. — II. Les principes directeurs du communisme icarien, p. 148. — III. La religion icarienne, p. 159. — IV. Le régime politique des Icarieus, p. 165. — V. L'organisation économique de la communauté, p. 173. — VI. Les mœurs, la famille, l'éducation en Icarie, p. 189. — VII. Conclusion, p. 204.

INDEX DES NOMS PROPRES, p. 209.

ERRATA, p. 215.

TABLE DES MATIÈRES, p. 217.

IMPRIMÉ PAR

L'Association Coopérative des Ouvriers de l'Imprimerie LA LABORIEUSE
Rue Godin, 7 — NIMES

Médaille de Bronze Exp. Un. Paris 1900

